





# ASIE

## LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN CHINE

### Les « comploteurs » se seraient opposés à la ligne maoïste

(Suite de la première page.)  
Quelques heures plus tard, Chine nouvelle diffusait une dépêche sur le même thème, évoquant à un million et demi le nombre des manifestants de jeudi et qualifiant des termes les plus variés les quatre « comploteurs » et « courtoisiers ». L'agence se félicitait de « l'écrasement de la clique contre-révolutionnaire », qui constituait « une peste à l'intérieur du parti ». Les quatre dirigeants déchu sont désormais, pour Chine nouvelle, « les représentants typiques de la bourgeoisie au sein du parti et des partisans obstinés du capitalisme, qui continuent dans cette voie ».



(Dessin de KONG.)

tuent « la réalisation rapide de la sage décision prise par le président Mao ». Il semble bien qu'il ne s'agisse pas de la seule référence à la nomination de M. Hua Kuo-feng à la présidence du comité central — que Mao Tse-toung a pu envisager avant sa mort — mais aussi la destination de Mme Chiang Ching et de ses amis du « groupe de Changhaï ». La population a, en effet, été « informée » que, de longue date, le président défunct avait commencé à critiquer les sonnettes. Franchissant un pas de plus — et assuré qu'un démenti ne saurait venir d'entre-tombe — le nouveau pouvoir lui attribue maintenant la responsabilité initiale de l'élimination politique de sa veuve et des hommes qu'il avait lui-même fait accéder au pouvoir.

L'agence énumère, d'autre part, les différents « crimes » dont se seraient rendus coupables les membres de la « bande des quatre », et des accusations déjà connues — avoir déformé la pensée du président Mao, « pratiqué le révisionisme », « le socialisme », « le marxisme », etc. — et en ajoute, en précisant, quelques autres. On apprend que les dirigeants

déchu « se sont opposés à la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao sur une série de questions intérieures et internationales ». Cette dernière précision, que l'on rencontre pour la première fois, laisse supposer que la politique extérieure chinoise pourrait connaître quelques modifications à l'issue de la crise.

La « bande des quatre » est encore accusée de s'être livrée à « des activités factionnalistes en vue de diviser le parti ». En clair, cela veut dire que les « comploteurs » ont cherché à regrouper des partisans au sein du comité central. Enfin, Chine nouvelle confirme qu'il s'est bien agi, comme on le pensait, d'une lutte pour le pouvoir au plus haut niveau, c'est-à-dire pour la présidence du parti elle-même. Les « intrigues et complots », écrit-elle, étaient « une tentative pour usurper la direction suprême du parti et de l'Etat et elles ont été déjouées par le comité central

dirigé par le camarade Hua Kuo-feng ». Là encore vient cette étonnante précision que le nouveau chef du P.C. agissait en la circonstance « conformément aux dispositions du président Mao ». Il n'est pas question de recommandations plus ou moins vagues et théoriques, mais, selon les termes chinois d'« arrangements » très concrets et précis.

Reste d'ailleurs à donner une substance un peu plus solide à ces diverses accusations et à expliquer comment et pourquoi les dirigeants déchu se sont rendus coupables des crimes dont on les charge. Jeudi, le Quotidien du peuple a consacré une place considérable à une opération de nomination contre M. Chang Chun-chiao qui donne peut-être un avant-goût du genre de procès auquel il faut s'attendre. Prenant prétexte du quarantième anniversaire de la mort de La Hsun, l'organe du P.C. rappelle que le grand écrivain avait critiqué dans les années 30 un certain « étonnement », écrivait sous le pseudonyme de Li Ke, et qui aurait adopté à l'époque des positions « capitulationnistes » face au Kouomintang,

allant jusqu'à se faire l'« exécuté » de la clique des « comploteurs ». « Qui est-ce Li Ke ? », demande le Quotidien du peuple. Une enquête sur son passé montre qu'il est précisément un « contre-révolutionnaire qui se prétend révolutionnaire », « un ver qui s'est glissé dans les rangs de la révolution (...). L'article qu'il a écrit (en 1935) est une pièce importante au dossier de sa carrière criminelle de contre-révolutionnaire ».

L'article du Quotidien du peuple est transparent pour tout le monde, car le jeune journaliste qui signait « Li Ke » en 1935 n'est autre que M. Chang Chun-chiao, qui avait alors un peu plus de vingt ans. L'affaire n'est pas nouvelle et ne saurait être présentée comme une découverte récente, car il en avait déjà été question à l'époque de la révolution culturelle. Personne depuis n'en avait tenu rigueur à M. Chang Chun-chiao. Ce dernier n'est d'ailleurs pas le seul parmi les dirigeants à avoir été critiqué par le P.C. : le cas le plus célèbre est celui de M. Kuo Mo-jou, président de l'Académie des sciences, vice-président de l'Assemblée nationale populaire et membre du comité central du P.C. Age de plus de quarante ans à l'époque, et installé au Japon, M. Kuo Mo-jou représentait même très certainement, au milieu des années 30, un personnage autrement dangereux et critiqueable aux yeux de La Hsun que le très jeune plumeur de Changhaï qui commençait à écrire sous le pseudonyme de Li Ke. Qui songe aujourd'hui, pourtant, à le lui reprocher ? Que ce genre de querelle soit faite à M. Chang Chun-chiao laisse mal augurer de la suite du procès et du genre de « justice » devant laquelle lui-même et ses collègues vont avoir à comparaître. Sur la place Tien An Men, les cortèges ont recommencé à défilier, vendredi, dès les premières heures de la matinée, mais le service d'ordre très renforcé limite un peu la cohue qui avait pratiquement paralysé la veille le centre de la ville. Les tambours, les gongs, les cloches et les explosions de pétards continuent à retentir, mais il pleut et ces longues files de manifestants avançant sous un ciel gris et brandissant des drapeaux bleus ne donne pas tout à fait la même impression d'enthousiasme populaire que l'agence Chine nouvelle se plaît à souligner pour les défilés de jeudi.

Qu'y a-t-il de démentiel de particulièrement réjouissant au spectacle de petits enfants marchant vers Tien An Men sous la conduite de leurs maîtres d'école aux cris répétés de « A bas Wen, A bas Wen-Yuan, A bas Chiang Ching, A bas Wang Hong-Chang Chun-chiao... ».

ALAIN JACOB.

### UNE MANIFESTANTE TRÈS REMARQUÉE

Pékin (A.F.P.). — « A bas Chiang Ching ! », ce cri hostile à la veuve de Mao Tse-toung, répété par des centaines de milliers de Pékinois, a retenti des millions de fois jeudi 21 octobre, à Pékin, mais la personne qui le lance devant le correspondant de l'A.F.P. West n'est autre que la ministre des Affaires étrangères, Mme Wang Hui-jung, vice-ministre des affaires étrangères.

Fille d'un frère de Mao, elle a défilé à la tête des représentations du président des affaires étrangères. La foule l'a acclamée, et une véritable bousculade s'est produite alors que des administrateurs enroulés dans le visage fin, l'air modeste, et sans cesse au plus vigile, cinq ans, la niche de Mao semblait intimidée par l'intérêt qu'elle suscitait. Cela ne l'a pas empêché de brandir le poing levé, comme tout le monde, un petit fanion de papier rose portant l'inscription : « Dénonçons les crimes des quatre anti-pas ».

A côté d'elle se trouvait l'interprète préféré de Mao, « Nancy » Tang. Elle a décliné au correspondant de l'A.F.P. l'identité des personnes présentes. « Vous m'avez dit », M. Chiao Kuan-hua, n'est pas là », a-t-elle répondu. M. Chiao Kuan-hua avait dirigé la délégation de ministres des affaires étrangères lors de la grande manifestation de soutien à Mao sur la place Tien-An-Men et la chute de M. Teng Hsiao-ping.

Un journal de droite interdit en Thaïlande. — Pour la première fois depuis qu'elle a pris le pouvoir, le 6 octobre, la junte militaire a interdit un journal de droite, le Rat Won. Le motif officiel de cette interdiction est la publication d'un article « susceptible de provoquer la panique et la division au sein de l'opinion publique ». Le Rat Won avait publié une liste de cinquante-sept journalistes, liste qu'il prétendait être celle de communistes fichés par la junte (Le Monde du 21 octobre). Les autorités ont démenti qu'une telle liste ait été dressée. Elles ont cependant indiqué que « cinq ou six » journalistes ont été arrêtés. — (U.P.I., A.F.P.)

# DIPLOMATIE

## APRÈS LA DÉCISION DU PARLEMENT

### L'Assemblée générale de l'ONU condamne la politique française

De notre correspondant

New-York (Nations unies). — Par 102 voix contre une et 28 abstentions, l'Assemblée générale a adopté, jeudi 21 octobre, une résolution introduite par le Cameroun concernant Mayotte (1). Le texte « considère que les référendums imposés aux habitants de l'île comorienne de Mayotte constituent une atteinte à la souveraineté de l'Etat comorien et à son intégrité territoriale, que l'occupation par la France de l'île de Mayotte constitue une violation des principes de résolution pertinents de l'Organisation des Nations unies. Il condamne les référendums du 3 février et du 11 avril 1976, organisés dans l'île de Mayotte par le gouvernement français et les considère comme nuls et non avenue. Il condamne énergiquement la présence de la France à Mayotte, qui constitue une violation de l'unité nationale, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la République indépendante des Comores. Il demande au gouvernement français de se retirer immédiatement de l'île comorienne et d'entamer immédiatement des négociations avec le gouvernement comorien pour la mise en application des dispositions de la présente résolution ».

### La France ne se dérobera pas au dialogue

Le texte original du projet parlait d'« agression flagrante de l'Etat comorien par la France » et sa « condamnation » n'était assortie d'aucun appel. Il fut adouci après que certaines délégations francophones aient plaidé, au sein du groupe africain, pour une politique de dialogue au lieu d'une politique de la porte fermée. Le texte adopté n'en est pas moins dur. Il relève la mauvaise humeur croissante de l'ensemble de l'Afrique, pour ne pas dire leur colère, à l'égard des livraisons militaires françaises à l'Afrique du Sud, et à propos du refus du gouvernement français de se démarquer — dans les faits et pas seulement dans les paroles — par rapport au régime de Pretoria. Un communiqué africain, qui a l'habitude de peser ses mots, nous a confié :

(1) Les vingt-huit pays qui se sont abstenus sont l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Inde, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, l'Espagne, le Portugal, l'Espagne, le Suriname, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et l'Uruguay. Cent deux pays dont la totalité des pays africains ont voté pour.

que le problème de Mayotte aurait beaucoup moins brulé les Africains n'était le rôle joué par la France — tel qu'il est perçu par les Africains — en dépit des pieuses assurances du Général d'Ossay — en Afrique australe.

La France se trouve d'ailleurs aussi mise en cause dans un projet de résolution adopté en commission, qui « condamne la vente de matériel nucléaire à l'Afrique du Sud ». Les paroles aimables que les diplomates francophones ont, en privé, concernant la France relèvent mal le ton qu'ils adoptent lorsqu'ils sont entre Africains, à propos des liens entre Paris et Pretoria, et le fait que la France dispose d'un capital de bonne volonté dans l'Afrique africaine est un peu de réconfort. Le délégué de la France, M. Jacques Lecomte, a déclaré, dans son intervention, que « l'affaire de Mayotte est complexe, qu'elle oppose le principe de l'intégrité territoriale à celui non moins sacré de l'autodétermination ». Il s'est félicité du fait que « de nombreux orateurs ont utilisé le langage de la raison et appelé à la réconciliation ». « La France, a-t-il dit, est sensible à leur voix, elle a entendu leur appel au dialogue. Elle ne s'y dérobera pas ».

LOUIS WIZNITZER.

Remplacement du Conseil de sécurité. L'Assemblée de l'ONU a élu jeudi 21 octobre l'Allemagne fédérale, le Venezuela, l'Inde, le Canada et l'Italie comme membres permanents du Conseil de sécurité en remplacement du Japon, de la Tanzanie, de la Guyane, de l'Italie et de la Suède. — (Corresp.)

### M. PIERRE GORCE EST NOMMÉ AMBASSADEUR AU DANEMARK

Le Journal officiel du vendredi 22 octobre annonce la nomination de M. Pierre Gorce comme ambassadeur au Danemark, en remplacement de M. Pierre Pelen. Né en 1917, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Gorce a été haut-commissaire par intérim, puis commissaire de la République à Fiume-Fenice, à Bassano del Grappa, de 1958 à 1961, chargé de la section des affaires étrangères au ministère des Affaires étrangères (Orsini). Il a été directeur du premier bureau en qualité de directeur des études de l'Institut des hautes études d'Europe de 1961 à 1963. M. Gorce a ensuite été ambassadeur en Albanie et en Irak. Il était, depuis 1974, ambassadeur en Indonésie.

# Océan Indien

## Île Maurice

### Le premier ministre dissout le Parlement

Port-Louis (A.F.P., Reuter). — Sir Seewoosagur Ragoonam, premier ministre, a annoncé, jeudi 21 octobre, la dissolution du Parlement mauricien.

On estime dans les milieux politiques de l'ancienne colonie britannique que les prochaines élections devraient avoir lieu dans la première quinzaine de décembre.

En principe, les élections législatives ont lieu à Maurice tous les cinq ans, mais le gouvernement de Port-Louis, qui n'a pas organisé de consultation depuis l'accession de l'île à l'indépendance, le 12 mars 1968, a repoussé l'échéance à plusieurs reprises. Le motif officiel le plus fréquemment invoqué, à ce sujet, est la mise en œuvre du plan de développement. En réalité, le gouvernement peut, de façon tout à fait légale, surseoir comme il l'entend à tout scrutin, en vertu de l'état d'urgence qui reste en vigueur depuis plusieurs années. Or la montée des contestations, tant à gauche que le mouvement militant socialiste progressiste de Paul Béranger, qu'à droite avec le parti social-démocrate de M. Gaetan Duval, menace le maintien au pouvoir de la majorité actuelle.

Aussi longtemps que M. Gaetan Duval était au gouvernement, il s'était rangé à l'avis du premier ministre, Sir Seewoosagur Ragoonam, et s'était prononcé en faveur du report des élections. Mais depuis qu'il a rompu la coalition gouvernementale avec écart, après avoir été démis de son poste de ministre des affaires étrangères en décembre 1973, le leader social-démocrate a fait chorus avec l'opposition pour contraindre le gouvernement à organiser un scrutin. Comme M. Béranger, son concurrent, M. Duval est convaincu aujourd'hui que le pays légal ne correspond plus au pays réel ; il

semble persuadé que son propre parti est mieux placé pour remporter une victoire électorale.

Sir Seewoosagur Ragoonam avait, pour sa part, manifesté un certain esprit d'ouverture dès la fin de l'année dernière. Le 19 décembre 1975, l'Assemblée mauricienne avait, à son instigation, décidé de ramener l'âge de la majorité électorale de vingt et un à dix-huit ans. Cette décision devait permettre à soixante dix mille jeunes supplémentaires de participer aux élections, que le premier ministre laissait alors déjà prévoir pour la fin de l'année 1978. — Ph. D.

## La caution des professionnels.

Ententes acoustiques de très haute qualité.

# AFRIQUE

## LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LA RHODÉSIE

### M. Smith promet d'être « extrêmement raisonnable et patient »

De notre correspondant

Genève. — Arrivé à Genève le jeudi 21 octobre, en fin de matinée, M. Ian Smith, premier ministre de Rhodesie, a fait preuve, à sa descente d'avion, d'un optimisme mesuré et a déclaré que la conférence sur son pays devrait confirmer « l'accord déjà conclu » sur le base du plan Kissinger, lequel ne peut, selon lui, être renégocié (nos dernières éditions du 22 octobre). Il a précisé : « Les délégués et moi-même serons extrêmement raisonnables et patients. » A un journaliste qui l'interrogeait sur les conditions dans lesquelles la délégation rhodésienne pourrait être amenée à quitter la conférence, M. Smith a répondu qu'il n'était pas dans son tempérament de claquer la porte. « Je crois qu'il se peut que nous arrivions à une situation où, en toute sincérité, nous devions dire que le concept même qui nous a fait venir ici a été sapé, anéanti, et qu'il serait donc inutile de poursuivre la conférence ».

M. Ivor Richard, chef de la délégation britannique, s'est également montré assez optimiste à son arrivée. Selon lui, les pourparlers devraient se dérouler en deux temps : la première semaine serait consacrée aux problèmes généraux, après quoi, les détails pourraient être discutés. Il a estimé également que l'accord préliminaire constitue une « base acceptable » des négociations.

ISABELLE VICHNIAC.

### M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING S'ENTRETIENT AVEC LE PRÉSIDENT MOBUTU

Venant de Kinshasa, le général Mobutu, président de la République du Zaïre, est arrivé, jeudi après-midi 21 octobre, à Paris. Il a pris ce vendredi matin le petit déjeuner avec M. Valéry Giscard d'Estaing au palais de l'Élysée. A l'issue d'un séjour de quarante-huit heures dans la capitale française, le président Mobutu gagnera Lausanne, où il prendra « un repos médical d'une quinzaine de jours ».

## Angola

### SECON RADIO MAPUTO Des troupes sud-africaines auraient massacré plusieurs centaines de paysans

Selon la radio du Mozambique, captée en Tanzanie, les troupes sud-africaines auraient récemment pénétré en territoire angolais et appuyées par des éléments de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), tué deux cent quatre-vingt paysans. Radio-Maputo ne précise toutefois pas la date de ce massacre.

D'autre part, M. Holden Roberto, chef du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.), second mouvement qui lutte contre le gouvernement de Luanda, rompt un silence de plusieurs mois, a fait jeudi 21 octobre, à Bruxelles, une déclaration dans laquelle il affirme : « Le gouvernement du Mozambique ne peut que constater l'aide des Cubains dans les grandes villes de la côte et sur une bande étroite qui entoure la ligne de chemin de fer reliant de Luanda, la capitale, à Moçimbo, vers le centre du pays. Les soldats cubains sont arrivés en nombre de trente mille. La presse occidentale ignore qu'ils arrivent maintenant en tenue civile pour déjouer l'attention des observateurs occidentaux à Luanda. Leur plus grande préoccupation est le pillage systématique ».

Faisant état de la répression menée par le gouvernement de Luanda avec l'aide des Cubains qui ont, selon lui, ouvert « deux camps de concentration », M. Holden Roberto a affirmé : « Le F.N.L.A., à lui seul, contrôle, dans le nord-est et le centre du pays, une zone beaucoup plus grande que la France, ayant pour base la région traditionnelle de guerrilla qu'on a appelée autrefois la « triangle pourri ». Il n'y a pas eu, cette année, de vente et d'exportation de café car toutes les riches plantations sont dans cette zone. Les Cubains se cantonnent dans les villes de Santo-António do Zaire, São-Salvador

Carmona. L'UNITA contrôle une zone aussi vaste que la nôtre dans l'est et le sud-est où elle empêche les chemins de fer de fonctionner. Les états-majors de l'UNITA et du F.N.L.A. sont éloignés géographiquement l'un et l'autre. Mais nous sommes en contact de façon permanente. » Le président du F.N.L.A. a évoqué avec amertume la « conspiration internationale du silence » devant le problème angolais. Il assure que les deux tiers de la population soutiennent la résistance actuelle, malgré les représailles : « Le mois dernier, dans une opération hélicoptère de nettoyage, dix-huit cent cinquante habitants des villages de Cuangar, Calai et Dirico, dans le sud du pays, ont été assassinés. Quarante-cinq personnes ont été enlevées en Namibie. La population déserte les villages pour se réfugier dans les villages et la forêt. » Une nouvelle structure politico-militaire du F.N.L.A. a été mise en place après le congrès extraordinaire que le parti a réuni dans la première quinzaine de mars en territoire angolais.

« Notre but », a indiqué M. Roberto, est d'obtenir des élections libres pour que le peuple angolais puisse choisir ses dirigeants. — (A.F.P.)

Trois anciens soldats des Forces armées populaires de libération de l'Angola (FAPLA) ont été condamnés à mort par un tribunal militaire populaire réuni à Huambo, à 700 kilomètres au sud de Luanda, rapporte, jeudi 21 octobre, le quotidien Diario de Luanda. Selon l'acte d'accusation, dont le texte est publié par le journal, les condamnés avaient commis « des homicides volontaires typés de groupes conséquents et répercussions politiques dans la région de Huambo ». — (A.F.P.)

صكناش الاصل







Un événement dans le monde du salon cuir : Pour la première fois en France, un grand magasin se spécialise dans une seule et unique activité : le siège cuir. Visitez en flânant en toute liberté CUIR CENTER, le "salon des salons cuir". Découvrez en avant-première la plus vaste sélection des meilleures productions internationales de sièges.

# CUIR CENTER

Une opération prix vérité sur le cuir. En réunissant cent salons cuir sur une même surface, CUIR CENTER peut enfin offrir des prix qui mettent le cuir véritable au prix du tissu (les exemples ci-dessous en témoignent). Venez vous en assurer en explorant jusqu'à 22 h le monde vivant du cuir authentique.

## 100 SALONS CUIR EN EXPOSITION

**de 4.000 à 6.000 f.**




Copacabana Sully

**de 6.000 à 9.000 f.**





Atlanta Un salon cuir "texas" 5 places Prix d'ouverture 3950 f. quantité limitée

**de 9.000 à 11.000 f.**




Bahia Ambrose

**de 11.000 à 15.000 f.**




Chenozoaux Chambord

**de 15.000 à 20.000 f.**





Balmoral California Miami

**de 15.000 à 20.000 f.**




Chevvy London

**de 15.000 à 20.000 f.**




York Philadelphia

Vous êtes résolument moderne, vous êtes amateur de style anglais ou rustique, toute décision d'achat d'un salon doit être précédée par une visite au CUIR CENTER, le magasin référence du siège cuir. Grandes facilités de paiement. Nos prix s'entendent toutes taxes comprises. Livraison gratuite 100 km. Garantie contre tout vice de fabrication.

**LE CUIR DÉFIE LE TEMPS, LE CUIR CENTER DÉFIE LES PRIX**

# CUIR CENTER

176 à 182 boulevard de Charonne 75020 PARIS  
Ouvert : lundi de 10 h à 19 h 30 - mardi de 10 h à 19 h 30  
mercredi, jeudi, vendredi sans interruption de 10 h à 22 h  
Samedi 10 h à 18 h - Dimanche 10 h à 18 h  
Tél. 373.36.13/36.68/36.69 - Parking dans l'immeuble  
RER: Nation - METRO: Alexandre Dumas - Philippe Auguste

## EUROPE

### Pologne

#### UN MEMBRE DU COMITÉ DE DÉFENSE DES OUVRIERS ARRÊTÉ À VARSOVIE

M. Antoni Maciejewski, assistant à l'université de Varsovie et l'un des quatorze membres du Comité de défense des ouvriers victimes de la répression, a été arrêté jeudi 21 octobre par deux agents en civil, apprend-on à la rédaction de la revue d'extrême gauche *Prace i Walka* (Travail et Lutte), publiée à Paris, Kultura.

Le Comité a été créé à Varsovie le 28 septembre dernier, à la suite des manifestations ouvrières de juin à Radom et à Ursyn.

Parmi ses quatorze membres, intellectuels libéraux polonais, figure notamment M. Jerzy Andrzejewski, écrivain de renom.

Le rapport final de M. Enrico Berlinguer a été publié jeudi 21 octobre, avec un jour de retard. Rien n'interdit de penser que ce texte est un compte rendu partiel, et que celui de M. Luigi Longo, président du parti, publié l'avant-veille dans *L'Unità*, aura été fortement expurgé. Les textes officiels suffisent néanmoins à montrer que le P.C.I. ne traverse pas sans mal le long chemin qui doit, en principe, le mener de l'opposition au gouvernement.

Trois « lignes » se sont dégagées au cours de ce comité central : celle du secrétaire général lui-même, désireux notamment de renforcer la concertation avec le cabinet démocrate-chrétien de M. Andreotti ; celle du président, M. Luigi Longo, inquiet des signes d'agitation de la base ; celle enfin d'un « leader historique » prestigieux, M. Giorgio

### Italie

#### M. Berlinguer craint des manœuvres de la démocratie chrétienne pour écartier les communistes du pouvoir

De notre correspondant

Rome. — Affirmation de la « ligne Berlinguer », mais confirmation, aussi, que des divergences existent au sein du parti et qu'elles ne se limitent pas à une mauvaise humeur de la base envers le groupe dirigeant : tels sont les enseignements que l'on peut tirer du comité central du P.C.I. italien réuni à Rome du 18 au 20 octobre. Une vaste campagne d'assemblées et de manifestations pour populariser parmi les masses travailleuses la ligne et les indications de travail a été décidée à l'issue de cette réunion exceptionnellement animée.

Il a fait une concession à chacun d'eux, M. Amendola peut se féliciter de cette phrase : « M. Longo ne nie pas que l'inflation est le danger le plus menaçant et le plus pressant aujourd'hui en Italie ».

Elle menace en effet les catégories sociales les plus faibles, l'indépendance du pays et « les institutions démocratiques » elles-mêmes. M. Longo aura noté, pour sa part, que le secrétaire général reconnaît que « des inquiétudes et des mécontentements » se manifestent à la base du parti.

Ces concessions faites, M. Berlinguer a réaffirmé avec force sa politique, rassurant M. Longo et critiquant M. Amendola. Ce dernier doit savoir qu'on ne lutte pas efficacement contre l'inflation avec « des mesures-tampons », en se fiant à des lois spontanées qui régissent la société capitaliste.

Cette sérénité volontairement affichée n'empêche par M. Berlinguer de craindre une sorte de complot contre la démocratie chrétienne pour « user les rapports de notre parti avec les masses ». Malgré les apparences, la D.C. est, en effet, très à l'aise dans cette curieuse situation politique : elle profite de l'appui des communistes, alors que ceux-ci ne bénéficient ni des avantages du pouvoir ni des commodités de l'opposition. Et elle a toujours pour arme de réserve des élections anticipées si le P.C.I. cherche à forcer les portes du pouvoir. M. Berlinguer le sait. Il redoute plus que tout des manœuvres démocratiques visant à arrêter le processus de rapprochement du pouvoir que les dernières élections ont accéléré.

ROBERT SOLÉ.

**LES PIEDS SENSIBLES c'est affaire de SULLY**

85 rue de Sèvres  
5 rue du Louvre  
51 rue St-Lazare  
53 bd de Strasbourg

Boîtes, bottines, modèles sport de grand confort, toutes les pointures et six largeurs, du 35 au 45.

Catalogue SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6°.

les boutiques **Griffsolde**

**Griffsolde dégriffe les grands du prêt à porter**

**les collections automne/hiver**

BOUTIQUES POUR ELLE

- 1, rue de la Plaine/Nation
- 2, rue du Ranelagh/Hotel de Ville
- 3, rue de la Plaine/Nation
- BOUTIQUES POUR LUI
- 3, rue de la Plaine/Nation
- 3, bd Montmartre/Montmartre

## Vous ne retrouverez peut-être pas une chance comme celle-ci avant 50 ans.

Il y a cinquante ans exactement, on inventait le boîtier Oyster. C'est à Hans Wilsdorf qu'on le doit. C'était le premier boîtier de montre-bracelet complètement étanche à l'eau et capable de protéger efficacement le mouvement contre la poussière, les impuretés et les chocs.

Depuis lors Rolex a toujours joué un rôle de précurseur dans l'industrie horlogère et a acquis un prestige international.

De nombreux porteurs de Rolex, eux aussi, sont entrés dans l'histoire : Lord Hunt, Sir Francis Chichester, Jackie Stewart, Yehudi Menuhin, Jean-Claude Killy.

### Les Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise.

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la naissance du boîtier Oyster, Rolex décerne cinq prix destinés à récompenser l'esprit d'entreprise. Leur but : permettre la réalisation de projets inspirés par une même volonté d'entreprendre que celle dont Rolex et certains possesseurs de Rolex ont fait preuve au cours de ces cinquante dernières années.

Les projets devront entrer dans l'une des catégories suivantes : Exploration et Découvertes, Sciences Appliquées et Inventions, Ecologie.



**250.000 francs suisses.**

Il y a cinq « Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise » (The Rolex Awards for Enterprise), ils totalisent 250.000 francs suisses. Les candidats peuvent être de toutes nationalités. En octobre 1977, les cinq lauréats désignés par le jury seront invités à Genève où ils recevront chacun un chèque de 50.000 francs suisses ainsi qu'un chronomètre Rolex spécialement gravé à leur intention.

### Comment participer.

Envoyez votre demande d'inscription dès que possible et, en tous cas, avant le 31 mars 1977, date de clôture des inscriptions.

Une brochure spéciale est à votre disposition pour vous donner tous les détails sur les « Prix Rolex » et au siège de Rolex en France : 10, avenue de la Grande Armée - 75017 Paris.

Vous pouvez aussi écrire à l'adresse suivante : Secrétariat des « Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise », Boîte Postale 695 - 1201 Genève 1 - Suisse. Indiquez simplement vos nom et adresse et joignez un bref exposé de votre projet.

Ne manquez pas cette chance car il pourrait bien se passer cinquante ans avant qu'une occasion comme celle-ci ne se représente.



سكنا من الامم



Sho... 1.50

## EUROPE

### Grande-Bretagne

#### M. MICHAEL FOOT EST ELU LEADER ADJOINT DU PARTI TRAVAILLISTE

Londres (A.F.P., Reuters). — M. Michael Foot, leader de la Chambre des communes et l'un des chefs de file de l'aile gauche du parti travailliste, a été élu jeudi 21 octobre leader adjoint du Labour par 168 voix contre 128 à Mme Shirley Williams, ministre de l'Éducation, représentant l'aile modérée du parti. M. Michael Foot remplace à ce poste M. Edward Short qui abandonne la vie publique.

Agé de soixante-trois ans, M. Foot, député de la circonscription galloise d'Edwale Vale, était ministre de l'Emploi dans le précédent cabinet Callaghan. En avril dernier, il s'était présenté contre ce dernier pour succéder à Sir Harold Wilson à la tête du parti, et avait été battu par

176 voix contre 137. M. Callaghan, souhailait, dit-on, la victoire de M. Foot sur Mme Williams afin d'assurer l'unité du Labour dont l'aile gauche continue à contester vigoureusement sa politique.

A quarante-six ans, M. Williams, ancien secrétaire d'État à la consommation et aux prix, conserve, malgré cet échec, tout son prestige. Elle reste l'une des personnalités les plus marquantes de la « droite » du Labour, et pourrait succéder éventuellement à M. Callaghan.

### Espagne

#### LE ROI POURRAIT DISSOUDRE LES CORTES

Madrid (A.F.P.). — M. Torcuato Fernandez Miranda, président des Cortes, a mis en garde, le jeudi 21 octobre, les quelque cinq cent quarante députés contre les risques d'un vote négatif lors du prochain débat sur la réforme constitutionnelle.

Le président des Cortes, s'entretenant avec des journalistes, a déclaré qu'en cas de rejet du projet la dissolution des Cortes par décret royal était une possibilité à ne pas écarter.

La réforme, pour être soumise au référendum populaire, doit réunir aux Cortes les deux tiers des voix. Cette réforme prévoit la disparition des institutions du régime franquiste, dont les Cortes et l'élection au suffrage universel direct et secret de deux Chambres législatives : le Congrès des députés et le Sénat.

**LUMINAIRES CONTEMPORAINS**  
pour décoration architecture

**lumière et fonction**  
284 bd Raspail Paris 14  
tel 326 39 09

## DROITS DE L'HOMME

### A LA RÉUNION DU COMITÉ DES MATHÉMATICIENS

#### Un ancien détenu soviétique a apporté son témoignage sur sa vie en prison

Le comité des mathématiciens a organisé, jeudi 21 octobre, dans la grande salle de la Mutualité à Paris, une réunion en faveur de six détenus politiques : MM. Vladimir Boukouski (U.R.S.S.), Edgardo Enriquez-Repinosa (Chili), Semion Glouzman (U.R.S.S.), Victor Lopez Arias (Bolivie), José-Luis Massera (Uruguay) et Jiri Muller (Tchécoslovaquie). Une douzaine d'orateurs ont demandé devant plusieurs milliers de personnes la libération de ces six hommes. Il y a eu, entre un an, le 23 octobre 1975, le comité des mathématiciens avait tenu, au même endroit, un meeting en faveur de M. Leonid Pionouchitch, qui put quitter l'U.R.S.S. le 10 janvier 1976.

On a quelque peu oublié les droits de l'homme, et la politique, souvent, a repris le dessus, jeudi soir 21 octobre, la Mutualité. Comme l'expliquait en privé, avec un peu d'amertume, un des organisateurs, à la fin du meeting, « l'an dernier, l'assistance était venue pour sauver Pionouchitch. Ce soir, c'est la pour voir Juquin ». L'intervention de M. Pierre Juquin, membre du comité central du parti communiste français, était en effet, attendue avec intérêt par l'assistance. Pour la

première fois un représentant officiel du P.C.F. acceptait de participer à une réunion organisée par d'autres et destinée à obtenir la libération de détenus politiques, aussi bien dans les pays socialistes qu'en Amérique latine.

Chahut, souvent coupé par des cris hostiles qui faisaient allusion à des prises de position antérieures de son parti, M. Juquin fut néanmoins écouté. La salle vibra même sous les applaudissements quand il affirma : « Nous demandons la liberté pour Vladimir Boukouski, Semion Glouzman, Jiri Muller, José-Luis Massera, Victor Lopez Arias et Edgardo Enriquez-Repinosa. » Décidé à parler franchement, il dit que trois de ces hommes sont citoyens de pays socialistes, le représentant du P.C.F. déclara : « Nous ne pouvons accepter qu'il y ait, en Union soviétique ou en Tchécoslovaquie, des citoyens poursuivis, emprisonnés, internés pour avoir exprimé leurs opinions. Nous n'accepterons jamais que, dans quelque pays que ce soit, on recoure, au nom du socialisme, à des méthodes qui violent les droits de la personne humaine. »

L'assistance, qui a accueilli très favorablement ces pétitions de principe, semblait cependant moins convaincue que l'orateur de l'impossibilité de mettre sur le même plan l'U.R.S.S. et l'Uruguay. Pour défendre la « ligne » définie par le P.C.F. depuis plusieurs années, et notamment depuis l'arrestation de la Tchécoslovaquie en août 1968, M. Juquin eut recours à un balancement de la fois rhétorique et idéologique, devenu traditionnel : « Antifascistes nous sommes, nous sommes toujours, antisoviétiques jamais ! »

La rhétorique était absente, en revanche, du message de Mme Nina Ivanovna Boukovskaïa, la mère de Vladimir Boukouski, qui fut la à la tribune. « Jour après jour, l'appareil politique soviétique s'applique à sup-

primer mon fils physiquement. On ne cesse de l'enfermer dans les mitards, on le torture par la faim... Je vous remercie de ne pas oublier mon fils... »

M. Vadim Delaunay, opposant soviétique et compagnon de M. Boukovski, a décrit, en connaissance de cause, la vie dans ces mitards : « La température est maintenue volontairement à un niveau juste suffisant pour ne pas mourir. (...) La quantité de nourriture est soigneusement diminuée et la ration est chaude tous les deux jours seulement. » Le détenu oscille entre la conscience et l'inconscience, sans cesse réveillé par le froid. D'autres tortures en usage dans les « hôpitaux psychiatriques », qu'avait dénoncées M. Semion Glouzman, psychiatre et ami personnel de M. Pionouchitch, ce qui lui valut le goulot, ont été évoquées. « On peut fuir une société à la façon dont elle traite ses fous », a déclaré un des orateurs en guise de commentaire.

M. Pionouchitch a vivement attaqué le régime soviétique, « qui obéit à la logique d'un système policier » parce qu'il est « dépourvu de toute base populaire ». Il a même accusé Staline d'être à l'origine de la seconde guerre mondiale.

M. Laurent Schwartz a rétabli l'équilibre en manifestant son engagement envers la montée du fascisme en Amérique latine, et M. Daniel Jacoby, membre de la Fédération internationale des droits de l'homme, a rappelé que les droits de la défense étaient violés en Argentine, où de nombreux avocats ont été en outre assassinés. Persuadé que l'obésité nationale est payante, le comité organisateur a décidé de poursuivre son combat pour la libération des six détenus en tenant des réunions semblables dans le reste de la France.

DOMINIQUE DHOMBRES.



"Le fourreur le plus jeune de la rue Saint-Honoré"

**ALEXANDRE**  
376, rue St Honoré Paris 1<sup>er</sup>  
tél. : 260.03.78 / 04.44  
nettoyage-garde-transformation

**Jocelyn**  
PARIS

134 bd St-Germain Paris 6<sup>e</sup> - 033.44.10  
78/78 ch.-élèves (crânes) 8<sup>e</sup> - 225.36.33  
5 rue du Cherche-Midi 8<sup>e</sup> - 548.75.47

**645 F STOP WEEK-END YUGOSLAVIE**  
**STOP 645 F TOUT COMPRIS STOP**  
**SEUL VOL DIRECT PARIS-DUBROVNIK**  
**RÉPUBLIQUE TOURS 61 RUE DE MALTE**  
**75541 PARIS CEDEX 11 355.39.30**  
**OU VOTRE AGENT DE VOYAGES**

**KISSINGER**  
DIPLOMATE DE L'IMPOSSIBLE  
Maurice Ferro  
en librairie à partir du 25 octobre  
39 F  
**EDITIONS FRANCE-EMPIRE**

**Armand maloumian les fils du Goulag**

**"Un témoignage factuel, impitoyable..."**  
L'EXPRESS

**"Depuis les révélations de Soljénitsyne, on croyait tout savoir sur le Goulag. Erreur... La réponse est dans ce livre..."**  
PARIS-MATCH

**"Armand Maloumian lance à l'Occident le même avertissement que Soljénitsyne..."**  
VALEURS ACTUELLES

**"Le courage et l'humour n'ont jamais désarmé..."**  
LA CROIX

**"Un immense bouquin..."**  
FRANCE-INTER

**PRESSES DE LA CITE**

#### A son retour en France

#### M. JEAN-CHRISTIAN TIRAT EXPLIQUE POURQUOI IL A RÉDIGÉ UNE LETTRE DE REPENTIR

M. Jean-Christian Tirat, le jeune Français qui avait été arrêté à Moscou pour avoir diffusé des tracts antisoviétiques et avait été libéré puis s'était vu refuser une lettre de repentir, a tenu une conférence de presse jeudi 21 octobre à Paris. Il s'est inscrit en faux contre les déclarations publiées sous sa signature. Il a dit :

« J'ai été arrêté le 1<sup>er</sup> septembre à Moscou par deux « travailleurs », qui étaient en réalité des miliciens, au mépris de la loi internationale des traités signés N.T.S. (1).

« Ils m'ont emmené à la prison puis à la prison du K.G.B., où l'on isole les suspects. Là, j'ai été mis au secret avec d'autres prisonniers, dont deux s'efforçaient, toute la journée, de me faire de la propagande. Puis j'ai été interrogé par un type qui s'est efforcé à me persuader de la bienveillance du K.G.B. On m'a même fait des cadeaux : vodka, cigarettes, on m'a fait des propositions, on m'a dit de m'adresser, lorsque je serai de retour à Paris, à M. Youri Fankou, un membre de l'ambassade soviétique. »

« Ensuite, j'ai écrit une lettre au président du Soviet suprême, dans laquelle je me déclarais convaincu de la beauté du régime, et je décrivais ces beautés de façon et en termes que moi-même personne ne pouvait en être dupe. Mais le K.G.B. s'en est contenté. Je n'ai fait parce qu'on m'a adressé des menaces, entre autres contre ma famille. Quelles menaces ? Je les dévoilerai plus tard. »

#### « Voyageur de la liberté »

M. Jean-Christian Tirat se plaint du traitement qu'il a subi. On le presse de questions auxquelles il répond en général avec réticence.

« Connaissez-vous le mouvement N.T.S. ? »

« Non, je sais seulement qu'il s'agit d'un mouvement d'opposition russe qui combat pour la liberté. »

« Milliez-vous ? »

« Je n'appartiens à aucun parti. Je ne fais pas de politique. »

« Mais votre action est politique ? »

« Non, les « voyageurs de la liberté » que nous sommes veulent seulement combattre pour rétablir la liberté dans les pays soumis à des régimes totalitaires, quels qu'ils soient, et aussi pour obtenir éventuellement la liberté de camarades incarcérés. C'est ainsi que je me suis efforcé de faire libérer le Norvégien Eldenip, emprisonné en U.R.S.S. depuis le 14 juillet 1976. Ce fut aussi une des raisons de mon voyage. »

« Quelqu'un suggère alors à M. Jean-Christian Tirat d'aller à la Mutualité où va commencer le meeting du Comité des mathématiciens. Il accepte. Mal lui en prend. Il y a trop d'orateurs. »

« A la sortie, des militants d'extrême gauche entourent le jeune homme, le traitent de fasciste. C'est la bagarre. M. Tirat doit fuir et se réfugier dans un café, où il appelle la police. »

« Aux journalistes qui attendaient la fin de l'aventure, il lance : « Vous voyez, les menaces du K.G.B. se réalisent déjà ! »

(1) Le N.T.S., mouvement solidaire, a été créé par des Russes dans l'émigration.

**Breguet**

**A VILLECRESNES**

**Domaine du Réveillon**

**Orange, 220 m<sup>2</sup>, 7 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.**

A la sortie de la charmante bougades de Villecresnes, voici un Domaine de 90 maisons seulement qui occupe un Valon ensoleillé en grande partie cerné de bois. Il joint les avantages de la proximité d'une petite ville (C.E.S., piscine, tennis) à ceux de la vie en pleine nature. Une station du métro R.E.R. se trouve à Boissy-Saint-Léger, à 3,5 km du Domaine. Nous y construisons 4 modèles de grandes maisons de 134 à 278 m<sup>2</sup>, 5 à 8 pièces, 2 à 3 s.d.b., idéalement luxueuses, toutes dans de vastes jardins. Au Domaine du Réveillon, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

**VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.**

**A 15 KM AU SUD-EST DE PARIS PAR LA N19**

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.

94440 VILLECRESNES (Tél. 599.71.42)



**achetez  
une carte  
demi-tarif  
SNCF  
et  
voyagez  
à moitié prix**

renseignez vous dans les gares  
bureaux de Tourisme SNCF  
et agences de voyages

**lettre ouverte à  
roche-bobois**

Messieurs,  
Votre catalogue 1977 vient de paraître. C'est certainement un événement dans le monde du mobilier contemporain. J'espère y découvrir des idées nouvelles et y trouver des exemples et des conseils de décoration. J'ai bien noté qu'il ne serait remis gratuitement dans les magasins ROCHÉ-BOBOIS. Cependant, je souhaite que vous me le fassiez parvenir. Ci-joint 7 francs en timbres (ou en chèque postal ou bancaire) que vous me remboursez en cas d'absence.

Nom : .....  
Adresse : .....  
Ville : .....

**VIENT DE PARAÎTRE LE CATALOGUE  
ROCHÉ-BOBOIS**

Le catalogue R-B 77 (148 pages couleurs - 416 photos couleurs - 2979 articles référencés - 144 croquis) est le reflet le plus actuel de tout ce qui concerne les meubles, les sièges et leur environnement.

Demande à adresser à ROCHÉ-BOBOIS B.P. 278-09  
75024 PARIS CEDEX 03.  
Le catalogue vous sera envoyé par votre magasin régional.

**MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES**

NOUS VOUS HAILLONS EN PRET-A-PORTER  
CHEMISES - PULLS  
PANTALONS - JEANS  
SPORTSWEAR  
COSTUMES - IMPERIS  
PARDESSUS

**berdy**

79, av. des Ternes - 75017 Paris  
tél. : 380.35.13 - Parking gratuit

**φίραμα?**

**5 jours pour mesurer l'évolution  
du matériel scientifique et technique**

**PHIRAMA 76**

● 12.000 M<sup>2</sup> D'EXPOSITION ● 750 FIRMES PRESENTES ● 3 SECTIONS  
— EQUIPEMENT DE LABORATOIRE — ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE  
— CONTRÔLE ET REGULATION

**CYCLE DE CONFÉRENCES** L'information au service de la science,  
de la médecine et de la technique

**25-29 OCTOBRE-MARSEILLE  
PARC CHANOT**

**PHIRAMA**  
pour tous renseignements  
FOIRE DE MARSEILLE 13266 Marseille Cedex 2 Tél. : (01) 54.15.60 Téléc. : 410.021

## ANNIVERSAIRE

## IL Y A VINGT ANS

Le 23 octobre 1956, à Budapest, une manifestation pacifique d'étudiants se transformait en insurrection nationale. Civils et militaires, jeunes et vieux, réactionnaires sortis de l'ombre et militants communistes en rupture de stalinisme, se réunissaient côte à côte pour se débarrasser ensemble de ce que M. János Kádár, l'actuel premier secrétaire du parti communiste, qualifiait alors de « régime dégénéré en tyrannie ».

Vingt ans plus tard, possédons-nous tous les éléments nécessaires à une bonne compréhension des origines, du déroulement et des conséquences de ces journées ? Peut-on formuler un

jugement équitable et sans passion sur les acteurs du drame János Kádár, Imre Nagy, le cardinal Mindszenty, Nikita Khrouchtchev, Youri Andropov et tant d'autres ?

Au fur et à mesure que passaient les années, des détails ont été révélés qui éclaircissent l'octobre hongrois. Beaucoup de questions restent néanmoins encore sans réponse.

Le « soulèvement populaire de 1956 » (l'expression est du grand philosophe marxiste György Lukács) fut dirigé contre la dictature. Les insurgés savaient surtout ce qu'ils ne voulaient plus : la soumission à l'U.R.S.S., l'exploitation des richesses de

### UN MOIS A BUDAPEST

## L'armée rouge et les conseils ouvriers

Le 21 octobre 1956, M. Wladislaw Gomulka, ex premier secrétaire du parti polonais. Après une confrontation dramatique avec Nikita Khrouchtchev, le chef du P.C. soviétique et chef du Comité central, il était hostile au retour sur la scène de cette ancienne violence du stalinisme, obéissant à l'intervention militaire à pu être évitée. Les troupes soviétiques repoussèrent l'ordre de se retirer dans leurs bases.

Le lendemain à Budapest, différentes assemblées, organisées dans les facultés saluèrent le dénouement heureux de la crise polonaise. Les étudiants de l'Université technique présentent une liste de revendications en quinze points. Ils demandent — notamment — le retour d'Imre Nagy, le « Gomulka hongrois », dont ils attendent une démocratisation du régime.

Le 22 octobre à midi, une manifestation de soutien aux Polonais est interdite. Deux heures plus tard, l'interdiction est levée. Aussi, des milliers de jeunes, portant des drapeaux aux couleurs nationales, défilent dans les rues de la capitale et se rendent devant les facultés et des changements de personnalités à la tête du parti et de l'Etat. La nouvelle de la manifestation se répand dans toute la ville. Au « Bulevar de Boulogne » de Budapest, l'immense statue de bronze de Staline est déboulonnée. A 20 heures, on diffuse le discours du président du Parti, Ernő Gerő, qui dirige le Comité central depuis qu'en juillet son meilleur ami, Matyas Rakosi, le « Staline hongrois », a dû se retirer. Ses propos maladroits retiennent le feu aux poudres. De plus en plus nombreux, les manifestants demandent la publication de leurs revendications. Les forces de sécurité, les militaires se joignent à la manifestation. Selon plusieurs témoignages, elles ouvrent le feu sur la foule. Les versions du début

de la fusillade sont contradictoires. Il n'en reste pas moins que pour la première fois, le sang coule. Dans la nuit, le garnison de la caserne se range aux côtés des manifestants qui disposent ainsi d'armes supplémentaires provenant des autres d'armes, des lampes et des bombes.

Le Comité central siège toute la nuit et coopte parmi ses membres Imre Nagy, qui devient président du conseil. Dans la matinée du 24, le gouvernement, invoquant le traité de Varsovie, fait appel aux troupes soviétiques pour rétablir l'ordre. Plus tard, on expliquera qu'Imre Nagy ignorait cet appel émanant d'Ernő Gerő et d'András Hegedus (ce dernier était le président du conseil de Nagy à la tête du gouvernement).

La loi martiale est proclamée. L'après-midi, le président du conseil promet l'amnistie pour les insurgés qui auront remis les armes, ainsi que la « démocratisation systématique de la vie politique et économique ». Mais les troupes soviétiques, qui faisaient mine de quitter le pays, commencent à faire demi-tour. Mais l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Budapest, convoqué au siège du gouvernement Nagy, n'admet pas l'évidence.

Le 1<sup>er</sup> novembre, le comité d'organisation du parti, qui remplace le présidium créé trois jours plus tôt, recommande au gouvernement le retrait de la Hongrie du pacte de Varsovie. Il estime que l'U.R.S.S. a rompu ses engagements. M. János Kádár, membre du comité et ministre d'Etat, approuve cette décision capitale.

Le 1<sup>er</sup> novembre, le comité d'organisation du parti, qui remplace le présidium créé trois jours plus tôt, recommande au gouvernement le retrait de la Hongrie du pacte de Varsovie. Il estime que l'U.R.S.S. a rompu ses engagements. M. János Kádár, membre du comité et ministre d'Etat, approuve cette décision capitale.

### L'intervention armée

MM. Kádár et Munnich partent ensuite pour Oujgorod, petite ville soviétique d'Ukraine subcarpatique. Khrouchtchev consacra la journée du 2 novembre à la rédaction d'un décret aux consultations avec les dirigeants des pays de l'Est. Il obtient leur soutien pour cautionner une action militaire contre la « contre-révolution ». Seul le maréchal Tito, qui a rencontré dans l'île de Brioni, ne croit pas dans le retour des blindés soit la meilleure solution à la crise hongroise. C'est lui qui proposera la création d'un nouveau gouvernement dirigé par M. Kádár et regroupant les « forces saines ». Bien que les Soviétiques aient mis sur un autre candidat, vraisemblablement Ferenc Munnich. En tout cas, lorsque, dans la matinée du 3 novembre, Khrouchtchev et Malenkov repartent Moscou, le présidium donne le feu vert à l'intervention.

En même temps et dans le plus grand secret, M. Kádár et une demi-douzaine d'autres personnalités qui ont rompu avec Imre Nagy quittent le territoire soviétique pour s'installer à Székesfehérvár. Dix-neuf ans plus tard, une plus que inaugurée en grande pompe sur l'immense du conseil d'Etat, à une centaine de kilomètres de Budapest, commémorer la création en ces lieux d'un « gouvernement révolutionnaire ouvrier-paysan ».

A l'aube du 4 novembre, les troupes soviétiques entrent en action à Budapest. Imre Nagy déclare qu'il s'agit d'une « intention évidente de renverser le gouvernement légal ». Au même moment, sur la longueur d'onde utilisée habituellement par les émissions vers l'étranger, une « lettre ouverte » lue par Ferenc Munnich annonce la formation d'un « gouvernement révolutionnaire ouvrier-paysan » présidé par M. Kádár, qui demande l'aide des troupes soviétiques. En réalité, ces troupes étaient entrées en action avant même que les Hongrois ne fussent informés de l'existence d'un tel gouvernement.

Trois jours plus tard, les « forces contre-révolutionnaires » sont écrasées et le gouvernement d'Imre Nagy dissous. Le 7 novembre, à 14 heures, M. János Kádár et les membres du cabinet restreint prêtent serment au Parlement. « Par cet acte », précise le communiqué officiel publié le 12 novembre, « le gouvernement légal a commencé son travail ». A peu près à la même heure, toute résistance armée a cessé en territoire hongrois.

Avant sa chute, Imre Nagy avait demandé aux Nations unies de protéger la neutralité de la Hongrie. Les débats avaient commencé au Conseil de sécurité, sur la plainte déposée par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, avant l'intervention russe. Le 4 novembre au matin, le délégué américain demanda une réunion d'urgence du Conseil de sécurité.

(1) Cette affaire provoquera à l'Ouest un débat et des enquêtes sur le programme d'« Europe libre ». Après les événements, la station changera de direction.

### Un gouvernement « largement représentatif et national »

Le 25 octobre, le parti s'engage à assurer la formation d'un gouvernement « largement représentatif et national » et approuve la formation de conseils d'ouvriers. Le nouveau gouvernement du 27 octobre prendra aussi des ministres qui n'appartenaient pas au P.C. ; en même temps, les références à la « contre-révolution » se font plus rares. Le lendemain, l'éditorial de Szabad Nép, organe du parti, qualifie l'insurrection de « mouvement national et démocratique ». Des négociations sont entamées en vue d'un cessez-le-feu entre les insurgés et les Soviétiques. Le 28, la direction du parti est provisoirement confiée à un présidium composé de membres, parmi lesquels figurent Imre Nagy et M. János Kádár. Le programme gouvernemental présenté le même jour tient compte de la plupart des revendications formulées par les étudiants avant le début de l'insurrection.

Mais les concessions arrivent trop tard. Les conseils ouvriers,

comités révolutionnaires, partis et groupements spontanément créés et dont certains sont encouragés par des émissions irresponsables de la radio « Europe Libre » de Munich, veulent aller beaucoup plus loin. Ils réclament un nouveau remaniement gouvernemental afin d'éliminer tous les hommes de la période stalinienne. On osa même parler d'élections libres et de retrait de la Hongrie du pacte de Varsovie.

Les troupes soviétiques, apparemment vaincues et démoralisées, commencent à se retirer de Budapest. Inattendu, mal préparé, improbable, la révolution semble victorieuse. Dans les rues de Budapest, on pourchasse le caractère « contre-révolutionnaire » de la situation. Les scènes d'atrocité se produisent le 30 octobre devant le bâtiment du comité local du parti, place de la République. Les soldats dirigeants les citèrent pour mettre en lumière le caractère « contre-révolutionnaire » du soulèvement.

Le jour même de l'attaque, M. János Kádár et le nouveau présidium semblent avoir franchi le Rubicon. Ils approuvent l'abolition du parti unique et le retour à un système de gouvernement fondé sur une coalition, telle qu'elle existait en 1945. M. Kádár entrera évidemment dans le nouveau cabinet. Dans la soirée, le cardinal primate Mindszenty, condamné à la prison à vie en février 1949 après une sinistre comédie judiciaire, retrouve la liberté. Son comportement pendant l'insurrection sera diversement apprécié. Contrairement au cardinal polonais Wyszyński, lui aussi réhabilité, mais qui, au nom de la raison d'Etat, soutient Gomulka, il compliquera

### BIBLIOGRAPHIE

Le nombre d'ouvrages consacrés aux événements hongrois de 1956 peut être évalué à quatre cent cinquante. La plupart ont été publiés dans les pays anglosaxons.

Parmi les ouvrages en français signalons :

● « La Révolution hongroise, histoire du soulèvement d'octobre », précédée de « Une révolution antitotalitaire », par Raymond Aron (Pion).

● « La Vérité sur l'affaire Nagy. Les faits, les documents, les témoignages internationaux », Préface d'Albert Camus. Postface de François Furet (Pion).

● François Furet : « Budapest 1956 » (Julliard).

● Tibor Mény : « Budapest (23 octobre 1956) » (Laffont).

Voit aussi la bibliographie préparée par Thomas Schreiber : la Hongrie de 1918 à 1956 (Etat des travaux et annexes documentaires) in « Revue française de sciences politiques », volume VIII, numéro 3. N. B. Outre les cinq volumes du « Livre blanc » (Les Forces contre-révolutionnaires) dans les événements d'octobre ; la Conjonction contre-révolutionnaire d'Imre Nagy et de ses complices parus en 1937 et en 1956 à Budapest, aucun des principaux livres publiés depuis en Hongrie au sujet de 1956 n'a été traduit en français.

سكنا من الامم



Journal de 1950

## ANNIVERSAIRE

# L'INSURRECTION HONGROISE

la nation, l'absence de libertés. Le temps de l'insurrection fut trop bref (une semaine à peine) pour que les divers partis, conseils ouvriers et mouvements révolutionnaires, de toutes tendances, spontanément regroupés, puissent élaborer un programme commun. Douze ans plus tard, en Tchécoslovaquie, M. Alexandre Dubcek et ses partisans n'avaient qu'un objectif : défendre leur pouvoir qui pratiquait le « socialisme au visage humain ». A bien des égards, en dépit des différences entre les hommes et les situations, la révolution hongroise a annoncé le « printemps de Prague ».

Comme Nikita Khrouchtchev en 1956, M. Brejnev en 1968

a finalement envoyé ses chars, sans demander l'avis des gouvernements en place, légalement investis. La fin identique du soulèvement de Budapest et du « printemps de Prague » confirme que, dans l'état actuel des rapports des forces, l'U.R.S.S. n'est pas disposée à accepter le moindre écart de la ligne qu'elle a définie. Les Soviétiques attachent une importance d'autant plus grande au maintien — coûte que coûte — de la cohésion de leur « Europe de l'Est » que l'emprise du Kremlin sur le mouvement communiste international s'est considérablement affaiblie.

Les milieux officiels de Budapest préfèrent aujourd'hui

parler du présent et oublier le passé. La Hongrie des années 70, jugée en Occident comme la plus « libérale » des démocraties populaires, n'a rien de commun avec le régime stalinien. Chacun a compris la leçon de 1956. Le pouvoir sait que l'utilisation systématique de la force amènerait des tensions et provoquerait une nouvelle tragédie nationale qui n'est dans l'intérêt de personne. L'opinion publique sent les limites que les impératifs de politique internationale apportent à l'expression de ses aspirations à plus de liberté.

THOMAS SCHREIBER.



A GAUCHE, l'emblème stalinien, adopté en 1949, et fortement inspiré de l'emblème soviétique. Au CENTRE, l'emblème républicain, dont le développement figure en 1956 parmi les revendications des insurgés. A DROITE, l'emblème actuel du pays, synthèse habile des deux précédents. Autre particularité : l'appellation officielle du P.C. modifiée pendant le soulèvement : le parti des travailleurs hongrois devenu le parti socialiste ouvrier hongrois. De même, le quotidien du P.C., publié dans le petit format traditionnel de la presse hongroise, s'intitule depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1956 NEPSZABADSAG (Liberté du peuple), après s'être appelé SZABADSAG (Peuple libre) et avoir imité la PRAVDA jusque dans sa présentation.

## L'inquiétude de la plupart des chefs du mouvement communiste

Incertitude, hésitation et confusion : c'est ainsi que l'on pourrait résumer la réaction des dirigeants des pays socialistes et des partis communistes occidentaux, pendant la crise hongroise. Mal informés de la situation réelle, ils se trouvaient manifestement pris au dépourvu par l'ampleur des événements de Budapest. La volte-face des dirigeants hongrois qui, après avoir dénoncé les « contre-révolutionnaires » au lendemain du 23 octobre, faisaient cause commune avec les insurgés, leur était incompréhensible. L'inquiétude de certains chefs communistes est-elle européenne, augmentée de jour en jour. Les Tchécoslovaques en, surtout les Roumains craignent, en effet, les réactions de leurs minorités hongroises, galvanisées par les nouvelles de Budapest. Les Allemands de l'Est et les Bulgares adoptent des positions particulièrement dures, allant jusqu'à qualifier M. Janos Kadar lui-même de « liquidateur » du parti. Le spectre d'une dislocation du bloc soviétique hantait les dirigeants du P.C. réels stalinien qui voyaient derrière les insurgés hongrois les « revanchards » de Bonn, les agents de la C.I.A. et du Vainqueur. Grand fut donc leur soulagement à la nouvelle de l'intervention soviétique du 4 novembre.

L'attitude des Chinois, des Yougoslaves et des Polonais fut différente. Dans un premier temps, Pékin sympathisa avec les insurgés. La déclaration publiée le 31 octobre par le gouvernement chinois estimait que leurs revendications étaient « parfaitement fondées » et critiquait les « erreurs de chauvinisme bourgeois » en Hongrie. En dépit des relations apparemment sans nuages, l'opinion publique à Pékin, c'était bien là une condamnation — à peine voilée — de la politique soviétique en Europe de l'Est. Par la suite, les Chinois firent grief aux Soviétiques d'avoir eu l'intention de suivre, à la fin d'octobre 1956, une politique de capitulation et d'abandonner la Hongrie socialiste aux forces contre-révolutionnaires.

A Belgrade aussi, on justifiait les revendications des insurgés ; toutefois, dans un premier temps, les éléments réactionnaires furent empêchés d'exploiter les événements. Les Yougoslaves témoignèrent une sympathie réservée plus vive aux Hongrois qu'ils espéraient que l'indépendance de ce pays vis-à-vis de Moscou renforcerait leurs propres positions.

Quant aux Polonais, c'est avec passion que ces alliés et amis de toujours des Hongrois suivirent les événements. Solidaire des insurgés, l'immense majorité du peuple ressentait l'écrasement de la révolution comme une défaite.

Les réactions aux événements de 1956 dans les milieux communistes occidentaux — et notamment français — furent considérables. Déjà les révélations faites au vingtième congrès du parti communiste de l'Union soviétique, la publication du « rapport secret » de Nikita Khrouchtchev et la fermentation intellectuelle en Pologne et en Hongrie avaient troublé bien des militants. Comment s'étonner des conclusions que certains en tiraient aussitôt après que la direction du parti communiste français se fut réli-

citée de l'écrasement de la « contre-révolution » ? Leur protestation fut aussi soudaine et violente qu'en 1956, lors de l'annonce du pacte Hitler-Staline. Plusieurs intellectuels, parmi lesquels Aimé Césaire, démissionnèrent. Quatre écrivains membres du parti : Claude Roy, Roger Vailland, Claude Morgan et Jean-

François Rolland se joignirent à Jean-Paul Sartre et à Verconsin pour protester auprès du gouvernement soviétique contre « l'emploi des canons et des chars pour briser la révolte du peuple ». C'est, Roger Garaudy qui leur répondit et prit la défense des positions du parti sur la « contre-révolution ».

T. S.

## POINT DE VUE

### Questions aux futurs eurocommunistes

par PIERRE KENDE (\*)

En quel Budapest en 1956 était-il différent du « printemps de Prague » ? En beaucoup de choses. Et d'abord par le fait qu'il était le théâtre d'une « révolution », c'est-à-dire d'une éruption violente et chaotique contrastant tant avec le sage évolutionnisme de la Tchécoslovaquie de 1968. Par sa « radicalité » aussi (qu'a soulignée si opportunément Claude Lefort au récent colloque de 1966) : sans se conformer aux perspectives réformistes des nouveaux communistes, la révolution hongroise visait, elle, à la destruction de l'Etat-parti ou, ce qui est la même chose, du parti dirigé en l'Est. L'explosion de Budapest a déconcerté aussi par la diversité des forces politiques auxquelles elle permit de s'exprimer, et par ses exaspérantes difficultés à évoluer vers un compromis politique viable. Enfin et surtout (et en cela elle se distingue de toute autre secousse contemporaine), elle a cassé le « mythe de l'invulnérabilité » du système communiste stalinien. Apparaissant sous un visage « mortel » (pour citer le mot-trouille d'Annie Kriegel), le communisme, sous le feu des

ouvriers et des autres jeunes dévoyés de Budapest, a perdu son monopole sur le futur de l'humanité.

L'intervention armée de l'U.R.S.S. en novembre 1956 était-elle alors plus légitime, moins condamnable, moins éprouvante pour la solidarité communiste que l'invasion de la Tchécoslovaquie douze ans plus tard ? « Absolument pas », et il serait temps de le reconnaître de la part d'un communiste qui se réclame de la libre autodétermination des peuples.

Laissons de côté les différences de tempérament entre Tchèques et Hongrois ; ne cherchons pas à savoir non plus si les accords de Yalta (ou peu importe quelles conventions tacites entre les grandes puissances) avaient conféré plus de « légitimité » aux mouvements des armées soviétiques en Hongrie qu'en Tchécoslovaquie. C'est le comportement des dirigeants soviétiques, ce sont les arguments avancés par Moscou qui révélaient la profonde identité des deux actions interventionnistes et punitives.

Rappelons brièvement les faits topiques. Dans les deux cas, l'intervention armée est décidée sans fondement juridique (au sens du droit international), par référence seulement à un prétendu appel de secours de la part d'un groupe de citoyens quelque peu mystérieux et passablement anonymes. Dans les deux cas, l'autorité du gouvernement légitime est bafouée, son action niée, contraindre, paralysée, mieux encore : ses membres les plus représentatifs sont arrêtés, molestés, emprisonnés, traînés devant des juges (?) militaires et politiques, pour être finalement évincés par décision étrangère (Dubcek) ou assassinés au terme d'un « procès » secret (Imre Nagy), sans que le peuple, qui les avait portés au pouvoir, puisse se prononcer une seule fois. Mais ce qui rapproche encore plus l'opération de novembre 1956 de celle d'août 1968, c'est l'uniformité — pour ne pas dire la monotonie — de l'autodétermination soviétique. En effet, dans les deux cas, l'argument juridique inexistant sera remplacé par un argument idéologique, toujours le même : le danger réactionnaire. La fragilité de ce prétexte n'est pas à démontrer. Mais sa révélation, son inquiétante extensibilité saurait aux yeux quand on se souvient qu'il était invoqué contre les Tchécoslovaques aussi allégrement que contre les Hongrois.

Pendant les vingt ans qui se sont écoulés depuis le soulèvement du peuple hongrois, qualifié à l'époque de « révolution », par Janos Kadar lui-même, d'innombrables témoignages sont venus infirmer ce fragile prétexte. Certes, la Hongrie de 1956 avait deux faces : celle d'Imre Nagy, précurseur du « socialisme au visage humain », point de convergence de toutes les forces démocratiques du moment ; celle du cardinal Mindszenty, chef spirituel et idole d'une Hongrie traditionaliste. Certes, il appartenait à la Hongrie post-révolutionnaire de choisir entre les voies politiques qui venaient s'ouvrir devant elle. Parler à ce propos de « danger réactionnaire » est le signe d'être inquiet qu'à la faveur du pluralisme restitué n'ait pu s'engager en Hongrie un authentique combat d'idées, une vraie confrontation politique. Contrairement à Imre Nagy, les décideurs soviétiques jugeaient cette confrontation comme perdue d'avance et, en tout état de cause, comme inadmissible. Les communistes occidentaux, se réclamant désormais de la libre alternance, peuvent-ils encore partager ce point de vue ?

L'ampleur du problème historique posé par la révolution hongroise dépasse d'ailleurs de loin la simple question technique de l'alternance démocratique. Un danger « contre-révolutionnaire » eût-il pesé sur les destinées de la Hongrie de 1956 qu'il n'aurait justifié la riposte russe. Il n'est écrit nulle part, même pas chez Lénine, et mes souvenirs sont bons, que les peuples doivent être délivrés de la tentation réactionnaire par quelque force salvatrice « extérieure » que ce soit.

Ce sont ces considérations qui m'amenent à penser que les futurs eurocommunistes ont le devoir urgent de se désolidariser du coup

militaire du 4 novembre 1956 et du dictat politique issu de ce même coup ». Ils doivent le faire même à titre posthume (car la Hongrie de 1956 est morte), ne serait-ce que pour élargir leur autonomie récemment acquise.

Qu'ils ne cherchent pas à se donner la conscience tranquille en invoquant les améliorations de la situation en Hongrie depuis les années 60. D'abord parce que, faute d'avoir condamné le « dictat » de 1956 et sans jamais avoir songé à nuancer leur approbation inconditionnelle, ils n'ont pas le mérite des atténuations ou des aménagements que certains dirigeants politiques de la Hongrie ont pu apporter aux « conséquences » de la présence soviétique. Ensuite parce que la meilleure volonté des colonisateurs ne saurait justifier le fait colonial.

Le jugement porté sur les événements de 1956 est un test. Il s'agit de savoir si, lors de leurs découvertes récentes, les communistes occidentaux accordent encore à l'Union soviétique le droit exorbitant de corriger militairement, ou par tout autre pression, les choix politiques des nations qui font partie de sa zone d'influence. Si leur réponse est oui, il faut la justifier, et non seulement par des arguments tactiques et évasifs du type « les Américains feraient de même ». Si, en revanche, ce que personnellement je souhaite, leur réponse est « non », l'affaire hongroise est à réviser de bout en bout.

Combat d'arrière-garde ? Problème dépassé ? Pas encore. Quelle que soit l'accélération de l'histoire pendant ces dernières décennies, il y a au moins « deux raisons » pour estimer que l'affaire des chars russes à Budapest est loin d'être trappée de prescription. La première raison, la plus simple, est que les armées d'occupation sont toujours présentes dans leurs vastes garnisons de la province hongroise, et assez près des centres vitaux du pays pour intervenir en cas de nécessité. Ce n'est un secret pour personne (à l'exception peut-être du seul M. Ford) que dans un pays comme la Hongrie la parole publique et toutes les décisions essentielles sont prises sous le contrôle direct des Soviétiques et, souvent, sur leur instigation. La deuxième raison est moins lointaine et n'a rien à voir avec une solidarité abstraite, altruiste. Après tout, un état de fait qui est reconnu bon et admissible pour des contrées comme la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, qui pourrait le moment venu en refuser l'application pour la France ? Le seul moyen, pour les communistes occidentaux, d'éviter qu'un jour l'impérialisme moscovite joue à leur encontre, est d'en récusar à l'avance les arguments. Or, l'acceptation du statu quo idéologique de la domination soviétique en Europe de l'Est confère à la « doctrine Brejnev » un droit de cité que nul ne sera bientôt en mesure de contester.

Vingt ans après Budapest, il est temps de découvrir qu'en restant solidaire avec la manière impériale de « défendre le socialisme » on se disqualifie aux yeux de ceux pour qui l'indépendance nationale n'est pas un vain mot. Et s'il existe un principe qui ne se divise pas, c'est bien celui de la libre autodétermination des peuples. Quand, par complaisance idéologique ou par indifférence, on accepte que les puissants du moment le restreignent ou le bafouent, on souscrit à l'avance à sa propre servitude.

Voilà pourquoi la question hongroise garde son actualité en 1976 — et non seulement dans une optique « réactionnaire ». Il ne serait ni illogique ni déshonorant de la part des communistes occidentaux de dénoncer un fait accompli qu'au fond d'eux-mêmes ils réprouvent déjà. Loin de les affaiblir, le refus des méthodes de la domination soviétique pourrait devenir l'acte fondateur même d'un communisme européen en les débarrassant d'une lourde hypothèque du passé. Se joignant au concert des protestations déjà nombreuses, la voix eurocommuniste — très écoutée dans l'Est européen — apporterait un nouvel espoir aux forces vives d'une future Europe libre.

(\*) Economiste et sociologue. Ancien militant du parti communiste hongrois.

# Breguet

## A LA QUEUE-EN-BRIE

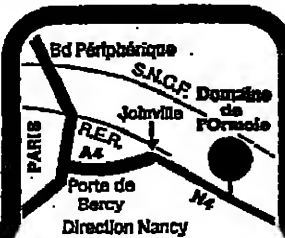


"Séquoia", 278 m<sup>2</sup>, 8 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

## Domaine de L'Ormoie

Tout près du charmant village de la Queue-en-Brie, au grand calme, voici un Domaine situé sur un terrain vallonné, à deux pas des magasins, des supermarchés et des équipements sportifs. Une sortie de l'autoroute A4 rendra bientôt son accès extrêmement facile depuis Paris. A la gare de Pontault-Combault, située à 3,5 km du Domaine il y a 40 trains

par jour pour Paris. Nous y construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m<sup>2</sup>, 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., toutes dans de vastes jardins de 600 à 1800 m<sup>2</sup>. Au Domaine de l'Ormoie, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.



VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.

A 15 KM A L'EST DE PARIS PAR L'A4 ET LA N4

VERNEZ DES CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DECOREES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 94510 LA QUEUE-EN-BRIE (TEL. 933.71.30)

## Pacer



American Motors  
Jean-Charles  
21, rue CLÉMENTINE PARIS 10<sup>e</sup> TEL. 228-23-48



هكذا من الامل



سكزا في الـ ١٥

## POLITIQUE

### LE BUDGET DE LA JUSTICE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### M. Guichard : l'accroissement de la population pénale est une des questions les plus graves

La commission des lois de l'Assemblée nationale a tenu, jeudi matin 21 octobre, une séance ouverte à tous les députés — et à la presse, — qui était consacrée à un débat préparatoire à l'examen en séance publique des crédits du ministère de la Justice pour 1977.

M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la Justice, a présenté les grandes lignes du budget de son département, qu'il a jugé « modeste », ajoutant : « Je souhaite que le prochain budget fasse porter un effort particulier sur le renforcement des services ».

En réponse à M. Jean Foyer (U.D.R.), président de la commission des lois, M. Guichard a précisé que la subvention accordée par l'Etat aux collectivités locales, entre 1968 et 1976, au titre du fonctionnement de la Justice est passée de 2 milliards à 17 milliards de francs. Après avoir relevé que cette majoration a servi essentiellement à la fonctionnarisation des greffes, il a ajouté qu'une réflexion sur une meilleure répartition des charges entre l'Etat et les collectivités locales était nécessaire.

M. Claude Gerbet (R.I.), rapporteur, Marc Lauriol (U.D.R.) et Foyer se sont interrogés sur les changements d'orientation du gouvernement en ce qui concerne la compétence territoriale de la cour d'appel de Versailles à qui il est prévu de soustraire les Hauts-de-Seine.

La ministre d'Etat a reconnu que le projet de budget — établi avant son arrivée à la chancellerie — est contraire aux déclarations de son prédécesseur. Il a indiqué que la modification souhaitée par le gouvernement permettait à la cour d'appel de Versailles de fonctionner dès février ou mars 1977.

A M. Gerbet, qui évoquait :

- M. Michel Durafour, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie et des finances, a reçu, jeudi 21 octobre, des représentants des principales organisations de rapatriés d'Algérie. Il leur a indiqué que le gouvernement va rechercher, « dans des délais compatibles avec la situation économique et financière », une solution à leurs difficultés. Un nouvel entretien à ce sujet doit avoir lieu fin novembre.

- Devant l'amical parlementaire « Présence et action du gaullisme », M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, a souhaité un accroissement des dépenses d'investissement pour le budget de la défense. M. Maurice Couve de Murville, ancien premier ministre, à propos de l'Europe, a

l'ajournement de la tâche des avocats, dû aux commissions d'offices en matière pénale, le ministre d'Etat a indiqué qu'une commission composée de représentants de la profession d'avocats et de membres de la chancellerie étudierait cette question qui, selon lui, ne saurait être résolue par une extension de l'aide judiciaire. En ce qui concerne les greffes, qui « sont à la base des difficultés du fonctionnement actuel de la Justice », M. Guichard a précisé qu'il y avait au 1<sup>er</sup> janvier 1976 10 375 fonctionnaires dans les greffes, qu'en mai un arrêté de concentration avait estimé à 4 940 le nombre d'emplois à créer. En juin, a-t-il ajouté, le premier ministre avait autorisé la création de 250 emplois en plus des 300 prévus au quatrième trimestre. Il a été décidé de recruter 255 vacataires et à la date du 20 juillet 1976, 861 greffes ont été fonctionnarisées, soit en un peu moins de neuf ans, 57 % du total. Puis il a dit que 127 greffes restaient à fonctionnariser.

Répondant à M. Georges Frêche (P.S.), le garde des sceaux a considéré qu'il n'est pas « opportun, dans les circonstances actuelles », de supprimer la Cour de sûreté de l'Etat et d'autre part, qu'il n'est pas utile de modifier la durée de la scolarité à l'Ecole nationale de la magistrature, raccourcie par un décret du 14 mai 1974. En outre, il a indiqué que le refus d'élargir les promotions de l'école se justifiait par la perspective d'un blocage de carrière — « particulièrement fâcheux » — qu'un tel élargissement provoquerait. Aux yeux du ministre, il vaut mieux remédier aux insuffisances des effectifs de magistrats en recourant au recrutement de vacataires. Enfin, pour améliorer le fonctionnement des

juridictions, il a proposé « ménager deux sorties de l'école par an ». Sur ce point, M. Guichard a été amené à indiquer à M. Pierre Sauvalge (app. U.D.R.) qu'il compte maintenir en fonction, jusqu'à la fin de l'année, les magistrats touchés par la limite d'âge.

Après avoir assuré à M. Marcel Massot (rad. de g.) que le décret visant à moderniser la liste des objets non saisissables sera publiée avant la fin de l'année, M. Guichard a souhaité pouvoir faire passer à la charge de l'Etat la totalité du financement des greffes, comme le lui demandait M. Maurice Brun (non inscrit).

En ce qui concerne les permissions accordées aux détenus — point soulevé par M. Charles Bisson (U.D.R.) — M. Guichard a déclaré qu'en 1976, sur les 17 360 détenus ayant bénéficié d'une permission, 745 n'ont pas réintégré la prison, que 77 ont été repris et que 176 ont commis de nouvelles infractions. Pour 1976, il a noté que sur les 11 600 détenus qui sont allés en permission, 354 ne sont pas rentrés, dont 70 % ont été repris. En réponse à M. Raymond Forni (P.S.), le ministre a noté qu'en huit ans la délinquance juvénile a augmenté de 18,4 % si l'on considère les jugements définitifs, et de 30 % si l'on se réfère au nombre des mineurs déferés au parquet. « Le problème demeure préoccupant », a-t-il dit, car durant ces trois dernières années les pourcentages ont été, respectivement, de 15 %, 14 % et 12,71 %.

Après avoir rappelé sa position sur la peine de mort — semblable à celle du président de la République, — M. Guichard a estimé que « l'accroissement de la population pénale pose un des problèmes les plus graves qu'on ait à résoudre ». L'accroissement du nombre des condamnés et plus particulièrement de ceux qui le sont à des peines inférieures à trois ans. Les prisons, a-t-il dit, sont occupées à 41 % par des prévenus ; 65 % des détenus ont moins de trente ans, et 18 % sont de nationalité étrangère. Il a indiqué à ce sujet qu'il faudrait 4 000 surveillants supplémentaires (200 sont prévus pour 1977). En réponse à M. Eugène Claudius-Petit (rad.), le ministre s'est déclaré partisan et non de 3 000 comme à Fleury-Mérogis.

Au terme de la séance, M. Lauriol a présenté une motion d'ordre pour constater l'échec du principe des commissions d'élargissement appliqué depuis 1975 et destiné à alléger le débat en séance publique. M. Foyer a rappelé que les interventions étaient publiées in extenso au Journal officiel. — A. Ch.

déclaré : « Trop de conceptions sont divergentes chez nos partenaires et font que nous ne parlons pas toujours le même langage ».

- Le Mouvement des Démocrates, que préside M. Michel Jobert, réunit à Marseille samedi 23 et dimanche 24 octobre son dixième rassemblement national. Des « observateurs » du parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche suivront ces travaux.

- M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., a participé jeudi 21 octobre, à Ivry, à un meeting qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes. Il a souligné l'efficacité et la nécessité des nationalisations, et répondu aux critiques que leur a adressées M. Cocard d'Estang dans son livre *Démocratie française*.

# Breguet

## EN LISIÈRE DE LA FORÊT DE MONTMORENCY



"Cytise", 139 m<sup>2</sup>, 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

## Domaine de Bouffémont

Superbement situé en lisière de la plus belle forêt domaniale proche de Paris, celle de Montmorency, voici un Domaine qui jouxte le pittoresque village de Bouffémont, ses sapins, ses champs, ses vergers. Il comprendra un groupe scolaire, un centre commercial et administratif. Lagare, d'où partent 40 trains par jour pour Paris

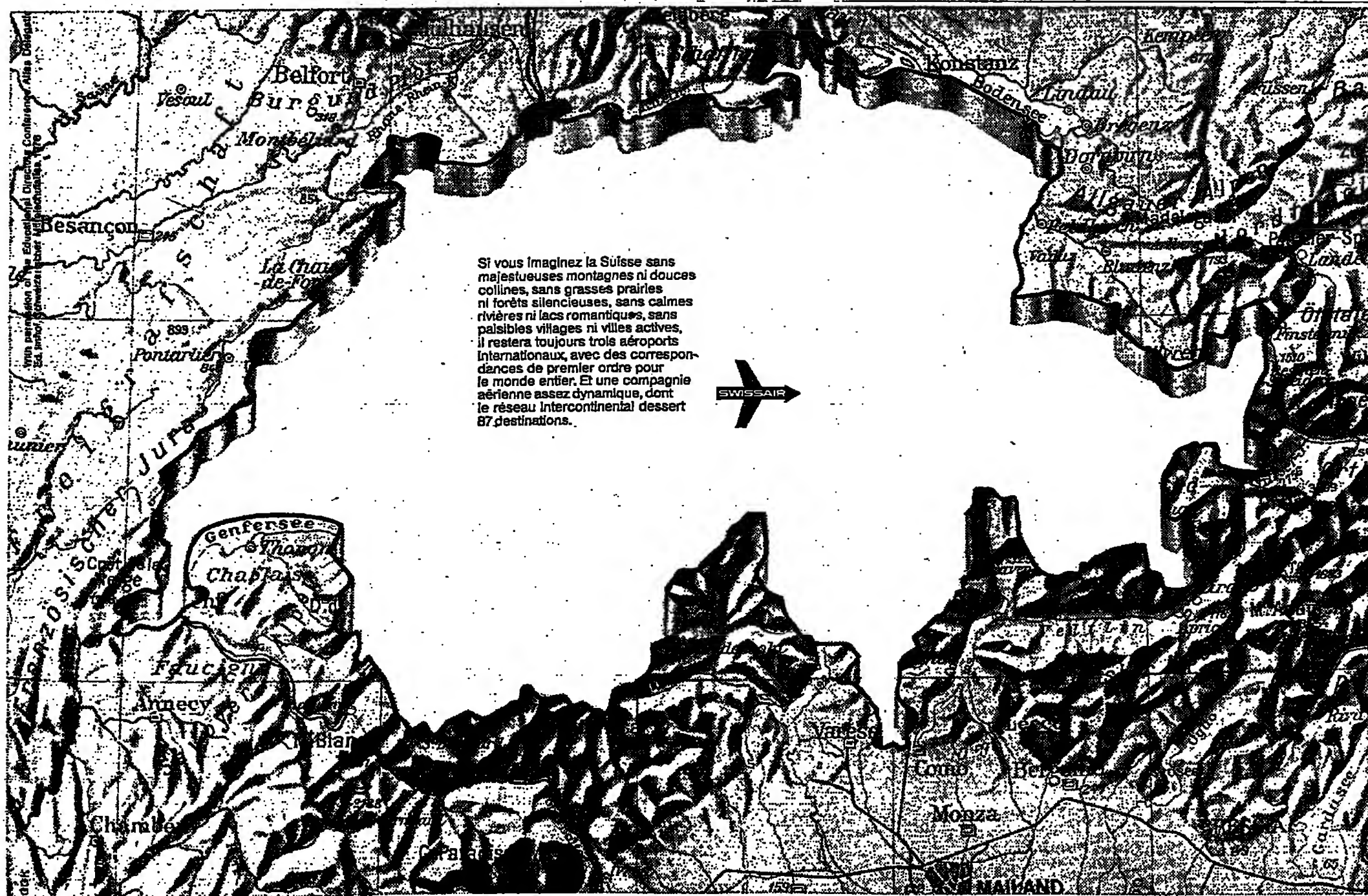
n'est qu'à 1 kilomètre du Domaine. Nous y construisons 4 modèles de très élégantes maisons, de 112 à 156 m<sup>2</sup>, 5 à 7 pièces, 2 à 3 s.d.b., dans de vastes jardins. Au Domaine de Bouffémont, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 21 KM DE PARIS PAR L'AUTOROUTE NORD ET LA N1

ENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 95670 BOUFFÉMONT (Tél. 991.35.59)





# POLITIQUE

## LA DISCUSSION DU PROJET DE LOI DE FINANCES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

# La majorité repousse l'impôt sur la fortune mais dénonce l'injustice du système fiscal

« La peur de ne pas paraître assez avancé est la maladie honteuse des démocraties », avait déclaré mercredi soir M. Frédéric-Dupont (R.I.), citant une formule de Bolivar.

M. Raymond Barre, premier ministre de la société libérale avancée, pourrait donc déduire des votes intervenus jeudi à l'Assemblée sur plusieurs amendements proposant l'institution d'un impôt sur la fortune que sa majorité se porte bien, exception faite d'une vingtaine de « snobs intellectuels impénitents », dont M. Guéna, secrétaire général de l'U.D.R.

Et il est vrai que la nouvelle offensive menée, et avec quel brío, par M. Fanton (U.D.R.) se percevante plaiderait être même applaudie par plusieurs députés socialistes — s'est soldée par un nouvel échec.

C'est le jeudi 21 octobre, sous la présidence de M. Ducloux (P.C.), que l'Assemblée nationale a achevé la discussion générale de la première partie du projet de loi de finances pour 1977.

Pour M. FERNAND ICART (R.I.), président de la commission des finances, « la situation n'a rien de dramatique », mais certaines tendances « inquiètent ». Ce sont :

1) La croissance des prélèvements obligatoires : « Il est facile de prouver que le budget en équilibre et l'ensemble des dépenses sociales de la nation s'accroît à un rythme hors de proportion avec l'augmentation des ressources nationales. (...) La solution, estime-t-il, ne pourra provenir que d'une plus grande sélectivité dans les dépenses sociales, notamment d'une meilleure maîtrise de l'évolution des dépenses de santé ».

2) L'intervention de l'Etat dans le domaine économique : « La création de nouvelles entreprises publiques parait totalement indépendante des conditions de marché dans lesquelles elles fonctionnent. (...) Il cite notamment le cas d'Air France, l'expansion de la production de Concorde et demande : « Est-il raisonnable de poursuivre des fabrications dont on ne sait pas si on parviendra à les vendre ».

3) La recherche d'une garantie systématique contre le risque économique : « Nous voyons se former peu à peu dans tous les domaines, y compris celui de la création artistique, la ressemblance d'un protectionnisme sclérosant. Ce phénomène est une

source permanente d'inflation, affirme M. Icart, qui poursuit : Faute d'une réaction, nous risquons de dériver progressivement vers une situation de type anglais, caractérisée par une renouement de la garantie généralisée et le renouement des cadres face à un accroissement excessif des revenus ».

En ce qui concerne l'inégalité des revenus, il conteste à son tour l'échec effectif de ce sujet par l'O.C.E. et estime que « la proposition d'un impôt sur le capital n'est pas de nature à calmer l'irritation des cadres ». Plus positif est, à son avis, d'améliorer la connaissance des revenus.

M. ALAIN BAVARY (P.S., Haute-Garonne) consacre son intervention à l'emploi des fonds publics. Il constate qu'en ce domaine, il y a eu une nette amélioration, mais qu'elle n'est pas suffisante et ne permet pas au contrôle parlementaire de s'exercer.

A travers ce qui se passe dans l'informatic, l'agroalimentaire, l'industrie nucléaire et l'électronique de pointe, il dénonce « la volonté de mettre l'industrie française à la remorque des concepteurs américains et de la

Mais il est vrai, aussi, que le score obtenu par l'amendement déjà discuté lors du débat sur les plus-values est passé de 193 à 203 voix et que, plus que son principe, c'est sa portée qui a été contestée par la plupart des intervenants.

Aussi M. Maretti (U.D.R.), qui ne vota point l'amendement, avait-il sans doute raison de croire que, tôt ou tard, on donnera raison aux précurseurs.

Il n'en reste pas moins qu'un son des trompettes de M. Fanton se sont ébranlées, jeudi, à l'Assemblée nationale, les murailles de l'édifice fiscal français. A commencer par cette taxation des plus-values, voulue, faut-il le rappeler, par le président de

« elle est anti-spéculative et frappe les capitaux oisifs ».

« Cet impôt, conclut M. Fanton, n'interviendrait pas la constitution d'un patrimoine familial et protège la propriété dont il évite l'accumulation excessive entre les mains d'une minorité ».

M. René LAMPS (P.C., Somme) dénonce « la nouvelle manœuvre du pouvoir qui, contraint de reculer devant la volonté des élus locaux d'obtenir le remboursement de la T.V.A. payée par les communes sur leurs achats et travaux, utilise le fonds d'équipement créé en juillet 1975, pour tenter de reprendre d'une main ce qu'il a été obligé d'accorder de l'autre ». Il réclame une révision des rapports financiers entre les communes et l'Etat.

Pour M. Jean-Marie DAILLET (R.I., Manche), « les qualités d'homme d'Etat » de M. Barre sont « propres à provoquer une dynamique de redressement » qui, selon lui, « doit se fonder sur le progrès social ». Il indique ensuite que les Français ne souhaitent pas un égalitarisme « qui conduirait au déclin » mais veulent « qu'un terme soit mis aux inégalités les plus choquantes ».

## M. DURAFOUR : l'indexation de l'épargne accélérerait l'inflation

Répondant aux orateurs, M. DURAFOUR, ministre délégué à l'économie et aux finances, reconnaît le problème que pose la poursuite des cotisations de sécurité sociale. Il indique que des mesures de fond seront arrêtées au printemps prochain. Après avoir reconnu que « les structures du budget n'étaient pas équilibrées » et devaient être révisées, une commission sera nommée à cet effet, il insiste sur la volonté d'économie manifestée par le gouvernement et souhaite que le Parlement s'engage à l'accompagner.

Il estime que l'indexation de l'épargne contribuera à accélérer l'inflation, puis il reconnaît que les interventions de l'Etat sont inévitablement contrôlées. Il rappelle que le gouvernement souhaite un examen général des conditions d'utilisation des fonds publics.

L'Assemblée aborde ensuite la discussion des articles du projet de loi de finances.

Après l'adoption de l'article premier (autorisation de percevoir les impôts existants, interdiction des impôts nouveaux), elle examine un amendement communiste, déjà repoussé lors de la discussion de 1975, qui institue un impôt annuel et progressif sur le capital des grandes sociétés et sur les fortunes personnelles de plus de 2 millions de francs.

M. COMBRISON (P.C.) y voit notamment « une nécessité économique moderne ». Opinion partagée par M. BAVARY (P.S.) qui propose au nom de son groupe un impôt annuel progressif sur les fortunes supérieures à 2 millions de francs au 1<sup>er</sup> janvier 1977.

Pour M. FANTON (U.D.R.) propose avec plusieurs membres de la majorité d'instituer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978, une imposition annuelle sur les fortunes des personnes physiques supérieures à 2 millions de francs. Intervenant à la tribune, il résume l'accusation de « snobisme intellectuel » adressée aux auteurs de l'amendement et rappelle que M. Chirac, Chaban-Delmas, Servan-Schreiber, Etienne Poisson, se sont déclarés favorables à une imposition des fortunes.

Il observe que le dépôt du projet de loi de finances avait fait baisser la Bourse mais que « personne dans la majorité ne l'avait qualifié de snobisme intellectuel ». Il souhaite que le gouvernement remette cette loi sur le métier.

Pour M. Fanton, l'imposition des grosses fortunes est simple « elle n'atteint que les plus fortunés, faciles à connaître, et n'entraîne que des contrôles limités », elle est juste « elle facilite la lutte contre la fraude et rétablit l'éga-

## Le scrutin sur l'amendement relatif à l'imposition de la fortune

203 DEPUTES ONT VOTE POUR.

108 P.S. et rad. de gauche (sur 108) ;

74 P.C. (sur 74) ;

17 U.D.R. (sur 172) ;

MM. Bas, Bonhomme, Boic, Cailla, Chaumont, Bouteiller, Fanton, Gissinger, Guéna, Laurant, Narquin, Pinta, Ribadeau-Dumas, Julien Schwartz, Simon-Lorère, Terrenoire et Turco ;

5 non-inscrits (sur 18) : MM. Brun, Christian Chauvel, Cornut-Gentille, Drapier et Zeller.

1 républ. indép. (sur 67) : M. Couderc.

260 DEPUTES ONT VOTE CONTRE.

142 U.D.R. (sur 172) ;

68 républ. indép. (sur 67) ;

43 réformateurs (sur 48) ;

9 non-inscrits (sur 18) : MM. Alduy, Audinot, Boudon, Cernéau, Du-

villard, Fontaine, Le-

percq, René Ribière et Royer.

10 DEPUTES SE SONT ABSTENUS VOLONTAIREMENT.

5 U.D.R., MM. Aubert, Boscher, Burchell, Grus-

senmeyer et Mme Mis-

soffe ;

5 réformateurs : MM. Bern-

ard-Remond, Commen-

ey, d'Harcourt, Fa-

get et Servan-Schreiber.

8 DEPUTES N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE.

8 U.D.R., MM. Chaban-

Delmas, Cointat, Dahal-

ani, Le Douarec, Mo-

hamed d. Sauvalgo, R.-A. Vivien et Edgar

Faure, président de l'Assemblée nationale.

2 DEPUTES ETAIENT EXCUSEES : M. Hunault, non-inscrit, et Sanford, réformateur.

N.B. — Sept sièges sont actuellement vacants à l'Assemblée nationale.

perçq, René Ribière et Royer.

10 DEPUTES SE SONT ABSTENUS VOLONTAIREMENT.

5 U.D.R., MM. Aubert, Boscher, Burchell, Grus-

senmeyer et Mme Mis-

soffe ;

5 réformateurs : MM. Bern-

ard-Remond, Commen-

ey, d'Harcourt, Fa-

get et Servan-Schreiber.

8 DEPUTES N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE.

8 U.D.R., MM. Chaban-

Delmas, Cointat, Dahal-

ani, Le Douarec, Mo-

hamed d. Sauvalgo, R.-A. Vivien et Edgar

Faure, président de l'Assemblée nationale.

2 DEPUTES ETAIENT EXCUSEES : M. Hunault, non-inscrit, et Sanford, réformateur.

N.B. — Sept sièges sont actuellement vacants à l'Assemblée nationale.

perçq, René Ribière et Royer.

10 DEPUTES SE SONT ABSTENUS VOLONTAIREMENT.

5 U.D.R., MM. Aubert, Boscher, Burchell, Grus-

senmeyer et Mme Mis-

soffe ;

5 réformateurs : MM. Bern-

ard-Remond, Commen-

ey, d'Harcourt, Fa-

get et Servan-Schreiber.

8 DEPUTES N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE.

8 U.D.R., MM. Chaban-

Delmas, Cointat, Dahal-

ani, Le Douarec, Mo-

hamed d. Sauvalgo, R.-A. Vivien et Edgar

Faure, président de l'Assemblée nationale.

2 DEPUTES ETAIENT EXCUSEES : M. Hunault, non-inscrit, et Sanford, réformateur.

N.B. — Sept sièges sont actuellement vacants à l'Assemblée nationale.

perçq, René Ribière et Royer.

10 DEPUTES SE SONT ABSTENUS VOLONTAIREMENT.

5 U.D.R., MM. Aubert, Boscher, Burchell, Grus-

senmeyer et Mme Missoffe ;

5 réformateurs : MM. Bern-

ard-Remond, Commen-

ey, d'Harcourt, Fa-

get et Servan-Schreiber.

8 DEPUTES N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE.

8 U.D.R., MM. Chaban-

Delmas, Cointat, Dahal-

ani, Le Douarec, Mo-

hamed d. Sauvalgo, R.-A. Vivien et Edgar

Faure, président de l'Assemblée nationale.

2 DEPUTES ETAIENT EXCUSEES : M. Hunault, non-inscrit, et Sanford, réformateur.

N.B. — Sept sièges sont actuellement vacants à l'Assemblée nationale.

perçq, René Ribière et Royer.

10 DEPUTES SE SONT ABSTENUS VOLONTAIREMENT.

5 U.D.R., MM. Aubert, Boscher, Burchell, Grus-

senmeyer et Mme Missoffe ;

5 réformateurs : MM. Bern-

ard-Remond, Commen-

ey, d'Harcourt, Fa-

get et Servan-Schreiber.

8 DEPUTES N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE.

8 U.D.R., MM. Chaban-

Delmas, Cointat, Dahal-

ani, Le Douarec, Mo-

hamed d. Sauvalgo, R.-A. Vivien et Edgar

Faure, président de l'Assemblée nationale.

2 DEPUTES ETAIENT EXCUSEES : M. Hunault, non-inscrit, et Sanford, réformateur.

N.B. — Sept sièges sont actuellement vacants à l'Assemblée nationale.

perçq, René Ribière et Royer.

10 DEPUTES SE SONT ABSTENUS VOLONTAIREMENT.

5 U.D.R., MM. Aubert, Boscher, Burchell, Grus-

senmeyer et Mme Missoffe ;

5 réformateurs : MM. Bern-

ard-Remond, Commen-

ey, d'Harcourt, Fa-

get et Servan-Schreiber.

8 DEPUTES N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE.

8 U.D.R., MM. Chaban-

Delmas, Cointat, Dahal-

ani, Le Douarec, Mo-

hamed d. Sauvalgo, R.-A. Vivien et Edgar

Faure, président de l'Assemblée nationale.

2 DEPUTES ETAIENT EXCUSEES : M. Hunault, non-inscrit, et Sanford, réformateur.

N.B. — Sept sièges sont actuellement vacants à l'Assemblée nationale.

perçq, René Ribière et Royer.

10 DEPUTES SE SONT ABSTENUS VOLONTAIREMENT.

5 U.D.R., MM. Aubert, Boscher, Burchell, Grus-

senmeyer et Mme Missoffe ;

5 réformateurs : MM. Bern-

ard-Remond, Commen-

ey, d'Harcourt, Fa-

get et Servan-Schreiber.

8 DEPUTES N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE.

8 U.D.R., MM. Chaban-

Delmas, Cointat, Dahal-

ani, Le Douarec, Mo-

hamed d. Sauvalgo, R.-A. Vivien et Edgar

Faure, président de l'Assemblée nationale.

2 DEPUTES ETAIENT EXCUSEES : M. Hunault, non-inscrit, et Sanford, réformateur.

N.B. — Sept sièges sont actuellement vacants à l'Assemblée nationale.

perçq, René Ribière et Royer.

10 DEPUTES SE SONT ABSTENUS VOLONTAIREMENT.

5 U.D.R., MM. Aubert, Boscher, Burchell, Grus-

senmeyer et Mme Missoffe ;

5 réformateurs : MM. Bern-

ard-Remond, Commen-

ey, d'Harcourt, Fa-

get et Servan-Schreiber.

8 DEPUTES N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE.

8 U.D.R., MM. Chaban-

Delmas, Cointat, Dahal-

ani, Le Douarec, Mo-

hamed d. Sauvalgo, R.-A. Vivien et Edgar

Faure, président de l'Assemblée nationale.

2 DEPUTES ETAIENT EXCUSEES : M. Hunault, non-inscrit, et Sanford, réformateur.

N.B. — Sept sièges sont actuellement vacants à l'Assemblée nationale.

perçq, René Ribière et Royer.

10 DEPUTES SE SONT ABSTENUS VOLONTAIREMENT.

5 U.D.R., MM. Aubert, Boscher, Burchell, Grus-

senmeyer et Mme Missoffe ;

5 réformateurs : MM. Bern-

ard-Remond, Commen-

ey, d'Harcourt, Fa-

get et Servan-Schreiber.

8 DEPUTES N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE.

8 U.D.R., MM. Chaban-

Delmas, Cointat, Dahal-

ani, Le Douarec, Mo-

hamed d. Sauvalgo, R.-A. Vivien et Edgar

Faure, président de l'Assemblée nationale.

2 DEPUTES ETAIENT EXCUSEES : M. Hunault, non-inscrit, et Sanford, réformateur.

N.B. — Sept sièges sont actuellement vacants à l'Assemblée nationale.

perçq, René Ribière et Royer.

10 DEPUTES SE SONT ABSTENUS VOLONTAIREMENT.

5 U.D.R., MM. Aubert, Boscher, Burchell, Grus-

senmeyer et Mme Missoffe ;

5 réformateurs : MM. Bern-

ard-Remond, Commen-

ey, d'Harcourt, Fa-

get et Servan-Schreiber.

8 DEPUTES N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE.

8 U.D.R., MM. Chaban-

Delmas, Cointat, Dahal-

ani, Le Douarec, Mo-

hamed d. Sauvalgo, R.-A. Vivien et Edgar

Faure, président de l'Assemblée nationale.

2 DEPUTES ETAIENT EXCUSEES : M. Hunault, non-inscrit, et Sanford, réformateur.

N.B. — Sept sièges sont actuellement vacants à l'Assemblée nationale.

perçq, René Ribière et Royer.

10 DEPUTES SE SONT ABSTENUS VOLONTAIREMENT.

5 U.D.R., MM. Aubert, Boscher, Burchell, Grus-

senmeyer et Mme Missoffe ;

5 réformateurs : MM. Bern-

ard-Remond, Commen-

ey, d'Harcourt, Fa-



Journal de l'ISD

POLITIQUE

LE COLLECTIF BUDGÉTAIRE DEVANT LE SÉNAT

L'aggravation du chômage : un mal redouté

Le Sénat, qui devait se prononcer le vendredi 22 octobre sur l'ensemble du collectif budgétaire, première étape du plan Barre, a terminé, au cours de la séance nocturne du 21 au 22, la discussion générale de ce projet. Si la personnalité du premier ministre a été en général bien accueillie, et sa franchise appréciée, à droite comme à gauche, son programme, en revanche, a été critiqué non seulement par les opposants mais par de nombreux orateurs de la majorité. Les craintes de nombreux parlementaires concernaient les risques de déflation et de chômage que certaines mesures feraient encourir.

Ouvrant le débat, le premier ministre avait notamment déclaré : « Le gouvernement n'a pas de complexe à soutenir les entreprises exportatrices, non qu'il soit de côté du profit, mais parce qu'il sait que les salaires et l'emploi en dépendent. Aussi reste-t-il indifférent aux critiques qui l'accusent d'opérer un prélevement sur les travailleurs pour accroître les bénéfices des entreprises. Nous résoudrons les problèmes de l'emploi dans la mesure où le permettra la situation des entreprises. »

M. RENÉ MONORY (Un. cent.), rapporteur général de la commission des finances, qui succède à M. Raymond Barre, explique ce qu'il a voulu dire en

déclarant que les chances de réussite étaient « minces » (le Monde du 21 octobre) : « J'entendais seulement que le mal s'aggrave, et que le temps n'est plus de l'attendre, mais de le combattre. Le gel des prix, l'encadrement du crédit sont des décisions « intéressantes », estime M. Monory. Mais, souligne-t-il, « ces mesures conservatrices interviennent dans un climat déjà récessionniste et dans un environnement international défavorable ». Le rapporteur général exprime alors son inquiétude pour l'emploi et pense qu'une relance de l'activité sera nécessaire l'an prochain.

« La baisse de la T.V.A. déclare-t-il, ne porte qu'à 65 % sur les produits d'investissement, ce qui, de par leur régime, aura peu d'incidence sur les prix, si bien que, compte tenu des dépréciations dans la distribution, la baisse de l'indice des prix sera de 0,80 ou 0,70 %. Ce résultat vaut-il que vous vous priviez de 7 à 8 milliards de recettes, qui vous seraient utiles pour relancer les investissements en 1977 ? Si vous devez alors entreprendre cette action, vous êtes au déficit budgétaire, au risque de relancer l'inflation. »

M. Monory réclame ensuite la création de véritables délégations commerciales à l'étranger, indépendantes de la diplomatie, et capables de soutenir l'exportation des petites et moyennes industries. Il déplore « de trouver le ministère de la défense en déficit de 2 milliards », et annonce que la

commission des finances défendra des amendements qui ne modifieront pas profondément le projet gouvernemental.

M. GENTON (P.S.), qui exprime l'avis de la commission de la défense, souligne que le milliard de crédits supplémentaires inscrits au « collectif » budgétaire est indispensable à l'exécution de la loi de programme militaire à laquelle la commission attache « beaucoup d'importance ».

M. EDOUARD BONNEFOUS (Gauche dém.), président de la commission des finances, est d'une opinion contraire. Le recours à l'impôt, estime-t-il, se justifierait si l'Etat procédait, parallèlement, à la réduction de ses dépenses. L'aggravation de la fiscalité se révèle donc particulièrement inopportune quand on augmente, comme c'est le cas, les crédits militaires. L'orateur critique les propositions de création d'un impôt sur le capital. Pour lui, les épargnants français sont déjà de véritables « sinistrés » du fait de l'effondrement des entreprises cotées, déclare-t-il, « à des centaines de 20 milliards depuis le début de l'année. Le volume des affaires traitées, de 100 à 150 millions par jour, est passé à 30 à peine. »

**M. RAYMOND BARRE :**  
je n'ai aucun intérêt à tenir des propos de complaisance

M. RAYMOND BARRE reprend la parole pour répondre aux premiers intervenants.

« A propos de la croissance, déclare-t-il, l'on prévoit pour 1977, le premier ministre déclare notamment :

« On évoque souvent 1974. Mais la croissance était alors inflationniste, le plein emploi était un sur-emploi artificiel : de là découlait nos embarras présents. On ne peut accéder à la croissance à n'importe quel prix, sinon elle n'est pas durable et le plein emploi ne peut se maintenir. L'équilibre de la balance commerciale et celui de la balance des paiements sont essentiels. (...) Ne confondons pas demandeur d'emploi et chômeur ! Il faut connaître exactement le problème, et l'équilibre n'en a pas été fait jusqu'ici. Je n'ai aucun intérêt à masquer la vérité ni à tenir des propos de complaisance. (...) Ce qui fait la force des économies modernes, c'est d'être assez souples pour assurer le plein emploi : le chômage est l'expression d'un échec. Encore faut-il dire qu'il y a chômage apparent, et dans certains pays, chômage déguisé ! La création

d'emplois ne doit pas être artificielle. » De même pour l'investissement. Dans notre pays, le rapport entre les fonds propres et l'endettement des entreprises est tel qu'elles sont peu incitées à investir. C'est pourquoi je n'ai pas voulu engager en trois semaines un programme de soutien classé que à l'investissement, qui aurait coûté cher sans résultats assurés. »

M. BLIN (Un. cent.) s'interroge sur les raisons de l'incompréhension de l'opinion publique à l'égard du plan Barre. « Depuis deux ans, dit-il, la nouvelle situation économique a été insuffisamment expliquée. (...) L'incapacité des gouvernements à se faire entendre et respecter de l'opinion trouve sa sanction dans l'inflation et dans le chômage qui en découlent. (...) C'est parce que le premier ministre ne se paye pas de mots que nous le suivons. »

M. PELLETIER (Gauche dém.) estime que l'on ne dit pas la vérité lorsque l'on affirme que le revenu des agriculteurs sera maintenu en 1976 au niveau de 1975. Les promesses gouvernementales n'ont pas été tenues.

« Bien d'autres problèmes, souligne l'orateur, seraient à régler : les lenteurs de l'administration par exemple, les dépenses imprudentes, l'évasion des capitaux qui appelle des mesures strictes mais simples. »

« Ce projet est très incomplet et ne préjuge pas les réformes de structures que nous attendons. C'est pourquoi nous ne pourrions émettre un vote positif : nous nous abstenons pour ne pas mettre en cause l'action entreprise. »

M. CAROUS (U.D.R.) annonce, au contraire, que son groupe votera le projet qui est « cohérent » et dont le succès est « impératif ». Il déplore néanmoins la maladresse qui a conduit à faire s'affronter les agriculteurs et les cadres et techniciens que certaines mesures sont « arbitraires ou injustes ». [Vignette et bases d'imposition]. « Mais, conclut-il, il faut faire vite, et les mesures éprouvées sont finalement les moins nocives. »

Pour Mme GOUTMANN (P.C.), la sécheresse « a bon dos » et tous les thèmes sont bons pour justifier l'austérité et l'exploitation des travailleurs. Quant aux « grands monopoles », ils bénéficient de nouveaux avantages et « pratiquent en grand, comme d'habitude, la fraude fiscale et le gaspillage ».

M. CICCOLINI (P.S.) estime que « la toute-puissance centralisatrice de l'Etat n'est même pas touchée, ni son train de vie ». Il reproche au premier ministre d'avoir voulu diviser les travailleurs de leurs syndicats. « Votre plan, affirme-t-il, est truffé de solutions paternalistes dont le pays ne veut pas. »

M. DESCOURS - DESACRES (Ind.) demande que l'on ne décourage pas les agriculteurs par des taxes nouvelles : « Les impôts locaux, souligne-t-il, ont donné lieu à de nombreuses surprises. Les percepteurs ne devaient pas poursuivre les contribuables sinistrés. » M. GRANCHER (Gauche dém.) considère que l'aide à l'investissement est dérisoire face à la crise de l'emploi. M. KERRHARD (P.C.) propose d'imposer le capital des grosses entreprises et des grosses fortunes et d'exiger une contribution des banques.

M. LERORT (P.C.) déplore que rien, dans ce collectif, ne vienne alléger les charges des collectivités locales, et M. GARGAR (app. P.C.) estime que les Gaudoupiens, qu'il représente au Sénat, ne seront pas indemnisés « des énormes pertes subies ». M. PONCELET, secrétaire d'Etat au budget, indique aux orateurs qui se sont inquiétés du sort des agriculteurs que le gouvernement envisage de revoir les mécanismes d'indemnisation des calamités agricoles.

A 1 h. 15 du matin, la discussion générale étant terminée, la séance est levée. — A. G.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

• ALLIER. — M. Jean-Michel Belorgey, candidat du P.S., dont le suppléant est M. Robert Lacroix, professeur, a annoncé que M. Mitterrand viendra participer à sa campagne électorale. Il a proposé à M. Gabriel Périot un grand débat public. Alors que l'ancien secrétaire d'Etat avait déclaré avoir reçu le soutien de toutes les formations de la majorité, M. Amel, Gulliamin, U.D.R., adjoint au maire de Vichy, déjà candidat contre M. Périot en mars 1973, a fait savoir qu'il étudierait sérieusement la possibilité de se présenter.

• YVELINES. — Dans la cinquième circonscription, la section du parti socialiste a désigné Mme Nicole Questiaux, membre du comité directeur du P.S., maître de requêtes au Conseil d'Etat, professeur aux instituts de sciences politiques de Paris, Grenoble et Bordeaux, et membre de la sous-commission pour la protection des minorités sociales à l'ONU. Son suppléant, sera M. Alain Brun, membre de

la commission politique industrielle du P.S.

Le Mouvement des radicaux de gauche, de son côté, a désigné M. Dominique Vassal, physicien, député national du mouvement à l'éducation nationale, et vice-président de la fédération départementale. Le suppléant sera M. Claude Pinto, président du comité radical de gauche de Bois-d'Arcy.

• PARIS. — Dans la troisième circonscription (V<sup>e</sup> arrondissement), le parti socialiste sera représenté par M. Pierre Guidoni, membre du bureau exécutif du P.S., animateur du CERES et conseiller de Paris.

M. Albert Brimo a annoncé sa candidature au nom du Centre de recherche et d'action de la majorité présidentielle, qui regroupe des militants républicains indépendants, radicaux, du Centre démocrate et du C.N.I. M. Brimo avait déjà été candidat en 1973 dans cette circonscription avec l'étiquette Centre démocrate et réformateur.



Maintenant,  
Vanves, c'est Paris...

Dès Novembre 1976, avec le métro vous serez à moins de 20 minutes des Champs-Élysées (avec un ticket normal)

La station VANVES MALAKOFF sera à 200 mètres de notre résidence.

**Guyenne Gascogne**

55, rue Jean-Jaurès à Vanves

offre encore quelques  
APARTEMENTS A VENDRE  
du studio au 4 pièces

LIVRAISONS IMMÉDIATES

PRIX FERMES ET DÉFINITIFS  
à la réservation

Exemple de prix :

3 pièces : 286 000 F pour 78 m<sup>2</sup>  
soit moins de 3 700 F le m<sup>2</sup> (valeur Juillet 1976)

CREDIT PERSONNALISÉ JUSQU'À 80 %

Informations Bureau de vente  
Appartement témoin  
sur place de 11 h à 19 h  
du lundi au vendredi  
et 14 h 30 à 18 h  
samedi et dimanche  
TEL : 736.00.72



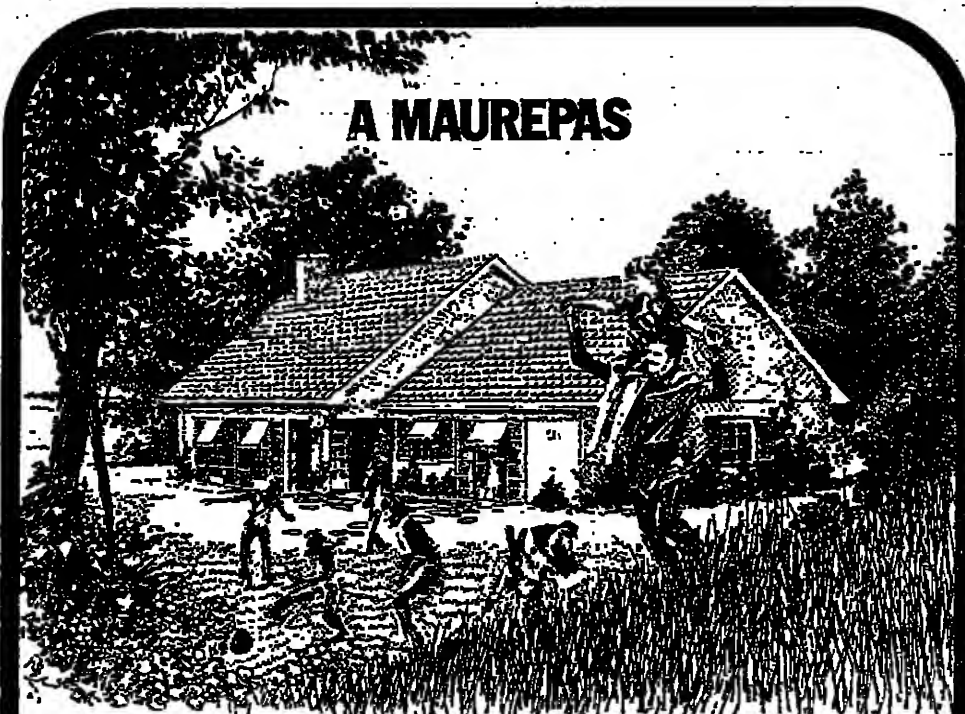
SEMICLE  
Société d'Économie Mixte  
pour la construction  
de Logements  
Economiques  
à Vanves-Albrecht  
Paris 16<sup>e</sup>  
766 51 76

BON A DECOUPER

Sans engagement de ma part, veuillez m'envoyer une documentation gratuite sur votre résidence GUYENNE-GASCOGNE :  
Studio ☐ 2 pièces ☐ 3 pièces ☐ 4 pièces ☐  
Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
A retourner à SEMICLE - 5, avenue Bertie-Albrecht, 75006 PARIS

**Breguet**

A MAUREPAS



"Acajou", 135 m<sup>2</sup>, 5 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

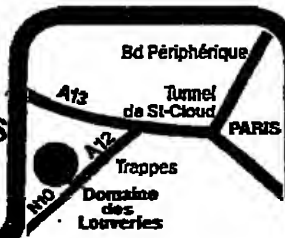
**Domaine  
des Louveries**

Sur un terrain agréablement entouré de bois, voici un Domaine situé près du vieux village de Maurepas, et à 3 km de la ville nouvelle de Maurepas et de ses équipements commerciaux, scolaires, sportifs et culturels. Plus de 30 trains par jour relient en 27 mn Paris-Montparnasse à la gare de La Verrière-Maurepas.

Au Domaine des Louveries, nous construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m<sup>2</sup>, 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., toutes dans des jardins de 600 à 1800 m<sup>2</sup>.

Au Domaine des Louveries, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-  
MODÈLES TOUS LES JOURS  
DE 10 H À 19 H.



A 28 KM  
DU PONT DE SAINT-CLOUD  
PAR L'AUTOROUTE OUEST

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI  
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.  
78310 MAUREPAS (TEL. 062.96.43)



## POLITIQUE

### M. GISCARD D'ESTAING A LA RÉUNION

#### Les autonomistes et les départementalistes se sont peu mobilisés

De notre envoyé spécial

Saint-Denis-de-la-Réunion. — Le voyage de M. Giscard d'Estaing à la Réunion, qui s'est achevé jeudi 21 octobre, se sera déroulé, en définitive, sans réelle passion. Sans doute les autonomistes se sont-ils manifestés à Saint-Denis, alors que s'ouvrait la deuxième et dernière journée de la visite présidentielle. Mais, en dépit de quelques bagarres entre militants avant l'arrivée du chef de l'Etat, on dépit du discours vigoureux du maire de la ville, malgré le chahut du meeting qui a réuni ensuite devant l'hôtel de ville plusieurs centaines de sympathisants des partis de gauche, le climat n'était pas, semble-t-il, à l'affrontement et à la polémique. Il est vrai que M. Dambrville, le maire socialiste de Saint-

Louis, n'éprouve pas, malgré ses engagements, une vive amitié à l'égard des communistes et qu'il se dit même, en privé, hostile au mot d'ordre d'autonomie, auquel il préfère celui de décentralisation poussée. Cependant, M. Paul Vergès lui-même, secrétaire général du P.C.R., s'est montré modéré dans ses déclarations, notant seulement que, grâce à la gauche, le président de la République n'avait pu « esquiver le débat sur le statut » et qu'il avait même accepté le principe de l'autodétermination en disant que le vote trancherait. Quant aux mesures annoncées, elles ont été jugées « marginales » par le dirigeant communiste. Il reste

que, tout au long du séjour de M. Giscard d'Estaing, les autonomistes se sont peu mobilisés (ils n'étaient pas en très grand nombre au stade municipal de Saint-Louis) et que, de ce côté-là, comme le notait un giscardien, « tout s'est bien passé » pour le président de la République.

Du côté des départementalistes, la fièvre n'a pas été non plus très forte. On a fait partout un excellent accueil au chef de l'Etat, en particulier dans les cinq communes qui eurent à le visiter, à Saint-Pierre comme à Saint-Joseph, sur la côte sud, à Cilaos, dans le massif du Piton-des-Neiges, comme au Tampon ou à

Saint-Paul, partout ce furent les mêmes foules, cordiales et courtoises, les mêmes banderoles de bienvenue au président et de fidélité à la France, les mêmes bouquets offerts par les mêmes enfants, et les mêmes salutations entonnées dans la bonne humeur. Ce fut aussi de la part de M. Giscard d'Estaing le même discours ou presque, avec quelques variantes : à Saint-Pierre, il parla d'industrie, annonçant qu'il allait visiter l'ensemble des régions de France (à commencer par l'Alsace et la Lorraine, en novembre) et remarqua, à propos d'une banderole à la gloire de M. Raymond Barre : « C'est la première fois que je vois, mais je vous dirai qu'elle sera suivie de beaucoup d'autres ». A Saint-Joseph, il insista sur l'agriculture et sur « la priorité aux planteurs ». A Cilaos, M. et Mme Michel Hostau, qui exposa le plan d'aménagement des Hauts, au Tampon, il évoqua l'élevage et la production laitière avant de dire un mot du géranium. A Saint-Paul, en réponse à un discours assez critique du maire U.D.R., M. Paul Bénard, qui demandait une départementalisation « adaptée à notre situation différente », car, disait-il, « l'unité de la famille ne découle pas de l'exacte ressemblance de ses membres », il rappela que la départementalisation « ne veut pas dire l'uniformisation » et que, d'autre part, « le seul statut politique qui assure la sécurité et la stabilité à la Réunion, c'est son appartenance sans équivoque à la République française ».

Partout, le chef de l'Etat en appela à la jeunesse qu'il exhorta à faire vivre la « solidarité » et la « responsabilité », les deux thèmes majeurs de ses interventions. Aura-t-il convaincu ses interlocuteurs que la France est capable, comme l'a demandé le maire de Saint-Paul, de faire preuve d'imagination à l'égard des départements d'outre-mer ? Notre grand désespoir, a encore dit M. Bénard, c'est de n'être ni compris ni entendus. (...) C'en est assez pour les départements d'outre-mer, c'est avant tout se battre pour eux. Il n'est pas sûr que les habitants de la Réunion, quelle que soit leur opinion politique, aient de ce point de vue jugé M. Giscard d'Estaing suffisamment combatif.

THOMAS FERENCZL

#### Quinze mesures de départementalisation économique

#### L'effort d'éducation restera prioritaire

M. Giscard d'Estaing a présenté à la presse, jeudi après-midi 21 octobre, à l'aéroport de Gillot, avant de quitter la Réunion, les « quinze mesures de départementalisation économique » que le gouvernement met ou mettra en œuvre pour le nécessaire décollage économique de l'île :

- 1) Les mesures exceptionnelles d'aide aux petites entreprises seront maintenues pour la campagne 1976-1977 ;
- 2) Le plan de modernisation de la canne se déroulera sans interruption pendant huit ans, son objectif étant de porter à 300 000 tonnes la production totale de l'île ;
- 3) L'aménagement des hauts de la Réunion va être entrepris selon le calendrier suivant : classement en zone de rénovation rurale à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1977, constitution d'un programme d'action prioritaire d'intérêt régional (le premier qui soit annoncé par le gouvernement) à partir de 1978, il s'agit de réhabiliter environ 30 000 hectares de terres supplémentaires pour la culture et l'élevage ;
- 4) L'indemnité viagère de départ et les prêts d'installation aux jeunes agriculteurs seront étendus aux DOM à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1978 ;
- 5) L'irrigation du périmètre du bras de Cilaos sera entreprise en 1977, grâce à un premier crédit de 6 millions de francs. L'opération

totale, qui intéresse 3 000 hectares, étant évaluée à 100 millions de francs ;

- 6) Un prêt sera accordé aux petites et moyennes entreprises réunionnaises, sans limitation du nombre de dossiers, sur le produit du nouvel emprunt national ;
- 7) Les primes d'équipement seront aménagées par extension de l'assiette aux stocks, aux habitations rénovées aux matériels d'occasion et à la viabilisation ;
- 8) La prime de création d'emplois sera aménagée : le seuil sera abaissé de dix à cinq emplois minimum, et la prime tiendra compte du nombre d'emplois réellement créés ;
- 9) Les sociétés locales d'investissement bénéficieront d'exonérations fiscales pour l'investissement de l'épargne locale ;
- 10) La nouvelle société de financement des investissements provinciaux des prêts à long terme et des conditions avantageuses ;
- 11) Les tarifs « traités d'union », qui sont de 300 francs aller et retour entre l'île et la métropole, seront étendus de quatre mille cinq cents places par an à dix mille places et continueront à être accordés sous bénéfice d'un plafond de ressources ;
- 12) L'aide aux migrations, dont les possibilités sont actuellement inférieures aux demandes, concer-

nera sept mille jeunes l'an prochain, contre six mille en 1976 ;

- 13) L'allocation de complément familiale de ressources, qui va être instituée en métropole en remplacement de l'allocation de salaire unique et de l'allocation pour frais de garde, sera étendue aux DOM, après adaptation ;
  - 14) La réforme en faveur du logement social sera également l'objet d'une extension aux DOM ;
  - 15) Un centre régional d'éducation physique et sportive va être construit, ainsi que dix piscines et quatre clubs pour les jeunes. Il y aura une contribution du budget pour l'organisation des Jeux de l'Océan Indien.
- Le président de la République a conclu son exposé par trois « réflexions ». La première est que « l'effort d'éducation restera un effort prioritaire ». En second lieu, « le développement économique de l'île doit se faire dans le respect de la nature de la Réunion et s'accompagner d'un encouragement aux initiatives spontanées qui visent au développement de la culture réunionnaise ». Enfin, a conclu M. Giscard d'Estaing, le département de la Réunion « est un de ceux qui apportent la meilleure illustration à l'une des idées-forces de la « démocratie française » que fait décrire sous l'appellation du mouvement vers l'unité par la justice ».

### La majorité gagnera les élections de 1978

affirme le chef de l'Etat

Entre son départ de Saint-Denis-de-la-Réunion et son arrivée à Bahrein, M. Valéry Giscard d'Estaing a accordé une interview aux journalistes qui voyageaient avec lui à bord de Concorde.

Le président de la République a évoqué l'action de M. Chirac dans les termes suivants :

« L'ancien premier ministre déploie son énergie, cela est tout à fait naturel, à développer l'activité de la formation politique dont il fait partie. La majorité présidentielle est la seule majorité en France qui soit conforme aux institutions de la V<sup>e</sup> République, qui soit conforme au verdict populaire de l'élection de 1974. »

« Cette majorité est constituée de diverses formations politiques. L'ancien premier ministre s'est consacré à l'animation d'une des formations politiques de la majorité présidentielle, et c'est de sa responsabilité. S'il réussit, il apportera sa contribution au succès de la majorité présidentielle tout entière. »

« Je tiens à vous dire, que cette majorité présidentielle, qui est la seule majorité possible pour la France, gagnera les élections législatives de 1978. Elle les gagnera en raison de l'action du gouvernement et en raison de l'appel que fera le président de la République pour que les Français fassent le bon choix pour la France. »

Quant aux projets de l'opposition, ils sont, selon M. Giscard d'Estaing, « inspirés par une profonde méconnaissance de l'économie française ».

(Suite de la première page.)

Il a également proclamé sa parfaite confiance dans l'avenir : « Je tiens à vous dire que la majorité présidentielle... gagnera les élections législatives de 1978... » et a déterminé de conduire personnellement cette majorité à la bataille : « Elle les gagnera en raison de l'action du gouvernement et en raison de l'appel que fera le président de la République pour que les Français fassent le bon choix pour la France. »

Cet engagement dépourvu de toute ambiguïté n'est pas surprenant. L'actuel président de la République ne fait rien de plus que ce qu'avaient toujours fait avant lui et Charles de Gaulle et Georges Pompidou. Sa démarche était prévisible dès le 25 août, jour où, après s'être séparé de M. Chirac, il avait indiqué sa double volonté de conduire et non seulement d'élargir la majorité présidentielle et de se prémunir contre « les mouvements des partis ».

gnera en raison de l'action du gouvernement et en raison de l'appel que fera le président de la République pour que les Français fassent le bon choix pour la France. »

M. Valéry Giscard d'Estaing a également insisté sur la qualité du plan de lutte contre l'inflation mis au point par le premier ministre, et il a déclaré à ce sujet : « Le plan de M. Raymond Barre est un plan de gouvernement auquel tous les ministres participent... considère que ce plan gouvernemental est le meilleur plan possible pour la France, et qu'il n'y a pas d'alternatives à cette politique. Tous les Français sont intéressés par la lutte contre la hausse des prix, mais on ne peut obtenir un résultat en quelques semaines. »

« Le plan abordé dans le courant du premier semestre de 1977 à deux résultats positifs : le ralentissement de la hausse des prix, l'amélioration de l'activité économique de la France. »

Quant aux projets de l'opposition, ils sont, selon M. Giscard d'Estaing, « inspirés par une profonde méconnaissance de l'économie française ».

### L'engagement dans la bataille électorale

La seule question qui se pose concerne le choix du moment. Alors qu'il y a quelques jours M. Giscard d'Estaing hésitait encore à s'engager, et en faisait confidences à ceux qui l'approchaient, il jette le masque et contraind ses proches du 23 septembre : « Faut-il ouvrir, dès 1976, la campagne électorale de 1978 ? Je réponds : non. »

Cette précipitation qui pourrait paraître étrange puisque seize mois nous séparent de l'échéance des « législatives » n'a en vérité rien d'explicable. Le peu d'enthousiasme avec lequel est accueilli le plan Barre, l'accumulation des mécontentements divers, les doutes des chefs d'entreprise, dont près de trois quarts (73 %) envisagent une victoire électorale de la gauche au printemps de 1978, la chute de la cote d'amour présidentielle (45 % de mécontents et 43 % de satisfaits d'après la dernière enquête d'opinion), commandent à l'évidence une reprise en main ; mais d'autres facteurs entrent en ligne de compte.

Le chef de l'Etat a plusieurs raisons d'exalter « la majorité présidentielle » et de la présenter comme « la seule possible pour la France ». Il ne peut pas avoir oublié, tout d'abord, qu'à la mi-juin, lors du débat sur les plus-values, un certain nombre de députés U.D.R., parmi lesquels MM. Labbé, président du groupe, Hector Rolland, Michel Boscher, lui avaient signifié avec quelque impertinence qu'ils se souciaient peu d'avoir ou de ne pas avoir l'investiture présidentielle pour les prochaines élections. Il ne peut ignorer, d'autre part, que, mardi encore, les élus gaullistes se défendaient par la bouche de M. Labbé, d'être « chiraquistes », mais présentaient en même temps : « Nous n'avons pas voulu être pompidoliens, nous ne sommes pas giscardiens. »

Jeudi, l'Assemblée nationale a refusé au gouvernement le droit de fixer le barème de l'impôt qui sera payé en 1978 sur les revenus perçus en 1977, elle a modifié la disposition envisagée par le gouvernement en matière de publicité des impositions, et il s'est trouvé que dix-sept députés U.D.R. et un député républicain indépendant se sont associés à l'opposition pour réclamer l'institution d'un impôt sur la capital, proposition repoussée par 280 voix contre 203.

La reprise en main et la fermeté s'imposent d'autant plus que M. Chirac est là, qui attend, qui veille, et qui s'apprête à relancer dimanche, devant le comité central de l'U.D.R., son projet de vaste rassemblement. C'est pour stopper ou tout au moins freiner son élan que M. Giscard d'Estaing, commentant pour la première fois depuis le 25 août les initiatives et le comportement de son ancien premier ministre, a pris soin de les enfermer dans des limites très strictes.

Il est « tout à fait naturel », que l'ancien chef du gouvernement cherche à « développer l'activité de la formation politique dont il fait partie », « c'est sa responsabilité », et « s'il réussit il apportera sa contribution au succès de la majorité présidentielle tout entière », mais il est prévenu de la façon la plus claire que cette majorité « est la seule en France qui soit conforme aux institutions de la V<sup>e</sup> République, qui soit conforme au verdict populaire de l'élection de 1974 ».

M. Chirac ne peut pas ne pas avoir compris que son ancien maître n'accepterait ni de se laisser débordier, ni de se laisser prendre de vitesse, ni de se laisser évincer de son rôle de chef de la majorité.

RAYMOND BARRILLON.

Combiné radio-cassette  
AIWA TPR-930

## Stéréo en liberté: combiné radio-cassette AIWA

Les premiers magnétophones à cassette japonais ont été fabriqués par AIWA. Et quand AIWA s'est attaqué aux combinés radio-cassette, il y a dépensé tant d'enthousiasme et de compétence qu'il est devenu très vite le leader au Japon. Et bien sûr, le leader.

Pour AIWA, chaque nouveau modèle est l'occasion de faire un bond en avant dans la technique des appareils à cassette.

Par exemple, le radio-cassette TPR-930. Il est portable. Il s'écoute comme un ensemble HI-FI. Et il est stéréo. En radio et en magnétophone. Il offre un ensemble de perfectionnements jusqu'ici jamais réunis sur un même appareil.

Le TPR-930 restitue le relief sonore d'une manière parfaitement équilibrée (« Matrix Sound Stereo ») avec ses 4 haut-parleurs (2 en façade, 2 sur les côtés, puissance 2 x 2 watts). Aussi bien dans un salon, en bateau, ou dans une caravane.

4 gammes d'ondes (PO/GO/OC/FM) avec contrôle automatique de fréquence en FM. 2 micros incorporés pour l'enregistrement stéréo. Touche de pause pour un arrêt momentané. Mixage micro. Contrôle automatique du niveau d'enregistrement. Système « Loudness » pour relever les graves et les aigus à bas niveau sonore. Répétition rapide sans manœuvres (« Quick Review »).

Mémoire électronique (AMS) pour vous aider à retrouver immédiatement le début d'un enregistrement. Arrêt automatique en fin de bande. Compteur, Cassettes standard et Cr 02.

Et même la musique s'arrête toute seule à votre premier sommeil ! (programmation de l'arrêt automatique « Sleep Timer »).

Stéréo en liberté... On est loin du gadget ! Le TPR-930 peut aussi « s'achaloter » à une chaîne HI-FI comme platine-magnétophone.

Il fonctionne sur piles, secteur ou batterie. Dimensions : L. 392 x P. 114 x H. 213. Prix indicatif constaté au 10/10/76 : 2.500 F.

Il y a aussi beaucoup de 930 dans le TPR-910 (stéréo 2 x 2 watts) et le TPR-900 (mono 4,5 watts).

AIWA : 18 combinés radio-cassettes disponibles actuellement en France.

AIWA MAGECO electronic

Parmi les distributeurs AIWA en région Parisienne :

Tous autres points de vente AIWA proches de votre domicile sur simple demande.

BIV - DARTY - DRUSTORIS - FNAC - GALERIES LAFAYETTE - PRINTEMPS - 1<sup>er</sup> RADIO PYRAMALION - 18, bd de Sébastopol - 2<sup>e</sup> DISKI - 9, place des Po-Pères - 3<sup>e</sup> TELLÉ CENTRAL RÉPUBLIQUE - 21, bd St-Martin - 7<sup>e</sup> MICHONNIER - 148, rue de Grenelle - 8<sup>e</sup> PONT D'ORFÈVRE - 217, rue de Fg St-Hippolyte - ROLLAND RADIO - 21, rue de Rome - 10-11 TOP - 77, bd Malesherbes - SMOO MARBEUF - 12, rue Marbeuf - 13<sup>e</sup> SMOO CLUB OPERA - 18, rue Lafayette - 14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000



UNE ENQUÊTE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES

Les ruraux restent très attachés à l'institution du mariage

La Fédération nationale des associations familiales rurales vient de rendre publics les résultats d'une enquête concernant la vie conjugale, familiale, sociale et sexuelle des couples et des jeunes célibataires en milieu rural. Sur les cent mille questionnaires diffusés en 1976 par les associations (elles sont, selon les responsables nationaux, au nombre de deux mille deux cents et comptent cent mille adhérents, qui atteignent un demi-million de familles), seize mille ont été retournés et quatorze mille ont pu être traités.

Les résultats de l'enquête adultes-jeunes (six mille sept cent soixante-seize réponses traitées, dont les trois quarts émanant d'adhérents d'une association familiale) font apparaître que la majorité des personnes interrogées (82 %) considèrent le mariage comme « une union définitive, pour le meilleur et pour le pire, pour la durée de la vie ». La proportion décroît chez les moins de trente ans : 88 % contre 93 %.

Soixante-quatre pour cent des personnes ayant répondu à l'enquête disent utiliser ou avoir utilisé des moyens contraceptifs (un tiers des couples les plus âgés, les trois quarts des couples les plus jeunes). La pilule est la méthode de contraception la plus utilisée (28 %) ; 23 % utilisent la méthode dite des températures, 16 % le retrait et 12 % la méthode Ogino (souvent associée au retrait).

Cinq pour cent des femmes adhérentes à une association familiale et 7 % des autres déclarent avoir avorté. Quant au nombre d'enfants souhaités, il est de un ou deux dans un quart des réponses et de trois à quatre dans 63 % d'entre elles. Enfin, 29 % des parents estiment « bon » ou « normal » que leurs enfants aient des relations sexuelles avant le mariage. Les réponses des adultes qui adhèrent à une association familiale font apparaître un comportement plus rigoureux ou plus traditionnel que celui des personnes extérieures à ces associations.

La plupart des sept mille deux cent trente-cinq jeunes ayant répondu au questionnaire qui leur était destiné souhaitent se marier et avoir des enfants : deux ou trois en majorité. Il ne sont que 15 % à voir dans le divorce une possibilité juridique facile-

ment utilisable. Trente-huit pour cent des jeunes (46 % des garçons et 32 % des filles) disent avoir ou avoir eu des relations sexuelles avant le mariage ; 66 % des jeunes trouvent « nécessaires » ou « bonnes » les relations sexuelles pré-maritales. Quarante-deux pour cent d'entre eux jugent le relâchement des mœurs excessif ou dangereux.

Mère et enfant

Trente-neuf pour cent des jeunes (contre 71 % des adultes) estiment que c'est à la mère qu'il incombe de « s'occuper personnellement et exclusivement du petit enfant ».

Les réponses reçues émanent de l'ensemble des départements, avec une forte prédominance de Maine-et-Loire et de la Vendée ; un certain nombre de départements n'ont fourni qu'une ou deux réponses. Les résultats de cette enquête doivent servir à alimenter la réflexion des responsables de la Fédération nationale de la famille rurale, qui organise à Paris, le 27 novembre prochain, des assises nationales sur le thème « Des familles rurales responsables dans une société plus équitable ».

\* Fédération nationale des associations familiales rurales, 51, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris. Tél. : 704-94-83.

UN COLLOQUE A L'UNIVERSITÉ DE LIMOGES

Y a-t-il un droit à la « bonne mort » ?

De notre envoyé spécial

Limoges. — Paradoxe, la mort est sans doute l'un des thèmes les plus anciens — non vus depuis quelques années — qu'elle provoque et dans les controverses de spécialistes qu'elle suscite. On en est la preuve lors du colloque consacré au « droit de mourir à son heure », organisé récemment par l'U.E.R. de sciences juridiques et économiques de Limoges, du 14 au 16 octobre.

Il s'agissait pour les organisateurs de jeter les bases d'une éventuelle législation sur l'euthanasie des malades incurables ou la fin de l'« acharnement thérapeutique » dans des situations déterminées (comme dépassé notamment). Les débats, auxquels participaient médecins, juristes, spécialistes de sciences humaines et représentants de diverses confessions et options philosophiques, mirent plus en lumière l'impératif que le caractère prématuré de leur proposition, qu'ils ne contribuèrent à la formuler précisément.

Les médecins se montrèrent réticents, voire irrités à l'idée d'une intrusion juridique dans le domaine de la mort. Le docteur Jean Roger, chirurgien des hôpitaux (Paris), préféra s'en tenir à cette évidence que « l'apparence de la mort n'est pas la mort », pour affirmer que « dans l'état actuel de nos connaissances, il n'existe aucune norme absolue qui donne pleinement satisfaction et qu'aucun procédé technique ne peut remplacer la aussi le jugement, donc la conscience du médecin ». Constatant que la médecine refuse parfois tout droit de prise en charge

par le malade de sa maladie, il propose de rétablir le dialogue et l'écoute (avec l'équipe soignante, la famille) qui aident au moins à déceler ces moments où la mort rôde.

Plusieurs intervenants ont eu, de leur, sous ce « débat encore confus » sur l'euthanasie et l'acharnement thérapeutique, l'indice d'une demande sociale à la fois forte et mal définie. Le docteur Roger a pu égrener le terrible questionnaire que supportent les malades : « Que détruit-on ? Une vie, une supposition de vie ? Pourquoi ? Par souffrance, lassitude, gêne, révolte, en raison des coûts élevés et inutiles des soins ? Comment ? Activement, passivement ? Où ? Quand ? Qui décide ? Un collège de médecins, d'experts, de juristes ? Et enfin, question essentielle : est-ce la seule possibilité ? »

Dormir, mourir

Il en est d'autres, à coup sûr, parfois insolites à force d'être simples. Ainsi, une équipe de psychologues de l'Institut Paoli-Calmette de Marseille utilise, lors de la phase terminale de certains cancers, l'induction hypnotique. La formule « Vous allez dormir longtemps, longtemps... » prend alors tout son sens puisque « nombre de nos mourants s'endorment dans le calme et ne se réveillent pas ».

Pour sa part, le professeur Marcel Collin (Lyon), sans négliger les aspects éthiques et déontologiques, en

introduit les dimensions psychologiques et sociologiques en rappelant que l'interpellation lancée au médecin : « Vous en faites trop » (acharnement thérapeutique) ou bien : « Vous n'en faites pas assez » (demande d'euthanasie) est ambivalente. Il y a, selon lui, beaucoup de passivité, d'absentéisme, dans la demande de « mourir en paix », qui ne serait en fait qu'une demande déguisée de mourir sans soins.

Le désarroi des sujets viendrait de ce qu'ils sont déçus par la mort : soit d'une « mort naturelle » (mort sans soins), soit d'une « mort artificielle » (à cause des techniques de soins, nombreuses et très développées).

En remettant en cause le pouvoir médical sur la mort des autres et peu enclin à le partager, M. Louis-Vincent Thomas, professeur à l'université de Paris-V, ne faisait que réintroduire l'une des dimensions sociales du problème. Pour se convaincre de la nécessité d'un tel élargissement des vues, il n'était que d'écouter Mme Béatrice Majnani d'Intignano, professeur d'économie à l'université de Limoges.

Pour le médecin qui met en œuvre des moyens techniques, matériels et humains, afin d'améliorer l'état d'un patient, il s'agit simplement de savoir s'il a ou n'a pas à sa disposition ces moyens là où il veut en user. Mme Majnani d'Intignano ramène le problème à ses seules composantes statistiques. On peut, par l'analyse des coûts, évaluer la relation du médecin à la mort : à court terme,

ce coût est faible, et il n'est pas une contrainte pour le médecin.

A long terme, il en va différemment : la vie ou la mort des patients dépendra des investissements coûteux acceptés par la collectivité (le coût de fonctionnement d'un lit en réanimation varie de 250 000 à 700 000 francs par an). Malgré les indications de la carte sanitaire, et surtout en raison de la décentralisation des mécanismes de financement, ce ne sont pas toujours les motifs les plus rationnels qui président au choix : souci de développer des équipements de prestige, préoccupation de politique locale.

Mais surtout, souligne Mme Majnani d'Intignano, c'est le coût social de tels investissements, c'est-à-dire « l'ensemble des dépenses de santé auxquelles il a fallu renoncer pour mettre en place d'autres actions plus sophistiquées », qui peut modifier le droit de chacun de mourir à son heure. Faut-il privilégier des malades à probabilité de guérison nulle ou faible au détriment de malades dont la probabilité de survie est forte, avec des risques de séquelles faibles ?

Dans ce choix est indirectement enfoncée la définition d'un droit pour certains et d'un non-droit pour d'autres de mourir à leur heure.

Ainsi se trouvait posé clairement le choix entre une définition juridique et une définition sociale et économique du « droit de mourir à son heure ». Il reste à préciser l'une ou l'autre en dehors du décalage classique discours sur la mort qui n'est sans doute, souligne le professeur Collin, qu'un « évitement ».

MICHEL KAJMAN.

Chevy 2 n'offre pas que des belles maisons...



Logement 5 pièces + garage (2 voitures). Séjour, salle à manger, 4 chambres, 2 salles de bains.



Ardèche 5 pièces + garage (2 voitures). Séjour, salle à manger, 3 chambres, 2 salles de bains.

il offre aussi un ensemble unique:

écoles/college

2 maternelles, 2 primaires, un C.E.S., une crèche et 2 garderies. Pour rendre en classe les enfants emparent, depuis leur maison jusqu'à l'école, des chemins piétonniers et des passages souterrains.

tennis/sports

A la belle saison, les résidents peuvent jouer sur les quatre courts en plein air situés tout près du country-club. Et ils disposent également d'un court couvert, de deux gymnases et d'une salle omnisports.

piscine/country-club

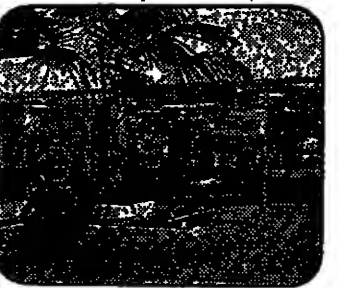
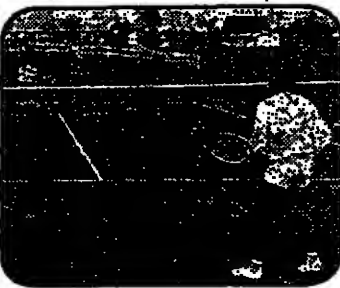
La piscine chauffée comporte deux bassins, dont un réservé aux enfants. Elle est encadrée par les cinq pavillons du country-club où l'on trouve un restaurant, un salon de 100 m<sup>2</sup> et un bar avec terrasse.

golf

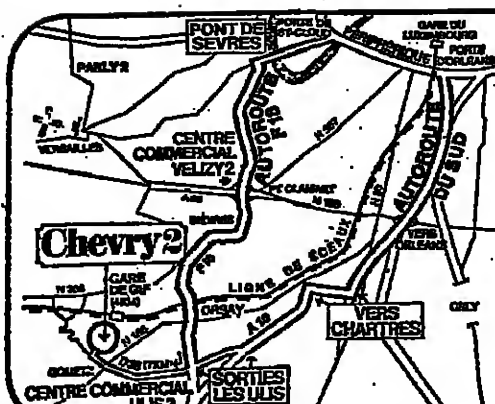
Le golf neuf trous de Chevy 2 est au cœur même du programme. Il a été dessiné par John D. Harris. Ouverture du practice et du pitch and putt : deuxième semestre 1976.

centre commercial

Ille 2 à moins de 4 km réunit 70 magasins, Carrefour et C & A, 2 restaurants, 4 salles de cinéma et comprend 3 000 parkings. A Chevy 2 même, on trouve les commerces de première nécessité.



...et tout cela donne plus de valeur à votre bien



Accès rapide et facile par le métro et 2 autoroutes. Par le Pont de Sévres ou l'autoroute du Sud direction Chartres, sortie Les Ulis et prendre la D 35 (vers Chartres par RN 188). Visitez les maisons-modèles tous les jours de 10 à 20 h

10 modèles de maisons vendues à prix fermes et définitifs (terrain compris)

Chevy 2

CHEMIN DE BELLEVILLE, 91190 GIF  
TÉL. 012.12.12

Envoyez ce bon avec votre carte de visite au C.P.H. av. Charles de Gaulle, 78150 Le Chesnay, qui vous adressera, sans engagement de votre part, une documentation CHEVY 2

NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
TEL. \_\_\_\_\_

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants : Jacques Fauriol, directeur de la publication, Jacques Saragat.

Imprimerie du « Monde »  
5, rue des Filles  
PARIS-12<sup>e</sup>  
1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.



NOS PRIX CHARTERS :  
JUSQU'À 70 %  
DE RÉDUCTION  
SUR VOTRE  
BILLET D'AVION

le point  
85

Voyages 85 / CORLIG A 891.

85 bd saint michel paris 5  
329.60.50

U.S.A.	NEW YORK	1650F
	SAN FRANCISCO	2950F
INDE	BOMBAY	2300F
MEXIQUE	MEXICO	2625F
PEROU	LIMA	2950F
ILE MAURICE		2980F

GRATUIT  
Sur votre demande, nous vous adressons notre brochure charters (et sports d'hiver) 78/77.  
Nom \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_



# RELIGION

## L'Eglise évangélique est-allemande veut redéfinir ses rapports avec le régime

Vienne. — La communauté protestante d'Allemagne de l'Est est en crise. Le malaise n'affecte pas seulement les simples fidèles, confrontés quotidiennement à la nécessité de concilier leur foi chrétienne et leur engagement social et professionnel dans un pays où le régime reste encore très fortement autoritaire.

La cause directement à l'origine de ce trouble est le suicide par le feu du pasteur Bruesewitz au milieu du mois d'août sur la place de l'Eglise de la ville de Zeitz, en Thuringe (le Monde du 26 août). Ce sacrifice était destiné à protester, selon son auteur lui-même, contre « l'oppression de la jeunesse par le parti communiste ». Vite connu, ce geste a provoqué dans les milieux protestants une émotion que la maladresse initiale, pour ne pas dire plus, des organes d'information officiels devait transformer en indignation ou en anéantissement. Le cas du pasteur Bruesewitz, même s'il est considéré comme « atypique » par certains chrétiens proches du régime, a en quelque sorte servi de révélateur à des tensions existant dans la société est-allemande.

Paradoxalement, l'Eglise évangélique de R.D.A. n'est pourtant pas l'une des communautés religieuses les plus mal loties en Europe de l'Est. Ces dernières années, l'Etat communiste a toujours plus nettement reconnu son œuvre sociale. Le 17 mars dernier, par exemple, le ministre de la Santé visitait une institution religieuse pour handicapés. L'an passé, le problème de la formation de l'enseignement paramédical des établissements de santé administrés par les Eglises a trouvé une solution.

Le Pfarrerbund, organisation de pasteurs favorables au régime, a été dissous. Les permis pour la construction de lieux de culte ont été plus libéralement délivrés. L'Eglise évangélique a, en outre, le droit d'organiser pour la jeunesse des journées de récollection, lesquelles connaissent un vif succès.

En contrepartie, pourrait-on dire, les dirigeants de l'Etat attendent des Eglises une participation active aux campagnes pour la paix et la sécurité en Europe, pour le désarmement, voire pour la détente. Tel a bien été le cas dans le passé et tel est encore le cas aujourd'hui.

En même temps, les protestants manifestent plus nettement leur désir de trouver leur place dans le nouvel Etat allemand se définissant lors du synode d'Eisenach en 1971 comme membres d'une « Eglise dans le socialisme ». Cette parole devait être comprise comme l'expression par l'Eglise évangélique de sa volonté de conserver

De notre correspondant

son identité et son rôle particulier, sans s'aligner, mais sans non plus s'enfermer dans un ghetto spirituel. En 1974, une autre foi, propagée notamment par le petit parti chrétien-démocrate (C.D.U.), allié aux communistes, prédisait à l'intention des croyants de la R.D.A. qu'ils avaient à remplir à la fois « un devoir de citoyens et un devoir de chrétiens ».

C'est précisément là où le bât blesse. De nombreux chrétiens qui s'engagent sincèrement dans leur profession pour la « construction du socialisme » ne peuvent pas ne pas constater à leur endroit des réactions de méfiance, voire de discrimination, à partir du moment où ils s'affirment non seulement comme de bons socialistes mais aussi comme chrétiens. Ce n'est pas un hasard si, dans les réunions électorales organisées par la C.D.U. avant la consultation du 17 octobre pour le renouvellement de la Chambre du peuple (Parlament) et des quatorze assemblées régionales, les orateurs ont insisté sur « l'égalité en droit des citoyens » figurant dans le programme adopté par le parti dirigeant en mai dernier.

### L'embrigadement de la jeunesse

Plus délicate encore est la question de l'éducation des enfants. Le régime n'a jamais caché son désir de former la jeunesse dans l'esprit du communisme, et il met activement en pratique ses intentions. A l'école, les enfants qui adoptent une attitude trop nettement chrétienne aux yeux de leurs maîtres risquent de compromettre la suite de leurs études et, en particulier, leur entrée éventuelle à l'université. L'enseignement du marxisme-léninisme a été introduit dans les facultés de théologie. En dehors de la classe, tout un réseau d'activités parascolaires contrôlées par l'organisation de jeunesse dépendante du parti communiste ont, outre leur but lucratif, celui d'encadrer solidement les jeunes pendant leurs loisirs. C'est cet embrigadement de la jeunesse qui a paru insupportable au pasteur Bruesewitz.

Jusqu'à maintenant, les cas les plus flagrants de discrimination

La hiérarchie, elle aussi, se voit contrainte à un examen en profondeur des conditions dans lesquelles elle exerce sa mission. Peut-être contre leur gré, les évêques sont amenés à s'interroger sur la nature des relations qu'ils entretiennent avec le pouvoir et à se demander s'ils n'ont pas, en partie, perdu l'écoute de leur « base ».

sculaires étaient régis au coup par coup entre les autorités socialistes et celles de l'Etat. Apparemment pour ne pas heurter de front le gouvernement, les évêques préféraient les négociations discrètes aux protestations bruyantes.

Cet esprit de conciliation risque fort, après l'affaire Bruesewitz, de disparaître. Dans une lettre lue le 19 septembre dans de nombreux temples, la conférence des Eglises évangéliques déclare que, « en vertu du règlement de ces particularités dans le secteur de l'enseignement, il faut arriver à une clarification fondamentale d'ensemble ». Et elle ajoute : « Il est urgent que, dans le système unifié de l'enseignement socialiste, une atmosphère de confiance soit créée et que les enfants et les jeunes puissent vivre en chrétiens sans être offensés. Cela exige de nous que nous soyons aux côtés de nos enfants plus clairement et de façon plus convaincante que jusqu'à présent ».

Ces mots sonnent comme une antithèse. De fait, si les chefs de l'Eglise protestante est-allemande sont amenés aujourd'hui à repenser leurs rapports avec l'Etat communiste, ils doivent aussi et d'abord s'efforcer de resoudre la cohésion de leur communauté. Car le doute s'y est établi. La lettre des Eglises déjà citée ne le dissimule pas : « Nombreux sont ceux qui constatent un profond fossé entre les décisions et les déclarations des directeurs des Eglises et dont la communauté a réellement besoin. Nous n'avons pas encore appris à agir et à parler de façon intelligible les uns envers les autres. Nous devons avoir entre nous des relations de franchise ».

Le dialogue, donc, doit s'instaurer. Avec l'Etat, mais également entre les membres de la communauté. Il faut que l'existence de son fait aucune discrimination. Mais aussi l'existence de l'Eglise protestante. D'Eglise du peuple, celle-ci se transforme inéluctablement, semble-t-il, en une Eglise minoritaire, bien qu'elle compte encore quelques millions de fidèles, sur une population de dix-sept millions d'habitants.

Dans les conditions politiques où elle s'effectue, cette transition n'est pas sans écueils. La dernière réunion du synode d'août, à Eisenach, a réaffirmé le mot d'ordre d'une Eglise dans le socialisme. L'attitude de certains pasteurs, lors des élections du 17 octobre, montre que cet engagement n'implique pas l'abandon de tout libre examen : imitant la hiérarchie catholique, trois des huit évêques protestants ne se sont pas rendus aux urnes, signalant ainsi par leur abstention leur refus de cautionner une manifestation orchestrée de fausse unanimité.

MANUEL L'HERMITE

A Lourdes, du 23 au 30 octobre

## Les évêques français s'interrogent sur la difficile transmission de la foi

L'assemblée plénière de l'épiscopat français s'est réunie à Lourdes du 23 au 30 octobre sous la présidence de Mgr Roger Etchegaray. C'est la première fois que l'archevêque de Marseille assure une responsabilité jusqu'ici dévolue au cardinal Marty. L'ensemble des évêques de France participent à ces assises, soit cent vingt-trois personnes, dont quatre prélats des DOM et trois des TOM. Cinq évêques sont excusés : Mgr Le Bourgeois, Matagrin, cet évêque vient de mourir, Verdès et Marie-Sainte. Il faut ajouter à ces chiffres sept supérieurs majeurs de congrégations religieuses, vingt-deux secrétaires nationaux, douze prêtres, quatre invités, quatre observateurs non catholiques, onze représentants de conférences épiscopales étrangères et cinq experts.

Les deux premiers jours se dérouleront exceptionnellement à huis clos. D'une part, il y sera procédé à une vingtaine d'élections (délégués du synode romain de 1977, présidents de commissions, conseil permanent, bureau d'études doctrinales, etc.). D'autre part, l'assemblée aura vraisemblablement à s'occuper des « retombées » de l'affaire Lefebvre, encore qu'elle n'ait pas à prendre directement position sur une question qui ne relève pas de sa responsabilité, le supérieur du séminaire d'Ecône se trouvant en Suisse.

A noter la présence à Lourdes parmi les invités de Mgr Maxime, évêque de Lausanne, Genève et Fribourg (Ecône se trouve sur ce territoire). De toute façon, l'ombre de Mgr Lefebvre planera sur l'assemblée, ne serait-ce que par la présence à Lourdes du pèlerinage du CREDO (« le Monde » du 15 octobre) et par les activités des « ateliers » et des « coulottes ». C'est en outre en pleine assemblée de Lourdes — le 24 octobre — que Mgr Lefebvre célébrera une messe publique en Allemagne. Enfin, l'insistance de Paul VI (audience accordée le 10 septembre et lettre de la semaine dernière) met les évêques dans l'obligation morale de ne pas se désintéresser de l'ancien évêque de Tulle et de l'influence qu'il exerce sur une fraction des catholiques traditionalistes de France.

Le rapport principal dont l'assemblée aura à discuter s'appelle « Accueil et annonce de la parole de Dieu ». Il résulte de la collation de deux cent cinquante-cinq monographies, provenant de cinquante-cinq diocèses et rédigées par des personnes ou des groupes. L'assemblée s'est donc efforcée d'ausculter la « base » avant de porter son propre diagnostic et de donner des directives.

Autres thèmes importants : la catéchèse des enfants, les assemblées dominicales, le diocèse permanent.

### ETABLIR LA COMMUNICATION

Il est évidemment impossible de savoir — avant même qu'elle s'ouvre — si l'assemblée plénière de l'épiscopat français sera une réussite. En revanche, il est certain qu'elle se tient à une époque où l'Eglise connaît des remous exceptionnels, tant au niveau des vocations qu'à la prise de conscience, que les rangs des enfants du catéchisme s'éclaircissent. N'est-ce pas à dire que la pratique dominicale se relâche, que les vocations à la prêtrise sont rares, que les rangs des enfants du catéchisme s'éclaircissent. N'est-ce pas à dire que la pratique dominicale se relâche, que les vocations à la prêtrise sont rares, que les rangs des enfants du catéchisme s'éclaircissent.

Les forces religieuses se manifestent de moins en moins au sein de l'Eglise et de plus en plus à l'extérieur. Les manifestations de la foi se font centrifuges et sont donc dispersées. Les sessions de formation théologique, certains convents, les centres culturels, les groupements à vocation politico-religieuse, les œuvres sociales de toutes sortes, sont florissantes. Dans la presse, à la télévision ou à la radio, les thèmes religieux reviennent quotidiennement. Les ouvrages, les journaux religieux restent nombreux. Les rapports entre le marxisme et le christianisme intéressent de nombreuses personnes, même incroyantes. Le parti communiste, on le sait, a de nouveau tendu la main aux catholiques.

De cette effervescence, que saura faire l'Eglise officielle et ses responsables diocésains ? Voilà la question. Bien au-delà des problèmes liturgiques tant agités ces derniers temps, des difficultés de l'action catholique ou même des amoncellements scolaires en contact direct avec une jeunesse turbulente, se pose le problème fondamental de la « récep-

tion », c'est-à-dire des moyens à mettre en œuvre pour supprimer l'écart qui s'interpose malencontreusement entre la « base » et les instances de l'Eglise. L'Evangile continue à passer la rampe, mais ceux dont la fonction est de le présenter au « peuple de Dieu » ne trouvent pas toujours la voie d'accès. Trop d'institutions sont surannées, trop de clercs manquent de contact, trop de sermons sont jugés inadéquats.

L'Eglise manque de pédagogie. Elle enferme le sacré dans des moules désuets ou fausement modernes. Elle manque aussi d'audace intellectuelle, de chaleur humaine et d'imagination créatrice. Pour qu'un grand croyant comme Marcel Legaut (1) puisse dire qu'il s'ennuie « lui aussi » moralement à la messe, il faut bien que quelque chose soit gravement détérioré.

Le vin nouveau

La parabole du vin nouveau et de vieilles outres s'impose à l'esprit. Une révolution dans l'Eglise serait la bienvenue. Elle permettrait non seulement de donner la parole à ceux qui sont en contact permanent avec les réalités quotidiennes, ou comme à la base — mais aussi de partager avec eux leurs responsabilités, ainsi que Vatican II l'a expressément recommandé. L'Eglise ne sera la maison de tous que si les chrétiens se sentent pris au sérieux. Ils doivent changer de statut et devenir autre chose que des consommateurs.

L'agressivité, parfois le découragement ou l'indifférence de nombre d'entre eux, est le signe qu'on ne les traite pas en adultes. En outre, les catholiques de France croient découvrir en leurs

HENRI FESQUET.

(1) Bernard Pelletier interroge Marcel Legaut - Patience et passion d'un croyant. Editions du Centurion, 222 p., 22 F.

**Pour votre DEMENAGEMENT**  
208 10-30 ODOUL

Ils vont à la Maternelle  
Habitez le Nouveau Monde  
Sur la Rive gauche  
au cœur du 13<sup>e</sup>

Ils vont à l'école primaire  
Habitez le Nouveau Monde  
au cœur du 13<sup>e</sup>  
Un appartement avec verrière.  
Un vaste séjour, le silence.  
4.600 F le m<sup>2</sup>

Ils vont au lycée  
Habitez le Nouveau Monde  
au cœur du 13<sup>e</sup>  
4.600 F le m<sup>2</sup>  
à prix fermes et définitifs  
Le Centre Commercial à deux pas,  
bientôt la piscine,  
Le 5<sup>e</sup> arrondissement à côté.

Il est en fac  
Habitez le Nouveau Monde  
au cœur du 13<sup>e</sup>  
4.600 F le m<sup>2</sup>  
Espace privilégié pour toute  
la scolarité  
de vos enfants.

Sur place appartement modèle  
69 m<sup>2</sup> - 3 pièces - PARIS 13<sup>e</sup> - Tél. 583.99.22  
Lun, jeu, ven, samedi de 14 h à 18 h  
carré, 1<sup>er</sup> étage, 1<sup>er</sup> étage de

Remplissez ce bon et retournez le à L'OCIL  
51 boulevard Malesherbes 75008 PARIS

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

☐ Désire un rendez-vous  
☐ Désire recevoir sans engagement  
la documentation « Le Nouveau Monde »

**OCIL**  
57-59 boulevard Malesherbes  
75008 Paris cedex 8  
Tél. 38.13.28 et 38.27.10

مركز الامم المتحدة



## ÉDUCATION

Un colloque à Paris

### L'AUPEL veut améliorer le fonctionnement du « service public » universitaire

Une cinquantaine d'universitaires de Paris et de province, en majorité professeurs ou maîtres de conférences de lettres ou de droit, ont participé, jeudi 21 octobre, à l'Ecole normale supérieure, à un colloque sur la situation de l'université en 1976, organisé par l'Association universitaire pour l'entente et la liberté (AUPEL), que préside M. Robert Ellrodt, professeur de littérature anglaise à Paris-III.

Créée à la fin du mois de mai dernier, forte aujourd'hui de près de cinq cents membres, l'AUPEL condamne à la fois les « majorités politico-syndicales » et une attitude trop dépendante à l'égard du secrétariat d'Etat. Elle entend être un « club de réflexion » sur les problèmes de l'enseignement supérieur ; seuls des « critères scientifiques fondés sur la vérité », estimant l'université l'association savante de publier, en 1977, un livre blanc qui reprendra ses propositions pour une « amélioration du service public ».

De création récente, l'Association universitaire pour l'entente et la liberté avait choisi le moyen d'un colloque restreint (chaque adhérent pouvait seulement inviter un collègue) pour affirmer sa « ligne » encore mal connue — parfois même de ses propres adhérents. L'AUPEL s'est donné pour objectif la « défense des intérêts moraux » des enseignants, a rappelé M. Ellrodt à l'ouverture du colloque. Toutefois, beaucoup de participants ont paru très marqués par les graves de l'an dernier et ont critiqué de nombreuses reprises, au cours du colloque, le « comportement politique » de certains de leurs collègues, notamment au sein des conseils d'université.

#### Des républiques de droite et de gauche

M. Gorges Vedel (Paris-III), ancien doyen de la faculté de droit de Paris, a estimé que le fonctionnement actuel de l'enseignement supérieur « répondait rarement aux règles fondamentales du service public » : l'égalité, la neutralité et la continuité. Selon M. Vedel, l'égalité et la neutralité ne sont plus respectées puisqu'on constate l'existence d'une forme de « suprématie politique et syndicale » dont l'influence s'étend jusqu'à la promotion d'enseignants ou d'étudiants. « Avant, on ne connaissait pas les préférences politiques des autres », a affirmé M. Vedel. Le principe de la continuité de la bonne marche de l'instrument universitaire, en période de grève, serait aussi passé aux profils et pertes de l'université nouvelle ma-

nrière : les enseignants ne déposent pas de préavis de grève et les étudiants n'y ont pas tenu. « Aujourd'hui, a-t-il conclu, les universités sont des républiques de droite ou de gauche, comme si le service public n'existait plus ».

M. Marcel Merle, professeur à Paris-I, secrétaire général de l'AUPEL, s'est attaché à montrer les limites de la « participation », selon les termes de la loi d'orientation de 1968. Il a déploré, par exemple, que, sous prétexte de faire participer l'ensemble du corps enseignant à la gestion des universités, on ait, en fait, limité la représentation de certains par le jeu des élections. (Avant 1968, tous les professeurs participaient aux conseils de faculté ; aujourd'hui, ils doivent élire des délégués, comme les assistants et les maîtres-assistants.)

L'AUPEL, d'autre part, soulignerait que l'on distingue entre la participation des étudiants à des instances pédagogiques et leur participation à la gestion des établissements : favorable à la première, elle ne l'est guère à la seconde. « On ne comprendrait pas, déclarait M. Vedel, que les usagers de l'E.D.P. soient représentés au conseil d'administration ».

L'AUPEL estime également que le personnel ATOS (administratif, technique et ouvrier de service) ne devrait pas « faire poids dans la balance » de certaines décisions d'ordre pédagogique prises au sein des conseils d'université.

Ces orientations, ainsi que les propositions que l'AUPEL compte présenter prochainement sur « l'accès à l'enseignement supérieur », a-t-il été dit, ont été discutées lors du colloque, figurant dans le livre blanc que l'association veut publier en 1977 : ce serait la charte de professeurs qui déclarent avoir choisi la « voie étroite » pour cause de « ras-le-bol ».

PHILIPPE BOGGIO.

La conférence des présidents d'université s'est réunie à Paris, jeudi 21 octobre, sous la présidence de Mme Simone Veil, ministre de la Santé, en inaugurant le congrès de la Société française d'hygiène, de médecine sociale et de génie sanitaire, qui se tient jusqu'au 22 octobre au ministère de la Santé.

Les deux immeubles, qui bordent l'esplanade des Invalides, ont été achetés par le gouvernement britannique en 1972. D'importantes travaux ont dû y être effectués pour aménager des salles de cours, de réunions et de projection, et une très importante bibliothèque.

### UN NOUVEAU CENTRE CULTUREL BRITANNIQUE A PARIS

Le nouveau centre culturel britannique a ouvert ses portes à Paris. Il regroupe, dans deux hôtels particuliers qui appartenaient, l'un au comte de Paris, l'autre au consulat général des Pays-Bas, le British Council et l'Institut britannique qui occupaient depuis de longues années des locaux séparés, devenus trop petits, rue des Ecoles et rue de la Sorbonne.

Les deux immeubles, qui bordent l'esplanade des Invalides, ont été achetés par le gouvernement britannique en 1972. D'importantes travaux ont dû y être effectués pour aménager des salles de cours, de réunions et de projection, et une très importante bibliothèque.

Le British Council est un organisme financé par le gouvernement de Londres qui a pour tâche de promouvoir la culture artistique et scientifique britannique dans le monde. Les nouveaux locaux du centre culturel seront inaugurés le 26 octobre par la reine mère Elisabeth.

\* 9-11, rue de Constantin, 75001 Paris, tél. 335-34-99.

## SCIENCES

### ENTENTE SUR LE FINANCEMENT EN EUROPE D'UNE ETUDE SUR LA FUSION THERMONUCLEAIRE CONTROLÉE

Les ministres européens de la recherche, réunis jeudi 21 octobre à Luxembourg, se sont mis d'accord sur la procédure de financement du futur JET (Joint European Torus), un appareil qui permettra l'étude de la fusion thermonucléaire contrôlée. Le montant total du budget — qui pourrait dépasser six millions de francs — sera réparti entre les Communautés européennes (36 %), l'ensemble des pays membres (10 %) et le pays où sera installé l'appareil (10 %).

Les ministres se sont de plus entendus pour attribuer au futur JET le statut d'entreprise communautaire, dirigée par un conseil du JET « dépendant du conseil des Communautés ». En revanche, ils ont décidé de reporter à la deuxième quinzaine de novembre (précisément le 15 novembre) la fixation du budget du JET et le choix du site de l'appareil. On sait que plusieurs candidatures sont avancées : Culham, en Grande-Bretagne, où existe déjà un centre de recherche sur la fusion ; Garching, en République fédérale d'Allemagne ; Cadarache, en France ; et, en Italie, où est installée la plus grande partie du centre commun de la recherche (C.C.R.) de la C.E.N.

Le programme de travail pour 1977-1978 du C.C.R. sera discuté à la fin de novembre. Il semble que les ministres se soient mis d'accord pour reconnaître qu'un effort de redressement est nécessaire, qui pourrait se traduire notamment par une certaine réduction du personnel.

### ACCORD EN VUE POUR LE RETRAITEMENT DES COMBUSTIBLES NUCLEAIRES JAPONAIS

Les compagnies japonaises d'électricité tentent d'obtenir les combustibles nucléaires pour mettre en Grande-Bretagne et pour moitié en France. Ce projet, en discussion depuis plusieurs mois, a progressé au cours d'une négociation menée en octobre en Grande-Bretagne. Une mission japonaise dirigée par M. Naohito Tanaka, vice-président de la Compagnie d'énergie électrique de Tokyo, a mis au point les grandes lignes d'un accord avec la British Nuclear Fuel Ltd. (B.N.F.L.) et la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), filiale du Commissariat à l'énergie atomique.

Des négociateurs de la B.N.F.L. et de la COGEMA se réuniront à Paris en novembre pour préciser les conditions, qui devraient être signées vers la fin de l'année.

Outre la répartition par moitié du combustible entre les deux pays (3 270 tonnes de combustibles japonais devront être retraités entre 1982 et 1990), les négociateurs se sont mis d'accord pour ne pas fixer d'avance les prix, mais pour les déterminer en fonction des coûts de retraitement. Le Japon participerait financièrement à la construction de futures usines de retraitement à proportion des quantités qu'il serait traité.

Le problème du stockage des résidus de haute activité du traitement — une centaine de tonnes d'ici à 1990 — ne semble pas réglé.

## AÉRONAUTIQUE

### LA SNIAS MET AU POINT UN NOUVEL AVION D'AÉRO-CLUB ET DE TOURISME

(De notre correspondant.)  
Tarbes. — L'établissement de Tarbes de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), ex-société Morane-Saulnier, termine la mise au point d'un nouveau prototype qui sera la version de base d'une seconde génération d'avions légers appelée à continuer à porter le nom de Rallye.

Cet avion d'aéro-club, d'affaires et de tourisme continue, en attendant, à être produit dans les usines de Tarbes-Lourdes, et son troisième exemplaire sera livré en 1977. La Pologne a acheté la licence du Rallye actuel et va le construire pour tous les pays de l'Est.

Le premier vol du prototype successeur du Rallye aura lieu avant la fin de l'année. La chaîne démarquera en 1978 aux usines de Tarbes-Lourdes. Le nouveau Rallye aura les caractéristiques suivantes : biplace à train fixe, construction entièrement métallique, aile au profil extrêmement perfectionné évitant tout danger de décrochage, masse au décollage de 1 tonne environ. La nouvelle gamme devrait comporter cinq versions, de T.R.-10 à T.R.-15, équipées de moteurs allant de 150 à 230 ch.

L'actuel maître du nouveau Rallye aéronautique, pour chacune des versions, dans son prix de revient, qui sera beaucoup plus bas que l'actuel (on espère arriver à une diminution allant jusqu'à près de 50 %).

# LES 8 GRANDES JOURNÉES MONDIALES DE LA FOURRURE

du samedi 23 au samedi 30 oct.

## FANTASTIQUE EXPOSITION-VENTE

aux Champs Élysées

dans les salons de

## L'HOTEL GEORGE V

31, Avenue George V  
organisée par les

## FOURRURES DU NORD

avec le concours des plus importants fabricants français, allemands, italiens, hollandais, canadiens, américains réalisés dans les plus belles pelleteries du monde, avec label d'origine : (Vison Black Diamond, Black Glama, Emba, Saga, Majestic, etc., Zibeline de Russie, Chinchilla, Breitschwanz, Astrakan, Swakara, etc.).

Parmi les plus prestigieuses modèles, de classe internationale, vous pourrez remarquer, entre autres, des créations de Pierre Balmain, Louis Feraud, Givenchy V, Guy Laroche...

De nombreuses collections de « Modèles Diffusion » sont également présentées... toutes les fourrures, tous les styles, toutes les tailles, tous les prix

plus de 5000 manteaux  
du samedi 23 au 30 oct.

REMISE EXCEPTIONNELLE 10% sur tous les prix marqués

### MANTEAUX

Vison ranch	7.850F	7065F
Vison pastel	8.750F	7875F
Vison Ko-hi-noor	9.250F	8325F
Vison saphir	11.750F	10575F
Castor du Canada	9.250F	8325F
Astrakan Swakara	5.750F	5175F
Astrakan pleines peaux	3.850F	3465F
Ragondin	4.250F	3825F
Weasel	4.250F	3825F
Rat d'Amérique	4.850F	4365F
Queues de Vison	4.650F	4185F
Opposum	2.850F	2565F
Pattes Astrakan	2.450F	1935F
Yemen	1.750F	1575F
Mouton doré	1.650F	1485F
Murmél	4.250F	3825F
Pattes de Kalgan	2.250F	2025F
Lapin fantaisie	1.650F	1485F
Lapin diffusion	1.250F	1125F
Flanc de marmotte	1.450F	1305F

### PRESTIGE

Vison pearl	18.250F	16425F
Vison Black glama	25.750F	23175F
Vison Lunarine	28.750F	25875F
Vison Emba	32.500F	29250F
Vison Black diamond	32.500F	29250F
Chinchilla	47.500F	42750F
Zibeline	75.000F	67500F

Service après-vente.  
Reprise en compte de vos fourrures au plus haut cours  
Garantie totale sur tous vos achats.

SHOW COLLECTION  
chaque jour même le dimanche à 15 h

ENTREE LIBRE  
tous les jours de 10 h à 20 h

Pour participer à l'opération de sauvetage des félins tachetés en voie de disparition, aucune fourrure, panthère, ocelot, tigre, guépard, léopard, ne sera vendue.

## MÉDECINE

Un groupe interministériel de coordination des actions de prévention et de dépistage va être prochainement institué, a annoncé Mme Simone Veil, ministre de la Santé, en inaugurant le congrès de la Société française d'hygiène, de médecine sociale et de génie sanitaire, qui se tient jusqu'au 22 octobre au ministère de la Santé.

## MATELAS EN SOMMIERS ENSEMBLES TRECA EPEDA SIMMONS

Modèle TRECA  
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE  
DANS TOUTE LA FRANCE  
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI  
CAPELOU  
DISTRIBUTEUR  
Seule adresse de vente  
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE  
PARIS XI<sup>e</sup> Métro Parmentier  
Tél. 357.46.35

## CAP MONDE Concept Loisirs

Propose immédiatement  
excellentes implantations  
pour classes de neige,  
classes vertes.

ECRIRE :

C.M.C.L.

R.P. n° 7, 78600 Mennil-le-Roi.



# JUSTICE

## L'AFFAIRE DE VATHAIRE

**M. OLIVIER GUICHARD : l'instruction sera menée avec toute la célérité voulue.**

Devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui examinait jeudi 21 octobre le projet de loi relatif à la procédure pénale, M. Olivier Guichard, ministre de la Justice, a déclaré en réponse à une interpellation de M. Marcel Dassault, député du Val-de-Marne (P.C.) : « En ce qui concerne l'affaire Dassault, vous semblez ignorer qu'une instruction est en cours et qu'elle sera menée avec toute la célérité voulue par le juge d'instruction qui en est chargé. Les deux plaintes en diffamation déposées par des fonctionnaires des finances seront normalement instruites. »

De son côté, dans un débat à l'Assemblée nationale, jeudi 21 octobre, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Économie et des Finances, a déclaré en réponse à une interpellation de M. Marcel Dassault, député du Val-de-Marne (P.C.) : « En ce qui concerne l'affaire Dassault, vous semblez ignorer qu'une instruction est en cours et qu'elle sera menée avec toute la célérité voulue par le juge d'instruction qui en est chargé. Les deux plaintes en diffamation déposées par des fonctionnaires des finances seront normalement instruites. »

M. Michel Rocard, secrétaire national du P.S., qui était le contradicteur de M. Fourcade à l'Assemblée nationale, a insisté pour que tout soit mis en œuvre afin que la clarté apparaisse, étant donné le caractère précis des accusations lancées contre la gestion de M. Dassault. Pour lui, si ces accusations sont vérifiées, la qualité de parlementaire du député de l'Oise devrait être mise en cause, ce dont est convenu M. Fourcade.

### A la Cour de cassation

### LA DEMANDE EN RÉVISION DU PROCÈS DE ROLAND AGRET EST REJETÉE

Statuant sur le rapport du conseiller Malaval, observations de M. Waquet, et les réquisitions de M. Farnoux, le premier président de la Cour de cassation, présidé par M. Raoul Combaldié, a rendu jeudi 21 octobre un arrêt rejetant la demande formée par M. Jean Lecanuet, alors garde des sceaux, tendant à la révision de la décision de la cour d'assises du Gard du 28 février 1973, qui a condamné Roland Agret à quinze ans de réclusion criminelle pour complicité dans l'assassinat du journaliste André Borrel, dans la nuit du 9 au 10 novembre 1970, à Orthez (Gard).

Les magistrats suprêmes ont estimé « qu'en l'absence d'éléments de fait invoqués à l'appui de la requête en révision ne sont pas établis, que d'autres ne sont pas nouveaux car ils étaient connus lors des débats devant la cour d'assises et qu'enfin, dans la mesure où certains de ces éléments pourraient être considérés comme nouveaux, ils ne sont pas de nature à établir l'innocence du condamné ».

Pour ce qui concerne les révélations d'Agret présentant Borrel comme un trafiquant de drogue et un trafiquant d'armes, dont M. Waquet avait fait état au cours de sa plaidoirie, en reconnaissant toutefois que son client ne détenait aucune preuve des accusations qu'il portait, la chambre criminelle les qualifie de « simples allégations ».

Après le rejet de la demande de révision du procès de Roland Agret, la chambre de Paris pour la libération de Roland Agret réaffirme « leur volonté de soutenir » le détenu. Ils restent « convaincus que des recherches approfondies sur les faits pourraient prouver le peu de fondement de la culpabilité de Roland Agret et justifier qu'il soit libéré dans les plus brefs délais ».

### LES CONDITIONS D'OCTROI DE L'AIDE JUDICIAIRE

Le Journal officiel du 21 octobre 1976 a publié un décret qui modifie les conditions d'octroi de l'aide judiciaire. Celles-ci étaient fixées par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1972 en application de la loi du 3 janvier 1972.

Selon le nouveau décret, le bénéfice de l'aide judiciaire totale est accordé à toute personne dont la moyenne mensuelle des ressources est inférieure non plus à 1 800 F, mais à 1 500 F. Le revenu mensuel de tout demandeur d'aide judiciaire partielle doit être compris entre 2 000 et 2 500 F et non plus entre 1 800 et 2 000 F. Les plafonds des ressources prévues pour l'octroi de l'aide judiciaire totale ou partielle sont majorés de 150 F à 170 F par personne à charge.

## L'ARGENT DU PUBLIC

(Suite de la première page.)

L'importance de ces affaires, tant pour l'emploi que pour l'exportation et même pour le prestige national, le fait que, touchant aux problèmes de défense, le secret peut être constamment invoqué, mais aussi la présence dans ses états-majors de nombreux généraux ou fonctionnaires qui, la veille encore, étaient soit les responsables du choix de ces matériels, soit les gestionnaires des crédits publics à leur destinés; tout cela entraîne une considération toute particulière pour son groupe et sa personne, assure des liaisons constantes et étroites d'une nature exceptionnelle avec l'Etat et aboutit finalement à un traitement privilégié dans maints domaines.

Ce n'est pas tout. Car M. Dassault, et il n'en fait pas mystère, est aussi un grand industriel et un grand homme d'affaires. Qu'il subventionne les journaux et les campagnes de

ses amis politiques, rien ne lui semble plus normal, et il ne manque pas de s'en donner à l'occasion des critiques qu'on lui adresse à ce sujet. Après tout, pourquoi pas, en effet ? Il gagne de l'argent, il a bien le droit d'en faire ce qu'il veut comme n'importe qui.

En bien, non ! Car cet argent, c'est le nôtre, celui des contribuables qui a transité sous le couvert du secret et par mille canaux d'influence de la poche d'hommes citoyens dans les caisses électorales de certains politiciens. En payant nos impôts, nous n'avons pas choisi de verser notre argent à tel homme politique ou à tel candidat à la présidence pour qu'il s'agisse et gouverne selon les vœux et les intérêts de M. Dassault. C'est pourtant exactement ce qui se passe. Et cela n'est pas tolérable.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

## La villa de Cannes est juridiquement la résidence principale de M. Dassault et le siège de la société mère G.I.M.D.

De notre correspondant régional

Cannes. — Un contrôle fiscal approfondi des agents de la Direction des vérifications nationales (D.V.N.) a eu lieu au début de septembre au siège de la Générale Immobilière Marcel Dassault (G.I.M.D.) à Cannes. Selon M. Louis Astoux, l'expert-comptable de la société, les inspecteurs de la D.V.N. sont restés quinze jours à la « Villa Dassault », où ils ont « épluché » la comptabilité de la G.I.M.D. et celle de ses sociétés filiales, qui sont en définitive au nombre de huit.

Selon d'autres sources de renseignements, les vérifications dont le groupe est l'objet ont commencé il y a plusieurs mois après que la D.V.N. a demandé au centre des impôts de Cannes de lui faire parvenir les dossiers concernant toutes les sociétés de M. Marcel Dassault domiciliées à Cannes, ainsi que le dossier personnel de l'industriel. M. Dassault effectue également ses déclarations d'impôt sur le revenu à Cannes, la « Villa Dassault » étant juridiquement sa résidence principale. Il semblerait, d'autre part, que les investigations de l'inspection générale des impôts ne soient pas terminées. M. Marcel Dassault avait déclaré que la G.I.M.D. avait été contrôlée deux fois et que « l'affaire était réglée » (le Monde du 19 octobre).

M. Astoux a indiqué que ses fonctions étaient celles de chef comptable du groupe de la Générale Immobilière. « Je tiens ici la comptabilité générale des entreprises », a précisé M. Astoux, et il a souligné effectivement que cette situation n'est que momentanée.

En plus des sociétés déjà citées (le Monde du 20 octobre), le groupe G.I.M.D. comprend quatre autres S.A.R.L. : l'immobilière du rond-point des Champs-Élysées, créée le 10 janvier 1928 à Paris et transférée à Cannes le 14 février 1973, au capital de 84 millions de francs ; la Foncière des immeubles industriels, ex-Centrale foncière, constituée à Cannes le 3 juillet 1974 au capital de 54 millions de francs ; la Générale technique d'études, constituée le 13 dé-

cembre 1974, au capital de 5 millions de francs ; et l'immobilière industrielle Carnot-Sénard, constituée le 19 décembre 1974, au capital de 7 500 000 francs.

Sauf pour la Générale technique d'études, dans laquelle M. Marcel Dassault est associé à la G.I.M.D., à son fils Serge et à M. Bertrand Daugny qui est aussi le directeur général de l'Électronique Marcel Dassault, les parts sociales des autres sociétés sont réparties entre, seulement, la Centrale d'études Marcel Dassault, devenue la G.I.M.D., majoritairement détenue par M. Marcel Dassault, et M. Marcel Dassault lui-même.

GUY PORTE.

[Dans ses biographies officielles, M. Dassault indique deux adresses privées : l'hôtel particulier qu'il possède à l'angle de l'avenue du Maréchal-Maunoury et de la place de la Porte-de-Passy dans le seizième arrondissement de Paris, et la Villa Dassault, avenue du Roi-Albert à Cannes.]

## POLICE

### LES C.R.S. RESTERONT RATTACHÉS À LA POLICE

Au cours d'une conférence de presse à Paris, M. Roger Constans, secrétaire général du syndicat national indépendant et professionnel des C.R.S., se référant au 7 novembre à l'examen des problèmes de défense. Avant de débattre de ce thème, il doit entendre trois communications : celle de Charles Hernu, ministre de la Défense, et celle de M. Robert Pontillon, directeur de la police nationale, à la suite de la réunion de la commission de la défense nationale pour en faire une force spécifique de maintien de l'ordre.

Lors du meeting des policiers parisiens du 13 octobre (le Monde du 20 octobre), un orateur avait indiqué que les C.R.S. pourraient dans l'avenir dépendre directement du ministre de l'Intérieur ou même du premier ministre.

## DÉFENSE

### LE MINISTRE OUEST-ALLEMAND DE LA DÉFENSE EN VISITE OFFICIELLE EN FRANCE

Le ministre ouest-allemand de la Défense, M. Georg Leber, est l'objet officiel de la France, ce vendredi 22 et le samedi 23 octobre, du ministre de la Défense, M. Yves Bourges, qui était rendu, en mai dernier, en Bavière sur l'invitation de son homologue de la République fédérale d'Allemagne. Les deux ministres doivent avoir une série d'entretiens, notamment à Dinslaken (Ostée-Nord) dont M. Bourges est le maire, et les assisteront à une exposition de la 2<sup>e</sup> brigade de la préfecture de Rhénus, en Bavière.

On explique, au ministère de la Défense, que cette rencontre était prévue de longue date, puisque les deux ministres ont décidé de se voir, au moins deux fois par an, pour examiner des questions bilatérales, en particulier la coopération en matière d'armements classiques (avion d'entraînement Alpha-Jet et missiles tactiques) et les conséquences de la réorganisation en cours de l'armée de terre française sur son implantation outre-Rhin.

La France a, en effet, décidé de renouer avec la République fédérale d'Allemagne, et ils étaient précédemment stationnés, environ douze mille hommes de ses forces terrestres (le Monde du 22 juillet et 1-4 octobre), soit une douzaine de régiments.

### 2 000 F D'INDEMNITÉS APRÈS L'EXERCICE « VENDÉMAIRE » EN TERRAIN LIBRE

Pour la première fois en France, 1 500 hommes et 400 véhicules, dont 80 blindés, ont manœuvré en terrain libre du 11 au 13 octobre dans le département de la Haute-Saône (« le Monde » des 14 et 15 octobre).

La préparation de cet exercice avait nécessité de nombreux contacts avec les cinquante-cinq maires et les cinquante-huit propriétaires des terrains traversés. Les itinéraires avaient été préalablement reconnus et éventuellement aménagés; les propriétaires avaient autorisé la traversée de leurs terrains.

En raison des précautions prises, les indemnités réclamées ont été inférieures à 2 000 francs. Elles ont été payées en espèces sur-le-champ, indique-t-on au ministère de la Défense, qui précise : au total, pour une superficie couverte de 100 000 hectares, les travaux de remise en état se sont traduits par le balayage de 5 kilomètres de routes, la réparation de 500 mètres de clôtures et le remplacement de 35 mètres de barrières.

● Le comité directeur du P.S., sous la présidence de M. François Mitterrand, consacra sa journée du 7 novembre à l'examen des problèmes de défense. Avant de débattre de ce thème, il doit entendre trois communications : celle de Charles Hernu, ministre de la Défense, et celle de M. Robert Pontillon, directeur de la police nationale, à la suite de la réunion de la commission de la défense nationale pour en faire une force spécifique de maintien de l'ordre.

## SPORTS

### BASKET-BALL

### Mauvais débuts de l'ASPO Tours dans une coupe d'Europe américanisée

Finaliste la saison dernière de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de Coupe, l'Association sportive de Tours (ASPO Tours) avait de grandes ambitions en Coupe d'Europe des clubs champions. Le tirage au sort de la poule préliminaire avait des clubs champions. Les Tourangeaux pouvaient espérer se qualifier, Malines et Vienne. Les Tourangeaux ont pourtant hypothéqué leurs chances en s'inclinant à nouveau devant Malines (83-81), jeudi 21 octobre. L'avenir de l'ASPO Tours dans cette épreuve paraît d'autant plus sombre que l'arbitre italien, M. Adonisi, ayant été frappé au visage par un spectateur à la fin du match, les champions de France risquent désormais une suspension de leur salle.

De notre envoyé spécial

Tours. — « Come on Racing ». Les supporters flamands du Racing-Club de Malines encouragent leurs joueurs à gagner déjà, par un championnat étranger, ce qui vise bien sûr tous les basketteurs professionnels. Ils seront ainsi désavantagés face à la plupart de leurs rivaux en Coupe d'Europe, mais c'est peut-être à ce prix que l'on recouvrera une équipe de France compétitive.

GÉRARD ALBOUY.

### COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS

POULE D  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE B  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE C  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE D  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE E  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE F  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE G  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE H  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE I  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE J  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE K  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE L  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE M  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE N  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE O  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE P  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE Q  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE R  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE S  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE T  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE U  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE V  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE W  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE X  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE Y  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE Z  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE AA  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE AB  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE AC  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE AD  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE AE  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE AF  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE AG  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE AH  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE AI  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE AJ  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE AK  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE AL  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE AM  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE AN  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE AO  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE AP  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE AQ  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE AR  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE AS  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE AT  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE AU  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE AV  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE AW  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE AX  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE AY  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

POULE AZ  
A. Tours : Racing Malines (Belg.) 3. Tours (Fr.) ..... 53-81  
A. Vienne : Real Madrid (Esp.) 3. Vienne (Aut.) ..... 103-83  
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE BA  
A. Lugano : Lugano (Suisse) 3. B. Sp. Lausanne (Suisse) ..... 147-104  
A. Londres : Real Madrid (Esp.) 3. B. S.O.P. Londres (Angl.) ..... 121-75  
Classement :



Journal de l'ISO

# Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

## LES ANNÉES 30

### NE FONT PLUS RECETTE

## ON VA CASSER LE CLARIDGE !

LES plus lointains souvenirs du Claridge, que la pioche des démolisseurs va attaquer le 31 décembre, remontent aux belles années élyséennes, à l'époque du Bouff, si bien décrite par Elsa Triolet dans le Cheval blanc. On dansait de 5 à 7 sur les bûches de Wiener ou les tangos des Blanco-Sachlins à l'Empire, le théâtre dans le coin de la rue Bazas, côté cour, et l'on se retrouvait côté jardin au bar des Champs-Élysées à l'heure crépusculaire où Albert agitait son shaker pour le « rose » ou le « sherry-club » parcimonieux que nous siroions avec une fausse déalmolure avant de regagner, les coudes au corps, la table de famille.

du bassin miniature. Entre deux loggères franches en trois brasses, il nous arrivait alors de croquer sur les margelles des personnages fabuleux d'envergure, emmitouflés dans des pelisses doubles, qui sortaient cramoisés des cabines du hémisphère, les mêmes que nous retrouvions « à l'haut », réchamps, vêtus de beaux linges, froissant de grosses coupures au comptoir du concierge — des gens qui se trouvaient chez eux dans la luxue et pour lesquels les commodités d'un palace étaient la chose la plus naturelle du monde.

### Gigolos, nababs et théâtres...

« Là-haut », c'était, entre la galerie de la réception qui fleurait bon le tabac anglais et le jardin d'hiver où parvenaient les romances des violons, la défilé de tout ce que Paris compta d'habitants de la vie de bar, si en honneur ces années-là : gigolos calamistrés au teint d'orlon modeste Van Dongen, théâtres descendues du Boulevard, « cocottes » troussant haut les jupes sur leur tabouret, nababs argentins à cigare ou maharadjahs en rupture de palais des Indes avec des bagues à chaque doigt.

Sur le trottoir de droite des Champs-Élysées montait à l'étoile, à l'empilement où Mme Campan, sous l'Empire, avait transféré son personnel, pour démousser, le Claridge régnait jusqu'en 1930, tandis que plus haut, sur le trottoir d'en face, le Champs-Élysées Palace, le Carlton et l'Astoria drainaient également une clientèle de qualité internationale mais moins « courue ».

L'architecte Duhayon, pour le compte de la Séquanale Capitalisation, avait construit le Claridge juste avant la guerre de 1914. Vastes proportions : 32 mètres de largeur et 113 de profondeur entre l'avenue et la rue de Pontlieu, soit sept étages sur deux sous-sols. Acheté en 1914, le premier directeur jusqu'à ce que lui succédât, en 1920, Georges Marquet. Ce dernier, nationaliste belge, qui avait débité comme groom au Casino de Namur, administrateur d'un hôtel de palaces parmi lesquels le Negresco à Nice, le Napoléon à Digne, le Ritz de Madrid, l'Alphonse XII de Séville et le Château d'Ardennes en Belgique. Peu satisfait du Claridge, Marquet y adjoignit l'immeuble annexe du Lido que Rosenthal, le roi de l'émergence, venait de construire, ce qui donnait à l'établissement l'envergure impressionnante d'un hôtel de cinq cent cinquante-cinq chambres. Malheureusement la crise économique mondiale pro-

voquée par le krach de Wall Street allait très vite rendre délicate l'exploitation du Claridge et contraindre son directeur à rendre les locaux aux propriétaires, y faisant le mobilier et tout le matériel hôtelier. Intéressés par le succès du Colisée, quelques brasseries d'affaires et brassaires tout court — procèdent de l'hôtel et de louer une partie du rez-de-chaussée pour installer un grand café-restaurant. En désespoir de cause, la Séquanale se rallie à cette solution. En 1934, l'entrée principale fut transformée en brasserie — ce fut La Florian — et il ne resta plus comme vestige du palais des Champs-Élysées que son entrée de service.

Le Claridge fut rouvert, après que les Brasseries Claridge eurent fait faillite, en février 1937, pris en charge avec tout son équipement hôtelier, pour un loyer de 800 000 francs, par la société même qui l'exploite jusqu'à la fin de cette année. La gestion en fut difficile, sinon délicate. Ce n'était rien en comparaison des aventures de la deuxième guerre mondiale, laquelle vit naître de tout autres engluements dans le cœur des exploitants. En 1940, l'état-major des Panzer Divisionen de la zone occupée s'installa dans les lieux. Les Tigres allemands ne circulaient pas en liberté dans les immenses couloirs de l'hôtel, mais on imagine que les agapes des officiers de chars n'étaient pas faites pour préserver les services de porcelaine et les moquettes. A la Libération, plus rien n'existait à l'intérieur du palace des Champs-Élysées et tout était à refaire... La chance voulut que le gouvernement provisoire de la IV<sup>e</sup> République, à peine débarqué d'Algérie, s'installa au Claridge, ce qui lui évita d'être réquisitionné par les Américains.

### Un pacha, un coureur, un boxeur

Rentrée en possession le 22 août 1944, la direction de l'hôtel, nommément M. Joseph Cocco, entreprit de remettre les locaux en état et d'y attirer de nouvelles clientèles en leur offrant les services et la considération de la meilleure tradition hôtelière.

En 1948, le Claridge comptait quatre cent vingt-cinq employés, chiffre qui fut réduit par la suite à l'effectif encore confortable de deux cent soixante-sept. Pendant les vingt années qui suivirent, sans jamais retrouver le lustre des années de la prospérité mais en maintenant une qualité de personnel tout à fait exceptionnelle, l'hôtel maintint son image de marque grâce au passage ou à la présence de grandes

vedettes de la scène politique, du cinéma ou du sport tels que le Général, Jean-Manuel Fargio, le plus voyant de tous restant dans toutes les mémoires « Sugar » Ray Robinson, sa suite de roi nègre et sa Cadillac fraise écorchée qui faisait s'attrouper les foules sur les Champs-Élysées.

Ainsi, pendant quelque vingt-cinq ans, le Claridge garda pignon sur avenue en même temps qu'une clientèle qui appréciait le confort racococ des deux cents chambres où l'on ne résistait pas sur l'aménagement, et qui considérait comme le dernier luxe de ce temps la déperdition de place imputée à la réception et au jardin d'hiver (458 m<sup>2</sup>), aux galeries de vitrines (348 m<sup>2</sup>), à la salle des petits déjeuners (100 m<sup>2</sup>) non compris le boutique parfums, le bar-snob, le restaurant, le théâtre dansant (l'un des derniers de Paris), sans oublier la fameuse piscine de notre jeunesse !

L'hôtelier des grandes chaînes internationales où les chambres sont climatisées et comportent les gadgets à la mode, mais dont les usagers ne sont que des produits d'occupation industrielle, n'avait évidemment plus rien à voir avec ce style-là. Pourtant, malgré la création de dix mille chambres nouvelles dans Paris, le luxe de fréquentation de l'hôtel élyséen ne devait connaître aucune baisse ces dernières années, bien au contraire, preuve que la vieille clientèle française ou étrangère restait fidèle à ses habitudes.

L'onde de choc de l'augmentation des loyers atteignit la direction du Claridge au début de cette année. La Séquanale Capitalisation avait été absorbée par l'Union des Assurances de Paris (U.A.P.). Celle-ci, devenue propriétaire des murs de l'immeuble Claridge, décida de multiplier le loyer commercial par cinq lors du renouvellement du bail, ce qui équivaut à une augmentation de près de 3 millions de francs par an. Devant l'impossibilité que rencontrait la direction de l'hôtel à mettre désormais en équivalence son budget hôtelier, l'U.A.P. proposa une indemnité d'éviction, qui fut acceptée, et une prolongation d'exploitation jusqu'au terme de l'année, date à laquelle le personnel d'élite sera, dit-on, réclassé.

Toutes les galeries marchandes du monde, la perspective des arcades les plus attrayantes, les passages les plus animés, ne m'empêcheront pas de brasser une couronne d'immortalité au dernier grand hôtel rayé de la carte des Champs-Élysées.

OLIVIER MERLIN.

## Le retour des États-Unis

LES experts sont plutôt optimistes : durant les six premiers mois de cette année ils ont noté « une reprise très sensible » des mouvements touristiques des États-Unis vers l'Europe — cela ne s'était pas vu depuis 1973 — ou le Japon et de l'Europe vers les États-Unis ou le Canada. Ainsi, par exemple, le nombre des passagers transportés au-dessus de l'Atlantique nord a augmenté de 13 % au cours du premier semestre 1976 par rapport au premier semestre 1975. Surprise et revanche : les visiteurs américains paraissent avoir été moins nombreux et moins assidus dans les pays européens.

Cet optimisme reste nuancé. Certes, le tourisme a été un des secteurs les moins durement et les moins longtemps touchés par la crise du pétrole. 1974 fut une mauvaise année, mais 1975 a été une bonne année. Car le voyage et le déplacement sont devenus des besoins auxquels on renonce de moins en moins facilement. Mais comment se présentera 1976 ? Les spécialistes de l'O.C.D.E. qui ont établi ces résultats et ces prévisions inclinent à la prudence.

Tout les porte à penser que dans le proche avenir « la demande touristique nationale et internationale sera plus modérée », que les hôteliers et responsables des stations devront limiter leurs investissements, s'attacher d'abord à utiliser au maximum les installations existantes, profiter de cette pause forcée pour améliorer leurs produits et leurs prestations. Bref, parler sur la qualité plutôt que sur la quantité. Qui s'en plaindrait ?

## Hôtels

## Camping

## Associations

### DE L'ARGENT POUR LES PETITS

« M A politique d'aides publiques pour 1977 continuera d'être axée sur une aide privilégiée à la petite et moyenne entreprise hôtelière, avec une orientation très affirmée vers les modernisations », a indiqué M. Jacques Médecin, secrétaire d'État au tourisme, lors de l'inauguration du 25<sup>e</sup> Salon Equip'hôtel. « Pour cela, a ajouté M. Médecin, je compte bien obtenir une dotation accrue dans le budget de 1977 : elle passera de 340 à 370 millions de francs, ce qui est exceptionnel compte tenu des impératifs conjoncturels ».

Le secrétaire d'État au tourisme avait rappelé auparavant que les commissions régionales d'équipement hôtelier (« le Monde du tourisme » daté 10-11 octobre) auraient notamment pour rôle « de moduler les aides en fonction de la demande pour arriver à un

équilibre du marché qui satisfasse à la fois l'exploitant et le consommateur ».

Evolution ensuite son souci de sensibiliser les professionnels du tourisme français à la nécessité d'une activité internationale, et soulignant l'importance exceptionnelle de la formation professionnelle en matière d'exportation, M. Médecin a annoncé qu'il réunirait prochainement les organisations professionnelles et les responsables des différents centres de formation en une association pour le développement de l'enseignement et de la formation dans l'industrie hôtelière et touristique (ADEFITO). « Le marché de la formation professionnelle, a conclu M. Médecin, est un vaste marché où cohabitent, à côté d'organismes sérieux, ce que l'appellation les aigris de la formation... Il est temps de provoquer un assainissement nécessaire ».

### A L'ÉTROIT

D'APRÈS le VII<sup>e</sup> Plan, la capacité d'accueil des terrains de camping devrait être en France d'un peu plus de deux millions de personnes en 1980. Ce qui nécessite de créer en cinq ans 625 000 places supplémentaires. Un bel effort en perspective ! Mais si l'on voulait répondre efficacement à la demande, c'est trois millions de campeurs qu'il faudrait dès à présent pouvoir accueillir.

Cet écart entre les besoins des campeurs et le nombre des terrains mis à leur disposition est dû depuis vingt ans par la Fédération de camping et de caravanage (F.F.C.C.). Rien n'y a fait. Au contraire, l'écart se creuse et le mécontentement des responsables du camping français augmente. Le 14 octobre, ils ont fait paraître la presse d'un « plan-camping » qui permettrait de redresser une situation qui, chaque année, s'aggrave. Cet état de l'illorral de l'Atlantique, de la Manche et de la mer du Nord a connu une affluence sans précédent, et les problèmes souvent insolubles qui se posaient sur la côte méditerranéenne il y a quelques années se sont déplacés vers ces régions.

La F.F.C.C. propose en premier lieu de mettre en place une législation nouvelle déclarant d'utilité publique la création des terrains de camping. Ensuite, le camping représentant le quart des nuitées-vacances des Français, elle demande une répartition du budget de l'État plus équitable qui ne favorise pas, comme c'est actuellement le cas, l'hôtellerie de luxe. « Nous aurions souhaité ne pas avoir à réaliser ce document ; cela aurait voulu dire que le secrétariat d'État ne se serait pas seulement contenté d'utiliser les termes de « plan-camping », mais qu'il aurait réellement apporté des solutions », a déclaré M. Alexis Poupard, porte-parole de la F.F.C.C. Si le secrétariat d'État au tourisme se pale de mots, peut-on penser pour autant que, sans réels moyens, le « plan-camping » de la F.F.C.C., qui pourtant, pourrait résoudre des problèmes vieux de vingt ans, aura des chances d'être appliqué ?

### TROP DE T.V.A. CHEZ V.V.F.

« U NE association soucieuse de développer toujours davantage les possibilités de vacances pour les familles et pour les retraités, malgré des conditions économiques de plus en plus difficiles » : à l'occasion de son congrès national, qui se tient les 22 et 23 octobre, M. André Guigand, son directeur général, rappelle, s'il en était besoin, ce qu'est Villages Vacances Familiales, mieux connu sous ses seules initiales : V.V.F.

Dans le rapport d'orientation qui servira de thème de réflexion à ces deux journées d'étude, des constats, des craintes, des espoirs aussi. Et encore la présentation de nouvelles formules nées de la nécessité de faire face à un contexte économique et sociologique qui n'a cessé d'évoluer depuis que V.V.F. aurait son premier village de vacances. Il y a maintenant treize années de cela.

#### Espoirs et craintes

Premier constat, une désaffection de la clientèle vis-à-vis de la formule, jusqu'alors la plus prisée, de pension complète : les contraintes qu'imposent nécessairement les horaires stricts d'une salle à manger où il faudra servir trois fois par jour plusieurs centaines de couverts deviennent plus difficilement supportables. On préfère à présent la demi-pension, voire la liberté totale. Deuxième constat, la durée des vacances en famille tend nettement à diminuer. Aujourd'hui, les Français préfèrent répartir en plusieurs « tranches » leur temps total de loisirs annuels, se réservant ainsi pour l'hiver, par exemple, des jours volés sur l'été, ou la semaine qui permettra de bricoler à la maison... Troisième état de fait, le goût de plus en plus marqué pour des activités annexes (pratique ou initiation à un sport, à une technique artisanale, à une discipline artistique, etc.).

« En tout état de cause, dans les normes de construction et de financement actuelles, un glissement de la grande appartenance à des formes de fréquentation de cent jours à 100 % pour être viable. Or, si les communes dans lesquelles V.V.F. est implanté nous réclament une ouverture sinon permanente, en tout cas une bonne partie de l'année, la demande énorme dont nous sommes assaillis porte uniquement sur juillet et août, soit 60 à 70 jours ».

Et les espoirs ? Que les mesures réclamées à cor et à cri depuis longtemps déjà finissent par être votées. Comme, pour ne citer qu'elle, l'exonération de la T.V.A. sur les investissements : « Son taux de 17,50 %, souvent supérieur au montant des subventions reçues, pèse d'autant plus lourd sur la gestion des associations qui ne sont pas propriétaires de leurs installations — comme c'est le cas pour V.V.F. — que leur récupération n'est pas possible. » On enregistre la suppression de la taxe sur les salaires « que ne paie pas le secteur commercial », écartant lorsqu'on sait que 35 à 40 % du chiffre d'affaires du tourisme social sont englobés par les charges de main-d'œuvre.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(Lire la suite page 20.)

## ASIE AMÉRIQUE

PACIFIC HOLIDAYS  
163, avenue du Maine  
Tél. : 539.37.36  
75014 - M<sup>o</sup> Montparnasse-Duvernet  
Lis. 74033

Le plus grand choix de vols à prix réduits au départ de l'EUROPE. Exemples d'ALLER/RETOUR, prix à partir de :  
BANGKOK ..... 2.100 FF  
BALI ..... 3.350 FF  
COLOMBO ..... 2.400 FF  
DELHI ..... 2.040 FF  
TOKYO ..... 4.250 FF  
TÉHÉRAN ..... 1.980 FF  
TOUR DU MONDE ..... 6.200 FF

Et aussi :  
NEW YORK ..... 1.180 FF  
LOS ANGELES ..... 1.304 FF  
RIO ..... 2.980 FF  
SYDNEY ..... 4.900 FF  
SEYCHELLES ..... 2.775 FF

1001 formules de voyages  
« circuits découverte » « randonnées pédestres » « expéditions en Land Rover » « séjours classiques à l'étranger sur mesure » « croisières aériennes »

DEMANDEZ NOS BROCHURES

Veuillez m'adresser, sans engagement, votre brochure  
☐ VOLS À PRIX RÉDUITS  
☐ VOYAGES « TOUTE L'ASIE »  
à M.  
Adresse :  
Ville :  
Code postal :



**MONCEAU VOYAGES**  
Voyage en BOEING  
de la Compagnie PAN-AM  
Départ : 10 novembre 76  
Retour : 14 novembre 76

**Long week-end à New-York**  
(Acompagnateur français)  
Hôtel PRINCE GEORGE

**Prix : 1.800 francs**

Le prix comprend : voyage aller-retour, transfert aller et retour aéroport, petits-déjeuners, visite de la ville.  
Supplément en chambre individuelle : 100 F

Renseignements et inscriptions :  
**MONCEAU VOYAGES**  
83 bis, rue de Courcelles - 75017 PARIS  
Tél. : 924-92-14 - 924-92-73

Licence A 336

## L'ANTI-CLUB

### NOS SÉJOURS-PLAGES D'ASIE BANGKOK ET :

- PLAGE DE PATTAYA - 11 jours : 3.380 F
- PLAGE DE PHUKET - 11 jours : 3.855 F
- PLAGE DE GOA - 15 jours : 4.870 F
- PLAGE DE BALI - 11 jours : 5.790 F

**AIR ALLIANCE**  
4, rue de l'Échelle - 75001 Paris  
3 bis, rue de Valenciennes - 75006 Paris  
Tél. : 260.74.93 & 44.69 - 325.76.25  
ou chez votre agent de voyages

Nom :  
Adresse :  
Code Postal :  
Ville :  
Veuillez recevoir gratuitement votre brochure. Lis. A744



## cet hiver aux antilles : du soleil en location

La formule la plus économique.  
Deux semaines à partir de 2 995 F. (avion compris)

Pour mieux découvrir les merveilles des Antilles, en vivant à votre rythme, nous vous proposons une formule nouvelle de location de bungalows climatisés (3 ou 4 lits), entièrement équipés. Possibilité demi-pension. Séjours de 1 à 4 semaines.

Villages de vacances à Saint-François (Guadeloupe) et Tartane (Martinique).

**voyages  
vacances  
tourisme**

5, bd de Vaugirard  
75015 Paris  
tél. 338.20.00

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.83.90

## TOURISME

### Désinvolture algériennes

## RIEN NE VA PLUS AUX « ANDALOUSES »

« C'EST ENTRE de vacances des heures d'attente de l'eau ! » On pourrait, en effet, ne pas en avoir du tout, comme cela se produit assez souvent dans les établissements de la Sonatour (1).

Constatant dans les défilants touristiques, nous nous dirigeons vers le coin où se trouve le centre commercial pour prendre rendez-vous. Sa boutique est fermée et le restaurant durant tout notre séjour. Nous nous rabattons sur le hammam pour nous délasser et nous dégrasser ; bien qu'une pancarte précise les jours et heures d'ouverture respectifs pour les hommes et pour les femmes, les portes en demeurent closes. Pas de chance ! Du nord au sud, d'est en ouest, depuis trois ans, nous n'avons encore jamais pu pénétrer dans un de ces bains maures — si charmants vis de l'extérieur — prévus par Pouillon dans ses hôtels.

Nous gagnons finalement le restaurant libre-service pour le petit déjeuner. Les plateaux sentent l'aigre, les couverts sont sales, le pain est caoutchouteux ; le café froid restant sur les tables est rempli dans le percolateur pour les clients suivants : indigeste et peu plaisant. Nous perdons donc que le lendemain le plateau sera propre et le pain frais ou grillé. En trois semaines, cela n'arrive qu'une fois. C'est que le cuisinier, tout comme le reste du personnel, n'est pas là pour vous faire plaisir : chacun semble s'acquiescer d'une épuisante corvée et les clients ont le sentiment d'être de trop.

Pour accélérer le service, la direction a prévu un menu unique ; ce choix restreint serait acceptable s'il n'était répétitif, mais si l'on a choisi la pension, on peut rester plus de deux heures à table pour ingurgiter trois semaines durant le même horaire à chaque déjeuner et une fois les soirs. Gardes-vous de vous plaindre, même à bon escient. Vous risqueriez, comme ce voisin, d'être et d'être respectables, de vous entendre répondre par un des jeunes serveurs : « Vous êtes ici pour manger, alors taisez-vous ! ».

Les familles qui ont loué des bungalows sont — elles mieux loties ? Elles doivent pouvoir s'approvisionner au petit centre commercial des Andalouses. Les « tabac-journaux-parfumerie » des Andalouses, de temps à autre le quotidien régional la République, mais il n'a ni revues, ni crème à bronzer, ni shampoing, ni... Il serait plus facile d'énumérer ce qu'on y trouve. Les deux boutiques de « souvenirs » sont bien pourvues et joliment décorées, mais, que diable ! on ne se nourrit pas de tabac, de tapis ou de robes kabyles. Tout comme le coiffeur, le boulanger-pâtisier-glaçier est fermé. Quant au magasin d'alimentation... Si l'on ne veut pas mourir de faim, mieux vaut aller au marché le plus proche.

On se console en se disant que, après tout, on n'est pas là pour faire des repas gastronomiques ou du shopping, mais pour profiter de la mer et de ses joies. Un magni-

fique panneau en couleur annonce les réjouissances : tennis, volley, équitation, pétanque, ski nautique, pédalos. On découvre vite que seuls les trois premiers sont praticables, encore que la location des chevaux soit des plus fanatisantes. Pour le reste ? Les boîtes ont été perdues, les voiliers prennent l'eau, le hors-bord est... hors d'usage et les pédalos, agacement alignés à la « base nautique », attendent que quelqu'un veuille bien les remettre en état. La « base » loue également des parasols, des matelas et des chaises longues, mais il lui arrive d'oublier d'ouvrir certains matins. Des chaises longues, il n'y en a plus. Elles sont cassées, et le reste du matériel fait vite défaut dès qu'il y a un peu de monde. Si vous avez songé à apporter dans votre voiture votre parasol et des sièges gonflables, vous serez le plus heureux des touristes, car le sable est fin, la mer belle, le ciel bleu et le soleil chaud.

### De Charybde en Scylla

Le deuxième jour, toutefois, la mer était démontée. La piscine aussi. Pour la mer, cela s'arrangea assez vite, mais pas pour la piscine. Quelques jeunes gens s'affairaient pendant quelques jours autour de son eau verdâtre dans laquelle plongent de multiples tuyaux. « Ça va durer longtemps ? — On ne sait pas, peut-être un mois... » A notre départ, l'accès en était toujours interdit et l'eau toujours sale, mais personne ne protestait plus. C'est d'ailleurs le sort des piscines dans neuf sur dix des hôtels de la Sonatour. Ou bien elles sont pleines mais on ne peut s'y baigner, car on croirait plonger dans une mare, ou bien elles sont vides. Quant au « coin des enfants » des Andalouses, il est laissé à l'abandon et sa patinoire n'accueille plus que des lézards endormis sur les pierres qui la jonchent. Si vous souhaitez ne pas être rappelé par votre employeur et être coupé du monde extérieur, c'est aux Andalouses qu'il faut aller. Un correspondant parisien a fini par nous joindre après deux jours d'efforts. Le standardiste — mais oui, il y a un standard — vient en courant nous chercher. « Le standard est en panne ? » — Oh oui ! Il est cassé. C'est un vieux modèle (de complexe n'a pas cinq ans). Maintenant, on en fait des plus modernes... C'est vrai que l'hôtellerie et le tourisme ne sont pas une des priorités du Plan, encore que tous ces complexes aient coûté cher au pays et qu'on procède à leur agrandissement. C'est vrai que la France avait laissé une situation peu favorable ; c'est vrai qu'elle n'avait formé aucun directeur d'hôtel algérien. C'est vrai que les écoles hôtelières ont démarré il y a moins d'une dé-

cadence, et qu'il faut du temps pour former un personnel compétent... Mais, dans la plupart des cas, les problèmes relèvent moins de la compétence que du bon sens ; alors, comment expliquer que le personnel soit si peu intéressé, que les responsables soient généralement invisibles ?

Le « privé », comme on dit ici, vaut-il mieux ? Un soir, pour échapper à la soupe quotidienne, nous sommes allés dîner à Ain-Ei-Turk, au Mammy's Palm Beach. La direction nous y a fait valablement payer, très cher un cadre agréable et un service normalment courtis : 210 D.A. (250 FF) pour trois soies, 80 D.A. (près de 100 FF) pour quatre crêpes Suzette !

Tous les privés ne sont pas, heureusement, une entreprise de big game, et la Sonatour connaît quelques exceptions très confortables, comme l'hôtel des Zianides, à Tlemcen, mais bien souvent, en changeant d'établissement, on ne fait que tomber de Charybde en Scylla.

LUL BALTA.

### le balcon de villard

1. Une station neuve, à côté d'un grand village, au cœur du Parc National de la Vanoise.
2. Altitude à la station 1200 m, au sommet des montagnes 2170 m. De la neige tous les jours.
3. 23 appartements modernes, 100 km de pistes, toutes lisses. Un domaine skiable d'exception.
4. Un vrai hôtel-cabane. Une cuisine exceptionnelle, des équipements pour des vacances de qualité.
5. Un hôtel très agréable, calme et confortable.
6. 500 chalets et appartements bien meublés et équipés. Tous au pied des pistes. Une qualité remarquable avec tous les services.
7. Des vacances tout hiver. Sites et paysages magnifiques, ski et randonnée, et une région au ski de fond.
8. Des tarifs de séjour, chalets, deux, trois, quatre personnes.

**Club  
Marcus**  
60 Bd Malesherbes  
75008 PARIS TEL. 622 81 75

01130 NANTUA (Ain) Dans un cadre magnifique, au milieu de 4 ha de parc (pêche à la truite dans la propriété)  
**Hubert, du Bistro d'Hubert**  
vous annonce l'ouverture de son Restaurant...  
**L'HOTELLERIE DU CHATEAU DE PRADON**  
Sur la Route Nationale 84 Lyon-Genève et des Savoies  
SALONS DE 10 A 60 COUVERTS - TEL. (74) 76-91-11, le 440



**CROISIÈRE  
"CAP SUR MADÈRE  
ET LA CÔTE D'IVOIRE"**  
à bord de Massalia  
le paquebot-soleil où il fait bon vivre  
MAROC/MADÈRE/CANARIES/ILES DU CAP VERT  
SÉNÉGAL/CÔTE D'IVOIRE/GUINÉE  
Départ de Marseille : 3-28 janvier 1977.  
25 jours. A partir de 4 900 F.  
Offrez-vous enfin la croisière de vos rêves :  
le Maroc Impérial et le Grand Sud Saharien,  
Madère l'île Jardin, les Canaries et les Iles du Cap Vert,  
ces paradis en plein Atlantique. Et puis l'Afrique :  
Dakar l'accueillante, Abidjan la magnifique, la flore  
et la faune sauvage de la Côte d'Ivoire, Conakry...

**CROISIÈRES  
PAQUET  
MASSALIA**

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Paquet :  
PARIS : 5, bd Malesherbes 75008. Tél. 283.57.59  
MARSEILLE : 70, rue de la République 13002. Tél. 91.91.21  
NICE : 2, rue Halévy 06000. Tél. 82.74.98

## La Suisse — pas plus loin, pas plus cher

- La Suisse : pour vos vacances d'hiver
- La Suisse : où vous êtes chez vous, où tout le monde vous comprend
- La Suisse : avec de la neige, de la glace, du soleil à gogo
- La Suisse : 130 stations d'hiver offrant l'équipement le plus moderne
- La Suisse : plus de 200 arrangements forfaitaires à prix avantageux
- La Suisse : hôtels aux prix stabilisés depuis 1974
- La Suisse : 9000 km de libre parcours en chemins de fer, bateaux et cars postaux avec la Carte suisse de vacances
- La Suisse : à votre porte, à votre portée

# SUISSE

Cap sur  
la Suisse  
cap sur  
la détente

Renseignements auprès de votre agent de voyages ou  
Office National Suisse du Tourisme, 11bis, rue Scribe,  
75009 Paris. Tél. 073 69 92

Je désire passer mes prochaines vacances d'hiver  
en Suisse et souhaite des informations sur la région de :

Adresse : \_\_\_\_\_

1501-66-1001



150

## UNE ALLEMAGNE TROP RICHE

# Constance et la fin des romantiques

U N lac ça ne vaut pas la mer. Les bords paisibles, les eaux dormantes, ont passé de mode et les romantiques ne sont plus. Ainsi du lac de Constance, du Bodensee, au sud de l'Allemagne. Le grand flot des touristes allemands n'y fait plus passer à la belle saison, dans sa rive vers les côtes d'Italie, de France ou d'Espagne. Néanmoins, les rives du lac, traditionnellement touristiques, sont aujourd'hui fréquentées par les gens fortunés ou par les habitants de l'arrière-pays de Stuttgart et de ses environs. Des milliers de personnes qui, le vendredi soir, descendent vers le Bodensee et qui provoquent des embouteillages à n'en plus finir avant qu'une autoroute ouvre largement le passage et transforme inévitablement la région, aujourd'hui encore, à l'écart des grands axes.

L'aménagement des rives, l'assainissement des eaux, qui étaient très polluées naguère, les nom-

breuses piscines, — il y a une vingtaine de bassins chauffés sur la seule rive allemande, — les stations de repos, les stations Kneipp (1), font du Bodensee un lieu très approprié à la clientèle germanique. Les opérations immobilières en vue de la satisfaction n'ont d'ailleurs pas manqué et, si un décret du Bade-Wurtemberg daté de 1972 interdit les constructions trop hautes au bord du lac, quelques tours élevées en des temps moins écologiques défigurent le paysage. Il a été parfois plus difficile à nos qu'il le paraît de sauvegarder le site puisque les rives du lac dépendent de trois États et sont administrées par trois Länder allemands, deux cantons suisses et un Land autrichien. Tout cela n'empêche pas que les Allemands s'y retrouvent chaque année plus nombreux : depuis 1970, on a constaté une augmentation des nuitées de plus de 8 % dans la seule région du Bade-Wurtemberg. On craint aujourd'hui le trop-plein.

Pour l'éviter, M. U. Erhardt, directeur du comité régional du tourisme — lac de Constance Haute-Souabe — et de l'Association du tourisme international du lac, souhaite en désencombrer les abords par un aménagement approfondi. Il veut développer le tourisme à la ferme, qui compte déjà plus de huit mille lits dans la région.

C'est que, au bord du lac, la vie est chère. Les nombreux résidents retraités, riches le plus souvent, en font monter le coût. Les habitants plus modestes n'hésitent pas à faire leurs achats, quand ils le peuvent, à l'Union ou même à Stuttgart, où les prix sont plus bas de 30 %. « Le lac, c'est la mort économique de l'Allemagne », dit-on, et le slogan « Venez vous reposer de vos vacances au bord du lac » ne s'adresse évidemment qu'à une clientèle aisée. En saison une location atteint 5 000 francs par mois et souvent les dépense.

heures conservées intactes, dirait-on, depuis des siècles ; c'est encore partout le Moyen Âge — colombages et ancrissements — un vieux château qui renferme une collection rare d'objets des onzième et douzième siècles la domine. Faudra-t-il enfin que les églises baroques dressent leurs clochers au-dessus des piscines chauffées ? On n'en est pas sûr. Certaines zones sont d'ailleurs protégées ; c'est le cas de la très belle église de Birnau et de ses alentours.

On peut craindre pourtant que ce qui fait aujourd'hui le charme délicat de la région ne soit rompu, à trop vouloir répondre à tous les désirs à la fois. Mais aussi comment lutter contre l'attrait moderne de la baignade et comment faire que toutes les stations ne se ressemblent pas, même celles qui sont implantées en des lieux fragiles où la nature et

l'histoire s'harmonisent mal avec les équipements balnéaires ?

La région du Bade-Wurtemberg met en évidence les difficultés actuelles du tourisme en Allemagne : la dualité de son organisation ne convient peut-être pas à une promotion efficace de toutes les clientèles — nationale et étrangère — mais, surtout, les temps ont changé. Naguère, les gouvernements allemands n'étaient pas fâchés de voir les touristes quitter le territoire pour aller passer leurs vacances dans des pays à qui ils apportaient les moyens financiers d'acheter par la suite des produits allemands. Mais depuis la crise économique, le pouvoir cherche à réduire le déficit de la balance commerciale du tourisme. Il était en 1975 de 13,7 millions de marks. La monnaie reste forte cependant et empêche de ce fait le développement touristique souhaité. Par exemple depuis la baisse du franc

suisse par rapport au mark, la fréquentation des touristes suisses en Bade-Wurtemberg a baissé entre 1972 et 1975 de près de cent mille nuitées.

« Il faut absolument que les touristes étrangers viennent en Allemagne, c'est un des atouts du redressement économique », affirme M. Erhardt. Mais viendront-ils réellement alors que plusieurs fois par semaine des « vols-shop-ping » sont organisés à partir de Cologne en direction de Londres : quelques emplettes paient le voyage.

CHRISTIAN COLOMBANI.

\* Office allemand du tourisme : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 073-08-08.

(1) Il existe en Allemagne une trentaine de ces stations qui appliquent la méthode d'hydrothérapie inventée par un curé bavarois du dix-neuvième siècle, Sébastien Kneipp (1816-1897) qui, au moyen de sauts de rochers, de bains d'herbes et de jets d'eau, est parvenu à guérir sa peste.

## SOURIRES DE VARSOVIE

J AMAIS ville n'a autant ressemblé à son ciel. Et sans doute est-ce en regardant Varsovie que les nuages gris sont devenus si massifs, les morceaux de ciel bleu si clairs.

Varsovie fut créée par une sirène qui en avait assez de faire des ronds dans la Vistule. Elle émergea et convulsa deux pêcheurs, Wars et Sawa, de construire une ville. Ils lui donnèrent leurs noms. Depuis cette poétique naissance, l'histoire a mené la vie dure à la Pologne, qui fut plusieurs fois rayée de la carte. Mais si Varsovie n'est pas morte il y a trente ans, elle ne mourra jamais. Les visiteurs surpris de découvrir une vieille ville à l'air si... jeune, ceux qui s'étonnent de voir des échafaudages sur les flancs roses du palais, ne savent pas toujours que durant les cinq années de la dernière guerre les Allemands assassinèrent avec méthode les hommes et les maisons de Varsovie.

Des bombardements à la résistance, du ghetto à l'insurrection finale, sept cent mille Varsoviens moururent avec leur ville. De ruines entières, il ne restait qu'un pan de mur et, pourtant, ses premiers habitants revinrent à Varsovie vingt-quatre heures après les Soviétiques.

### Des fous de Dieu

Lorsqu'en 1945 les pouvoirs publics hâtivement installés demandèrent aux Varsoviens, qui vivaient abrités sous quelques planches ou tas d'échafauds, ce qu'ils désiraient voir reconstruire en priorité, ils répondirent « la cathédrale et la vieille ville ». Dessinée trois siècles auparavant par des Italiens, la place du Marché, le Rynek, a retrouvé le visage tendre de ses minces façades pastel, ses pavés ronds sur lesquels seules les voitures à cheval (et elles ne s'en privent pas) peuvent circuler : elle est sans cesse envahie par des bandes d'enfants uniformément coiffés d'un bonnet de laine, de peintres venus proposer leurs esquisses, de vieillards installés sur une multitude de chaises ou de larges bancs de pierres blanches de ces étranges corbeilles à papier qui ressemblent à des brasses.

« Les Polonais sont des fous de Dieu, qui à cause de cela les protège », dit le dicton. Les Varsoviens ont reconstruit leurs églises avant leurs maisons et la rue Krakowskie Przedmiescie, qui mène au Rynek, est bordée d'un véritable mur d'églises, ponctuées toutelois des statues de la Vierge, de Copernic et de la colonne de Sigismond. A 3 heures de l'après-midi, on y rencontre des jeunes en jeans, des femmes agenouillées sur les dalles de marbre, des hommes qui s'obstinent à courir les rhumes. Des échafaudages s'y dressent encore, mais les Var-

La ville est ressuscitée, au sens le plus strict du terme. Bien sûr, par-ci, par-là, une moitié de façade romane derrière laquelle s'élève une construction des plus modernes laisse deviner qu'il y avait là un édifice d'un autre style. Sans doute, les lourds bâtiments administratifs, les immeubles massifs, chers aux pays de l'Est des années 50, se sont-ils multipliés. L'archétype en est cet énorme tas de béton de 235 mètres de haut, « cadéau de l'Union soviétique à la nation polonaise » et baptisé *Pałais de la culture*, bien qu'on hésite à croire que celle-ci ait pu se résoudre à être domiciliée dans une construction pareille.

Varsovie montre aujourd'hui le visage à la fois serein et grailant d'une ville où les traditions sont aussi larges que les chaus-sées, où toutes les races d'Européens sont représentées et où les bus lancés à toute allure chargent les piétons distraits ou simplement peu habitués à ces méthodes d'ordre-Vistule. Mais l'âme de la Pologne est restée dans la vieille ville où, presque palpables, flottent ses sentiments : l'attachement au passé, l'amour de Dieu, la passion de la vie.

### Lindau

#### la « Venise souabe »

Comment par exemple parvenir à conserver à la petite ville de Lindau, la Venise souabe, ses calmes flots si, en même temps, on veut gagner 4 hectares sur le lac et y construire un vaste parking ? Comment Meersburg gardera-t-elle cet air aimable et ancien, quand une autoroute passera tout près, et comment les baigneurs qui déferont-ils ne troubleront-ils pas ses reflets dans le lac, si chers à l'étranger de passage ? La ville est par bon-

## Tignes. Propriétaire à vie de vos vacances-ski. 8.500 F\*!

« La copropriété par semaines » d'Inter-Résidences à Tignes.

### Vite amorti ! Voici deux exemples :

\*studio 4 personnes, troisième semaine de janvier pour 8.500 F; studio 2/3 personnes, deuxième semaine de février pour 15.000 F. Maintenant, calculez : à trois ou quatre personnes vous avez vite dépensé cette somme en location ou en hôtel, à fonds perdus ! Avec nos « semaines-vacances à vie », vous êtes le

### L'important, c'est le luxe !

Inter-Résidences Tignes - Val Claret, au pied des pistes d'un des plus beaux domaines skiables du monde, vous propose un luxe que peu de résidences peuvent vous offrir : mobilier sophistiqué, piscine chauffée, saunas, salon-cheminée, interphones, etc. Demandez vite notre documentation !

## Inter-Résidences Tignes.

La copropriété par semaines.

RÉALISATION ET GESTION : INTER-RÉSIDENCES MANAGEMENT GENEVE (SUISSE).

### Je veux tout savoir sur « la copropriété par semaines » d'Inter-Résidences Tignes.

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

TÉL. BUREAU \_\_\_\_\_ TÉL. DOMICILE \_\_\_\_\_

INTER-RÉSIDENCES 5, RUE DU HELDER - 75009 PARIS - TÉL. 77.05.49/95.30

## Passez un week-end avec un cheval.



Abandonnez tout. Oui, abandonnez tout. Quittez la grande ville et ses embarras pour partir à la conquête du cheval. A Pompadour, tout est prévu pour ça, du déjeuné au coucher, de la selle à la bague en passant par le manège, les parcours, les promenades à travers la campagne. Vous resterez ainsi très près

de la Nature avec le yoga, ping-pong, golf, sciences, tir à l'arc, tennis. Vous verrez, vous osez vous sentir redevenir vous-même. 90 Champs-Élysées Paris 8<sup>e</sup> - 11 de la Boirie 75003 Paris Cedex 02 - Téléphone : 266.52.52 ou Agence Havas-Voyages de votre ville.

**Pompadour.**  
Club Méditerranée.

## Découvrez « les peu sucrés de Volvic »



Buvez naturellement peu sucré, découvrez Yin aux pamplemousses et Yin aux oranges. Légers et très désaltérants, sans produits artificiels, sans gaz, « les peu sucrés de Volvic » ont le goût frais et naturel du fruit.

Renseignements : Volvic S.P.A. 41 - 63340 Bourg-la-Reine - Tél. : 350-4534



## TOURISME

## CEUX DU MÉTIER

## Les beaux jours de la vapeur

COMME chacun sait, la S.N.C.F. est à la pointe du progrès. Non contente de se satisfaire du défi quotidien, elle s'en est fixé un nouveau, à la mesure de ses immenses capacités et de l'an 2000. Ne pouvant rivaliser avec Concorde, elle s'offre un train à grande vitesse entre Paris et Lyon, le T.G.V. C'est vraisemblablement pourquoi

nous sommes des centaines de milliers à nous entasser tous les jours dans les wagons que nos parents étrennaient le jeudi lorsqu'ils étaient enfants ; c'est pour quoi, à défaut de prendre le nouveau « train bleu » de Roissy, nous devons nous contenter d'une nostalgie bien « rétro », celle du temps où roulait le train à vapeur.

J'ai sous les yeux l'indicateur du chemin de fer du réseau Nord pour le service du 1<sup>er</sup> mai 1914, à la veille de la Grande Guerre. Ah ! le bon vieux temps que celui de nos grands-parents ! Quel air de vivre et de voir ! Traverser à petite vitesse les plaines et forêts du Valois, dont Gérard de Nerval fixa à jamais la poésie fantastique ! Pensez donc, le train rapide pour Soissons de première, deuxième et troisième classe, quittant Paris à 17 heures, était à Dammarie-en-Goële trente-six minutes plus tard et s'arrêtait à 18 h. 12 au passage à niveau de Crépy-en-Valois : une heure douze minutes pour faire 62 kilomètres.

Quelle puissance destructrice cache le gain de douze minutes acquis sur plus d'un demi-siècle ! Et que dire du rapide Paris-Soissons, première et deuxième classe, de 18 h. 10, qui parcourait cette distance en une heure vingt minutes ? Qu'avons-nous gagné avec les sept minutes du train électrique, sinon l'espoir toujours déçu d'arriver à l'heure ? Qu'en est-il du train omnibus de 22 h. 45 ouvert même aux troisième classe qui, cablé-cabé, finissait par déposer l'oncle Jules en goguette à 0 h. 22 le lendemain en sa capitale de Crépy-en-Valois ? Disparu à jamais, lui. On comptait alors onze liaisons journalières pour Soissons, Crépy-en-Valois, Paris. Il en reste sept. Vraiment, c'était la Belle Époque !

A cette sage lenteur que nous leur envions présentement, s'ajoutait chez nos aïeux du terroir la manie de prendre le train. Ainsi donc, les chemins de fer d'alors, soucieux de satisfaire les cultes dispersés et isolés, assuraient les liaisons de village par un service omnibus. Mon indicateur du chemin de fer mentionne d'ailleurs les jours de marché et de franc-marché de la région. Le développement du T.E.E. et des lignes rapides, il y a quelques années, ne pouvait que condamner ce réseau du pauvre : noblesse oblige.

Ont donc été fermés et sont disparus 400 kilomètres de poésie rustique, la distance de Paris à Katmandou. Imaginez les cinq trains quotidiens de Compiègne à Crépy-en-Valois et les

sept de Crépy-en-Valois à Maureuil-sur-Oise, et que dire de la ligne de Villers-Cotterêts à Compiègne par la forêt de Retz et Pierrefonds, du voyage de Crépy-en-Valois à Chantilly par Senlis que Gérard de Nerval avait fait entre deux gendarmes, ou de la randonnée de Châteauneuf-Thierry à Villers-Cotterêts par La Ferté-Macel ? Au vrai, il y avait de quoi perdre la tête devant débâche ferroviaire si ruineuse. La nationalisation, bien-tôt associée à la rationalisation, y mit bon ordre. « Désamagement », stabilité, productivité, autant de termes — ignorés des Rustins, La Fontaine, Dumas et autres parasites — dont la langue française et la S.N.C.F. se sont enrichies pour notre bonheur supposé. Les routiers roulaient pour nous. Pour qui roule la S.N.C.F. ?

GILBERT CATY.

## PAS BESOIN D'ÊTRE SORTI DE L'ETNA... POUR CONNAÎTRE LE "SHUSS-PLOUF"

(Proverbe Sicilien)

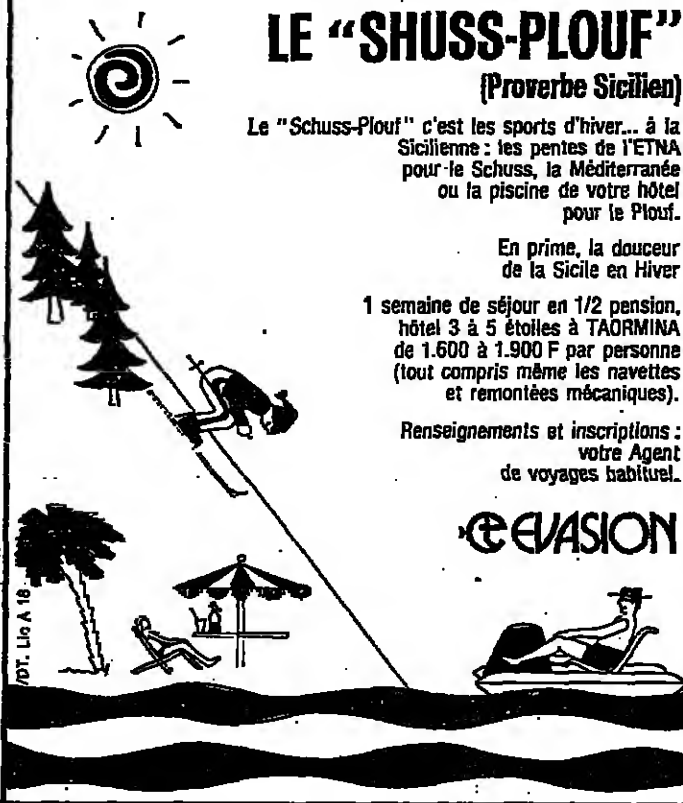
Le "Schuss-Plouf" c'est les sports d'hiver... à la Sicilienne : les pentes de l'ETNA pour le Schuss, la Méditerranée ou la piscine de votre hôtel pour le Plouf.

En prime, la douceur de la Sicile en Hiver

1 semaine de séjour en 1/2 pension, hôtel 3 à 5 étoiles à TAORMINA de 1.600 à 1.900 F par personne (tout compris même les navettes et remorques mécaniques).

Renseignements et inscriptions : votre Agent de voyages habituel.

EVASION



DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

DOT LIA 19

## CROISIÈRES : 160 PAQUEBOTS

## POINT DE VUE

## UNE POLITIQUE EN PANNE

par FRANÇOIS LAGAIN (\*)

navires de la Nouvelle Compagnie de Paquebots : Azur, Massalia, Mormaz, Renaissance.

Au cours de cette période, des paquebots de ligne étant rendus disponibles, plusieurs essais ont été faits pour tenter de les utiliser en croisières, mais, en règle générale, ces essais ont échoué, essentiellement parce que ces navires n'étaient pas adaptés techniquement à la croisière, comme on l'a vu dans le cas du *Louis-Lumière* et du *Vietnam* avec le Club Méditerranée.

Un problème identique s'est posé, et se pose d'ailleurs toujours, après le désarmement du *France*, et, à ce jour, malgré de nombreuses idées plus ou moins sérieuses pour sa réutilisation, y compris pour des croisières, le grand « liner » est meurt le long d'un quai au Havre.

Les raisons de nos faiblesses dans ce secteur maritime sont le manque d'initiatives et l'absence de volonté — aussi bien des pouvoirs publics que des armateurs, — de se lancer dans la construction de navires croisiéristes véritablement adaptés à leur destination.

A la demande de notre fédération, le problème des navires de croisières a été étudié à plusieurs reprises : d'abord, dans le cadre de la commission des transports maritimes du VI<sup>e</sup> Plan, qui avait d'ailleurs conclu à la rentabilité d'un navire de huit cents à mille passagers. Mais cette conclusion n'a pas été suivie d'effets.

## Economique

Au moment du désarmement du *France*, une commission s'est réunie sous l'égide du secrétariat général à la marine marchande pour examiner le marché de la clientèle de croisières, le navire à se procurer, et les perspectives de sa rentabilité.

Le rapport déposé auprès du premier ministre en décembre 1974 a conclu à un déficit important de l'exploitation de trois types de navires différents, ce qui a conduit les armateurs à abandonner les projets ; le gouvernement a fait de même, se refusant à subventionner cette activité.

Dans le cadre de cette commission, le problème des croisières économiques s'adressant à une clientèle nouvelle et plus large a été examiné, mais en réalité les efforts nécessaires n'ont pas été faits pour obtenir des résultats. Cependant, il ne fait aucun doute, à la condition que le prix de croisière puisse être rendu plus accessible, qu'il y a une clientèle intéressée qui élargirait le marché.

Il convient de préciser que depuis 1974 la récession économique et le désordre monétaire n'ont pas été de nature à favoriser les mouvements touristiques, et particulièrement les croisières. Un autre élément a également pesé sur la situation, c'est l'augmentation du coût d'exploitation des navires, notamment par l'augmentation du coût des soutes, ce qui rend aléatoire la rentabilité des navires.

## Sans initiative

Au cours de ces deux dernières années se sont produits des désarmements massifs de paquebots de croisière au plan mondial, et notamment d'unités anciennes ne pouvant plus soutenir la concurrence de navires neufs, précisément bien adaptés.

Tenant compte de ces difficultés, les armateurs ont tenté de réduire les charges d'équipage, notamment en faisant assurer le service général à bord par du personnel sous-payé. Cette solution, qui ne règle d'ailleurs pas tous les problèmes, est inacceptable pour les marins français, et nous nous y sommes opposés. Cela signifierait l'introduction de la discrimination sous notre pavillon, discrimination contre laquelle nous luttons au plan international. Par ailleurs, cette façon de procéder n'apporterait évidemment aucun remède à la situation de l'emploi de marins français, agents du service général (personnel hôtelier).

La politique du gouvernement français en matière de croisières a manqué d'esprit d'initiative. Il est, sans aucun doute, difficile de justifier l'aide financière au compte des contribuables pour payer en partie les croisières, surtout si celles-ci ne sont accessibles qu'à quelques privilégiés.

La solution consistait, et consiste toujours, à faire construire des navires adaptés, techniquement avancés, avec des aménagements confortables mais simples, un service de restauration et d'hôtellerie d'une nouvelle conception, nécessitant moins de personnel.

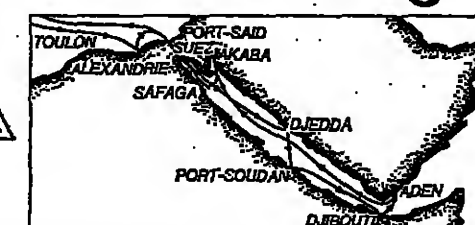
Il est indispensable, en même temps, d'ouvrir les perspectives et les possibilités de croisières à une population plus large, y compris notamment à la jeunesse, et, à cet égard, les organisations de loisirs, de colonies de vacances, les collectivités qui leur apportent un soutien financier, devraient penser davantage aux excursions maritimes et à la découverte de la mer, élément essentiel de notre planète.

\* Secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats maritimes (F.N.S.M.).

**Métro. Boulot. Bowling. Golf. Boxe. Karaté. Spectacles. Patinage. Natation. Bridge. Judo. Danse. Echecs. Dodo.**

Le Stadium.  
Aux Olympiades. 66 av. d'Ivry-Paris 13<sup>e</sup> - Tél. 583.48.82.

## Découvrez les secrets de l'Égypte et de la Mer Rouge !

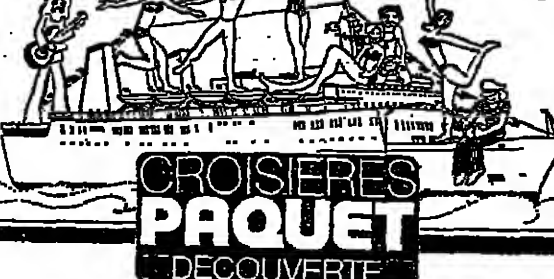


**Croisière-découverte à bord d'Azur**  
ÉGYPTES/ARABIE SAOUDITE/SOUDAN/DJIBOUTI  
ADEN/YÉMEN/JORDANIE

Départ de Toulon. Du 15 Janvier au 4 Février 1977.  
21 jours. À partir de 6800 F.

Vivez une fascinante aventure au cœur de l'islam mystérieux. Remontez 4000 ans dans le passé. Les splendeurs des Pharaons... le canal de Suez... la ville sainte de la Mecque... le Yémen tel qu'au Moyen-Âge, les coraux de la Mer Rouge. Et par-dessus tout cela, le grand, le sublime soleil... qui vous bronze le corps et vous réjouit le cœur ! Effacez l'hiver, embarquez-vous à bord d'Azur, le plus décontracté des navires-croisières !

**PRENEZ LE LARGE AVEC PAQUET !**



**CROISIÈRES PAQUET**

**DÉCOUVERTE**

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Paquet :  
PARIS : 5, bd Malesherbes 75008. Tél. 268.57.58  
MARSEILLE : 70, rue de la République 13002. Tél. 81.81.21  
NICE : 2, rue Halévy 06000. Tél. 81.81.50

501 100 100 100



Journal de l'ISO

LE MONDE  
60 PAQUETS  
PANNE

DU TOURISME

SUR LES MERS DU MONDE

TOURISME

NAVIRES RUSSES POUR CLIENTS AMÉRICAINS

A certains signes, on peut espérer que la croisière sort du creux de la vague. D'après l'Institut d'économie maritime de Brême, on comptait dans le monde 180 paquebots en service pendant la saison de 1976 contre 154 l'an dernier. Et sur ce total, 108 étaient des navires de croisières pures, soit un progrès se chiffrant par 11 bâtiments supplémentaires par rapport à la même période de l'an dernier.

C'est toujours la Grèce qui détient la palme avec 30 navires. Ensemble, la Grèce, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Norvège et l'U.R.S.S. exploitent les deux tiers des paquebots dans le monde. Mais l'expansion de l'U.R.S.S. est particulièrement étonnante : 21 paquebots contre 15 seulement l'an dernier. Les touristes soviétiques prennent goût aux voyages maritimes : le paquebot *Bielorusia* a accosté samedi 19 octobre à Toulon, avec, à son bord, quatre cent vingt-cinq passagers qui, pendant deux jours, ont parcouru la Côte d'Azur et la Provence.

L'ardeur maritime des Soviétiques se manifeste encore à un signe : ils sont les seuls — outre le *Queen-Elizabeth II* de la Cunard — à maintenir une ligne régulière sur l'Atlantique nord, ouverte en 1975, et on leur prête même l'intention d'accroître la fréquence des traversées.

Relance de la croisière ? Ce n'est pas sans plaisir que les agents de voyages ont appris la livraison, il y a quelques mois, d'un navire de neuf cent soixante passagers pour la Cunard ; cette compagnie prendra, en outre, pos-

session d'un autre bateau à la fin de l'année. La *Norske Amerika Line*, qui avait décidé de mettre en vente le *Southern*, vient de renouer à son profit. En Italie, des « liners » prestigieux devaient être désarmés, mais la date de leur mise au rebut a été repoussée. Le *Leonardo-da-Vinci* et le *Cristoforo Colombo* seront réexploités, tandis qu'un réaménagera deux autres navires. C'est une nouvelle société mixte italienne, composée du groupe d'Etat Finmare et des armateurs privés Costa et Lauro, qui va les prendre en charge et se relancer dans une aventure... peut-être impossible.

En effet, la petite reprise du début de 1976 risque de n'être qu'une brève parenthèse de calme dans un secteur du transport maritime et du tourisme qui ne reçoit pas toujours l'appui des Etats et qui rencontre bien des difficultés dès qu'il s'agit pour les armateurs d'établir les comptes d'exploitation.

Bien peu de Français

L'année 1975 n'avait pas été une très bonne année : la clientèle américaine s'était montrée réticente. En outre, comme le délai qui s'écoule entre la réservation d'un voyage et le départ du navire peut atteindre dix mois, les armateurs ont « entassé » en 1975 les effets de la crise économique de 1974. En 1976, la demande européenne de croisière est plus « soutenue », comme disent les experts en conjoncture, mais la situation reste fragile, car la clientèle européenne ne représente qu'une fraction modeste par

rapport au considérable potentiel nord-américain. En effet, on estime que l'offre mondiale représentée par tous les paquebots atteints 19 millions de passagers-jours. Sur ce total, 56 % des places sont vendues en Amérique du Nord (y compris les Caraïbes), 30 % en Europe du Sud, 10 % en Europe du Nord et 5 % ailleurs. Les résultats satisfaisants enregistrés sur la route du cap Nord, en mer Bège ou au départ de l'Afrique du Sud montrent toutefois qu'un processus de diversification est engagé. Le Japon, pour sa part, reste fermé aux organisateurs de croisières, sans doute parce que les cadres ne peuvent prendre des congés d'une durée suffisante pour ce genre de vacances.

« Avec l'augmentation du prix des carburants, les armateurs ont tendance à réduire la durée des croisières proposées : on offre très souvent des séjours de huit jours. A tel point qu'on manque en Méditerranée de bonnes croisières de quinze jours », note Mme Suzanne Minet, directrice de Transports et Voyages. « Une formule qui marche bien, en revanche : les congrès de trois ou quatre jours en croisière fluviale sur le Rhin. »

En dépit des efforts des organisateurs, les Français qui prennent leurs vacances sous forme de croisières sont encore peu nombreux : 70 000 chaque année, alors qu'on compte plus de 600 000 Allemands et 800 000 Britanniques.

Cette timidité — historique — de nos compatriotes pour le voyage maritime serait-elle en passe de tomber ? Pour s'en tenir aux croisières sous pavillon français, on constate entre 1975 et 1976 une augmentation sensible du nombre des passagers (voir le tableau). Mais ces statistiques sont évidemment à interpréter avec prudence puisqu'une clientèle nombreuse — américaine notamment — fréquente les navires français, tandis que de nombreux Français choisissent de voyager sur des navires étrangers à bord desquels (ceux de la Royal Viking, par exemple) des efforts sont faits pour placer du personnel sachant parler la langue de Voltaire.

Depuis que France a été, il y a juste deux ans, vulgairement « mis au rebut », sous les fumées polluantes des usines halvaises, et depuis que l'on sait que l'île-de-Breuzé est offert à la vente, il ne reste que la compagnie Paquet

(groupe des Chargeurs réunis) pour faire battre le pavillon bleu, blanc, rouge sur les océans. 1976 sera à marquer d'une pierre blanche pour cette compagnie puisque, non seulement Paquet n'a pas reculé, mais a enrichi sa flotte d'une unité, l'Azur. Ce navire circule en Méditerranée selon une formule de croisière répétitive, avec des escales permettant aux voyageurs automobilistes de rester quelques jours à terre avant de reprendre le bateau à son prochain passage.

Créer un nouvel état d'esprit

« Mis en service au printemps, l'Azur est déjà pour nous un franc succès. Son coefficient de remplissage jusqu'à décembre est bon. On vend un produit « industriel » à des prix moyens raisonnables de 320 F par jour, qui peuvent donc intéresser des tour-opérateurs », note M. Damini, président et directeur de Paquet. Le *Mermoz* propose cet hiver des croisières courtes de sept jours au départ de Pointe-à-Pi-

tra. Le *Massilia* sera affecté, en juillet et août 1977, à des croisières répétitives et circulaires en Méditerranée, selon une formule comparable à celle de l'Azur.

Le *Renaissance*, enfin, qui par sa taille modeste relève davantage du gros yacht que du paquebot, restera sur le marché américain, où les clients acceptent de payer très cher. Mais les handicaps du pavillon français sur un marché international très ouvert sont lourds, le coût de l'équipage représentant plus de 40 % du prix de revient. « Par rapport à un navire néerlandais comparable, organisant comme nous des croisières en Alaska, le *Renaissance* a un prix de revient unitaire supérieur de 1,5 à 2 millions de dollars », indique-t-on chez Paquet. Et l'on ajoute : « Chaque année les prix des croisières sur les bateaux concurrents augmentent de 5 à 8 %. Pour nous ce doit être 15 à 20 %. Tiendra-t-on ? »

Développer la croisière française implique d'abord de créer un état d'esprit. « Il faut former les agents de comptoir, leur faire des stages à bord des navires pour qu'ils connaissent ce

qu'ils vendront, ne pas accentuer artificiellement la coupure entre « le terrestre, le maritime, l'aérien », suggère Mme Suzanne Minet. Les voyages en car-ferry peuvent aussi constituer une bonne « invitation » et une douce initiation pour goûter au voyage maritime. Le Club Croisière, créé il y a huit ans, dans lequel se retrouvent armateurs et agents de voyages, sélectionne dans un guide les principales croisières. Pour aider la clientèle, Croisière attribue des « ancres », comme d'autres donnent des étoiles, aux navires.

Mais il faudrait aussi que du côté de l'Etat les armateurs trouvent un appui, voire une implication. Or, il faut bien le constater, c'est le calme plat : pas de primes pour les navires à passagers ; pas de « remise à jour » des conclusions du groupe de travail de 1974, qui avait conclu, dans tous les cas de figure, à une exploitation très déficitaire d'un bateau nouveau sous pavillon français.

« On ne va pas subventionner les paquebots ! Il y a déjà tellement de gens qui critiquent l'Etat lorsqu'il subventionne les ports de plaisance ! », lance-t-on au secrétaire général à la marine marchande.

Dans ce domaine, les armateurs et les agents de voyage doivent savoir qu'ils restent seuls et pour eux la formule célèbre, « Aide-toi, le ciel t'aidera », sonnera creux pendant longtemps.

FRANÇOIS GROSCHARD.

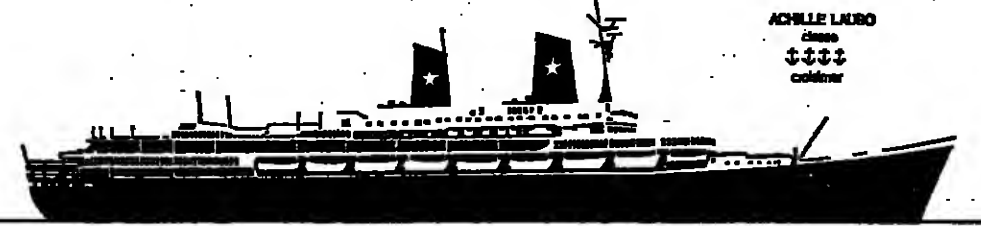
LES « PERFORMANCES » DU PAVILLON TRICOLORE

	1975	1974	1973
Nombre total de journées croisières	428 887	543 257	538 894
Nombre de passagers	82 829	48 897	45 398
Pourcentage d'une croisière (en jours)	6,99	12,4	11,7

LA CROISIÈRE LA PLUS PRESTIGIEUSE DE L'HIVER : "65 jours vers l'Extrême-Orient" à bord du somptueux Achille Lauro

Départ de GENÈS le 20 janvier 1977

- 65 jours vers l'Extrême-Orient
- 17 escales prestigieuses au départ de Gènes : Naples, Port-Saïd, Suez, Bandos, Benoa, Manilla, K'Long, Hong-Kong, Bangkok, Singapour, Penang, Colombo, Bombay, Djibouti, Haïfa, Naples.
- Les excursions les plus insolites que vous puissiez imaginer
- enfin, l'incomparable Achille Lauro "le grand navire bleu" de 24 000 t spécialement équipé pour la croisière au long cours : piscines, cinéma, bars, salons, night-club, salles de jeux, orchestres, gastronomie, animation, services médicaux, etc.
- Retour à Gènes le 25 mars 1977
- Prix : de 17 830 à 38 200 F.



SNIPNOT, L.C. 418

Pour recevoir la brochure ou vous inscrire, adressez-vous à votre Agent de voyage habituel ou à - C.I.T. 5, bd des Capucines, 75002 PARIS - Tél. 073.40.85

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement de ma part la brochure "Croisière autour de l'Afrique et en Extrême-Orient, Achille Lauro".

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_

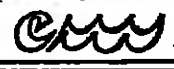
NOËL - JOUR DE L'AN EN MÉDITERRANÉE EGYPTÉ - ISRAËL - GRÈCE

La croisière inaugurale du DANAF, dernier-né des navires de croisières de luxe, lancé par Carras.

Villefranche-sur-Mer, Alexandrie (Le Caire et Louxor), Port-Saïd, Haïfa (Bethléem, Jérusalem et Nazareth), Héraklion (Knossos et Phastos), Le Pirée (Athènes et Delphes), Villefranche-sur-Mer du 20 décembre 1976 au 2 janvier 1977.

(Toutes cabines avec salle de bains complète)

Pour tous renseignements : votre agence de voyages ou Croisières MATHEZ (Rennes A 146) 14, avenue de Verdun, 06 NICE - Tél. 88.52.64 VIAZUR, 15, rue de Bessano, 75016 PARIS - Tél. 723.55.14



L'ÉGYPTÉ MILLÉNAIRE

avec croisière sur le Nil du 17 nov. au 4 décembre 1976 et du 1<sup>er</sup> déc. au 18 déc. 1976

VOYAGES CULTURELS

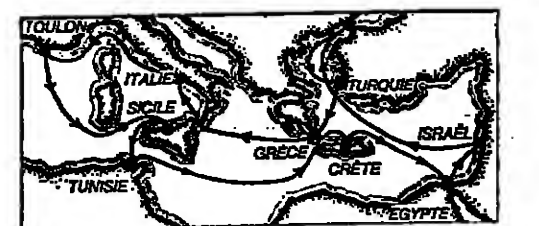
accompagnés de PARIS à PARIS par des Conférenciers diplômés de l'École du Louvre.

PEUPLES ET CIVILISATIONS

5, rue de l'Opéra, 75001 PARIS Tél. 260-31-55. Lc d'Etat 309 A.

Croisière "Noël en Terre Sainte"

SICILE - TUNISIE - CRÈTE - ÉGYPTÉ - ISRAËL TURQUIE - GRÈCE - ITALIE



à bord d'Azur

Du 18 décembre au 2 janvier  
Départ de Toulon  
15 jours.  
A partir de 3 600 F.

Prenez le large avec Paquet.



LES CROISIÈRES PAQUET DÉCOUVERTE

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Paquet : PARIS : 5, bd Malesherbes 75008, Tél. 226.67.33 MARSEILLE : 70, rue de la République 13002, Tél. 91.91.21 NICE : 2, rue Halévy 06000, Tél. 82.24.98

ROBERT LAFFONT

Racontée par lui-même, la vie d'un Indien d'Amazonie de 1900 à 1970

SEBASTIAO BASTOS

Ma forêt au bord du grand fleuve

Récit recueilli par Claude Mossé

Croisières de printemps du Tarass Chevtchenko

Jaugeant 20.000 tonnes il est doté des installations techniques les plus récentes, stabilisateurs antiroulis, toutes les cabines extérieures.

du 2 au 18 Avril : "ACROPOLES ET PYRAMIDES" Héraklion - Alexandrie (Le Caire) - Antalya - Rhodes - Santorin - Le Pirée

du 19 Avril au 10 Mai : "MÉDITERRANÉE - MER NOIRE" Athènes - Izmir - Odessa - Léningrad - Moscou - (10<sup>ème</sup> MAI) Yalta - Istanbul - Palerme

du 10 au 20 Mai : "DANS LE SILLAGE DES PHÉNICIENS" Ajaccio - Naples - Messine - Katakolon - Héraklion - La Valette - Tunis - Cagliari



TRANSTOURS 49, Ave. de l'Opéra 75002 PARIS Tél. : 742.47.39 et toutes les Agences de voyages.



Nom \_\_\_\_\_  
 Ville \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_  
 Désire recevoir gratuitement une brochure  
**HOVERLOID.**  
 A retourner à Hoverloidy  
 Hoverport International - 62106 Cabès

501



Jeune 150

Mode

Souvenirs de « Chypre »

COMME pour les vins, 1976 s'annonce déjà un grand millésime en parfumerie, avec dix lancements de griffes classiques ou insolites. Les parfums Christian Dior ont choisi le Concorde et Mach 2 pour une inoubliable soirée à Marrakech. Leur « Dior-Dior » marie le rose au jasmin en note de tête, sur un cœur de chèvrefeuille et d'absolu de safran, un fond frais de lichens de l'Atlas et de fleurs sauvages. Le résultat : un classique de charme, très agréablement pimenté et présenté dans un beau flacon ébène, coiffé de métal doré sur un bouchon ébène ; il existe en trois tailles, comme l'accessoire de toilette.

D'une tout autre conception est « Eau Noire » de Claude François, dans laquelle le chanteur a tenté de mêler ses souvenirs d'idéal féminin blond aux saveurs de son enfance caennaise, d'un côté poudré associé au muguet, à la rose, au santal, avec des pointes vertes et d'autres épiques. Pour atteindre le plus grand public possible, la distribution se fera en flacon noir, non chemisé, dans les magasins populaires, au prix de 30 francs pour l'eau de toilette.

Dans le même esprit, Coty remet en vogue « Chypre », qui date de 1917. Sisley, la jeune maison d'Hubert d'Ornano, spécialisée dans les produits de beauté à base de plantes, a tris les feuilles vertes de tomates pour en faire son « Eau de Campagne ».

NATHALIE MONT-SERVAN.



(Croquis de MARCO)

Tenace, herbacée et épicée

Les hommes sont au parfum avec « Révillon pour Homme », qui propose aux hommes un transfert à base de tabac et de Chypre, enrichi d'une note épicée et agreste, évocation des senteurs méditerranéennes.

Malgré son nom de « Len-

La deuxième présentation à l'Espace Carlin de l'agence confirme le talent d'adaptation de la styliste Mirjana Maric, elle accentue, toujours avec bonheur, les points géométriques et linéaires de son style, dans des formes traditionnelles à grandes manches, inspirées des différentes parties de ce berceau de création des Balkans. Ses cuis souples sont taillées en robes et en manteaux un rien blousants, centrés à la taille.

La présentation est ponctuée de belles coiffures noires : boucles de laine et toques de loutre rappelant celles qui couvrent le chef des bergers slovènes.

BIJOUX GRECS

Après une longue absence, le joaillier grec Elias Lalounis retrouve un pigeon sur la rue Saint-Honoré, au n° 364, dans un cadre chaud, dont les tons de laque et de cuir font chanter ses créations.

Sa nouvelle collection se compose de pièces remarquables en or soutenu à 22 carats, adaptées de formes préhistoriques d'ondula, ou d'ornements d'une qualité et d'une simplicité rares. Nous devrions déjà à cet artiste la vogue des laques et des coiffures byzantines, des bijoux en forme de serpents. Voilà maintenant des ras du cou inspirés des outils bifaces, taillés par l'homme un million d'années avant notre ère ; un « violon cycladique », pendentif évoquant la déesse de la fécondité ; des perles de grosses perles d'or ouvragées d'époque mycénienne, à pendentif au cou et aux oreilles. Un retour aux sources merveilleusement réussi. — N. M.-S.

(Publicité)

La Cuisine... vous aimez ? Vous êtes active, sociable, et vous rêvez de casseroles en cuivre, de plats en belle porcelaine blanche, de coquettes en fonte, ou d'objets en bois blanc. Mais vous hésitez à vous lancer seule ! Pourquoi ne pas créer un magasin ?

CULINARION Vous apportez votre savoir, votre dynamisme, de l'imagination et... quelques capitaux (moins que vous pouvez le croire). Nous vous cherchons d'urgence. Si vous désirez un renseignement, écrivez à : EMI SOPHOCLE - Culinarion - 26, rue de Rennes, PARIS (6<sup>e</sup>). ou téléphoner à : 972-61-84.

véritable loden autrichien coloris mode

FORSUS LA MAISON DU LODEN 146 rue de Rivoli - Paris 1<sup>er</sup> tél. 260 13 51 métro Louvre

**FOMALHAUT**

Tricots de luxe coordonnés

Ouvert : 9 h. 30 - 13 h. 15 h. - 19 h.

Fermé le samedi

23, rue du Mont-Thabor 75001 Paris Métro : Concorde - Madeleine

**EMPIRE FOURRURES**

Une collection à vous couper le souffle

RENARDS à partir de 3500 F VISON, LOUP, RAGONDIN.

8, Avenue de Wagram (boutique d'angle) Place de l'Etoile 75008 Paris tél. 227.22.82 - 622.36.60

Fondateur E. Goldschmidt, coupé d'or du bon goût français

**Christian Dior**

BOUTIQUE FOURRURE

11 bis, rue François-I<sup>er</sup> - Paris 8<sup>e</sup>

UNE NOUVELLE COLLECTION PRET-A-PORTER FOURRURE

Une grande variété de modèles et de coloris : manteau sport 2900 F - pelisse 5000 F - veste renard 9800 F - manteau vison 16 500 F

ouvert tous les jours de 9 h.30 à 18 h.30

**Chez eux, le client est chez lui**

De l'Art de la Table à la décoration d'intérieur : six spécialistes sont à votre disposition. Vous trouverez chez eux :

- un accueil sympathique
- de précieux conseils
- un choix parmi les meilleures créations européennes.

Cadeaux pour ceux que vous aimez, ou pour vous-même

Collections plus contemporaines que classiques.

MADRONET DELVAUX JEAN LUCE  
CONTEMPORAIN 18 rue de la République 75002 PARIS 202.55.95 30-31 rue de la Bastille 75001 PARIS 309.51.70

Collections plus classiques que contemporaines.

PERRIER LIMOGES UNIC AU GRAND SIECLE  
1-10 rue de la République 75002 PARIS 202.55.95 420 rue de la République 75002 PARIS 202.55.95

listes de mariage et de crémillère

**Vente promotionnelle de Prêt-à-Porter masculin au CCC**

POUR QUELQUES JOURS SEULEMENT

**20%**

de remise

sur tous les costumes Prêt-à-porter de la collection Automne-Hiver 2 et 3 pièces.

CCC : de l'imperméable et bien d'autres choses 39-41, Bd Haussmann



## numismatique

## Avec la petite et la grande histoire

**C**OLLECTIONNER ! Le goût de cette activité de loisir, connue depuis des siècles, s'étend, de nos jours, à des couches de plus en plus nombreuses de la société. Or il se trouve que parmi les collections l'une des plus anciennes et des plus prestigieuses qui soit, la numismatique, est restée très longtemps peu connue du public français. L'objet numismatique, monnaie, médaille ou jeton, réunit pourtant au plus haut degré les caractéristiques essentielles de l'objet d'art de collection : beauté et historicité.

Née au septième siècle avant Jésus-Christ, en Asie mineure, sous les rois lydiens, précédée de Crésus, la monnaie a été frappée dès lors à toutes les époques et par la majorité des civilisations. C'est dire l'immensité des possibilités qu'offre la numismatique. A titre de comparaison, les philatélistes (aujourd'hui encore plus nombreux que les numismates) se contentent d'un objet de collection né en 1849 et qui, pour la France, doit beaucoup à la numismatique, puisque notre premier timbre a été gravé en 1849 par le graveur général des monnaies, J.-J. Barre.

La numismatique doit ses lettres de noblesse non seulement à l'ancienneté de la monnaie, mais encore à la qualité des amateurs qui s'y sont intéressés. Dès la Renaissance, les princes et les rois s'y adonnèrent. Louis XIV fit confecturer spécialement des médailles d'or destinées à soulever ses rares monnaies enchevêtrées dans les veurs des médailleurs. Plus près de nous, les derniers rois d'Italie et d'Espagne furent numismates. En dehors de ces royaux exemples, la numismatique a conquis de très nombreux amateurs qui trouvent dans les monnaies, outre leur contenu historique, un intérêt de rareté, de beauté et de curiosité : selon ses goûts, sa formation et son tempérament, chacun accordera plus ou moins d'importance à ces critères d'intérêt.

Malgré ses dimensions réduites, la monnaie est un objet d'art à part entière : il suffit, pour en être convaincu, d'admirer quelques exemplaires bien conservés

de monnaies grecques, de médailles de la Renaissance, de monnaies d'or gothiques ou de grands bronzes romains. Rien qu'objet de la vie quotidienne, la monnaie grecque a été faite avec autant de soin et parfois de génie que les reliefs les plus réussis de l'art sculptural. L'artiste grec — qu'il soit sculpteur, architecte ou graveur monétaire — ne devait pas connaître notre curieuse distinction entre arts majeurs et mineurs, seule la recherche de la beauté le préoccupait. L'agrandissement photographique des statères ou tétradrachmes d'argent frappés au système du troïzisme siècle avant J.-C. permet de mieux saisir l'art admirable des monnaies grecs : que la pièce soit de style archaïque, classique ou hellénistique, qu'elle représente des animaux, des dieux ou des rois, la science de la composition et la sûreté du trait témoignent, dans le champ et le revers du disque monétaire, d'une quasi perfection. Les plus grands graveurs — tels Kimon ou Evainète — constants de l'aboutissement de leur art, n'hésiteront pas à signer leurs chefs-d'œuvre (les fameux tétradrachmes de Syracuse frappés vers 410 avant J.-C.).

L'art monétaire romain se caractérise par une très grande science du portrait. La grandeur de Trajan, l'énergie de Vespasien, la cruauté de Néron étaient avec force et vérité, à fleur du métal que ce soit sur les derniers d'argent, les aures d'or ou les sesterces de bronze. Ces dernières monnaies apportent une jolote supplémentaire au numismate grâce à leurs patines. Ah ! les patines des bronzes, du noir profond et lustré aux délicates nuances des « patines d'eau » (celles du Tibre notamment), en passant par l'émail des vertes jades et des rares bronzes turquoises ! Toutes ces couleurs chatoyantes proviennent des lentes actions chimiques subies, au cours des siècles, par le métal des pièces enfouies dans la terre ou sous les eaux.

Si la naissance de la monnaie a contribué à l'essor économique du monde, elle a été une émanation de divers phénomènes politiques et même religieux : pendant des siècles, le droit de frapper la monnaie restera la marque première du pouvoir temporel et spirituel. Selon l'histoire essentielle, la monnaie permet de dater des sites archéologiques, de connaître des souverains dont l'existence ne nous est attestée par aucune autre source : de reconstituer les grands courants d'échanges économiques par l'étude des trésors monétaires. Mais la monnaie permet aussi de suivre la petite histoire, celle qui passionne peut-être plus le collectionneur avec ses suites d'heures et de malheurs, de mystères et de curiosités.

## A soigner comme un arbre

Vient-on savoir comment il faut prononcer « Bruxelles » ? Les inscriptions des monnaies du Moyen Âge « Brucella » puis « Brucella » et enfin « Bruxelles » montrent que l'on doit retenir la prononciation « Brucella ».

Stéphanie, l'un d'entre nous, certaines monnaies de la Révolution française rendent, à la percussion, un son très harmonieux. C'est qu'elles ont été frappées avec l'airain des cloches parisiennes, ces dernières ayant été fondues pour pallier le manque de métal monétaire. Vient-on, au fil des ans, la malice populaire qui attribue des surnoms aussi bien à nos dirigeants qu'à leurs réflexions et décisions ? Vous vous souvenez sans doute du triste billet de 5 francs à l'effigie de Victor Hugo qui fut surnommé le Mischkaïle ! Et bien, sous l'ancien Régime, les beaux écus d'argent étaient aussi rebaptisés : ainsi une pièce de Louis XV portant les armes de France dans un écu tout rond (forme inhabituelle pour notre blason) fut surnommée « écu vertugadin » par analogie avec un accessoire de la mode d'alors, le vertugadin, ce cerceau de fer servant à gonfler les robes des belles dames.

Outre l'agrément d'être sans cesse confronté à la « petite histoire », le numismate prendra plaisir à bâtir sa collection autour

d'un ou plusieurs thèmes. Il n'aura que l'embarras du choix : depuis les classiques séries de portraits (empereurs romains, rois de France, prétendants, usurpateurs, etc.) jusqu'aux thèmes concrets (la paix, la guerre, la médecine). Il en viendra aussi à privilégier les monnaies antiques au détriment des monnaies françaises, ou bien les monnaies féodales au détriment des royales.

Pris par sa passion, il s'apercevra alors qu'une bonne collection est à l'avance de ce que pensent les non-initiés une matière vivante qui peut et qui doit évoluer dans le temps avec les goûts et les connaissances de son auteur.

Une collection de monnaies se soigne comme un arbre, il faut élaguer : avant de recueillir les plus beaux fruits : il faut vendre ses doubles, rechercher des exemplaires de haute qualité, pourvue les pièces. Mais nous entrons là dans le domaine des conseils au numismate, dépassant le cadre de cette « introduction » à la numismatique. Qu'il nous suffise de dire, pour conclure, que tous ceux qui sont venus aux monnaies — soit pour y trouver un simple passe-temps soit pour en faire un moyen sérieux de placer des économies — ont pour compléter une recherche culturelle, — tous ceux-là s'accorderont à reconnaître le plaisir profond trouvé dans la numismatique par les monnaies, ces petits trésors d'art et d'histoire que célèbrait déjà José María de Heredia :

« Le temps passe, tout meurt, le marbre même s'efface.  
Agrigente n'est plus qu'une ombre  
Et sous le linceul bleu de son  
Ciel indulgent,  
Et seul le dur métal que l'amour  
Lift docile  
Garde encore en sa fleur, aus  
Médailles d'argent  
L'immortelle beauté des vierges  
De Sicile. »

ALAIN WEIL.

## clin-d'œil

## LES DEUX FACES DU BRONZE

**L**A médaille, quand elle n'est pas médaille, et prête à l'ornement des torse valentins ou des boucaniers féroces, ou la vitrine, est une œuvre d'art à deux faces. Civile, passère, le plus souvent ronde, faite de laiton, de cuivre, d'argent ou d'or, la médaille française connaît un renouveau. Depuis qu'on s'est aperçu que commémorer l'œuvre d'un homme ou un événement ne consiste pas fatalement à sacrifier à l'usage pompier des annuaires, mais offre aussi aux artistes graveurs l'occasion d'user du burin pour traduire imagination et pensée, est un art antique revêt généralement.

L'institution des médailles, dont on connaît, quel que soit l'histoire, l'histoire et la riche musée, propose périodiquement aux amateurs, par le truchement du Club français de la médaille, des œuvres nouvelles propres à donner à ceux qui ne l'ont pas encore le goût de la collection.

Parmi les plus récentes éditions inspirées par l'actualité figurent plusieurs médailles du bicentenaire de l'indépendance des États-Unis. L'une, due à W. Schiffer, porte à l'avers le visage de George Washington sur fond de « stars and stripes », au milieu d'une mêlée guerrière, et, au revers, l'Amérique de nos jours : les gratte-ciel de New-York, le Capitole, une fusée Apollo et de multiples symboles entourent la carte stylisée d'un pays qui domine le statut de la liberté.

Plus cette œuvre a paru la médaille dédiée à Rumsfeld, le Secrétaire d'État, par Victor Doucet. L'avers montre un buste profil du pharaon, le revers une représentation inspirée du temple d'Abou-Simbel.

Si la place de la Concorde et l'Église Saint-Germain de Châteauneuf ont leurs médailles, dues, la première, à Jeanne Boyer, la seconde à M. Bosc, les auteurs célèbres semblent toujours capables d'extraire l'inspiration des graveurs. La « Madame de Sévigné » de R. Joly est plus une sculpture qu'une simple médaille. Dans la masse du métal, d'une épaisseur de 2 centimètres, l'artiste a fait de Marie de Rabutin-Chantal un portrait au modèle saisissant, digne d'apparaître, mais chahuteux et tendre. C'est là une belle pièce, dont le revers s'orne des armes de la marquise. La « bonne dame du Noblet », qui tenait la plume des siècles après elle, a inspiré G. Muguet, qui lui a fait la bouche gourmande et le regard à la fois lourd et las.

Naturellement, le général de Gaulle a droit à plusieurs médailles. En chef de la France libre, avec sa résidence anglaise, et en lieutenant-colonel à Metz, notamment. Cette dernière, gravée par A. de Jaeger, montre l'officier tankiste de profil, tel déjà que le monde allait la connaître, le nez plissant et le sourcil croisé sur un regard pesant. On ne peut manquer de s'arrêter encore sur une médaille consacrée à William Hogarth, ce merveilleux peintre-reporter des mœurs anglaises du dix-huitième siècle. Ronald Searis, qui a gravé le double portrait du général de Gaulle et de Winston Churchill, a su trouver très exactement le ton de la caricature qui était, en plus léché, le maître de l'Anglais.

Mais il arrive aussi que la médaille, en son art de concéder comme un art académique et secondaire, s'abandonne aux phantasmes d'un passant. Ainsi ce « Don des sables », sorti de l'atelier d'un jeune artiste, trouve par Armand Lanoux sur une pièce entre Agde et Sète. Dans le Bulletin du Club français de la médaille, l'académicien Goncourt a raconté comment, alors qu'il s'occupait de la dégrader, au sein d'une indolente rupture sentimentale, il mit la main par hasard sur ce moutonneux motif « qui présentait le profil exigu d'une jeune femme ancienne ». Il l'emporta, s'en trouva mieux, rencontra un peu plus tard une dame bien vivante qui rassemblait à cette représentation d'Isis à lui offerte par la mer consolatrice et, finalement, livra l'objet à la Monnaie pour qu'il soit multiplié. Il en a été tiré vingt-cinq exemplaires en argent, numérotés de 1 à 25 (250 francs) et dix exemplaires en bronze, numérotés de 26 à 50 (135 francs).

On ne garantit pas que les mystérieuses vertus du talisman original soient passées dans ses duplicata... C'est néanmoins un bien bel objet.

MAURICE DENIZIERE.

## philatélie

N° 1456

T.A.A.F. : James Cook.

A l'occasion du bicentenaire du passage de James Cook à Kerguelen, en 1776, deux figures postales furent émises.



0,75 F. brun, bleu et jaune ; portrait de Cook ; (poste) ; dessin et gravure de Pierre Béquart.



3,50 F. noir et bleu ; une vue des côtes de Kerguelen ; (poste aérienne) ; dessin d'après Benard et gravure de Pierre Béquart.

BUREAUX TEMPORAIRES

C 92149 Bondy (75, route d'Aulnay), les 23 et 24 octobre. — IV Exposition philatélique de l'A.S.P.C. C 92100 Calais (grand salon de l'hôtel de ville), les 23 et 24 octobre. — Congrès philatélique régional Nord-Pas-de-Calais.

C 92100 Strasbourg (Caisse d'épargne), les 23 et 24 octobre. — Journée mondiale de l'épargne.

C 92100 Strasbourg (Maison de l'Europe), le 31 octobre. — XV congrès européen des loisirs.

• A LA FERTÉ-ALAIS, les 23 et 24 octobre, une exposition sur l'histoire de l'art et postale sera présentée.

• A BONDY, les 23 et 24 octobre, une exposition sera présentée.

• A L'ORSTOM, 70, route d'Aulnay, les 23 et 24 octobre, au Palais de l'Europe, les 30 et 31 octobre, se tiendra une exposition dans la cadre du 15<sup>e</sup> Congrès international des loisirs.

• A DIJON, du 30 octobre au 1<sup>er</sup> novembre, à la foire gastronomique, au stand de l'Opéra, des chemins de fer, une exposition sera présentée.

• A VILLERS-SUR-MARNE, du 30 octobre au 7 novembre, à la salle des fêtes, se tiendra une exposition sur le thème : « La découverte des monnaies ».

ADALBERT VITALYOS.

## échecs

N° 680

TOURNOI INTERNATIONAL

DE DÉJAN (Tchécoslovaquie), 1976

Blancs : W. R. HARTSTON

(Angleterre)

Noirs : J. FLAHERTY

(Irlande)

Défense Nimzovitch

Système de Leningrad

1. d4 c5 2. d5 c6 3. d6 c7 4. d7 c8 5. d8 c9 6. d9 c10 7. d10 c11 8. d11 c12 9. d12 c13 10. d13 c14 11. d14 c15 12. d15 c16 13. d16 c17 14. d17 c18 15. d18 c19 16. d19 c20 17. d20 c21 18. d21 c22 19. d22 c23 20. d23 c24 21. d24 c25 22. d25 c26 23. d26 c27 24. d27 c28 25. d28 c29 26. d29 c30 27. d30 c31 28. d31 c32 29. d32 c33 30. d33 c34 31. d34 c35 32. d35 c36 33. d36 c37 34. d37 c38 35. d38 c39 36. d39 c40 37. d40 c41 38. d41 c42 39. d42 c43 40. d43 c44 41. d44 c45 42. d45 c46 43. d46 c47 44. d47 c48 45. d48 c49 46. d49 c50 47. d50 c51 48. d51 c52 49. d52 c53 50. d53 c54 51. d54 c55 52. d55 c56 53. d56 c57 54. d57 c58 55. d58 c59 56. d59 c60 57. d60 c61 58. d61 c62 59. d62 c63 60. d63 c64 61. d64 c65 62. d65 c66 63. d66 c67 64. d67 c68 65. d68 c69 66. d69 c70 67. d70 c71 68. d71 c72 69. d72 c73 70. d73 c74 71. d74 c75 72. d75 c76 73. d76 c77 74. d77 c78 75. d78 c79 76. d79 c80 77. d80 c81 78. d81 c82 79. d82 c83 80. d83 c84 81. d84 c85 82. d85 c86 83. d86 c87 84. d87 c88 85. d88 c89 86. d89 c90 87. d90 c91 88. d91 c92 89. d92 c93 90. d93 c94 91. d94 c95 92. d95 c96 93. d96 c97 94. d97 c98 95. d98 c99 96. d99 c100 97. d100 c101 98. d101 c102 99. d102 c103 100. d103 c104 101. d104 c105 102. d105 c106 103. d106 c107 104. d107 c108 105. d108 c109 106. d109 c110 107. d110 c111 108. d111 c112 109. d112 c113 110. d113 c114 111. d114 c115 112. d115 c116 113. d116 c117 114. d117 c118 115. d118 c119 116. d119 c120 117. d120 c121 118. d121 c122 119. d122 c123 120. d123 c124 121. d124 c125 122. d125 c126 123. d126 c127 124. d127 c128 125. d128 c129 126. d129 c130 127. d130 c131 128. d131 c132 129. d132 c133 130. d133 c134 131. d134 c135 132. d135 c136 133. d136 c137 134. d137 c138 135. d138 c139 136. d139 c140 137. d140 c141 138. d141 c142 139. d142 c143 140. d143 c144 141. d144 c145 142. d145 c146 143. d146 c147 144. d147 c148 145. d148 c149 146. d149 c150 147. d150 c151 148. d151 c152 149. d152 c153 150. d153 c154 151. d154 c155 152. d155 c156 153. d156 c157 154. d157 c158 155. d158 c159 156. d159 c160 157. d160 c161 158. d161 c162 159. d162 c163 160. d163 c164 161. d164 c165 162. d165 c166 163. d166 c167 164. d167 c168 165. d168 c169 166. d169 c170 167. d170 c171 168. d171 c172 169. d172 c173 170. d173 c174 171. d174 c175 172. d175 c176 173. d176 c177 174. d177 c178 175. d178 c179 176. d179 c180 177. d180 c181 178. d181 c182 179. d182 c183 180. d183 c184 181. d184 c185 182. d185 c186 183. d186 c187 184. d187 c188 185. d188 c189 186. d189 c190 187. d190 c191 188. d191 c192 189. d192 c193 190. d193 c194 191. d194 c195 192. d195 c196 193. d196 c197 194. d197 c198 195. d198 c199 196. d199 c200 197. d200 c201 198. d201 c202 199. d202 c203 200. d203 c204 201. d204 c205 202. d205 c206 203. d206 c207 204. d207 c208 205. d208 c209 206. d209 c210 207. d210 c211 208. d211 c212 209. d212 c213 210. d213 c214 211. d214 c215 212. d215 c216 213. d216 c217 214. d217 c218 215. d218 c219 216. d219 c220 217. d220 c221 218. d221 c222 219. d222 c223 220. d223 c224 221. d224 c225 222. d225 c226 223. d226 c227 224. d227 c228 225. d228 c229 226. d229 c230 227. d230 c231 228. d231 c232 229. d232 c233 230. d233 c234 231. d234 c235 232. d235 c236 233. d236 c237 234. d237 c238 235. d238 c239 236. d239 c240 237. d240 c241 238. d241 c242 239. d242 c243 240. d243 c244 241. d244 c245 242. d245 c246 243. d246 c247 244. d247 c248 245. d248 c249 246. d249 c250 247. d250 c251 248. d251 c252 249. d252 c253 250. d253 c254 251. d254 c255 252. d255 c256 253. d256 c257 254. d257 c258 255. d258 c259 256. d259 c260 257. d260 c261 258. d261 c262 259. d262 c263 260. d263 c264 261. d264 c265 262. d265 c266 263. d266 c267 264. d267 c268 265. d268 c269 266. d269 c270 267. d270 c271 268. d271 c272 269. d272 c273 270. d273 c274 271. d274 c275 272. d275 c276 273. d276 c277 274. d277 c278 275. d278 c279 276. d279 c280 277. d280 c281 278. d281 c282 279. d282 c283 280. d283 c284 281. d284 c285 282. d285 c286 283. d286 c287 284. d287 c288 285. d288 c289 286. d289 c290 287. d290 c291 288. d291 c292 289. d292 c293 290. d293 c294 291. d294 c295 292. d295 c296 293. d296 c297 294. d297 c298 295. d298 c299 296. d299 c300 297. d300 c301 298. d301 c302 299. d302 c303 300. d303 c304 301. d304 c305 302. d305 c306 303. d306 c307 304. d307 c308 305. d308 c309 306. d309 c310 307. d310 c311 308. d311 c312 309. d312 c313 310. d313 c314 311. d314 c315 312. d315 c316 313. d316 c317 314. d317 c318 315. d318 c319 316. d319 c320 317. d320 c321 318. d321 c322 319. d322 c323 320. d323 c324 321. d324 c325 322. d325 c326 323. d326 c327 324. d327 c328 325. d328 c329 326. d329 c330 327. d330 c331 328. d331 c332 329. d332 c333 330. d333 c334 331. d334 c335 332. d335 c336 333. d336 c337 334. d337 c338 335. d338 c339 336. d339 c340 337. d340 c341 338. d341 c342 339. d342 c343 340. d343 c344 341. d344 c345 342. d345 c346 343. d346 c347 344. d347 c348 345. d348 c349 346. d349 c350 347. d350 c351 348. d351 c352 349. d352 c353 350. d353 c354 351. d354 c355 352. d355 c356 353. d356 c357 354. d357 c358 355. d358 c359 356. d359 c360 357. d360 c361 358. d361 c362 359. d362 c363 360. d363 c364 361. d364 c365 362. d365 c366 363. d366 c367 364. d367 c368 365. d368 c369 366. d369 c370 367. d370 c371 368. d371 c372 369. d372 c373 370. d373 c374 371. d374 c375 372. d375 c376 373. d376 c377 374. d377 c378 375. d378 c379 376. d379 c380 377. d380 c381 378. d381 c382 379. d382 c383 380. d383 c384 381. d384 c385 382. d385 c386 383. d386 c387 384. d387 c388 385. d388 c389 386. d389 c390 387. d390 c391 388. d391 c392 389. d392 c393 390. d393 c394 391. d394 c395 392. d395 c396 393. d396 c397 394. d397 c398 395. d398 c399 396. d399 c400 397. d400 c401 398. d401 c402 399. d402 c403 400. d403 c404 401. d404 c405 402. d405 c406 403. d406 c407 404. d407 c408 405. d408 c409 406. d409 c410 407. d410 c411 408. d411 c412 409. d412 c413 410. d413 c414 411. d414 c415 412. d415 c416 413. d416 c417 414. d417 c418 415. d418 c419 416. d419 c420 417. d420 c421 418. d421 c422 419. d422 c423 420. d423 c424 421. d424 c425 422. d425 c426 423. d426 c427 424. d427 c428 425. d428 c429 426. d429 c430 427. d430 c431 428. d431 c432 429. d432 c433 430. d433 c434 431. d434 c435 432. d435 c436 433. d436 c437 434. d437 c438 435. d438 c439 436. d439 c440 437. d440 c441 438. d441 c442 439. d442 c443 440. d443 c444 441. d444 c445 442. d445 c446 443. d446 c447 444. d447 c448 445. d448 c449 446. d449 c450 447. d450 c451 448. d451 c452 449. d452 c453 450. d453 c454 451. d454 c455 452. d455 c456 453. d456 c457 454. d457 c458 455. d458 c459 456. d459 c460 457. d460 c461 458. d461 c462 459. d462 c463 460. d463 c464 461. d464 c465 462. d465 c466 463. d466 c467 464. d467 c468 465. d468 c469 466. d469 c470 467. d470 c471 468. d471 c472 469. d472 c473 470. d473 c474 471. d474 c475 472. d475 c476 473. d476 c477 474. d477 c478 475. d478 c479 476. d479 c480 477. d480 c481 478. d481 c482 479. d482 c483 480. d483 c484 481. d484 c485 482. d485 c486 483. d486 c487 484. d487 c488 485. d488 c489 486. d489 c490 487. d490 c491 488. d491 c492 489. d492 c493 490. d493 c494 491. d494 c495 492. d495 c496 493. d496 c497 494. d497 c498 495. d498 c499 496. d499 c500 497. d500 c501 498. d501 c502 499. d502 c503 500. d503 c504 501. d504 c505 502. d505 c506 503. d506 c507 504. d507 c508 505. d508 c509 506. d509 c510 507. d510 c511 508. d511 c512 509. d512 c513 510. d513 c514 511. d514 c515 512. d515 c516 513. d516 c517 514. d517 c518 515. d518 c519 516. d519 c520 517. d520 c521 518. d521 c522 519. d522 c523 520. d523 c524 521. d524 c525 522. d525 c526 523. d526 c527 524. d527 c528 525. d528 c529 526. d529 c530 527. d530 c531 528. d531 c532 529. d532 c533 530. d533 c534 531. d534 c535 532. d535 c536 533. d536 c537 534. d537 c538 535. d538 c539 536. d539 c540 537. d540 c541 538. d541 c542 539. d542 c543 540. d543



Journal de 1976

Photo-Cinéma

MINIS 24x36

À l'automne prochain, la firme japonaise Asahi Optica lancera sur le marché le plus petit reflex 24x36 jamais construit, le Pentax ME, qui, sans objectif, pèse 460 grammes et mesure 131,2x82,5x49,5 mm. Une autre marque japonaise, Pétrol, annonce pour l'an prochain un modèle presque aussi petit, le Pétrol ME-7 1000 (132,7x89,5x50 mm et 475 grammes).

Ces chiffres correspondent à une diminution d'environ 40 % en poids de 33 % en volume du boîtier d'un appareil « classique » signé Canon, Leica ou Nikon. Ils représentent également une réduction de 5 % (poids ou volume) sur les appareils OM 1 et OM 2 d'Olympus, qui détenaient jusqu'ici le record de compacité avec des boîtiers de 500 grammes mesurant 138x83x50 mm.

Ces nouveaux appareils ne sont pas des cas isolés mais s'inscrivent dans une tendance très nette vers la miniaturisation des reflex. En quelques semaines, en effet, plusieurs constructeurs ont annoncé l'arrivée de modèles compacts. Asahi proposera, en même temps que le ME, un autre appareil, totalement automatique, le Pentax ME, qui lui aussi sera légèrement plus petit que les Olympus OM 1 et OM 2 (136x83x51 mm et 475 grammes) et le Konica TC (136x80x45 mm et 510 grammes). Sans être aussi réduits, les nouveaux Canon AE 1, Pentax K 1000, Yashica FT et FT 2 sont nettement plus compacts que les reflex ordinaires (20 % de moins en poids et en volume).

Cette évolution est essentiellement le fruit des progrès réalisés dans la fabrication des éléments électroniques et des pièces mécaniques composant les caméras. Pour les systèmes de mesure de la lumière et de commande de l'obturateur, la micro-électronique (circuits imprimés souples et circuits intégrés, notamment) a permis un allègement sensible des boîtiers. Le recours à des actionneurs résistants et à une technologie fine pour l'usinage des pièces ont conduit, par ailleurs, à la réalisation de mécanismes miniaturisés. Un gain de place a été obtenu en diminuant l'encombrement de l'obturateur, notamment en substituant aux traditionnels rideaux de toile à défillement longitudinal des rideaux métalliques à déplacement vertical qui ont libéré un espace important sur la longueur du boîtier.

Les objectifs eux-mêmes, avec l'avènement de verres à base de terres rares et autres substances qui permettent de maîtriser plus

surement les corrections d'aberrations et, grâce au calcul par ordinateur, ont bénéficié d'une réduction de volume. Les nouveaux reflex reprennent tous des objectifs très compacts. Ainsi, le Pentax ME, dont le poids est de 460 grammes nu, ne pèse pas 700 grammes avec l'un des nouveaux objectifs standards de la marque.

Les amateurs se réjouiront sans doute de ces gains en légèreté. Les techniques nouvelles qui en sont la cause ne sont cependant pas sans risques pour la fiabilité des appareils, et la compacité ne comporte pas que des avantages. D'un point de vue pratique, tout d'abord, certains utilisateurs éprouvent quelques difficultés à employer correctement un petit boîtier, dont les commandes sont très groupées et dont la légèreté exige une parfaite maîtrise de soi pour déclencher sans bouger et sauvegarder ainsi la netteté maximale de l'image. La compacité, d'autre part, peut être source de perte de qualité. Le bon fonctionnement de l'obturateur, notamment, peut être compromis, surtout s'il s'agit d'un type à rideaux défilant longitudinalement. On sait que la vitesse d'obturation est donnée par une fente formée par la juxtaposition de deux rideaux qui défilent contre le film. Pour obtenir une exposition homogène, ce défillement doit être constant. Or, au départ, le mécanisme doit vaincre une certaine inertie avant d'assurer la vitesse optimale. Dans un obturateur classique, cet inconvénient est évité en situant la phase d'accélération des rideaux en retrait de la fenêtre d'exposition.

Les compacts

Sur les appareils compacts, pour gagner de la place, les constructeurs ont diminué la course des rideaux. L'absence d'homogénéité de l'exposition peut se trouver accentuée si le mécanisme n'est pas d'une extrême précision. L'inconvénient est moins apparent avec les obturateurs dont les rideaux se déplacent sur la largeur du format 24x36, car leur course est plus courte. C'est l'une des raisons qui fait que la plupart des fabricants ont adopté ce type d'obturateur.

D'une façon plus générale, la miniaturisation mécanique et électronique exige des composants de haute qualité, plus de soins dans le montage et les contrôles pour parvenir à un matériel fiable, résistant à l'usure et au vieillissement. Dans le domaine de l'optique, la diminution du volume des montures, et donc du diamètre des lentilles, rend plus délicate la correction de certaines aberrations sur la totalité du champ photographié. Ainsi, le vignettage (assombrissement de l'image dans les angles) et la perte de netteté sur les bords des photos peuvent augmenter.

Ces difficultés ne sont pas insurmontables. L'expérience d'Olympus dans ce domaine, la seule qui soit connue actuellement, prouve qu'il est possible, après une période de quelques années, est la pour témoigner de la possibilité de créer des reflex compacts très sûrs. Les utilisateurs n'en doivent pas moins savoir que les problèmes techniques à résoudre sont délicats et qu'ils ne laissent aucune place à des fabrications médiocres.

ROGER BELLONE

Approche de la pomme de terre

Le lecteur connaît mon peu d'attrait pour les pommes de terre, ce légume sans valeur nutritive dont le seul mérite est d'éponger les sauces (mais le pain, la « soupe » du Moyen Âge, y faisait mieux, et de nos jours les gourmets ont inventé l'idéal, la cuiller à sauce !). Du moins certaines préparations de la pomme de terre sont honorables, soufflées ou frites (quand elles ne deviennent point éponge à grasse), et folkloriques comme les pommes sarladaises.

Je parle ici des « vraies ». Embrassées, cuites à cru dans la graisse d'olive, puis, à cuisson, semées d'un hachis de persil et d'ail et couvertes pour une « suite » les parfument de rusticité complémen-taire. Ce sont les chefs, par exemple, qui ont imaginé, quelconques à 50 %, de la truffe, ce qui est crime de lèse-truffe au demeurant. L'année, champion d'écologie, le sait parfaitement, qui n'aurait pas servi des sarladaises truffées ! Le Carladès est un ancien pays, pas même une province, de la haute Auvergne (chef-lieu Carlat). C'était le croûte bien le pays de M. Delouvir. Lorsqu'il mit à la carte du Petit Colombier les pommes carladaises. Le principe est le même : la pomme de terre coupée et cuite à cru dans de la graisse (de porc ou d'olive) mais mêlée cette fois de champignons (1/5 de champignons, de Paris hélas ! et lorsque l'on n'a pas de champignons sauvages des bois). C'est fort agréable en accompagnement d'une viande (mouton notamment, et plus que le bœuf). Les pommes carladaises figurent donc à la carte du Petit Colombier (42, rue des Arcades (17<sup>e</sup>), tél. : 380-38-54) dont j'ai déjà parlé. C'est ici que Gilbert curra quelque temps, en salle, et les connaît. Ne nous étonnons pas de retrouver alors ces pommes carladaises à sa carte, aux Marronniers (53 bis, boul. Arago (13<sup>e</sup>), tél. : 707-58-57).

Les progrès constants de cette maison « retrouvée » m'étonnent tant parce qu'ils sont ceux de la

sagesse et de l'honnêteté. Gilbert, s'attachant aux meilleurs produits, n'a qu'à se contenter de les cuisiner simplement. Une simple salade de tomates et haricots verts prend ici toute sa valeur. L'autre midi, la rôtie, au beurre noisette et aux câpres, semblait sortir de la mer plus que de son court-bouillon. Et les pommes carladaises (avec de la selle d'agneau) me réconcilièrent — provisoirement — avec ce légume esquisse. Mais oui ! Exodique puisqu'il ne date que du quinzième siècle, venu d'Amérique ! Les vraies « racines » autochtones en France sont les panais, les carottes, les navets, les raves, et chacun de ces légumes a plus de goût et se prête à plus d'accords que la « patate » !

Mais je vous signale encore ceci qui vous sera utile pour préparer les fêtes. Ami d'un fournisseur, artisan du foin gras et du confit, Gilbert en a obtenu, en quelque sorte, l'exclusivité pour sa clientèle, et aux prix de gros. C'est ainsi qu'il pourra vous procurer à emporter un foin gras d'olive entier cuit dans sa graisse (120 F) et du confit d'olive (35 F). Et voilà une source toute trouvée de graisse d'olive pour cuire vos pommes de terre... à la carladaise !

Une autre forme, agréable, de la pomme de terre, je le reconnais volontiers, est le paillasson (comme à Lyon, et maintenant un peu partout, et comme aussi dans mon pays vivarois, sous forme de « crêpes » frites !).

Plaisirs de la table

MIETTES

- Un lecteur, à propos de mon « papier » sur les pommes, me communique l'adresse de l'Association européenne d'agriculture et d'hygiène biologique, 46, rue de Liabonne, à Paris, qui publie une liste des producteurs de bonnes pommes (y compris, assure-t-il, de bonnes Golden, ce dont je doute).
- Une nouvelle spécialité. — Les chocolats Tour d'Argent lancent l'irish coffee Tour d'Argent. Au vieux whisky, précisez la publicité. On devrait tout de même savoir chez ces gens que l'irish coffee, son nom l'indique, se fait au whiskey irlandais et non au scotch whisky !

LA REYNIERE

P.-S. — Marquons la rentrée d'une pierre blanche avec l'Atelier Maître-Albert réouvert (1, 3 et 5, rue Maître-Albert, 5<sup>e</sup>, tél. : 639-13-78, le soir seulement). Un menu vin compris à 70 F, de plats originaux (flan d'avocat sauce noisette, terrine de pieds de veau, civet de canard au saucisson, porte charentaise, etc.), par un jeune cuisinier dont on entendra parler : Serge Rousseau. Ici l'équilibre qualité-prix est favorable tant à l'appétit qu'à la porte-monnaie. J'y reviendrai, mais notez déjà l'adresse, l'enseigne, et... précipitez-vous-y avant le Tout-Paris gourmand.

(Publicité)

**1er Congrès international de films de format populaire**

(super 8 et 16 mm) organisé par la Banque de Films de Format Populaire

32, bd Magenta, 75010 PARIS  
Tél. : 206-78-56

Les samedi 30 et dimanche 31 octobre 1976 de 10 h. à 24 h., à la Porte Maillot, Palais des Congrès, Salle Biscuit.

Prix des places : 14 F

TOURISME HOTELS RECOMMANDES

**Côte d'Azur**

**VILLEFRANCHE-SUR-MER**

Mapotel WELCOME, bord de mer. Tél. 470231 - Tél. : (03) 80-70-28.

**Mer**

**ILE DE JERSEY** (iles Anglo-Normandes)

L'automne et l'hiver sont des périodes tout à fait favorables pour profiter pleinement de cette belle et toute petite île (20 km sur 10 km) au climat d'une grande douceur (Océan Stream). Les 75.000 habitants de ce curieux petit état indépendant — situé à 20 km des côtes françaises mais rattaché à la Couronne d'Angleterre — seront heureux de vous faire partager leur joie de vivre. Les petites pensions s'inscrivent avec les hôtels confortables et les palaces de très grand luxe (dîner dansant habillé).

Vous apprécierez le calme, la nature, la mer, la campagne, mais aussi les multiples distractions, les pubs, et dans la capitale Saint-Hélier, un shopping délassé à faire rêver.

A 70 minutes de Paris-Orly Sud, Jersey vous attend dès demain. C'est la bonne idée pour un long week-end.

Pour documentation en couleurs, écrire en timbrant à 140 F à Office National du Tourisme, Service France 131 1 Jersey (iles Anglo-Normandes).

**Montagne**

**LE SAUZE 04400**

Alpes du Sud

Hôtel « le Dahu » NN. Altitude 1.400 m. Près des pistes, piscine chauffée, saunas. Rest. d'altitude.

**Province**

**BORDEAUX**

LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX \*\*\* N. App. calmes 48 à 78 F T.T.C. Centre d'affaires et spectacles. 2, place de la Comédie, BORDEAUX. Parking assuré - Tél. : 52-54-03 à 08.

**Allemagne**

**FRANKFURT**

PARKHOTEL 1<sup>re</sup> classe, centre, près gare centrale à Wiesbaden. 28 m. Tél. 1949/611/230571 TX 04-12808.

**Suisse**

**AROSA (Grisons)**

HOTEL VALSANA, 1<sup>re</sup> catégorie. Une semaine forfaitaire de 241 à 320 F. Péninsule couverte. Tél. 74532.

**Rive gauche**

ASSISTANT GERMAN DES PRES TOUTS LES JOURS

**LE PETIT ZINC**

FRUITS DE MER, POISSONS FRAIS, VINS DE FRANCE

**LE FURSTENBERG**

André FURSTENBERG son titre « Pape de la Gastronomie » à l'International de la Gastronomie à la Biennale

**Le Munchie**

HUMMES, COMBIS, SPECIALITES

23, rue de Buci - Paris 6

**Alberto**

GRANDE CUISINE ITALIENNE

DEJEUNERS, DÂNERS, DÎNERS

34 RUE DE LA VILLETTA - PARIS 10

**viabrazil**

montparnasse

déjeunez, dînez, soupez tous les jours jusqu'à 4h du matin et dansez à notre Club orchestres brésiliens

10 rue du docteur 75015 Paris. Tél. 534 09 01 - 59 77

côté du Bassin - côté du Bassin - côté du Bassin

**Cantarel**

Déjeuners d'affaires

Le SOIR : un Dîner de FÊTE pour 85 francs tout compris

12, Avenue du Maine (15<sup>e</sup>)  
Tél : 548.59.35

ferme Samedi midi et Dimanche

**Robert Aurio** à l'enseigne du FRANCOIS BALLOY

SON BANC D'HUITRES

FOIE GRAS MAISON, TERRINE AUX TROIS POISSONS, ECREVISSES AU CHARDONNAY, MAGRET DE CANARD, CHARLOTTE AUX FRAISES, ARABIANES MULLINETS

10, rue des FOSSÉS-ST-BERNARD - 325.96.85 - F. Din.

**la Closerie des Lilas**

A la Croisette des Idées

DEJEUNERS - DINERS - SOUPERS

171, Bd du MONTPARNASSE - 323.70.50 & 033.21.58

Le soir, au piano YVAN MEYER

**La Bûcherie**

41, r. de la Bûcherie - ODE 73-06

Jusqu'à 2 h. du matin. Tous les jours, toute la journée

« La carte abonde en plats succulents et originaux. Une cuisine intelligente et un patron-chef qui ne s'enferme pas dans la routine. » (La Revue, « LE MONDE »)

Spécial d'agneau servi aux chapeaux.

**Rive droite**

**Julien**

16, rue du Fg-Saint-Denis Paris 10<sup>e</sup>

Réservez 770 12 06

Tous les jours de 11 h. 30, fermé le dim.

**TERMINUS NORD**

824.48.72

**SON BANC D'HUITRES**

23, rue de Dunkerque face Gare du Nord tous les jours

**ELB SON BANC D'HUITRES**

63, rue du Fg-Saint-Denis - 770-13-58 (F. din.)

**LE PETIT COLOMBIER**

R. FOURNIER

CUISINE DE TERROIR ET DE TRADITION

Tous les jours : UNE PATE, terrine et la volaille et ses OYSTERS FRAIS de nos régions Salons pour repas d'affaires

42, rue des Arcades, Paris (17<sup>e</sup>)

ETD 20-34 et 08-61

Fermé sam. - Park. assuré

**Dessirier**

MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR

9, place Paire, Paris 17<sup>e</sup> - 754-74-14

**VINS DE BORDEAUX**

« de jeunes sociétés... groupent des vigneron, sélectionnent les petits vins en veillant au rapport qualité-prix. »

« Ainsi, M. Henri Aris, conseiller notamment par M. Feynot, l'ennemi du vin, dit, diffuse-t-il une sélection de vins de cru modestes mais de qualité. »

**LA REYNIERE** (« Le Monde » du 13-12-75.)

Je tiens à votre disposition la liste des châteaux que j'ai sélectionnés pour vous

**HENRI ARIS - 33450 LA BREDE**  
Tél. : (15-55) 20-21-22

**MARIUS et JANETTE**

TOUS LES FRUITS DE MER et toutes les spécialités provençales

4, av. George-V - TÉL. 71-76, BAL 94-57

**Château Léoville Las-Cases**

GRAND CRU CLASSE DU MÉDOC

tous les ans fait un grand vin

**DINERS - SOUPERS LA RENCONTRE**

AMBIANCE 1930

19, R. BUFFAULT - 75006 PARIS - 280.27.27

**LE LOUIS XIV**

8, Boulevard SAINT DENIS (10<sup>e</sup>)

NOUVEAU : SOUPERS après spectacle

PARKING Huitres - Fruits de Mer

Réservez : Gibiers

206.56.56 & 200.19.90

FEMME LIBRE ET MARI

**PIERRE**

à la Fontaine Gaillon

Grande cuisine de tradition française (fermé dim.)

OPÉ. 57-84 - PLACES GAILLON

Parking

**Environ de Paris**

A 40 DE PARIS ET DE ROUEN - AUTOPORTE DE L'OUEST - Sortie de Bonnières

TELEX CHAROL 692244 - ROLLEBOISE - Tél. 479.91.24 & 479.96.62

**Château de la Corniche**

UNE VUE PANORAMIQUE EXCEPTIONNELLE SUR LA VALLEE DE LA SEINE

GRANDE CARTE - CADRE RAFFINE

SES WEEK-ENDS GOURMANDS

CHEF DE CUISINE J.F. ROUSSEAU « POËLE D'OR 1973 »

SALONS DE JEUX - SALONS DE MUSIQUE - TENNIS ÉCLAIRÉ

ÉQUITATION - RANDONNÉES À BICYCLETTE - PISCINE CHAUFFÉE

OUVERT TOUTS LES JOURS

**CHEZ FRANÇOISE**

« AEROGARE DES INVALIDES (7<sup>e</sup>) »

LES FRUITS ET POISSONS FRAIS DU JOUR ET GIBIERS

FOIE GRAS FRAIS MAISON

SPECIALITES

RECETTES DE PAYS D'ORIGINE

TESTES DE VIN, VINS FRAIS

ET CIP TRUFFES, CIP JACQUES

Tél. : 551.87.20 et 705.49.03

**Lady L**

Déjeuners d'affaires Dîners Joyeux

« MEILLEUR HÔTEL, CUISINE SIMPLE ET FRAICHE » (L'Express)

Le Soir : Dîners avec CHRISTIAN DOMANIEU et MICHEL SEVA

4, rue Balzac (8<sup>e</sup>)

Réservez : 225.21.95 & 92.99

**Produits SCHMID**

« La Choucroutière »

3, bd de Denain - 75010 Paris

Tél. : 678-03-44

Charcuterie - Pâtisserie

Restauration rapide - Spécialités d'Alsace-Lorraine et de Suisse.

**1926-1976 CHEZ GEORGES**

dans un cadre rejoint

SES PLATS DU JOUR, SON PETIT DÂLE

SON GOUT, SES PÊCHES FRAISES, SON VINO

273, Bd. PEREIRE - ETO. 31.00

(F. din.)

« PORTE MAILLOT »

**ROGER PLEGAT**

à la westphalie

SPECIALITES DU ROUERGUE ET DU PERIGORD

POISSONS-CRUSTACES

On sert jusqu'à 1 h du matin

Salon pour déjeuners et dîners d'affaires

5 Av. Franklin-Roosevelt, 338 01 20

Ouvert tous les jours



# RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 22 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF1

**Ignoroseet**  
en vente aux  
Galeries Lafayette

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Frédéric », de R. Lamoureux, mise en scène de P. Moudy, avec R. Lamoureux.

22 h. 12. Allons au cinéma : 22 h. 42. Presto ; 23 h. 40. Journal.

CHAÎNE 2 : A2

**Gaston Leroux**  
**LA POUPÉE SANGLANTE**  
2 volumes

20 h. 30. Feuilleton : La poupée sanglante ; 21 h. 30. Émission littéraire : Apostrophes, de B. Pivrot. (Le comique par l'absurde.)

22 h. 30. Magazine : Vendredi. En direct de l'Empire.

**Le meilleur de l'humour des grands humoristes**  
BACRI CAMI  
GOSCINNY BREFFORT  
SEGHERS/HUMOUR

**ALPHONSE ALLAIS**

La logique mène à tout  
Ses 150 meilleurs contes  
Editions Pierre HORAY

22 h. 50. Ciné-club : « Wild boys of the road », de W. Wellmann (1933), avec F. Darro, Ed. Philips, D. Coonan, A. Hovey. (V.O. sous-titrée N.)

CHAÎNE III : FR 3

retrouvez les héros de l'émission  
de FR3

**HISTOIRE DE FRANCE**  
en bandes dessinées  
**LAROUSSE**

le n° 1 (VERCINGÉTORIX, CÉSAR)  
vient de paraître  
chez votre marchand de journaux.

20 h. 30. Magazine : Vendredi. En direct de l'Empire.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. En direct de l'Empire. Émission musicale : L'opéra de l'homme, avec le professeur Hamburger ; 21 h. 30. Musique de chambre (Dell'Abaco, Albinoni, Boccherini, Weber, Chopin), avec D. Glazov (clarinète), G. Kuhn (piano), B. Pfeil (violin) ; 22 h. 30. Objectif peinture (10), par G. Lacombe ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 40. Jacques Thibaud interprète Haydn et Mozart ; 20 h. 50. Échanges internationaux de Radio-France, par l'Orchestre symphonique de la Radiodiffusion sarroise, direction H. Zander, avec le pianiste M. Barot ; « Fivione » à l'épave (musique de J. Debussy) ; « Ours » pour orchestre (R. Masser) ; « Symphonie n° 4 en ut majeur D. 389 » (Schubert) ; 22 h. 15. En direct de l'Empire. Cabaret de jazz ; 23 h. 5. Le cabaret allemand ; 23 h. 30. Nouvelle musique américaine.

SAMEDI 23 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF1

De 11 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu (à 13 h. 45, Ressez-vous avec nous) ; 20 h. 30. Variétés : N'oubliez pas (Sacha Distel) ; 21 h. 30. Série : Matt Helm ; 22 h. 30. Variétés : A bout portant (Maria Pacome) ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE 2 : A2

De 13 h. à 20 h. Programme ininterrompu (à 14 h. 35, Les jeux du stade) ; 20 h. 30. Téléfilm : « Le Collectionneur de cerveaux », réal. M. Subiela, avec Cl. Jade, G. Casadessus, P. Dumoyet, A. Reybez ; Une mystérieuse partie d'échecs, entre deux automates. D'après « Robots pensants », une nouvelle de G. Langelaan (« Le Mouche ») ; 22 h. 10. Variétés : Les gens heureux ont une histoire, avec F. Deguelt ; 22 h. 50. Cabarets et café-théâtre : L'île de baraque, réal. R. Sangle ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Retransmission lyrique : « Nabucco », de G. Verdi, par l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine.

DIMANCHE 24 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF1

De 9 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu (à 17 h. 25, Téléfilm : « Honk-Tonk », de D. Taylor) ; 20 h. 30. Film : « Un homme et une femme », de Cl. Lelouch (1966), avec A. Almée, J.-L. Trintignant, P. Barouh, V. Larrange ; Une histoire d'amour vieille comme le monde qu'une caméra de virtuose rendait moderne. 29 ans à dix ans : deux vents refont leur vie. Sous-titrée (Prime d'or 1966) ; 22 h. 10. Portrait : Juan Carlos, par F. de Moreuil ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE 2 : A2

De 11 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu (à 13 h. 45, Films burlesques) ; 20 h. 30. Variétés : Réclame Mort Schuman ; 21 h. 30. Série soviétique : Les ombres disparaissent à midi (deuxième partie : Les étrangers) ; 23 h. 5. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Tribune : L'homme en question (Mme Edmonde Charles-Roux face à quatre invités approbateurs ou détracteurs de son

œuvre littéraire) ; 21 h. 45. Aspects du court métrage français : « Trente-Six Heures » (réal. Ph. Haudiquet) et « Marjorie ne viendra pas » (réal. P. Bouchot) ; 22 h. 30. Cinéma de minuit (cycle italien) : « Sandra », de L. Visconti (1965), avec Cl. Cardinale, J. Sorel, M. Craig, R. Ricci, M. Bell (N.) ; Variations romantiques sur la vengeance et l'inceste. Un des plus beaux Violoncelles jamais joués par un Lion d'Or. (Verste, 1965.)

FRANCE-CULTURE

14 h. 5. La Comédie-Française présente « Moi », d'E. Lécuyer ; 20 h. 30. Poésie : 20 h. 5. Pourquoi poésie ininterrompue ? ; 20 h. 40. Atelier de création radiophonique : « Des morceaux de gloire Derrida » ; 23 h. Black and blue ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 35. Échanges internationaux de Radio-France : Journées de musique de Kassel 1972. Le Frankfurter Kantorei Bach-Collegium de Stuttgart, direction H. Rilling : « Passion selon saint Jean », versée 1755 (Bach), avec A. Auger (soprano), Schwarz (alto), A. Kraus (ténor), W. Schoene et P. Hufschmidt (basses) ; 23 h. Vieilles Chansons : Quatuor Pro Arte et Arthur Rubinstein (violin, violoncelle) ; 23 h. 5. Un musicien dans la nuit.

FRANCE-CULTURE

14 h. 5. La Comédie-Française présente « Moi », d'E. Lécuyer ; 20 h. 30. Poésie : 20 h. 5. Pourquoi poésie ininterrompue ? ; 20 h. 40. Atelier de création radiophonique : « Des morceaux de gloire Derrida » ; 23 h. Black and blue ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

14 h. 5. La Comédie-Française présente « Moi », d'E. Lécuyer ; 20 h. 30. Poésie : 20 h. 5. Pourquoi poésie ininterrompue ? ; 20 h. 40. Atelier de création radiophonique : « Des morceaux de gloire Derrida » ; 23 h. Black and blue ; 23 h. 50. Poésie.

D'une chaîne à l'autre

**TO BIX**

La passion, parfois, fait merveille. Celle de Jean-Christophe Averty pour le jazz l'inspire, le soutient, le nourrit, le fait en sorte de nous offrir, sous sa coupe, sur l'écran, sous sa plume, des soirées d'automne. Il s'est mis d'abord à l'heure de la Nouvelle-Orléans au début du siècle. Il vibrait la semaine dernière au saxo de Benny Carter. Il se lance aujourd'hui à la recherche de Léon Blum et de Beldarbacke, dit « Bix », un compositeur, un trompettiste, blanc cubain, né en 1905 dans l'Iowa. Bix parcoure, destin fulgurant : Bix est mort à vingt-huit ans dans la misère et le délabrement, noyé par le jazz commercial. Et par l'alcool. Averty le compare aux héros de Fitzgerald, l'assimile à la « génération perdue », folle, brisée, elle aussi, à la lampe de la vieillesse.

Facile, pas pour Bix en tous cas. Il buvait, oui. D'autres, le pense à Mezz Mezzrow, se droguent. On les comprend. Le moyen de ne pas être tenté d'acquiescer ainsi à cet état second, seul capable de susciter, venues d'on ne sait où, on ne sait comment, les improvisations d'une constante, d'une contagieuse création en public. C'est ce qui nous a le plus happé dans l'émission, ces entrecroisements, ces juxtapositions, ces numéros de haute volée sans fillet enchaînés, nuit après nuit, sous la coupole d'un temple du jazz tapissé d'images populaires par C. pionnier de l'électronique, ce vieux regard d'Averty que l'émotion brusquement déconcentre. On le sentait perdu d'admiration devant cette quinzaine entêtée, désespérée, de la perfection et de la nouveauté.

On était touché par les dialogues, élémentaires et apprêtés par le jeu un peu guindé de Claude Bolling, Claude Luter, Pierre Atlan et Patrick Artès. Il tient le rôle de Bix et lui ressemble étonnamment, qui avait accepté de prêter la main, des mains pleines, expertes, à cet hommage au « Louis Armstrong blanc ».

CLAUDE SARRAUTE.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 22 OCTOBRE

— MM. Gabriel Ohses, député général à l'Emploi, et Michel Rolant, secrétaire national de la C.F.D.T. débattent sur Radio-Montecarlo, à 13 h. 15.

— La Confédération des coopératives ouvrières de production s'exprime à la tribune libre de FR3, à 19 h. 40.

SAMEDI 23 OCTOBRE

— M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du parti commu-

niste français, est le rédacteur en chef du « Journal inattendu » sur RTL, à 13 heures.

DIMANCHE 24 OCTOBRE

— Mme Edmonde Charles-Roux, présidente du Comité pour le respect des droits à l'information radiotélévisée, est l'invitée de la tribune « l'homme en question » sur FR3, à 20 h. 30.

— Un portrait du roi d'Espagne Juan Carlos est diffusé sur TF1, à 23 heures.

**SAMEDI 23 OCT.**  
à 20 h 15 sur RADIO FRANCE  
Pour le 40<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Madrid

**ECOUTEZ TRIBUNE**  
**DE L'HISTOIRE**  
avec Alain DECALUX, André CASTELOTT  
et Georges SORIA auteur de

**GUERRE ET REVOLUTION EN ESPAGNE**  
5 volumes illustrés en souscription au  
LIVRE CLUB DIDOT  
13, bd Boudon 75004 PARIS

« CHACUN CHEZ SOI »  
DEVIENT  
HEBDOMADAIRE

Le jeu d'Antenne 2 « Chacun chez soi », qui précède actuellement le journal télévisé de 20 heures, devient hebdomadaire. A partir du 25 octobre, les épreuves seront regroupées dans une grande émission, le dimanche après-midi. A partir de la même date, les téléspectateurs verront pendant cinq semaines, de 19 h. 45 à 19 h. 55, une sélection des meilleurs séquences de « La caméra invisible ».

**Logabax:**  
**L'informatique par objectifs.**

Ne laissez pas votre investissement s'égarer. Logabax vous propose l'informatique par objectifs (et un Petit Livre Bleu qui l'explique).

Precisons ensemble votre objectif. Ensuite nous définirons le système Logabax qui permet de l'atteindre pleinement, sans complexité inutile et sans démesure.

C'est possible... Avec Logabax. Parce que la gamme Logabax est une vraie gamme, complète, diversifiée, matériels et logiciels. La première gamme française pour équipements autonomes ou décentralisés.

Et maintenant - quel est votre objectif ?

Pour recevoir à titre gracieux le petit livre bleu de Logabax : 32 pages de faits concrets, de cas observés en réel, d'informations précises sur quelques points chauds de l'informatique, retournez à LOGABAX, Service Livre Bleu, 243 bis, boulevard Pereire 75017 PARIS ou appelez le Service Livre Bleu de Logabax à 907.78.73.

**Logabax**  
informatique

NOM \_\_\_\_\_  
SOCIÉTÉ \_\_\_\_\_  
FONCTION \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

Un numéro  
pour la TV couleur :

**LOCATEL 758 12 00**

Le spécialiste de la location TV depuis 14 ans

150-100-100



150

## EQUIPEMENT ET RÉGIONS

### TRANSPORTS

#### La R.A.T.P. retarde plusieurs de ses projets

- L'interconnexion avec un an de retard
- Les prolongements de métro en banlieue sont différés

Avant même que les travaux de la R.A.T.P. ne soient commencés, la situation est déjà désastreuse. La R.A.T.P. va être conduite à différer certains de ses projets : les travaux de l'interconnexion débuteront avec un an de retard et la construction de plusieurs lignes de métro sera reportée.

En donnant la possibilité de faire circuler des trains de métro et des trains de banlieue sur les mêmes voies, l'interconnexion des réseaux de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. permet de réduire les temps de trajet en diminuant le nombre des correspondances, mais en même temps multiplie les correspondances et les trajets possibles. Cette interconnexion est prévue sur quelques grandes stations : Châtelet, gare du Nord et gare de Lyon, établissant ainsi de grandes liaisons nord-sud et est-ouest.

La jonction Aubert-Nation du R.E.R. sera terminée en 1977, ainsi

que son raccordement à la ligne de Boissy. Une première liaison est-ouest sera donc réalisée. Le réseau R.E.R. sera raccourci aux lignes S.N.C.F. par un tunnel qui joindra la station Châtelet à la gare du Nord où une nouvelle gare sera construite sous la première. Sont ensuite prévues, principalement pour 1981, l'interconnexion au réseau de la R.A.T.P. des lignes de Boissy et de Mitry-Claye au nord, de la ligne de Saint-Denis - les - Chevreuses au sud-ouest, suivies trois ans plus tard par celles de Meudon au sud et de Creil ou Pontoise au nord. Le choix entre ces deux dernières hypothèses n'a pas été fait.

Mais de toute façon, les premiers crédits qui devraient être initialement engagés en 1976 (180 millions de francs), ne le seront qu'en 1977. En 1981, l'aménagement de la gare du Nord ne sera pas terminée et seule une mini-interconnexion sera réalisée au profit de la ligne allant vers Boissy et l'aéroport Charles-de-Gaulle.

Ce retard présente, à tout prendre, quelques avantages, car l'aspect financier n'est pas la seule difficulté du projet. En effet, le matériel nécessaire à l'interconnexion est très « sophistiqué ». La mise en service en 1981 d'un tiers seulement du programme initial, prévu à cette date, permettra de rattraper l'équipement (rodage nécessaire puisque, à terme, la succession des trains atteindra la cadence sans précédent de quarante-deux à l'heure).

Coût de l'opération de l'interconnexion : 400 millions pour le tunnel Châtelet-Gare du Nord (entièrement payé par la R.A.T.P.), 490 millions pour la construction de la nouvelle gare du Nord (financée moitié-moitié par la R.A.T.P. et la S.N.C.F.), sans compter le matériel. Cette lourde addition ne sera pas sans conséquences sur les autres projets de la R.A.T.P.

En effet, si les prolongements des lignes n° 10 (Anvers-Asnières) jusqu'au pont de Saint-Cloud et de la n° 7 (Porte de la Villette-Mairie d'Ivry) jusqu'à La Courneuve, et de la n° 13 bis (La Plaine-Porte de Châteaufort) jusqu'à Gennevilliers, opérations déjà engagées, ne devaient pas être retardées, en revanche le prolongement de la ligne n° 7 jusqu'à Villejuif, de la n° 5 (Pantin-Italie) jusqu'à Bobigny, ne devaient pas être engagés avant 1978, soit avec deux ans de retard. Quant à la ligne n° 14 (Porte de Vanves-Invalides), qui devait atteindre Villetaneuse en 1983, elle ne sera peut-être jamais construite.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

#### M. PHILIPPE POIRIER D'ORSAY VA QUITTER LE COMITÉ DES ARMATEURS

M. Philippe Poirier d'Orsay, délégué général du comité central des Armateurs de France (C.C.A.F.), quittera prochainement son poste pour être nommé au printemps prochain directeur général de CETRAGRA.

Le groupe CETRAGRA est constitué de l'association de six armateurs : la SAGA, l'Union navale, Louis Bréguet, les Chantiers réunis et la Compagnie générale maritime, pour ce qui concerne leur flotte de navires minéraliers, charbonniers, voiliers pétroliers et gros tonnage. Il rassemblera onze navires (dont de plus de 40 000 tonnes) au début de l'année prochaine, qui représentent un tonnage total de 1,2 million de tonnes.

La majorité des navires composant ce pool sont affectés pour des contrats de moyenne durée. Le problème essentiel pour leurs armateurs est le renouvellement des contrats à des prix raisonnables. Or le marché du transport de produits pétroliers en vrac est actuellement très déprimé, le niveau des frets étant comparable à celui de 1971, alors que les coûts d'exploitation ont triplé depuis cette date. C'est, selon toute vraisemblance, M. Pierre de Demandolx-Dedons, actuellement délégué adjoint, qui remplacera M. Poirier d'Orsay comme délégué général du C.C.A.F.

### Faits et projets

#### Qualité de la vie

• LA MER NOIRE DANS LE FINISTÈRE. M. Christian Grégoire, directeur de la protection civile, est venu constater sur place, le jeudi 21 octobre, les conséquences de la marée noire dans le Finistère. « L'océan est propre, n'en est pas de même du rive de l'île de Sein et de quelques criques du continent où subsistent encore des dépôts d'hydrocarbures. » Un crédit de 1 million de francs a été mis à la disposition du préfet du Finistère pour indemniser les marins-pêcheurs qui ont participé à la lutte contre la marée noire. D'autres sommes seront débloquées si cela se révèle nécessaire. — (Corresp.)

• M. ROBERT FABRE, président du Mouvement des radicaux de gauche, député de l'Aveyron, a adressé à M. Vincent Auzanet, ministre de la qualité de la vie, une question

écrite pour attirer son attention « sur les conséquences de l'utilisation des dispersants dans la lutte contre la pollution pétrolière en mer ».

#### Transports

• BOYCOTTAGE DES NAVIRES BATTANT PAVILLONS DE COMPLAISANCE. Les pavillons de complaisance ont été violemment dénoncés par M. François Legain, secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats maritimes C.G.M. le 21 octobre, au Havre. La Fédération a lancé un mot d'ordre aux marins des remorqueurs des ports au tonnage afin qu'ils refusent toute assistance aux bateaux battant pavillon panaméen, libérien et chypriote jusqu'au 25 octobre. Des navires ont déjà été immobilisés à Poses-sur-Mer, à Nantes, à Saint-Malo et au Havre. Cette action a été décidée après l'échouage dans le port du Havre-Antifer du pétrolier libérien Andros-Antares, il y a huit jours.

### A PROPOS DE... LE RAPPORT GUICHARD SUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

#### Des maires plus libres mais plus responsables

Le rapport de la commission de développement des collectivités locales — ouvrage de cinq cent seize pages intitulé « Vivre ensemble » — a été remis, ce vendredi 22 octobre, au président de la République.

La constitution de cette commission — présidée par M. Olivier Guichard — avait été décidée par M. Valéry Giscard d'Estaing en novembre dernier et avait pour but de définir les obstacles de toute nature que rencontrent les efforts de décentralisation et qui ont jusqu'ici limité leur efficacité.

Les membres de la commission avaient pour tâche « d'instaurer une démocratie locale authentique et responsable des affaires publiques ». La commission propose, comme nous l'avons expliqué à plusieurs reprises (le Monde des 12 décembre 1975, 3 juillet, 30 septembre, 7 et 8 octobre 1976) d'accroître sensiblement les tâches, les compétences et les ressources des collectivités, notamment des communes. On sait aussi qu'elle propose la création d'une conférence nationale des institutions locales, organe régulateur destiné à faciliter le dialogue avec l'Etat.

Le chapitre des ressources — la plus importante pour tous les maires — la commission affirme qu'il faut redistribuer les assiettes fiscales pour donner aux communes, aux départements et aux régions une réelle assiette financière et une marge d'action grâce à l'impôt. En particulier les collectivités devraient disposer de « droits de tirage fiscaux » sur des assiettes modernes et évolutives.

Il faut aussi mettre un terme aux systèmes d'aides « octroyées » par l'Etat qui ne font qu'entretenir le régime de la tutelle. C'est pourquoi la masse des subventions de l'Etat aux collectivités devrait être versée sous forme d'une « enveloppe générale », non affectée à un emploi particulier. Ce sera le cas de la dotation

générale ordinaire qui prendra le relais du versement représentatif de la taxe sur les salaires (V.R.T.S.). Ce sera aussi le cas de la dotation globale d'équipement avant qu'elle ne soit elle-même fusionnée avec la dotation générale ordinaire. Ainsi pour tous travaux d'équipement dont elles seront les maîtres d'ouvrage les collectivités pourront elles-mêmes — sans attendre le bon vouloir de l'Etat — en ordonner la programmation.

#### Ne pas multiplier les « prédateurs »

A l'égard de la région, la commission a volontairement limité ses réflexions, craignant qu'on ne démantèle les attributions départementales ou municipales ou qu'on ne donne aux actions des établissements publics une coloration centralisatrice. Les compétences des collectivités, parce que nouvelles et contestées, seront fragiles : il ne faut donc pas multiplier les « prédateurs ». Mais elle souhaite que quatre

domaines nouveaux soient ouverts à l'action régionale : la culture, le tourisme, les transports et la création d'activités économiques.

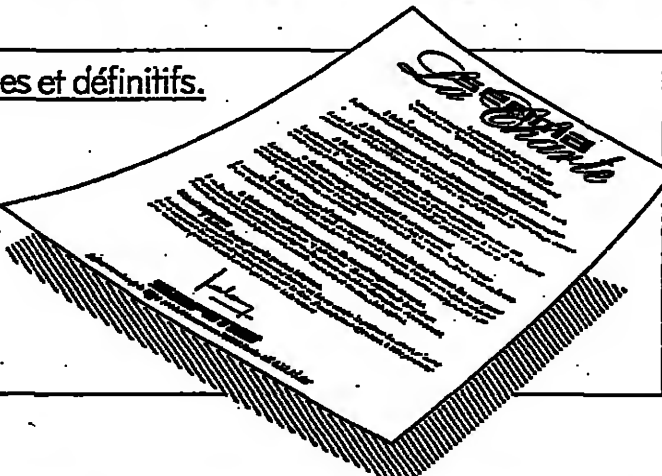
Enfin, la commission Guichard recommande de créer une conférence nationale des institutions locales, qui sera l'interlocuteur permanent de l'Etat. Son rôle doit dépasser celui d'un simple syndicat ou association de défense. Composée d'élus locaux, de parlementaires, de fonctionnaires, de représentants des personnels locaux et de personnalités qualifiées, la conférence veillera à la « marche » de la réforme et aura des responsabilités importantes en matière de finances et de personnel communal.

Le rapport Guichard est riche de propositions très intéressantes. Sa cohérence est rigoureuse. Il faut maintenant que le débat public qui va s'ouvrir — que pensent les maires, le ministre de l'Intérieur, l'Elysée et l'opposition ? — permette à cette construction intellectuelle de devenir un projet politique.

## HALTE AUX PETITS PRIX QUI MONTENT, QUI MONTENT.

### 1. Sefima s'engage sur les prix. Ils sont fermes et définitifs.

Le prix fixé sur le contrat de réservation ne subira aucune modification d'aucune sorte. Etre Constructeur-Promoteur depuis 15 ans, c'est être conscient que l'achat d'un appartement est une des choses les plus importantes de la vie de chacun. C'est pourquoi Sefima a établi la Charte. Pour garantir votre achat immobilier.



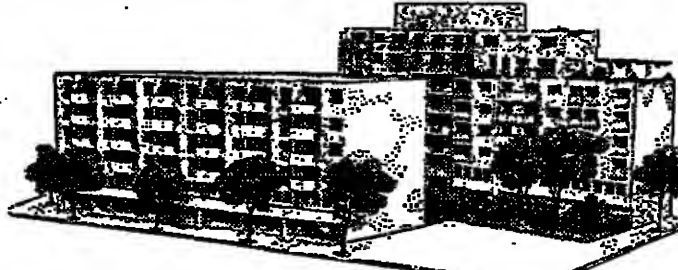
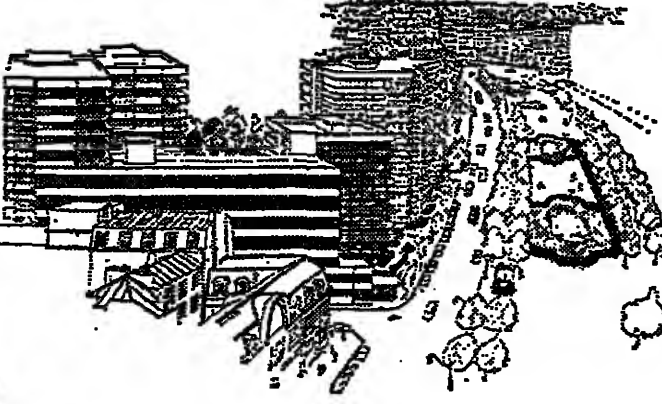
### Ces quatre programmes se situent dans Paris, aux meilleurs rapports qualité/prix de leur quartier.

**Pajol n° 3.**  
70 rue Philippe-de-Girard, 75018 Paris.  
2 immeubles autour d'un jardin. Plans particulièrement bien étudiés. Du studio au 4 pièces. Avec balcon. Cuisine équipée.  
Prix moyen : 4 540 F/m². Prix fermes et définitifs.  
Livraison : 3ème trimestre 1977. Renseignements : sur place les lundi, mardi, jeudi, samedi, dimanche de 14 h 30 à 18 h.

**Pajol n° 2.**  
6/8 rue Marc-Seguin, 75018 Paris.  
Moins de 4 100 F/m² dans Paris, livrable immédiatement. Renseignements : tous les jours de 14 h 30 à 18 h 30 sauf le vendredi.

**Pajol n° 1.**  
14 rue de Torcy, 75018 Paris.  
Un petit immeuble déjà livré dans lequel il reste quelques studios. Renseignements au 6/8 rue Marc-Seguin.

**Le Nouveau Paname - Côté Beaumarchais.**  
62/66 rue Amelot, 75011 Paris.  
2ème tranche d'une opération qui est une réussite architecturale et commerciale. Un des meilleurs rapports qualité/prix de Paris. Du studio au 5 pièces. Avec balcon. Cuisines entièrement équipées jusqu'au lave-vaisselle pour tous les appartements. Le coin dinoir prolongeant la cuisine.  
Prix moyen : 4 900 F/m². Prix fermes et définitifs.  
Livraison : 1er et 2ème trimestres 1978. Renseignements : sur place lundi, jeudi de 10 h 30 à 17 h 30. Mardi, samedi, dimanche de 14 h 30 à 18 h 30.



**SEFIMA**  
144 Boulevard Haussmann - 75008 Paris. Tél. 622.35.05.  
**UN PROMOTEUR S'ENGAGE.**

### Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez :  
YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52  
Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.



PHOTOCOPIERED



# ARTS ET SPECTACLES

## Cinéma

### «MISSOURI BREAKS» d'Arthur Penn

Des chevaux, des cavaliers, un homme que l'on pend sans procès, des plaines et des bois : *Missouri Breaks*, d'Arthur Penn, peut apparaître comme un western. Ou, du moins, comme un nouvel avatar du genre. On sait, en effet, que le western classique, qui racontait une conquête et définissait une morale, est mort depuis longtemps. Il était la chanson de geste d'un peuple dont aucune faille n'altérait la bonne conscience. Or cette bonne conscience n'est plus.

Faux western (ou anti-western), *Missouri Breaks* est donc une suite d'aventures picaresques, d'où ont complètement disparu les notions d'honneur et d'héroïsme, et qui réduit à un combat douteux entre deux personnages pareillement en marge de l'ordre établi le vieux conflit des justiciers et des outlaws.

Le premier de ces personnages appartient à une bande de voleurs de chevaux. Sorte de clochard crasseux et rigolard, n'ayant qu'un goût médiocre pour le danger, il rêve d'un grand coup (s'emparer, par exemple, des chevaux de la police montée canadienne), qui lui permettrait d'acheter un ranch et de vivre paisiblement en cultivant son jardin. Le second, qu'on surnomme le « régulateur », est un tueur à gages dont un riche propriétaire a loué les services pour qu'il le débarrasse des gredins qui en veulent à ses troupeaux. Tireur redoutable, cynique, cauteux, cruel, à moitié fou, il observe ses adversaires à la jumelle et se déguise en clergyman ou en vieille femme quand il veut les frapper.

Nous sommes loin, on le voit, des archétypes traditionnels. Et nous le sommes d'autant plus que les deux rôles sont tenus respectivement par Jack Nicholson et Marlon Brando, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne sont pas des acteurs discrets. De fait, le film donne lieu à un formidable (et parfois réjouissant) numéro de cabotage de la part de l'un et de l'autre, Nicholson retrouvant pour jouer les « anarchos » du Far-West les grimaces, les clin

d'œil, les rires sardoniques, qui firent son succès dans *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, et Brando fignolant avec volupté sa silhouette de satrape grassouillet, de tueur sadique trop sûr de son impunité. Le sommeil du film est sans doute la séquence au cours de laquelle Nicholson, venu pour tuer Brando, le trouve plongé dans un bain de mousse et ne peut se résoudre à tirer sur cette chair flasque et nue.

Il y a d'autres moments savoureux dans le film, tel celui où la fille du riche propriétaire déboulonne son corsege et tranquillement propose l'amour au voleur. Les sentiers encore Arthur Penn sort des sentiers battus en substituant à la violence robuste et puritaine des westerns de jadis cette jeune contestataire, libre de corps et de sentiments, qui pour faire ses frasques choisit le camp des hors-la-loi.

La forte personnalité d'Arthur Penn, son imagination, son goût de la fantaisie et de l'humour, font de *Missouri Breaks* un récit débridé, une chronique paresseuse que l'auteur mène à sa guise, en improvisant tout au long du chemin, les digressions et les parenthèses. Cette liberté d'allure est souvent séduisante. Mais elle a son revers. L'éclatement débordant de l'intrigue, la dissémination des scènes réelles dans un magma d'épisodes secondaires, la complaisance avec laquelle Nicholson et Brando composent leurs personnages, l'outrance de leur jeu, leurs facéties, leurs bavardages, créent à la longue une impression de lenteur, de lourdeur, de gratuité, qui met à mal notre patience. Bref, on s'ennuie un peu à suivre les péripéties de ce duel minable. Et, s'il est évident que le réalisateur et les interprètes se sont beaucoup amusés à tourner *Missouri Breaks*, nous n'apprécions pas, nous spectateurs, à voir le film qu'un plaisir mitigé.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Elysees-Cinéma, Quaiette, Dragon (V.O.) ; Emittage, Haider, Maréville, Napoléon, Montparnasse-Palace, D.G.C. - Goblines, Glichy - Pathé, Gaumont - Convention, les Nations (V.F.).

MERCREDI

**SARTRE**  
par lui-même

un film réalisé par Alexandre Astruc et Michel Contat

## Théâtre

### «IRÈNE OU LA RÉSURRECTION»

de Clavel, d'après Ibsen

Un sculpteur plus très frais (qui de toute sa vie n'a créé qu'une statue), rêvant un peu perché d'un tour de monde accompli avec une épouse jeune et gourmande la nuit, va prendre quelques jours de repos dans un hôtel norvégien. Pendant qu'un faux chasseur d'ours enlève la jeune épouse, le sculpteur voit apparaître l'ex-modèle de l'unique statue, devenue pensionnaire d'un asile de fous. Ils gravitent ensemble les petites d'une belle aventure spirituelle. Maurice Clavel a écrit une pièce d'aventure et d'humour sur le thème de la « résurrection de la chair ».

On songe à Leconte, au *Voyage de M. Perrichon*, à *Tartarin dans les Alpes*, et cette galette d'imagination n'est rien au poids philosophique de l'œuvre.

Jacques Volzot a ingénieusement

ment, pour tout décor, recréé ce paysage de ciment avec bassin qui sert de lieu de séjour aux otages dans les parcs zoologiques, pour souligner l'enfermement des personnages. La pièce de Clavel inaugurait un « cycle Ibsen », Jean-Christian Grinevald a orchestré une mise en scène fin de siècle, avec gestes et regards appuyés, et un petit climat « combat de fauves », tout cela est réussi.

Philippe Lemaire interprète le sculpteur sémblé avec une juste faiblesse. Silvia Monfort, pour qui Clavel a écrit un très long rôle, est sportive, et anime au pas de course le personnage de la statue.

Idwige Stéphane (le chasseur d'ours) cause avec tapage et Céline Vassort (la jeune épouse) joue avec de longs cheveux. — M. C.

★ Nouveau Carré, 21 heures.

## Musique

### L'écologie électronique de David Tudor

Les écheveaux de fils et les minuscules appareillages des musiciens électroniques ont à nouveau envahi le musée Galliera, où, jusqu'au 28 octobre, David Tudor et ses amis présentent chaque soir leurs œuvres, dont l'esprit est assez différent, semblé-t-il, de celui des musiciens européens. Ici, selon Tudor, « les circuits et les composants sont observés comme des éléments individuels et uniques plutôt que

comme des servocanoniques et zébrant leur personnalité, en relation directe avec le musicien impliqué ».

David Tudor nous invitait d'abord à une exposition d'« écologie électronique » avec Rainforest, composé pour un spectacle de Merce Cunningham. A travers les ailes, de nombreux objets de bois et de métal étaient suspendus aux plafonds et reliés à des consoles où opéraient les musiciens. On baignait dans une musique électronique sifflante, apparentée aux bruits de la nature, interprétée à leur manière par des différents « instruments » : une caisse de bois, un tonneau de mazout, des cymbales, un grand cercle de fonte, une immense scie de coupe affûtée, une raquette de badminton, etc. En approchant de chacun, voire en s'impliquant dans les tonneaux, on entendait ainsi les mystérieuses bourdonnantes, arpegges séréniques, crépitements frétilleux.

Pourtant, cet environnement neutre pour capter durablement et permettre de se tenir à l'écart des heures, au terme desquelles on nous promettait un véritable feu d'artifice. Les idées musicales de la matière sont souvent courtes. — J. L.

★ Festival d'automne au musée Galliera, à 20 h. 30, jusqu'au 28 octobre (sauf le 24).

## En bref

### Théâtre

#### «Isaac et la sage-femme»

Fuyant, sur la mer, l'esclavage chez les Pharaons, un Juif dans son voilier, tout seul et sans poissons, meurt doucement de faim sans trop savoir où il est, où il a le droit d'être. Suivant — ou créant — la tradition, il discute avec Jehovah. Jehovah ne lui envoie pas de nourriture, mais une sage-femme, pédestrienne, lui s'aligne. Elle le ramène sur terre pour négocier avec la fille du Pharaon. L'Egyptienne garde la femme et renvoie l'homme sur mer, mourir où il veut, où il peut. Pour ne plus être assourdi par les cris sinistres des mouettes, il met des coquillages sur ses oreilles et dans le vent. Il n'entend pas les appels de la Palestinienne, qui, renonçant à la sécurité de la servitude, est venue le rejoindre à la nage. Quand il la remonte dans son filet, elle est morte.

Victor Halm — auteur et interprète avec Evelyn Istria et Sylvie Lenor — superpose ses problèmes d'homme pris entre deux images de femme, celle qui donne la vie, celle qui donne la mort, et ses problèmes de Juif. Il le fait avec une sincérité désarmante, et en même temps avec une complaisance roulerde. Mais ses plaisanteries bousculent à peine. Les idées brèves, la parole pesante, il plaine : vouloir évoquer la tragédie larvée-palestinienne sur le seul registre affectif est une entreprise boiteuse, par instant géniale. — C. G.

★ Théâtre de Poche, 20 h. 30.

### Reprise de «Nina»

Une garçonnelle, rue Vauvau. Trois personnages qui sont, par ordre d'entrée en scène, l'amant, le mari et la femme. On ne peut pas faire plus « boulevard ». Mais, en dérivant cette comédie, il y a bientôt trente ans, André Rougemont avait étoffé psychologiquement ces trois personnages composant le triangle traditionnel. La femme, Nina, c'était un caractère adapté à la personnalité exubérante d'Elvire Popesco. La pièce a vieilli normalement. Elle est datée, mais pas désuète. On s'amuse comme à un bon morceau de répertoire aux aventures de cet amant et de ce mari (grippé) qui n'auraient pas dû se rencontrer, qui restent enfermés ensemble pendant deux jours et entre lesquels Nina déploie une stratégie, une diplomatie savantes. La mise en scène de Jean-Laurent Cochet est suffisamment dynamique pour masquer les petits moments où le texte tourne un peu à vide.

Rosy-Varte joue Nina, aujourd'hui, en ne s'inspirant que d'elle-même. Sous son abattage, ses décallements volubiles, passent les frissons, les émotions d'une femme assez forte sans doute pour résister même au poison, mais, au fond d'elle-même, sentimentale. Rosy Varte fait rire, mais aussi elle émeut. Louis Velle est chargé du rôle ingrat de l'amant. Il s'en tire bien, mais ici c'est le rôle du mari trahi qui est intéressant, et fouillé, et drôle. Jacques Sarras, qui se taille un beau succès personnel, n'a donc pas de mal à tirer la couverture à lui. — J. S.

★ Théâtre des Nouveautés, 20 h. 30.

■ La Maison des Jeunes et de la Culture du Blanc-Mesnil organise le 23 octobre, à partir de 19 heures, une soirée Résistance Chilly avec le film de Rethemski et Steuermann, « J'étais, je suis, je serai » ; « l'école », de Riccardo Turchi, par le Théâtre de la Résistance Chilly, et la Panna, cabaret chilleux. Renseignements : tél. 931-41-38.

■ Un meeting de solidarité est organisé le 23 octobre, à la faculté des lettres de Poitiers, par la rédaction du P.C.F. et l'union des étudiants communistes, à la suite du licenciement d'André Cellier, animateur de centre dramatique de Tours : Juliette Gélac, François Lambert et Françoise Moreau participent à un spectacle.

■ L'UNESCO (division du développement culturel) nous prie de préciser, à la suite de l'article sur le Théâtre des Nations à Belgrade (« le Monde » du 14 octobre), que c'est l'Institut International du théâtre qui a organisé, avec son appel, l'atelier international de recherche théâtrale.

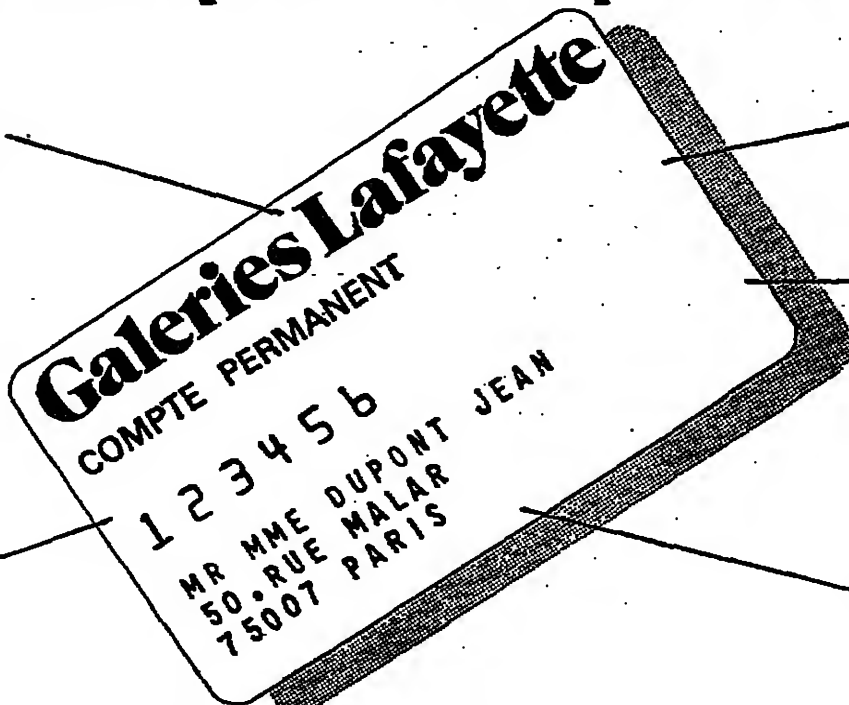
■ ERRATUM. — Dans l'article consacré à la mort de Victoria Spivey, une erreur de transmission a fait dire que la chanteuse de blues avait connu le grand succès auprès du public non américain à New York. — J. S.

# 10% D'ESCOMPTE

jusqu'au 4 décembre.

Des avantages exceptionnels pendant toute l'année.

Cette carte est gratuite.  
Elle est délivrée dès  
acceptation de votre dossier.



Bulletin d'information  
mensuel.

Livraison gratuite.

Payez en une seule fois  
à la fin du mois, ou par mensualités,  
après versement comptant légal.

Parking gratuit le matin,  
du lundi au vendredi.

Demandez notre carte avant le 21 novembre : nous vous offrons jusqu'au 4 décembre un escompte de 10% sur tous vos achats, si le total de ceux-ci atteint au moins 500 f. Exemple : un bureau en pin naturel : 580 f. Escompte 10% : 58 f. Net à payer : 522 f.

# Galeries Lafayette

Haussmann - Montparnasse - Belle Epine

سكنى في المنزل



# ARTS ET SPECTACLES

Formes

## Courbet ressuscité

Constant Courbet est mort le 31 décembre 1877. C'est donc encore un peu tôt, diriez-vous, pour célébrer ce centenaire et en nous préparer pour l'année prochaine des manifestations à la mesure de ce colosse. La Falaise lui doit bien cette réputation. Eh bien ! considérez comme un prélude les deux toiles insolites que la FIAC 76 (1) vient de révéler et qui devraient au moins piquer la curiosité des amateurs du maître d'Ornans.

Voici d'abord les *Casseurs de pierres*. On va se récrier : ce tableau de 1849, parvenu d'une immense piété pour les pauvres bougres, a été, c'est connu, séquestré par le bombardement de Dresde il y a trente-deux ans. Il n'en résulte que de méchantes reproductions et les dessins préparatoires. André Fougeron s'est ingénié à le reconstruire dans ses vraies dimensions, à partir de ces données et en étudiant la loupe la palette de Courbet, ses vers crus et le bleu de cobalt d'un petit coin de ciel. S'il ne s'agit que d'une copie n'engageant pas d'imaginer mais seulement de l'admettre, Fougeron ne s'y serait pas trompé, encore que celle de la *Piste d'Arignon*, troquée à Villeneuve contre l'original, satisfasse pas mal de visiteurs. Profane, je ne puis qu'être frappé par la force de la représentation de deux canotiers peinant sous un soleil cruel.

La seconde toile est une sorte d'hommage. Le peintre a prélevé des tableaux de Courbet, scindés de leur contexte, trois sur four : *Le Femme au bal*, *Le Femme à la vague* et la planureuse baigneuse vue de dos de 1853 défilée du litige que l'autoportrait de Courbet lui a mis sur les fesses, ainsi qu'un autoportrait, nouvel exercice de « sculpture » des classiques.

Déjà dans une toile de la série des *Couples*, qu'on ne peut voir qu'en Italie, Fougeron avait donné à une des amies qu'il a disposées, lui, c'est-à-dire les traits de la brune des *Dormeurs*. Simple « citation » gentiment respectueuse. Comme les mains de Grünewald assaillent le *Couple dénoyé*. Il est bon qu'on sache que cette série, nouvelle manière du peintre, vigoureuse, agressive, violente, au seuil de l'expressionnisme, a été présentée à Rome en mars dernier et qu'elle est maintenant à la galerie « Salspeter, Toninelli e Graphis Arte » à Bologne, où elle connaît la aussi un certain respect. Rien que des corps humains dépossédés, au propre et au figuré dans un espace vide. La force du trait tempore sur la couleur. Des couples en lutte à l'hostilité, ou ce qui est pire, du monde qui ne leur pardonne pas leur bonheur, qui ne leur pardonne pas d'être nés par leur bonheur. Ça dépasse l'illusion localisée, temporelle. Couples existentiels, éternels, ou alors mortifiés, évités, déniés. Et les Romains, les Bolognais, en attendant les Ravennais ont pu en pourvoir suivre l'évo-

(1) FIAC 76. Grand Palais, stand Toninelli. Arts Modernes.  
(2) Galerie Jacques Cassanove, 25, galerie de Montparnasse, Palais-Royal.  
(3) Galerie Garrier, 6, avenue Matisson.  
(4) Galerie Séraphine, 22, rue de l'Odéon.

lution du visage de la femme dominante ou dominatrice. (*Féminin majeur*) qui devient, dans un blanc, ceux en fin conquis, le masque de Salomé. Presque un masque du Nô japonais.

Il faut parfois s'aventurer hors des contours connus pour trouver du nouveau. Quelle récompense quand, dans le décor du Palais-Royal, on rencontre les dessins et les esquisses de Michel Charpentier ! (2). Petits chefs-d'œuvre féconds dans l'invention, précis dans la délicatesse, singuliers dans l'humour. Moins jeune, il eût été adopté par la famille royale. Sa confusion des règnes va plus loin que le fascisme. Elle débouche dans la poésie. Les formes des coquillages le ravissent et l'inspirent, celles des coques ou des mondes se retrouvent souvent, dans *Coquilles amoureuses* par exemple. Humour, si je dis, mais au premier degré, plein de détails charmants, tel ce pêcheur à la ligne illipitien abrité sous une feuille d'adans, ou les encadrements dessinés à la manière des vignettes romantiques (*Souvenir de la Loire*). Il y a aussi une tête de *Bacchante* d'une belle parure de lignes.

L'expression de peinture naïve donne lieu à mains maladroites. N'en plus naïf qui veut l'être. Amadigé et semble préférentiel. Et, en ce qui concerne Madeleine Luka (3), son métier s'est développé au cours de sa longue carrière. Elle aime les paysages peints de fleurs blanches, rouges, jaunes, les fleurs aussi en grand format. Les petites filles modèles sœurs de Clara d'Elbeuse : oui, l'amitié qui l'a jusqu'à bout liée à Francis Jammes impose plus d'un rapprochement. Et l'importante monographie qui lui est consacrée à l'occasion de cette exposition reproduit la préface d'Elle Faure pour celle de 1930. Sur le plan proprement pictural, l'auteur de *La Vie des formes* remet les choses au point. Il l'ont Madeleine Luka de traduire avec amour « les sentiments simples qui sont ceux de femmes ».

Lancé dans ce domaine, je voudrais insister davantage sur l'apport d'une nouvelle venue, Ania Nicolas. Elle occupe la place d'honneur dans le *Bel Ed* (4), qui rassemble pourant des noms aussi justement réputés que ceux de Jacqueline Benoit, Aristide Caillaud, Ghislaine Green, Danielle Petit. Cette jeune femme, qui vit désormais dans un petit village andalou à l'écart des routes, Carbonnès, s'est, elle aussi, formée toute seule, mais avec optimisme. Elle peint ce qu'elle aime, ce qu'elle a sous les yeux : les montagnes, le mar, les maisons, les paysans au travail et leurs animaux. Elle le peint bien, solidement, avec toute la fraîcheur de sa vision. Un charme prenant émane de ses toiles ensoleillées, où toujours est posé le ton juste. Ania Nicolas ne qu'on d'ailleurs pas d'autre approbation que celle de ses voisins et amis, aussi simples et vrais qu'elle-même.

JEAN-MARIE DUNOYER.

maison des jeunes et de la culture  
**THEATRE DE COLOMBES**  
33 rue Thomas d'Aquin, 92 colombe  
direction : Claude Lelouch

Vendredi 29 octobre à 20 h. 30  
**NEGRO SPIRITUAL**  
GOSPEL SONG

Dimanche 31 octobre à 20 h. 30  
**BALLET FELIX BLASKA**  
JAZZ/STAVINSKI/LE FOU  
D'ELSA DE L. ARAGON

Mardi 2 novembre à 20 h. 30  
**BALLET-THEATRE**  
JOSEPH RUSSILLO  
Le Requiem de Gabriel Fauré.  
Renseignements et location 752-42-70

Eglise Saint-Séverin, 21 h.  
Mercredi 27 octobre  
**DERNIER CONCERT**  
CYCLES ROMANTIQUES  
par le quatuor

**VIA NOVA**  
Mouillière - Hovav  
Schubert - Schumann - Brahms  
Loc. Durand, 269-21-76.  
Lib. Saint-Séverin, 633-61-77.

**CONCERTS COLONNE**  
**BEETHOVEN**  
3<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> Symphonies  
**PIERRE D'ERVAUX**  
Dimanche 24 octobre à 15 h.  
**SALLE GAYEAU**  
Location : 13, rue de Tocqueville  
Tél. : 324-18-03.

SEUL A PARIS LES URSULINES 033.3919.64.  
"Un cinéaste au talent subtil et discret"  
R. Chazal (France-soir)  
Après "IL POSTO" et "LES FIANCES"  
Le nouveau film d'ERMANNO OLMI  
**Un certain jour...**  
Le jour où les valeurs bourgeoises n'ont plus de charme.

MAISON DE LA CULTURE DE NANTERRE  
THEATRE DES AMANDIERS  
DIRECTION : PIERRE DEBAUCHE  
7 av. PABLO PICASSO 92000 NANTERRE

**THEO ADAM**  
de l'Opéra de Berlin (R.D.A.)  
interprète des lieder de Schubert  
au piano Rudolph DUNCKEL  
Prix des places : adhérents : 12 F.  
Non adhérents : 25 F.

RESERVATION : 204.18.81  
PAR CORRESPONDANCE & DANS LES AGENCES

13-28 octobre  
**MUSIQUES USA**  
20-26 octobre 20 h 30  
**COMPOSERS**  
**INSIDE ELECTRONICS**  
17 œuvres de 11 compositeurs  
réalisation : David TUDOR  
places 28 F et 16 F

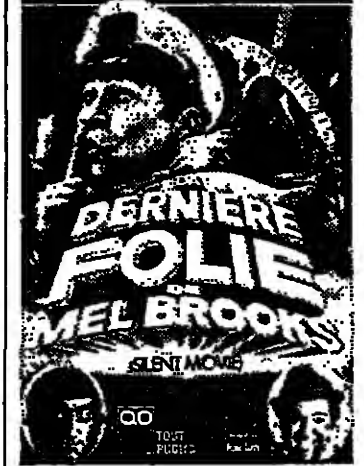
RENSEIGNEMENTS - LOC. FNAC MONTPARNASSE 544.70.50

MARSHMAN PATRÉ - ELISEE LINCOLN  
QUARTIER LATIN - QUINTELLA - REX  
IMPERIAL PATRÉ - MONTPARNASSE 53  
CICELY PATRÉ - MAYFAIR  
SAUBERTY 500 - CANTERBURY  
LES MAYTON - PLEIN ST-JACQUES  
ST-LAZARE PASQUER

périphérie : BELLE ÉTOILE PATRÉ THAIS  
GRAND VERTICALE - TRAVOILE AVALON  
RUEY EIGHTON - VELIZY 2  
MULTICINE PATRÉ Champigny  
AQUATIC Le Bourget - ANNA RUSSEL  
SAUBERTY 537 - 222 St-Sébastien

Quel humour dévastateur...  
voir "la dernière folie"  
c'est cela mourir de rire.  
JOSEPHISS PARISCOOP

Mel Brooks  
maître du burlesque...  
les gags pleuvent en rafale  
... drôlissime.  
VOYEL CHISOLA  
NOUVELOBSERVATEUR

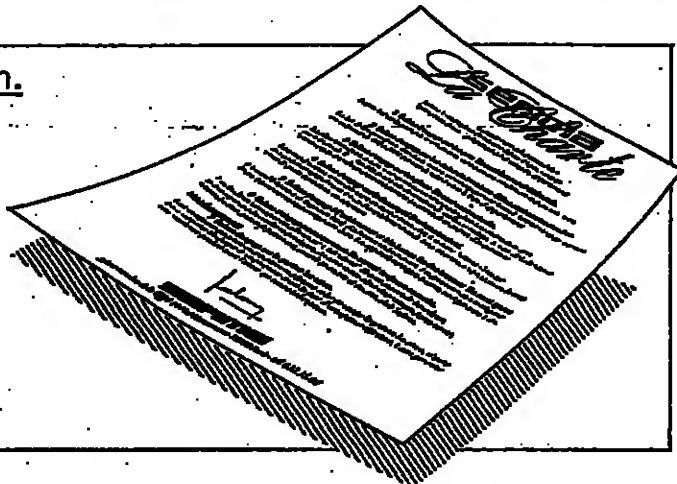


## HALTE AUX IMMEUBLES LIVRABLES A LA SAINT-GLINGLIN.

2. Sefima s'engage sur les dates de livraison.  
Elles sont contractuelles.

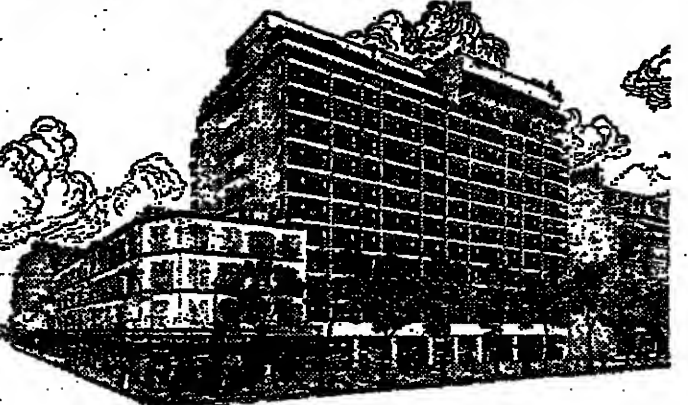
La date de livraison définie dans l'acte notarié est un engagement formel. Sefima s'engage à verser une indemnité de 50 F à 200 F par jour de retard selon le type d'appartement.

Etre Constructeur-Promoteur depuis 15 ans, c'est être conscient que l'achat d'un appartement est une des choses les plus importantes de la vie de chacun. C'est pourquoi Sefima a établi la Charte. Pour garantir votre achat immobilier.

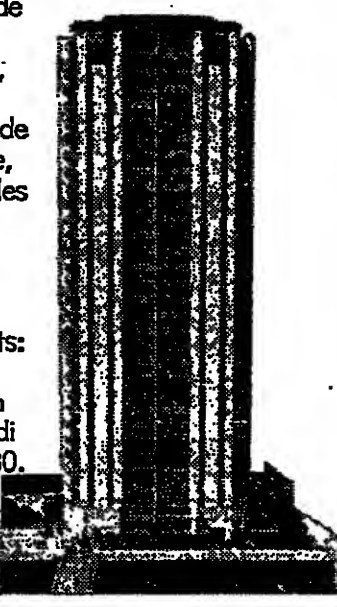


A la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 1977, ces deux programmes seront totalement livrés à leurs occupants.

**Au 135, rue d'Alésia.**  
135 rue d'Alésia, 75014 Paris.  
Un immeuble de tradition dans un Paris de tradition. Plus de 50% du programme vendu pendant les 6 premiers mois.  
Des studios de 26 m<sup>2</sup> avec balcon, aux 5 pièces de 118 m<sup>2</sup> avec terrasse.  
Cuisines luxueusement équipées, avec robinetterie mitigeuse. Salles de bains avec faïence italienne.  
Prix moyen : 5 980 F/m<sup>2</sup>. Prix fermes et définitifs.  
Livraison : 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres 1977.  
Renseignements : lundi 11 h à 18 h. Mardi, mercredi, jeudi de 14 h à 18 h. Samedi, dimanche de 14 h 30 à 18 h 30.



**Antoine et Cléopâtre.**  
21 avenue d'Italie, 75013 Paris.  
Un des immeubles les plus exceptionnels de Paris. Des loisirs sur tout le dernier étage (piscine, sauna, solarium, etc...). Des appartements tout équipés et, chez Cléopâtre, une luxueuse salle de bains avec baignoire ronde.  
Chez Antoine : studios de 19 m<sup>2</sup> au 3 pièces de 79 m<sup>2</sup>.  
Chez Cléopâtre : des 4, 5, 6, 7 pièces de 99 à 172 m<sup>2</sup>.  
Une galerie commerciale de 3 000 m<sup>2</sup> au pied de l'immeuble, spécialisée dans les voyages et les loisirs.  
Prix moyen : 5 610 F/m<sup>2</sup>.  
Prix fermes et définitifs.  
Livraison : 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres 1977. Renseignements : sur place lundi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 18 h 30. Le mardi et dimanche de 14 h 30 à 18 h 30.  
Visite de l'appartement décoré au 20<sup>e</sup> étage, sur rendez-vous.



**SEFIMA**  
144 Boulevard Haussmann - 75008 Paris. Tél. 622.35.05.  
**UN PROMOTEUR S'ENGAGE.**

Création en France  
**QUATRE A QUATRE**  
pièces québécoises  
de Michel Garneau  
mise en scène de Gabriel Garran  
« Un spectacle inhabituel, très attachant, qui place la condition des femmes sous un jour inédit, la part de la méditation et de la poésie est très prépondérante. »  
Michel Cournot. (LE MONDE).

**Théâtre de la Commune**  
centre dramatique national  
93 AUBERVILLIERS  
Réservation : 833-16-16

PUBLICIS CHAMPS ELYSEES  
PARAMOUNT OPERA - ARLEQUIN  
PARAMOUNT MONTPARNASSE  
PARAMOUNT GORELINS  
CAPNE GRANDS BOULEVARDS

**Le Jardin des Supplices**  
CHRISTIAN GION  
OCTAVE MIRBEAU  
PASCAL LAINE  
INTERMET ALL MOINS DE 18 ANS

**BRONCO**  
entre Family Life et Black Moments  
le film anglais qui a fait l'UNANIMITE DES CRITIQUES  
de la presse parisienne, du Festival de Cannes et même du Masque et la Plume

**Le Grand Soir**  
un film de François Reusser

MERCREDI  
« Je t'aime passionnément », dit le poète à la révolutionnaire.  
**LE GRAND SOIR**  
un film de François Reusser

**MÈRE COURAGE**  
Bertolt Brecht  
THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS  
59 Bd Jules Guesde - 93000 St-Denis  
Tél. : 324-18-03



ÉLYSÉES CINÉMA VO QUINTETTE VO DRAGON VO UGC ERMITAGE VF HELDER VF MAXEVILLE VF  
MONTMARTRE PATHE VF UGC GODELINS VF CLICHY PATHE VF GAUMONT CONVENTION VF  
LES NATIONS VF NAPOLÉON VF  
GAUMONT Evry VF EPI-CENTRE Epinay VF ULIS Orsay VF ALPHA Argenteuil VF CLUB Maisons-Affort VF  
LES FLANADES Sarcelles VF CYRANO Versailles VF ARTEL Nogent VF ARTEL Rosny VF  
**L'UN VOLE! L'UN TUE!... LES AUTRES MEURENT!**



# MISSOURI BREAKS

ELLIOTT KATZNER présente MARLON BRANDO et JACK NICHOLSON  
Avec : JERRY LEE, JOHN HENNINGSEN, BOB O'BRIEN, BOB FOSTER, BOB WOODWARD  
Musique de JOHN WILLIAMS  
Réalisé par LES ARTISTES ASSOCIÉS

U.G.C. NORMANDIE - GRAND REX - PARAMOUNT OPERA - BRETAGNE - MAGIC CONVENTION  
U.G.C. GODELINS - U.G.C. ODEON - PARAMOUNT ORLEANS  
TROIS MURAT - PUBLICIS MATIGNON - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MONTMARTRE  
PARAMOUNT ORLY - C2L VERSAILLES - PALAIS DU PARC LE PERREUX - ARTEL ROSNY - PARAMOUNT LA VARENNE  
ARTEL VILLENEUVE-ST-GEORGES - BUXY VAL D'YERRES - CARREFOUR PANTIN - HOLLYWOOD ENGHEN  
PARIMOR AULNAY - ELYSEE 2 LA CELLE-ST-CLOUD - C2L ST-GERMAIN - FLANADES SARCELLES  
MELIES MONTREUIL - ULIS 2 ORSAY - GAMMA ARGENTEUIL - PUBLICIS-DEFENSE PUTEAUX



HERNARD ELLIER  
MARIE-FRANCE PISIER, CLAUDE GOSSET, DANIEL VERNER, CHARLES GELBERG  
MICHEL AUDARD  
HENRI VERNEUIL  
FRANÇOIS LAI  
FELICIEN MARCEAU

## IRCAM

### Passage du XX<sup>e</sup> siècle

une année exceptionnelle de manifestations musicales  
direction : Pierre Boulez

abonnements janvier/juillet 1977  
collectivités : 48 F pour 3 concerts  
individuels : 60 F pour 3 concerts  
renseignements :  
IRCAM - 31, rue Saint-Merri - 75004 - 278.39.42

Centre Georges Pompidou

## SPECTACLES

### théâtres

**Les salles conventionnées**  
Opéra, 19 h. 30 : Rameau et Daria.  
Châtelet, 20 h. 30 : Susannah Ua.  
Salle Gaiety, 20 h. 30 : Solitude.  
Odéon, 20 h. 30 : In. Bertolt Brecht.  
Petit Odéon, 18 h. 30 : la nuit... les  
chaises.  
TSP, 20 h. 30 : Comme il vous  
plaira.  
Petit TSP, 20 h. 30 : A la campagne.

### Les salles municipales

Neuveau Carré, 20 h. : Parole de  
femme; 21 h. 30 : Henri Gougaud.  
Salle Papiot, 21 h. : Irène ou  
la Résurrection.  
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Ni-  
colais Pezzini; 20 h. 30 : la Visite  
de la vieille dame.

### Les autres salles

Astier, 21 h. : Monsieur chasse.  
Athénée, 21 h. : la Séquence.  
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre  
de la Tempête, 20 h. 30 : Mesure  
pour mesure - Théâtre de l'Espé-  
de-Bois, 21 h. : Xuro.  
Centre culturel du XVII<sup>e</sup>, 21 h. : la  
Sainte des saints.  
Centre culturel suédois, 20 h. 30 :  
la Lutte des cerceaux.  
Comédie Cammarin, 21 h. 10 :  
Boeing-Boeing.  
Coupe-Chou, 20 h. 30 : Je m'imagine  
pas un vie dominé.  
Edouard-VII, 21 h. : Ois-moi.  
Rassemblement, 20 h. 45 : Comme avant.  
Centre-Montparnasse, 20 h. 30 : Tu  
es un chiot type Charlie Brown.  
Gaiety, 21 h. : Volpone.  
Gymnase-Marie-Bell, 21 h. : Une  
aspirine pour deux.  
Suzette, 20 h. 45 : la Cantatrice  
chauve; la Leçon.  
La Brocard, 21 h. : Pour 100 briques,  
rue plus rien maintenant.  
Madeleine, 20 h. 30 : Feu de vache.  
Médan, 20 h. 45 : Les Mains sales.  
Michel, 21 h. 10 : Happy Birthday.  
Michele, 20 h. 45 : Acajou.  
Moderne, 21 h. : Qui est qui?  
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure,  
même spectacle.  
Montreuil, 20 h. : la Musique; Ya  
peut-être; 22 h. 15 : le Jardin  
d'été.  
Nouveautés, 21 h. : Nina.  
Opéra, 20 h. 45 : le Scénario.  
Palace, 21 h. : les Troubadours.  
Petite salle, 19 h. : Paris c'est  
grand.  
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux  
folles.  
Piaf, 20 h. 30 : « Dis » sont la  
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : Isaac  
et la sage-femme.  
Régence, 20 h. 30 : Tout contre un  
petit bois.  
Saint-Georges, 20 h. 30 : Lucienne  
et le boucher.  
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : la Pénurie  
de Socrate.  
Théâtre de la Cité internationale,  
la Courbe, 21 h. : Rex de cour.  
La Hesse, 21 h. : Pasolini;  
21 h. : Atelier chorégraphique  
Gérard.  
Théâtre d'Édgar, 20 h. 30 : D'homme  
à homme.  
Théâtre Essai, 20 h. 30 : Notes;  
22 h. : Vierge - Salle II, 20 h. 30 :  
les Caprices de Marianne.  
Théâtre des Deux-Portes, 21 h. : la  
Belle et la Bête (marionnettes).  
Théâtre du Manoir, 20 h. 30 :  
Arlequin poli par l'amour.  
Théâtre de Marais, 21 h. : la Croix  
opiniâtre; 22 h. 30 : Histoire  
d'amour.  
Théâtre d'Orsay, grande salle,  
20 h. 30 : l'Amant anglais.  
Petite salle, 20 h. 30 : Portrait de  
Dora.  
Théâtre de Paris, 21 h. : Promès  
de Jeanne d'Arc.  
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 :  
Antoine et Cléopâtre.  
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Histoire  
d'une révolte.  
Théâtre Prévert, 20 h. 30 : Drame  
Travel.  
Théâtre 13, 20 h. 45 : l'Alchimiste.

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
**LE MONDE SPECTACLES**  
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 22 octobre

### Festival d'automne

Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : la Bou-  
teille à la mer.  
Théâtre des Champs-Élysées,  
20 h. 30 : Martha Graham Dance  
Company.  
Salle Wagram, 20 h. 30 : Steve Reich  
and Musicians.  
Musée Galliera, 20 h. 30 : P. de  
Marivaux, V. Viol, J. Driscoll, Ph.  
Schubert, L. Fischer, M. Kava.  
Centre culturel américain, 18 h.  
17 h. 19 h. 21 h. : Music with  
roots in the Arctic.

### Les chansonniers

Carcassonne de la République, 21 h. :  
Sans sans provision.  
Deux-Anes, 21 h. : Marianne ou  
vols-tu rien chanter?  
Oly-Musée, 22 h. 15 : Tu crois que  
c'est mieux ailleurs.

## cinémas

Les films marqués (\*) sont in-  
scrits aux motifs de censure, aux  
(\*\*) aux motifs de dix-huit ans.

### La cinémathèque

Châtelet, 15 h. : les Trois Landiers  
du Bengale, de E. Hathaway;  
18 h. 30 : Quand le chat mu-  
combe, de M. Sologna; 20 h. 30 :  
Rashomon, de A. Kurosawa;  
21 h. 30 : Sandra, de L. Visconti;  
22 h. 30 : Electra, extradiadiale,  
de R. Oswald.

### Les exclusivités

ANATOMIE D'UN RAPPORT (Fr.)  
(\*) : Nostalgia, 5<sup>e</sup> (222-42-34).  
AU FIL DU TEMPS (All. v.o.) :  
Marais, 5<sup>e</sup> (278-41-38).  
BARRY LYNDON (Angl. v.o.) :  
Gaumont, 5<sup>e</sup> (233-78-33); Gau-  
mont-Rive-Genève, 5<sup>e</sup> (245-28-38);  
Gaumont-Champs-Élysées, 5<sup>e</sup> (259-  
04-47); v.f. : Impérial, 5<sup>e</sup> (742-  
72-30); Gaumont-Sud, 14<sup>e</sup> (331-  
21-10).  
BRONCO (Angl. v.o.) : Le Seize, 5<sup>e</sup>  
(222-02-00).  
BUGS MALONE (A. v.o.) : Bu-  
boque, 5<sup>e</sup> (222-27-23); v.f. : Les  
Tumpeles, 5<sup>e</sup> (272-34-50).  
LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE  
CHAMBRÉ (It. v.o.) : Studio  
Médina, 5<sup>e</sup> (222-33-77); U.G.C.,  
Odéon, 5<sup>e</sup> (222-71-09); Biarritz, 5<sup>e</sup>  
(722-80-33); v.f. : Cinéma-  
Opéra, 5<sup>e</sup> (772-31-78); U.G.C.,  
Gobelins, 13<sup>e</sup> (331-06-19); Miramar,  
14<sup>e</sup> (332-41-02); Gaumont-Con-  
vention, 15<sup>e</sup> (222-42-34); Secré-  
tariat, 16<sup>e</sup> (220-71-33).  
CIAO MANHATTAN (A. v.o.) :  
Action-Charisma, 5<sup>e</sup> (222-42-34).  
COMÉDIE DU RONG DÉPLACÉ  
LES MONTAGNES (Fr.) : Le Seize,  
5<sup>e</sup> (222-02-00).  
COMPLÔT DE FAMILLE (A. v.o.) :  
U.G.C., Marbeuf, 5<sup>e</sup> (222-47-19);  
v.f. : Eclair, 5<sup>e</sup> (770-47-59).  
LE CORPS DE MON ENNEMI (Fr.) :  
Rex, 5<sup>e</sup> (222-31-03); Bretagne, 5<sup>e</sup>  
(222-37-07); U.G.C.-Odéon, 5<sup>e</sup> (222-  
71-09); Normandie, 5<sup>e</sup> (222-41-19);  
Publicis-Matignon, 5<sup>e</sup> (222-31-07);  
Paramount-Opéra, 5<sup>e</sup> (222-34-37);  
U.G.C.-Gobelins, 13<sup>e</sup> (331-06-19);  
Paramount, 14<sup>e</sup> (332-41-02);  
45-41; Magic-Convection, 15<sup>e</sup> (222-  
42-34); Muret, 16<sup>e</sup> (222-42-34);  
Paramount-Maillet, 17<sup>e</sup> (728-24-24);  
Paramount-Montmartre, 18<sup>e</sup> (606-  
24-25).  
COURS APRES MOI QUE JE T'AT-  
TEPPE (Fr.) : George-V, 5<sup>e</sup> (222-  
41-02); Carma, 9<sup>e</sup> (770-20-59).  
U.G.C.-Gobelins, 13<sup>e</sup> (331-06-19).  
Grand-Pavot, 15<sup>e</sup> (331-44-58).  
Cambridge, 15<sup>e</sup> (724-40-50); Pa-  
ramount-Maillet, 17<sup>e</sup> (728-24-24).  
Paramount-Montparnasse, 14<sup>e</sup> (332-  
41-02); Biarritz, 5<sup>e</sup> (722-80-33).  
CRIA CUERVOS (Esp. v.o.) : Sa-  
germain-Ruchette, 5<sup>e</sup> (222-37-39);  
Elysee-Lincoln, 5<sup>e</sup> (332-36-14).  
14-Juillet, 11<sup>e</sup> (337-00-51); v.f. :  
Saint-Lazare, Pasquier, 5<sup>e</sup> (337-  
05-43); Gaumont-Gambetta, 20<sup>e</sup>  
(707-02-74).

"Une aventure magnifiquement filmée"

France 1 / Europe 1

ROBERT REDFORD / JUSTIN HOFFMAN  
"LES HOMMES  
DU PRESIDENT"

ROBERT REDFORD / JUSTIN HOFFMAN "LES HOMMES DU PRESIDENT"  
avec JACK WARDEN et la participation de MARTIN BALSAM, MAL HOLBROOK  
et JASON ROBARDS dans le rôle de Ben Bradlee  
Scénario de WILLIAM GOLDMAN d'après le livre de CARL BERNSTEIN et BOB WOODWARD  
Musique de DAVID SHINE. Produite par WALTER COHEN, mise en scène de ALAN J. PAKULA  
Une Production Wildwood Enterprises. Un Film Robert Redford - Alan J. Pakula  
Distributeur : Warner Bros. A Warner Communications Company. Contient des scènes de violence.

REX VF - UGC ERMITAGE VO - UGC ODEON VO  
MIRAMAR VF - PARAMOUNT GALAXIE VF - LES 3 "MURAT" VF

CLINT  
EASTWOOD

JOSEY  
WALES  
HORS LA LOI

Warner Bros. A Warner Communications Company  
Distributeur par WARNER-COLUMBIA FILM

DANS LES MEILLEURES SALLES

# L'EMPIRE DES SENS

UN FILM DE NAGISA OSHIMA

"... C'est l'Amour vraiment fou, où plutôt le Sexe fou, obligeant par son vertige à franchir les limites..."

J.-L. Bory - NOUVEL OBSERVATEUR

ARGOS FILMS

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

150



## cinéma

2 pièces 51 m<sup>2</sup>

**SEFIMA**  
144 Boulevard Haussmann - 75008 Paris. Tél. 622.35.05.

**UN PROMOTEUR S'ENGAGE.**











OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Pizzardi encadrée" 2 col. et +	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,85
	70,00	81,75

LA MOBIER	La ligne	La ligne 12
"Pizzardi encadrée"	28,00	32,88
Double insertion	34,00	39,70
"Pizzardi encadrée"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	48,70
	28,00	32,88

## emploi/régionaux

**GROUPE INDUSTRIEL DIVERSIFIÉ**  
en expansion constante  
à forte vocation exportatrice.  
localisé dans une région touristique  
DE L'EST DE LA FRANCE  
recherche

**LE DIRECTEUR TECHNIQUE**  
de sa division  
CHAUDRONNERIE

- Ingénieur A. et M. ou similaire ;
- Quelques années d'expérience de la chaudronnerie (douze de préférence) ;
- Connaissance de l'allemand appréciée ;
- APPOINTEMENTS ÉLEVÉS ;
- Facilité de logement.

Adresser candidatures à  
SAVE  
75008 PARIS.

**CONSEILS FISCAUX**  
sont recherchés par important Cabinet, br. région :  
BOURGOGNE, CHAMPAGNE, LORRAINE,  
EVREUX, LILLE, TOURCOING.

Sans des contacts humains, goût du travail en  
équipe indispensable.

Situation rémunératrice, stable et d'avenir.  
Discretion assurée

Ecrire sous le n° 81.658 à CONTEXTE Publicité,  
20, avenue de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**L'INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES**  
de l'Université de Caen  
recrute

**TROIS CHERCHEURS**  
— Haut niveau ;  
— Maîtrise des sciences économiques, option éco. génér. ;  
— Bonne formation mathématique.  
Trav. à plein temps (nov. 1976-août 1977) pour recherche sur contrats.

Ad. C.V. env. avant le 30 oct. à l'I.A.E. Université de Caen, Esplanade de la Paix, 14032 CAEN CEDEX.

Recherche Agents commerciaux bien introduits pour diffusion produits second œuvre de grandes marques - revêtement céramiques, sanitaire, robinetterie. Clientèle existante pouvant être développée.

Ecr. n° 7781 à "Le Monde" Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-6.

Groupe de Compagnies d'Assurances recherche des diplômés de l'enseignement supérieur pour postes région. d'INSPECTEUR TECHNIQUE-COMMERCE.

Goût des contacts et de la vente. Formation assurée.

Ecr. n° 7780 à "Le Monde" Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-6.

**IMPORTANT CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES et FISCAUX**  
recherche pour région  
**NORD DE LA FRANCE**  
CONSEILLER EXPERIMENTE  
SITUATION CADRE ASSURÉE

Ecr. n° 794791 M. Régis-Pressé, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

## offres d'emploi

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PETITE MÉCANIQUE DE PRÉCISION**  
1.000 personnes. Proche banlieue Ouest  
recherche

**INGÉNIEUR A.M. ou équivalent**  
sous l'autorité du Directeur de fabrication

Le candidat devra :

- Être âgé de 30 ans minimum.
- Avoir quelques années d'expérience industrielle dans la conception des méthodes de production de pièces mécaniques en moyennes et petites séries.

Ecrire et parler l'anglais courant.

Ad. C.V. dét. photo et prêt sous numéro 81.658, Contesse P. 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui tr.

**SIX CONSTRUCT INTERNATIONAL, Belgium**  
engage  
**TOPOGRAPHES**  
pour chantiers industriels en IRAQ

Termes de six mois.

Veuillez vous adresser à Mme HADNAUT, Services du Personnel, Outremers, 2, avenue Galilée, 1930 BRUXELLES.

**CENTRE DE DOCUMENTATION**  
recherche  
INGÉNIEURS MÉCANICIENS  
MAÎTRISE toutes disciplines scientifiques et techniques.  
Connaissances russe, allemand ou anglais pour travaux d'analyse et de montage de publications scientifiques.

Ad. C.V. manusc. à C.N.R.S., s/n° 82.534 B, bleu 12, r. Lebel, 93008 Vincennes.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherche  
Librairie obligations militaires  
connaissances de droit des États et de la comptabilité en vue d'un poste intéressant.

Ecrire n° 82.616 L.P.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris Cedex 02.

**COMPTABLE II**  
CHIEF COMPTABLE  
Disponible rapidement

Envoyer C.V. détaillé en précisant préférences à A. T. 75008 PARIS.

**TECHNICO-COMMERCE**  
pour vente moteurs Diesel reconditionnés air, P. et M. et moyennes puissances.

Expér. vente et service. Altitude souhaitable. Env. C.V. sous n° 82.628 B, 17, rue Lebel, 93008 Vincennes, en trans.

**ANALYSTE**  
Technicien mécanique générale. Formation en analyse. Travail FACTOR souhaitable. Choix des postes régionaux. Définition précisée et outillage, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13<sup>e</sup> mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75004 Paris Cedex 09 s/n° 356/M qui trans.

## secrétaires

**STYLISTE**  
recherche  
EXCELLENTE  
biling. anglais, même débutante.

Tél. dir. n° 82.616-27, vendr. 22, samedi 23, de 9 h à 12 h.

**Sténodactylos**  
Chambre de commerce internat.  
recherche URGENT

**STÉNODACTYLO**  
très expér., steno anglaise et française, infatigable, 14-18 h. Envoyer C.V. à :  
S. cours Albert-1<sup>er</sup>, 75008 Paris.

**représent. offre**

REVUE TECHNIQUE recommandée internationale cherche UN REPRÉSENTANT expérimenté. Libre immédiat. Situation d'avenir dans un secteur riche en possibilités. Ecrire : n° 79.422, 12, rue de l'Éclair, Paris (9<sup>e</sup>).

**représent. demande**

URGENT  
Représentant britannique expér. bilingue anglais-français, cherche représentation vins, spiritueux. M. J. Frydman, 38, rue de Valenciennes, 75001 Paris. Tél. : 720-37-22.

**cours et leçons**

POLYTECHNICIENS (ES) donnent cours maths + physique. Bac et prépar. Tél. 261-14-69.

**J. F. DOCUMENTAIRE**  
recherche  
EMPLOI stable, pas partial. PUBLICATIONS RELATIONS PUBLICS. PRESSE. Ecr. n° 79.478 M. Régis-Pressé, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>).

**POSTE RESPONSABILITÉ**  
Ecr. n° 79.479 M. Régis-Pressé, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>).

**ASSISTANTE DE DIRECTION**  
Espace 20 ans dans sect. vendr. ANGL. ITALIEN PARFAIT. Très bonne connaissance, expérience, 100% des contacts humains, recherche.

**ETUDIANT PSYCHO-INDUS.**  
CHERCHE STAGE OCT. A. dans service du personnel ou cabinet conseil.

**COMPT. 1<sup>er</sup> éch., 28 ans, ch. de la Grappe - Tâche.**  
Ecr. n° 79.478 M. Régis-Pressé, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>).

**LA CIDEA** (Centre d'information sur l'emploi) vous propose **GUIDE COMPLET** (230 pages), **GUIDE COMPLET** des métiers et des professions, des études et des statistiques, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

## demandes d'emploi

**DIRECTEUR COMMERCIAL**  
E.S.C.P. 40 ans, PARIS  
Anglais courant, ayant dirigé une petite entreprise, bonne connaissance produit industriel et grand public.

**FRANCE et EXPORT**  
cherche

**DIRECTION COMMERCIALE**  
ou successeur progressive d'un dirigeant de P.M.E. stable.

Entre n° 79.479 M. Régis-Pressé, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>).

**31 ans**  
**ANCIEN INTERPRÈTE AMBASSADEUR**  
(Français, Anglais, Arabe)  
DOCTEUR 3<sup>e</sup> CYCLE  
Etude Nord-Américaine  
recherche situation  
Journalière - Rédaction - Enseignement.

Tél. : 656-97-82 - M. TERRACHE

**ETUDIANT PSYCHO-INDUS.**  
CHERCHE STAGE OCT. A. dans service du personnel ou cabinet conseil.

**COMPT. 1<sup>er</sup> éch., 28 ans, ch. de la Grappe - Tâche.**  
Ecr. n° 79.478 M. Régis-Pressé, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>).

**LA CIDEA** (Centre d'information sur l'emploi) vous propose **GUIDE COMPLET** (230 pages), **GUIDE COMPLET** des métiers et des professions, des études et des statistiques, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

**LA C.V.** : rédaction avec exemples, erreurs à éviter. La graphologie et les signes, 12 méthodes pour trouver l'emploi, des idées et des conseils, des conseils et des conseils.

# L'agenda du Monde

**Arts**

Roméo et Juliette «BERGOL»  
Femmes  
à vendre. S'adresser M. JARD,  
55, rue de Valenciennes, 75001 Paris. Tél. : 224-07-27.

**Caravanes**

A vendre Caravane 4 places  
CH. séparées, cuis. gaz, cabi-  
net de toilette, pendentif, placard  
IMPECC. (utilisée 2 saisons)  
10 000 F. av. aut. + table (dîn.  
deux personnes) bois blanc. Visité  
à 2720 Pacy-sur-Eure. QUIT-  
TANSON, 3, r. Ed.-Jacques, 14.

**Cours**

Méthodes travail intellectuel.  
Expression - Créativité.  
Tél. : 331-45-31, l'après-midi.

ATELIER D'ART DRAMATIQUE  
Diction-Communication  
animé par le metteur en scène  
C. STENGEL. Rens. 750-07-03

**Instruments**

**de musique**

VENDS VIOLONCELLE ET AR-  
CHET, 5 000 F. BOUTELOUP,  
133, rue de Javel, 75015 PARIS.

**Orfèvrerie**

A partir de 100 F. palmez votre  
dîner à couvert, il double  
pour 75 places, les réservations  
de la soirée. Trois solutions  
dans nous envoyer vos vœux.  
Choix des postes régionaux.  
Document gratuit : COUVERTS  
GULDEN, 4220 Wimpfenstr.,  
à Strasbourg ; 2, rue des Halles-  
bardes ; à Paris ; 34, rue Réau-  
mur (2<sup>e</sup>). Tél. 231-40-28.

**Décoration**

Peinture tissu moquette, tous  
travaux. Tél. : 822-36-32.

Notre lin en 2,40 m avec moulon  
et gazon : 30 F. le m<sup>2</sup> H.T.

**DECOR MURAL** - 56-34-41.  
Mag. 97, rue du Cherche-Midi,  
PARIS-6. Pose tentures mu-  
rales, tissus fournis, sélection  
parlante à partir de 6 F/m<sup>2</sup>.  
Chèques - Moquettes - Rideaux.

**Numismatique**

A VENDRE PIECE ARGENT.  
époque 1692-1711.  
Ecr. n° 3315, « Le Monde » Pub.,  
5, r. des Italiens, 75007 Paris-6.

**Jeux - Prototypes**

LACTORAMA  
Jeu de société sur l'agriculture.  
Nouveauté. « Vivez dans une  
terme laitière au rythme des  
saisons », 2-4 pers., 0,20 franc.  
O.L.S. La Buissonnière  
4240 La Chapelle-sur-Endre.

**Loisirs d'Enfants**

Pour enfants de 7 ans à 11 ans.  
ATELIER D'EXPRESSION  
artist. VIBRAL, GESTUEL  
DENIS. 754-72-40.

**Loisirs**

30 à 70 %  
de remise sur moquette  
grande largeur, toutes qualités  
10 000 m<sup>2</sup> en stock.  
Tél. : 727-3018 de 10 h à 19 h.  
Seul dimanche et lundi matin.

**Jeux - Prototypes**

LACTORAMA  
Jeu de société sur l'agriculture.  
Nouveauté. « Vivez dans une  
terme laitière au rythme des  
saisons », 2-4 pers., 0,20 franc.  
O.L.S. La Buissonnière  
4240 La Chapelle-sur-Endre.

**Loisirs d'Enfants**

Pour enfants de 7 ans à 11 ans.  
ATELIER D'EXPRESSION  
artist. VIBRAL, GESTUEL  
DENIS. 754-72-40.

**Loisirs**

30 à 70 %  
de remise sur moquette  
grande largeur, toutes qualités  
10 000 m<sup>2</sup> en stock.  
Tél. : 727-3018 de 10 h à 19 h.  
Seul dimanche et lundi matin.

un nouveau  
service concernant l'emploi

**Le Monde**  
INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des  
offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde"  
concernant chacune des principales fonctions ou pro-  
fessions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabi-  
lité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent  
ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de  
l'emploi.

**bon de commande à découper**  
**Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS**

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

<input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples.	<input type="checkbox"/> Direction financière et administrative.
<input type="checkbox"/> Marketing relations publiques, publicités.	<input type="checkbox"/> Comptabilité.
<input type="checkbox"/> Informations.	<input type="checkbox"/> Personnel formation relations industrielles et sociales.
<input type="checkbox"/> Production entretien.	<input type="checkbox"/> Direction commerciale vente.
<input type="checkbox"/> Ingénieurs.	<input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
<input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche.	

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

**TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)**

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
5 semaines	20	35	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	70	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	70	136	199	259	315	368	418	462	504	542	572
39 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressée sous pli fermé soit au domicile soit au siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874-22.00, ou écrire :  
**"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS** - 5, rue des Italiens, 75001 PARIS

NOM : \_\_\_\_\_ ou SOCIÉTÉ : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_ TEL : \_\_\_\_\_

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du « Monde » ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris)

150



150

# L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

## appartements vente

### Paris rive droite

**SUR AVENUE SAINT-MANDE**  
Vend. CAUSE FAMILIALE  
Situé sur 12 m. d'avenue  
tout confort. Bâti. 10 m. l'imm.  
rénov. par stano. Bâti. Jumeau  
hab. P. 2. 220.000 F.  
No 10848000 - 955-19-44

### SAINT-AUGUSTIN

2 pièces, cuis., b. salle de bain.  
Tél. 220.000 F. (P. 2)

### PORTE MAILLOT

Immeuble de 12 étages.  
Vente directe par propriétaire.  
1 rue de la République.  
Eclair. par chaudière.  
Cuisine équipée. V.C.  
Placard. Miroir. 2 b. de bain.  
Décoration raffinée. Meublement  
confort. Idéal placement.  
Prix total : 220.000 F. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### MONTMARTRE

A SAINT-PIERRE 15 m. l'imm.  
220.000 F. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### DAUMESNIL

DUPLEX 2 P. 2. 220.000 F.  
4 m. de la République.  
Vend. 220.000 F. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### 16<sup>e</sup> VUE DIRECTE SEINE

Sol. P. 2. 220.000 F.  
100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### VENDS PORTE MAILLOT

A rue de la République.  
Vend. 220.000 F. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### AVENUE MOZART à vendre

Indépendant ou groupe.  
13 Ave. Mozart 100 m. l'imm.  
Cuisine équipée. P. 2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### MUETTE

Dans bel immeuble 1935. 7 p. en  
facade avec salon en robeuse.  
2 b. de bain. 220.000 F. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### NATION JARDIN CALME

Part. à part. de l'imm. 1935.  
13 Ave. Mozart 100 m. l'imm.  
Cuisine équipée. P. 2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### FANTASTIQUE

Avenue Mozart. 100 m. l'imm.  
220.000 F. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### + TERRASSE 152 M2

C. JOLYET - 530-40-90

### MARAI

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAV. MICHEL-BIZOT

PRES BOIS et au centre de l'imm.  
100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### ST-GERMAIN E.R.

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### TROCADERO

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### HALES

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### HALES

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### HALES

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### HALES

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### HALES

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### HALES

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### HALES

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### HALES

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### HALES

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### Paris rive gauche

**VP. ODEON**  
Duplex 4 P. 2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

100 m. l'imm. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### GARCHES. App. dans CADRE

EXCEPTIONNEL. 24 m2  
HABITABLES. Lumin. 15 m2.  
Terrasse. 50 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SOCIETE VEID

en lots ou à l'unité. 3 et  
4 pièces. Lumin. 15 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### BOULOGNE

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### LE PECQ

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### VERSAILLES

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### NEUILLY

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### VERSAILLES

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### NEUILLY

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### VILLEMOIS

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### APPT 3 P.

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### LIBRE A LA VENTE

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### STUDIOS

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### SAINT-MICHEL

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

## Immobilier (information)

VOUS CHERCHEZ UN APPARTEMENT ?

# INFORMATION LOGEMENT

## 525 25 25

Un choix de 40.000 appartements et pavillons neufs à l'achat.  
Un service entièrement gratuit

Centre Etolie  
49, avenue Kébler, 75116 Paris  
525.25.25

Centre Maine  
210, avenue du Maine, 75014 Paris  
539.22.17

### LOCATIONS SANS AGENCE

OFFICE DES LOCATAIRES  
19, rue de la République, 75001 Paris  
525.25.25

### terrains

**MESNIL-SAINT-DENIS (78)**  
70 m2. 150.000 F. 150.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### BOIS-LE-ROI (77)

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### CAUDRY (59)

Part. vend. 40 m2. 220.000 F.  
C. 10848000 - 955-19-44

### constructions neuves

**à GARCHES 92**  
Pres du Golf de Saint-Cloud  
29-33 RUE HENRI-REGNAULT  
Une petite résidence en pierre de taille  
Appartements de grande qualité  
STUDIO AU 5 PIERCES  
Prix ferme et définitif  
Appartement sur place tous les jours  
de 11h à 18h (sauf mardi) ou  
GECOM 747.59.50

### PARIS XXe

9-11 rue du Télégraphe  
Un petit immeuble de qualité  
entièrement terminé  
PIERRE DE TAILLE MASSIVE  
Reste quelques 2 et 3 PIERCES  
HABITABLES IMMEDIATEMENT  
Chauffage Electrique Intégré  
Prix Ferme et Définitif  
Sur place : tous les jours de 11h à 18h ou :  
GECOM 747.59.50

### BOULOGNE

17 rue Béranget  
Petit immeuble résidentiel dans une rue calme, près  
de la Seine, le Parc et le Pont de Saint-Cloud  
STUDIOS ET 4 PIERCES  
Aménagements de qualité  
5.500 F le m2 FERME ET DEFINITIF  
Appartement sur place tous les jours (sauf  
Lundi) de 14h-19h. Sam. et Dim. de 10h à 19h.  
ou GECOM - ALM 38.93

### SAINT-MANDE (94)

20-22 rue Jeanne-d'Arc  
Une petite résidence de prestige  
pièces de taille  
comportant 2 et 3 pièces  
STUDIO AU 5 PIERCES  
Balcans ou terrasses  
et prestations raffinées.  
Sur place sur place tous les jours  
de 10 h. 30 à 18 h.  
(si mardi et mercredi matin) ou  
GECOM - 747-59-50

### SAINT-MANDE (94)

20-22 rue Jeanne-d'Arc  
Une petite résidence de prestige  
pièces de taille  
comportant 2 et 3 pièces  
STUDIO AU 5 PIERCES  
Balcans ou terrasses  
et prestations raffinées.  
Sur place sur place tous les jours  
de 10 h. 30 à 18 h.  
(si mardi et mercredi matin) ou  
GECOM - 747-59-50

### SAINT-MANDE (94)

20-22 rue Jeanne-d'Arc  
Une petite résidence de prestige  
pièces de taille  
comportant 2 et 3 pièces  
STUDIO AU 5 PIERCES  
Balcans ou terrasses  
et prestations raffinées.  
Sur place sur place tous les jours  
de 10 h. 30 à 18 h.  
(si mardi et mercredi matin) ou  
GECOM - 747-59-50

### SAINT-MANDE (94)

20-22 rue Jeanne-d'Arc  
Une petite résidence de prestige  
pièces de taille  
comportant 2 et 3 pièces  
STUDIO AU 5 PIERCES  
Balcans ou terrasses  
et prestations raffinées.  
Sur place sur place tous les jours  
de 10 h. 30 à 18 h.  
(si mardi et mercredi matin) ou  
GECOM - 747-59-50

### SAINT-MANDE (94)

20-22 rue Jeanne-d'Arc  
Une petite résidence de prestige  
pièces de taille  
comportant 2 et 3 pièces  
STUDIO AU 5 PIERCES  
Balcans ou terrasses  
et prestations raffinées.  
Sur place sur place tous les jours  
de 10 h. 30 à 18 h.  
(si mardi et mercredi matin) ou  
GECOM - 747-59-50

### SAINT-MANDE (94)

20-22 rue Jeanne-d'Arc  
Une petite résidence de prestige  
pièces de taille  
comportant 2 et 3 pièces  
STUDIO AU 5 PIERCES  
Balcans ou terrasses  
et prestations raffinées.  
Sur place sur place tous les jours  
de 10 h. 30 à 18 h.  
(si mardi et mercredi matin) ou  
GECOM - 747-59-50

### SAINT-MANDE (94)

20-22 rue Jeanne-d'Arc  
Une petite résidence de prestige  
pièces de taille  
comportant 2 et 3 pièces  
STUDIO AU 5 PIERCES  
Balcans ou terrasses  
et prestations raffinées.  
Sur place sur place tous les jours  
de 10 h. 30 à 18 h.  
(si mardi et mercredi matin) ou  
GECOM - 747-59-50

### SAINT-MANDE (94)

20-22 rue Jeanne-d'Arc  
Une petite résidence de prestige  
pièces de taille  
comportant 2 et 3 pièces  
STUDIO AU 5 PIERCES  
Balcans ou terrasses  
et prestations raffinées.  
Sur place sur place tous les jours  
de 10 h. 30 à 18 h.  
(si mardi et mercredi matin) ou  
GECOM - 747-59-50

### SAINT-MANDE (94)

20-22 rue Jeanne-d'Arc  
Une petite résidence de prestige  
pièces de taille  
comportant 2 et 3 pièces  
STUDIO AU 5 PIERCES



25 d21

**pavillons**

**TRANSACTION/GESTION  
BOULOGNE A VERSAILLES.  
82-83-81. Soir 628-38-77.**

**PERARD, 98-99-12.**  
à vendre pavillon Aulnay-sous-  
bois, 3 pièces, cuis., salle bains  
garage, 400 m<sup>2</sup> jardin + 3 pos-  
sibilités. — Téléph. après  
19 heures : 979-39-75.

**maisons de  
campagne**

Entre mer et montagne  
**MAISONS CÉVENOLES**  
à restaurer ou à restaurer

de 180.000 à 850.000 F.  
enseign. et listes sur demand.  
**EVENNES** - Sud Immobilier  
12, rue Jeu-de-Ballon  
**ANGES** T.M. (16-67) 73-84-34  
12, rue Jeu-de-Ballon, 34190

petite maison rénovée, sur 750 m<sup>2</sup>  
y. grange + garage, 75.000 F a  
b. Tél. M. Jugie, 933-00-64,  
ste 322, samedi et dimanche,  
km. Paris, 15 km. autor. Est,  
r. village, part. vend. maison

g. Pouilly-sur-Loire, maison  
campagne, s/3.000 = env., gros-  
vre bon état, 3 p., caves,  
dépendances ss m. E.

p., cuisine, cellar, terrain  
me - Prix : 50.000 F.  
Téléphone : (86) 52-76-13.

**fonds de commerce**

**PLEIN CENTRE ORLÉANS**  
EMPLACEMENT 1<sup>er</sup> ORDRE  
VENTE PROUIT AU BAIL  
TS COMMERCES AU BUREAUX  
**MAGASIN 75 m<sup>2</sup>**  
+ réserve 40 m<sup>2</sup> + apt F.S.

M. MERCIER L. 41, rue du  
Pressat-Noir, ORLÉANS.  
Téléph. (06) 47-6401.

**URGENT. AFFAIRE A SAISIR**  
SUCCESSION, 2000 frs. famill.  
**MAGASIN MEUBLES**  
DECORATION, 1.500 m<sup>2</sup>.  
Grand parking.  
Ecrite J'ANNONCE TARBES,  
12, R.P.

Vend Garage STATION SER-  
VICE, emplacement, exploitation, 75  
Téléph. après 30 fr. 862-1572.

**PARIS (O)**  
**CHAMBRE DE DÉPUTÉS**  
particulier vend  
**FONDS ET MURS**  
COIFFEUR depuis 1763.  
Possibilité tous commerces.  
Facile à exploiter. Eau, élec-  
tricité, nouveau cave + grenier.  
800.000 F. Ecrite au Ref. 5494.  
M. L. LICHNER, 10 rue de  
Louvres, 75003 Paris Cedex 03  
qui transmettra.

**RECH. FONDS DE COMMERCE**  
934-09-74 - 522-25-26

**bureaux**
























Exceptionnel à louer  
en centre de Paris-1<sup>er</sup>, rue de Richelieu.  
Immeuble pierre de taille.  
**3 MIV. DE 185 m<sup>2</sup> + Arch**  
6 lignes de téléphone.  
55 000 F/m<sup>2</sup> par niveau.  
Régie autonome.  
Appeler le 733-97-97, poste 223

**8<sup>e</sup> SAINT-AUGUSTIN**  
Dang Immeuble grand standing  
Sur un seul niveau.  
350 m<sup>2</sup> réparés, 10 à 12 pers.  
Possibilités de sal. de conférence.  
Bibliothèque, ascenseur en 95-50  
Téléphone : 8 lignes reçues  
10 postes (possibilités env. 20)  
Cuisine équipée, possibilité de  
hôtels conversions salons  
Capacité d'hébergement 100  
Personnel d'entretien  
Climatisation  
Garages. Tél. **293-62-52**

**POUR INVESTISSEURS**  
Belle bât. vendue 77, prie  
à Paris, bail 9 ans, 200 m<sup>2</sup>  
en copropriété. LAB. 45-21

**domaines**

Cause, pacifique, pacifique, vend  
1<sup>er</sup> terrain env. 1000 m<sup>2</sup> hangars,  
bât. part. 1<sup>er</sup> étage, bureau, env.  
1000 m<sup>2</sup> terrain, 1000 m<sup>2</sup> terrain,  
Carnet techn. 1<sup>er</sup> gen. Arr. d'Int.  
1<sup>er</sup> gen. Arr. d'Int. 1<sup>er</sup> gen. Arr.  
Escr. : 7-779, 8<sup>e</sup> allée, 75016 Paris  
S. r. des Nations, 75021 Paris-P.

8/5  
**78** **3.800** **80 %**  
**FD**  
 LIVRAISON  
 IMMEDIATE  

























































































































175 **92** **4.600** **80 %** **1977** **38**  
**FD** **20**  
   **177**  **MONTEUR**  **QUEST**

**RÉSIDENCE DES FONTAINES - 1 à 5, rue des Pom-**  
**marais, Sévres.** Située d'un site tr. privil., à 5 min. de la  
 gare, au calme, au mil. d'un parc de 5 000 m<sup>2</sup>, près centre  
 ville, une construct. de 3 pet. imm. de 3 et 4 ét. en pierre de  
 t. Reste 20 appart. du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> p. Vis. appt 21-23, av.  
 les Jrs, js, sf, lundi, mardi de 14 h. 30 à 18 h. CIP, 21-23, av.  
 Place à 154.500. 751 16 Paris 370

C/5  
**92** **A.500** **FD** **80 %**  
**20** **1978** **Regist. 58** **34** 

  **MAIRIE**  
**D'ISSY**  **123 169**  
**126 189**  
**136 190**

**33, RUE HOCHÉ - Issy-les-Moulineaux - Secteur résidentiel et calme à 300 mètres M<sup>e</sup> Mairie-d'Issy, immeuble façade marbre, grand confort, du studio au 4 pièces. Bureau de vente sur place samedi, dimanche de 14 à 19 h.**  
**S.I.E.T.R.A.** 125, rue du Chêrche-Midi, Paris (157)

C/6

**92**


**3775**


**FD**

**80 %**

**20**

**1976**






**128**

**188**



**LIÈGE -**  
**SCHEUX**  
**CHATEAUX-**  
**AUX-ROSES**




**SUD -**  
**QUEST**  
**A PROXIMITÉ**


**FLORILÈGE -** Angle rue Marx-Dormoy et av. du MI-Foch,  
à Fontenay-aux-Roses - à 10 mn à pied de la ligne de  
Sceaux; dans un site agréable, élégante et discrète résidence  
du st. au 5 p. App. primable 1 % potrain. Bur. vente sur pl.  
sf mgr: et mercr. 10 à 12 h. et 14 à 19 h. T. 702-25-41.

**LA MAISON DU SCIC,**  
15, boulevard de Vaugrand,  
Paris-10<sup>5</sup> - tel. 567-6767.

**Une réalisation**  
**CAPI**






**escic**



**FRAN**

C/5 **7.500** **80 %** **1977**  
**92** **FD** **20**

**RÉSIDENCE RACINE - 61, bd Bineau, Neuilly-s-Seine -**  
**un immeuble racé au confort raffiné. Sur place tous les jours**  
**sf mar. et merc. de 10 à 12'h., de 14 à 19 h. T. 757-05-75.**  
**LA MAISON DU G. SCIC,**  
**15, boulevard de Vaugirard,**  
**Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.**

Une réalisation **gscic** **PARIS**  
**CAPRI**

**MARCEL SEMBAT 57 - 57, bd Marcel-Sembat, St-Denis**  
 A 500 m du métro, 2 immeubles d'excellente qualité offrant  
 quelques appartements de 4 et 5 pièces. Prêt spécial à 3 %  
 sur 15 % de l'acquisition et prêt bancaire. Appartements  
 terminés tous les jours de 14 h. à 19 h. (sauf mardi et mercr.)

**SERCO** 14, rue Magellan PARIS (8<sup>e</sup>) **723-72-00**

0/5  
**94**  
 3.300  
 PRIX  
 MOYEN  
 80 %  
 20  
 LIVRAISON  
 IMMEDIATE  
  
  
  
  
  
 ROUVILLE  
  
 N° 4

**SAINT-MAURICE** - Résidence du Manège, 121, 125,  
 rue du Maréchal-Ledere, Saint-Maurice. — Appartements  
 2-3 à 5 pièces, loggias, jardin. Reste 15 appartements.  
 Visite sur place : lundi, jeudi, samedi, dimanche, de  
 14 h. à 18 h. 30. Tél. : 893-19-82, Pierre **BARON S.A.**

**« Le Monde Immobilier »**  
est une rubrique de publicité ouverte à tous  
les constructeurs-promoteurs.  
Elle est destinée à faciliter la démarche de  
nos lecteurs dans la recherche et le choix  
d'un programme immobilier.

**...et un prêt CDE  
financera votre achat :**

**cde**

**Comptoir des Entrepreneurs**  
6 rue Volney Paris 2<sup>e</sup> - Tél. • 260 35 36

سكنا على الاصل



# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## Les déclarations de M. Georges Ségué

« La journée nationale de grève du 7 octobre avec la C.F.D.T. et la FEN a, au mieux, mobilisé six millions de salariés, soit seulement un salarié sur trois. Vous organisez d'autres journées d'action, le 23 octobre sur l'emploi, en novembre sur la Sécurité sociale. Croyez-vous que c'est la meilleure méthode d'action pour amener les pouvoirs publics et le patronat à négocier ? »

Je pense qu'une mesure sans doute pas encore survenue, le poids que la journée du 7 octobre a eu sur la vie sociale et politique et tous les prolongements qu'elle aura. Six millions de salariés en grève c'est une des plus fortes proportions que des actions de cette nature aient jamais eues. Au plus fort de mai 1968 il y avait neuf millions de travailleurs en grève.

L'expérience a maintes fois prouvé que l'efficacité de telles actions n'apparaît qu'au terme de plusieurs semaines ou de plusieurs mois. La journée du 7 octobre a exprimé le rejet massif et éternel du plan d'austérité ; de plus, elle a révélé une profonde volonté d'en finir avec les injustices de toute nature. Le 23 octobre est une nouvelle étape de l'action syndicale. Par ailleurs, nous croyons qu'il ne faut pas laisser passer le débat budgétaire à l'Assemblée nationale sans une nouvelle initiative d'action. A cet effet, nous nous proposons d'associer les questions de la Sécurité sociale et de la fiscalité dans un même objectif d'unité d'action dont nous discuterons avec la C.F.D.T. et la FEN.

— En lisant ces deux pro-

blèmes, n'allez-vous pas faire rebondir des polémiques anciennes, avec la C.F.D.T. notamment ?

— Dans la mesure où l'on intègre des problèmes qui ont fait l'objet de longues controverses, notamment de la Sécurité sociale, quelconque fait dans une perspective de réforme démocratique de la fiscalité et de la Sécurité sociale, nous sommes tout à fait prêts à examiner les modifications du système en vigueur au mieux des intérêts des travailleurs.

— Au-delà de ces initiatives de caractère national, nous avons recommandé à nos organisations de multiplier les actions dans les entreprises et les branches professionnelles sur les revendications.

— Toute concession imposée au patronat, au gouvernement, sur les revendications, constitue une brèche dans le plan gouvernemental.

Le 7 octobre a d'ailleurs stimulé et multiplié les actions dans les entreprises et provoqué parfois des concessions a priori d'employeurs qui voulaient éviter un conflit. Tous les patrons ne sont pas aussi disciplinés qu'on le dit aux injonctions du gouvernement et du C.N.P.F. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, à Dampierre-sur-Saône (Loiret), une action conduite par la C.G.T. dans une entreprise qui construit une centrale nucléaire et qui comprend notamment mille deux cents travailleurs immigrés a abouti à des augmentations de salaires de 400 à 700 francs par mois ; dans ce cas les impératifs du plan Barre ont été sérieusement bousculés.

aussi à tous les privilèges de ce régime fondé sur l'injustice qui vivra dans un luxe insolent, dont un grand nombre n'ont aucun emploi défini, mais peuvent dépenser en une seule soirée de plaisir deux fois le salaire mensuel d'un O.S.

— Nous sommes les plus résolus des partisans de la réduction des inégalités sociales, mais là aussi il faut être clair et dépasser le simple slogan. Il y a de nombreuses causes aux inégalités sociales et certaines touchent aux conditions de travail, à la formation professionnelle, aux discriminations d'âge, de sexe, de nationalité. Mais je pense que les deux principales inégalités résident dans le niveau outrancièrement bas de la rémunération d'un grand nombre de salariés et dans un système fiscal foncièrement injuste.

— Les organisations syndicales devraient réfléchir à une campagne plus systématique contre la sous-rémunération dont sont victimes des millions de salariés qui gagnent moins de 2 000 francs par mois. J'ai rencontré au cours de mes réunions une femme de soixante-deux ans, O.S. depuis quarante ans et ne gagnant que 1 300 francs par mois. C'est une situation inadmissible. C'est là que se situe le vrai problème de la hiérarchie.

— Enfin, je crois qu'il est absurde d'imputer aux organisations syndicales l'injustice que représentent certaines grilles hiérarchiques de salaires imposées par le patronat ou l'administration, souvent à

partir d'accords séparés et malgré l'opposition de la C.G.T. Dans presque toutes les branches, la C.G.T. lutte pour de nouvelles grilles de salaires qui revalorisent substantiellement les basses catégories sans léser les autres, étant entendu que l'ouvrier professionnel à 3 000 francs par mois ou le cadre moyen à 5 000 francs ne sont pas à nos yeux des Français qui vivent au-dessus de leurs moyens.

— Parmi l'ensemble de vos revendications, vous accordez donc la priorité au relèvement des bas salaires ?

— Pour la C.G.T., la priorité a toujours été la défense des revendications des salariés les plus exploités, donc la remise en cause d'un système de rémunérations qui consacre de telles injustices. Nous ne séparons pas ce problème des rémunérations de l'ensemble de la situation économique et sociale. Du relèvement des bas salaires participerait à la stimulation de la consommation intérieure, donc à la stimulation de l'activité économique et à la réduction du chômage. Malheureusement ni le patronat ni le gouvernement ne veulent discuter sérieusement de cette question, ni d'ailleurs des autres grands problèmes sociaux.

— Nous préférons pourtant changer nos responsables syndicaux dans un sens constructif, nous consacrer à des négociations plutôt que de passer notre temps à organiser des manifestations et des grèves.

« M. Ceyrac et moi, nous faisons tous deux de la politique »

— Les appels répétés du patronat au plan Barre et le soutien de plus en plus net de M. Ceyrac à ceux qui luttent contre le collectivisme ne sont-ils pas vous contraindre à placer plus ouvertement l'action syndicale sur le terrain politique ? Ne croyez-vous pas que cette position serait dangereuse pour un mouvement syndical déjà très minoritaire en France et souvent accusé par les travailleurs eux-mêmes d'être trop politique ?

— Sans surestimer la valeur des sondages, les derniers ont montré que si le taux de syndicalisation en France n'est pas suffisamment élevé à notre gré, le rôle des syndicats dans la vie nationale n'est pas inférieur à celui de l'échec de nos principes politiques ; il est même supérieur à celui du patronat. Les termes « très minoritaires » ne conviennent donc pas à mon sens pour qualifier le rôle que jouent en France les mouvements syndicaux.

— Il est dans l'ordre normal des choses que M. Ceyrac soutienne le plan Barre. Bien qu'il reproche souvent aux syndicats de faire de la politique, nous ne lui renvoyons pas l'accusation de faire du gilet de descendre dans l'arène politique pour y combattre le programme commun de la gauche. Sa mission est de défendre les intérêts du grand patronat. Il est logique qu'il soit hostile aux réformes économiques et sociales du

programme commun et spécialement aux nationalisations.

— De même, la mission du secrétaire général de la C.G.T. est de défendre les intérêts des travailleurs, il est dans l'ordre normal des choses qu'il soutienne le programme commun. Ainsi d'une certaine manière, nous faisons tous deux de la politique. M. Ceyrac celle du patronat, la C.G.T. celle des travailleurs. Permettez-moi de penser que la nôtre est plus progressive et a plus d'avenir que la sienne.

— Si la C.G.T. faisait une politique partisane, si, comme les puissances centrales syndicales allemandes et britanniques, elle entretenait des liens organiques avec un parti politique, cela lui serait évidemment à son avantage et serait en contradiction avec ses principes d'indépendance et de démocratie.

— Entre le ralliement du syndicat à la politique d'un parti et l'apollisme stérile qui ne sert qu'à camoufler la collaboration de la C.G.T. à une politique de classe, il y a une différence de classe, qui réside d'une part dans la politique avancée et qui, pour le moment, que cela plaise ou non, prédomine dans le mouvement ouvrier et même se renforce comme en témoigne le fait que la C.G.T. a enregistré trois cent cinquante mille adhésions depuis le début de l'année.

Propos recueillis par JEAN-MARIE DUPONT et JEAN-PIERRE DUMONT.

## CONJONCTURE

### Le ralentissement de la croissance en France est confirmé par l'INSEE

Les industriels s'attendent à une moindre hausse des prix

« La production n'augmente plus que lentement dans l'ensemble de l'industrie », estime l'INSEE, au vu des réponses que lui ont faites, en octobre, les deux mille deux cents chefs d'entreprises régulièrement interrogés lors des enquêtes de conjoncture menées par l'Institut de la statistique. « Les commandes de commandes se sont dégradées depuis le mois de juillet et sont à présent jugées un peu inférieures à la normale. Ce ralentissement est surtout d'origine intérieure, puisque les commandes « étrangères » ne varient pas, restant peu garnies. Les stocks de produits finis sont stabilisés à un niveau peu élevé. »

Que va-t-il se passer ? « Les perspectives de production s'atténuent depuis le mois de mai, répond l'INSEE. En octobre, le climat général se dégrade nettement, et les perspectives personnelles ne correspondent plus qu'à une expansion faible. On compte un mois de plus qu'industriels optimistes de plus que de pessimistes ; la proportion tombait à 28 % en juin, à 14 % en juillet et à 12 % en septembre. En octobre, le nombre de ceux qui croient que leur production va augmenter ne dépasse plus que de 6 % celui des chefs d'entreprises qui s'attendent à ce qu'elle baisse. La dégradation concerne plus particulièrement les produits de base, les biens intermédiaires et les biens de consommation.

Sous le titre « Meilleurs sentiments » (en français), le Wall Street Journal est revenu jeudi 21 octobre sur l'éditorial qu'il avait publié mardi 19 octobre sous le titre « Vive la gauche ».

L'important journal économique américain rappelle les commentaires faits à propos du premier éditorial par le porte-parole de l'Élysée, M. Jean-Philippe Lecat, et se félicite d'avoir attiré l'attention des autorités françaises. « France, maintenant que nous avons votre attention, répliquons notre message du premier éditorial : on ne guérit pas une économie malade en augmentant les impôts, écrit-il. Pour limiter un déficit, et donc faciliter un ralentissement de la croissance monétaire, il faut plutôt réduire les dépenses. »

L'éditorialiste du Wall Street Journal déclare avoir reçu un appel du Figaro, à qui il a précisé, dit-il, que le soutien du Wall Street Journal à la gauche française ne porte que sur l'opposition de cette dernière à l'augmentation des impôts. « Nous avons fait ce que nous pouvons pour la Grande-Bretagne et nous espérons être de quelque service à la France, conclut-il. Notre plus sincère espoir est que d'ici un an nous puissions transférer la croisée pour une réduction des dépenses et des impôts au Figaro et peut-être au Monde. »

La Banque de France estime de son côté, dans son enquête mensuelle, que « malgré les incertitudes qui affectent les prévisions, l'activité est assurée à son niveau actuel jusqu'à la fin de l'année », ce qui semble exclure une prolongation de la croissance. « Les incidences du plan Barre, ajoute-t-elle, n'apparaissent pas encore assez nettement sur les chefs d'entreprise pour qu'ils se soient [déjà] départis de leur réserve. »

La Commission européenne n'a

## SECON LA COMMISSION EUROPÉENNE

### Le fléchissement de l'expansion pourrait n'être que passager

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Un optimisme tempéré par une grande prudence caractérise le diagnostic de la Commission européenne dans son rapport de conjoncture. Il est, pense-t-elle, raisonnable d'espérer que le ralentissement de l'expansion, constaté depuis le printemps 1976, ne sera que passager.

Une série de facteurs « permet d'écarter la poursuite de l'essor conjoncturel » : la poussée des prix et des coûts salariaux s'est affaiblie ; la confiance des consommateurs se raffermi ; les conflits sociaux sont devenus moins aigus et la coopération entre pouvoirs publics, patrons et travailleurs commence à porter ses fruits ; la productivité et la rentabilité des entreprises se sont accrues dans de nombreux secteurs de l'industrie ; l'expansion du commerce mondial se poursuit.

Le taux de croissance du produit intérieur brut de la C.E.E. devrait se situer cette année au-dessus de 5 % (à comparer à une baisse de 2,5 % en 1975). Cette prévision moyenne masque des divergences sensibles selon les États : 3 % au Royaume-Uni et au Luxembourg, 3,7 % aux Pays-Bas et en Belgique, 5 % en France et environ 6 % en Allemagne fédérale.

Pour 1977, la Commission prévoit, pour autant que les facteurs favo-

rables continuent d'agir, un taux de croissance moyen de 4 %. Toutefois, cette expansion « n'entraînera vraisemblablement que de faibles progrès de l'emploi ». Autre ombre au tableau, la persistance de l'inflation : « A défaut d'une action énergique des États membres... il est à craindre que la hausse des prix, pour l'ensemble de la C.E.E., ne soit guère inférieure en moyenne l'année prochaine au taux enregistré en 1976. Les effets de la sécheresse, pour l'agriculture, de nouvelles dépréciations monétaires et des majorations de prix à l'importation pourraient même accentuer la tendance actuelle. »

La Commission s'empresse d'indiquer que son pronostic globalement optimiste doit être accueilli avec prudence. Elle distingue deux principales raisons à « la prudence de l'expansion » : l'incertitude touchant l'évolution des investissements et les effets des plans anti-inflation.

PHILIPPE LEMAITRE.

## Etre partout à la tête des luttes

— Mais n'y a-t-il pas toujours une décalage entre l'unité d'action au sommet avec la C.F.D.T. et la FEN et les réalités dans les entreprises ? On constate dans de nombreux conflits (Général-Daniergues, sidérurgie Lorraine, Le Havre), une modération de la C.G.T. dans l'action qui trahit avec les appels du sommet à un renforcement des luttes. Comment expliquer ce décalage ?

— On ne peut empêcher des journalistes d'éprouver pour la C.F.D.T. une tendresse à toute épreuve. Mais à partir du moment où cela met en cause, de notre point de vue, l'objectivité, il faut bien en appeler à la réalité des faits.

— Le 3 septembre, la C.G.T. propose une action d'ampleur nationale pour « défendre le pouvoir d'achat et contre l'impôt sécheresse ». Dans un premier temps, la C.F.D.T. décline cette proposition. Elle préfère une tenue à la journée du 23 octobre et laisser aux fédérations le soin d'apprécier les possibilités d'action par branche. Le 17 septembre, la C.G.T. réagit d'une part la FEN d'autre part la C.F.D.T. ; elle précise sa proposition : grève de vingt-quatre heures le 5 octobre. La FEN demande à réfléchir ; la C.F.D.T. oppose à cette proposition un appel de travail d'une heure dans le secteur privé dès le 28 septembre et préfère reporter à plus tard l'action dans les secteurs public et nationalisé. Dans la nuit du 22 au 23 septembre, le secrétaire général de la C.F.D.T. répond par un « non » ferme et définitif à notre proposition de grève de vingt-quatre heures le 5 octobre. Douze heures plus tard, la C.G.T.

la C.F.D.T. et la FEN rendent public leur appel commun à la grève de vingt-quatre heures pour le 7 octobre. Après cela, il n'est pas très sérieux de vouloir accablent l'idée d'une C.G.T. timorée et d'une C.F.D.T. combative (1).

— Etre partout à l'initiative et à la tête des luttes, telle est la ligne de conduite de la C.G.T. ; elle est appliquée partout, mais non sans degré de responsabilité et toujours selon notre conception de masse du syndicalisme qui rejette les théories aventuristes des petites minorités agissantes. L'unité d'action a prouvé son efficacité le 7 et le 23 octobre, mais elle n'élimine pas les désaccords antérieurs.

— Par exemple, l'engagement de la FEN dans cette action unitaire, nous l'avons dit clairement à ses dirigeants, a valeur de désengagement du carcan des accords séparés et au rabais que le pouvoir et le patronat ont utilisé dans des buts de division des travailleurs au service de leur politique d'austérité.

— Le mérite de cette évolution revient dans une large mesure à ceux qui, au sein de la FEN, n'ont cessé de lutter sur une position unitaire contre les pratiques de collaboration de classe que consacrait la signature des contrats sociaux aux dans la fonction publique.

— Avec la C.F.D.T., dont le congrès a condamné le gauchisme, comme nous l'avons fait depuis longtemps nous espérons parvenir à éliminer certaines des difficultés qui ont encore récemment compliqué les relations unitaires. Cela sera possible et nous nous en tenons fermement à l'esprit et à la lettre de notre accord d'unité d'action de juin 1974.

## SYNDICATS

La catastrophe de Merlebach

### LA DIRECTION A VIOLÉ LES RÈGLEMENTS accuse la C.G.T.

Après la catastrophe minière qui fit 30 septennaires, fait seize morts au puits de Merlebach, la C.G.T. a accusé la direction du bassin d'avoir « délibérément violé les règlements de sécurité ». « Cette grève de la faim est une manifestation particulière de la révolte des travailleurs contre l'insouciance de la direction du C.F.A. et du pouvoir politique qui refusent d'écouter les arguments des grévistes », dit le communiqué de la section syndicale C.F.D.T. du centre de la Hague. La C.F.D.T. précise, par ailleurs, que le caractère individuel de cette protestation « ne s'inscrit pas dans les axes d'action déduits collectivement depuis le début du conflit et, en conséquence, demande aux deux responsables syndicaux de bien vouloir cesser leur grève ». (Corresp.)

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

« La C.F.D.T. et les grévistes de la faim de la Hague. — Trois jours après avoir entrepris une grève de la faim pour protester contre la « privatisation » du centre nucléaire de la Hague (le Monde du 21 octobre), les deux responsables C.F.D.T. engagés dans cette forme d'action ont été désavoués par leur syndicat. « Cette grève de la faim est une manifestation particulière de la révolte des travailleurs contre l'insouciance de la direction du C.F.A. et du pouvoir politique qui refusent d'écouter les arguments des grévistes », dit le communiqué de la section syndicale C.F.D.T. du centre de la Hague. La C.F.D.T. précise, par ailleurs, que le caractère individuel de cette protestation « ne s'inscrit pas dans les axes d'action déduits collectivement depuis le début du conflit et, en conséquence, demande aux deux responsables syndicaux de bien vouloir cesser leur grève ». (Corresp.)

## Le vrai problème de la hiérarchie

— Vous avez mal accueilli, semble-t-il, les propositions faites par la C.F.D.T. au mois d'août concernant la réduction des inégalités. Ne pensez-vous pas qu'une telle réduction passe aussi par une limitation des revenus de cadres supérieurs ? Quelles sont vos propositions dans ce domaine ?

— L'accord d'unité d'action de juin 1974, conclu entre la C.G.T. et la C.F.D.T., répond pour l'essentiel à votre question. Les personnes qui disposent de revenus mensuels supérieurs à 13 000 F par mois sont loin des préoccupations de la masse des salariés. Ce sont souvent des chargés de pouvoir du patronat et leur comportement dans la vie sociale est, en règle générale, hostile aux travailleurs et à leurs revendications.

— Quand nous disons « il faut faire payer les riches », nous pensons certes avant tout aux monopoles, aux profits capitalistes, aux spéculateurs, mais

(1) A la C.F.D.T., on précise que trois éléments nouveaux sont intervenus entre le 22 et le 23 septembre, qui ont permis un accord entre la C.F.D.T. et la FEN. La C.F.D.T. a obtenu que la journée de grève n'ait pas lieu le 3 octobre, jour de rentrée parlementaire, ce qui risquait de lui donner un sens uniquement politique, mais deux jours plus tard ; le mot d'ordre n'était plus « grève de vingt-quatre heures » mais « journée nationale de grève » ; l'accord signé contenait un appel commun de la C.G.T. et de la C.F.D.T. pour qu'au-delà du 5 octobre s'organise une « offensive unitaire » des fédérations, réclamée par la C.F.D.T. depuis le début de septembre mais refusée jusqu'alors par la C.G.T. — (N.D.L.R.)

**RESIDENCE JULY**

Quai des Carrières  
94200 CHARENTON-LE-PONT  
Tél. 368.54.46

**VOTRE 4 PIÈCES EN BORDURE DE SEINE EST ENTièrement TERMINE, IL NE COUTE QUE 301.600 F PARKING COMPRIS**

2<sup>e</sup> étage, 4 pièces, 78,90 m<sup>2</sup> + loggia 2,50 m<sup>2</sup> - parc à voiture en sous-sol et cave compris : **301.600 F.** Prix ferme et non révisable

3<sup>e</sup> étage, 4 pièces, 76,70 m<sup>2</sup> + loggia 8,60 m<sup>2</sup> - 2 parcs à voiture en sous-sol et cave compris : **318.600 F.** Prix ferme et non révisable

POUR VISITER L'APPARTEMENT TEMOIN : en voiture, par la porte de Charenton ou la porte de Bercy ; en métro, ligne n° 8, Place Balard à Créteil, station Charenton-Ecoles.

Visite de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h tous les jours.

C'est une réalisation SEMIVAM avec le concours de la SACI

Demandez dès maintenant notre documentation en retournant ce bon à :

**CORI**

254, bd St-Germain 75007 Paris  
Tél. 260.38.22

Le délai de réponse sera de 10 jours sur la Résidence JULY à Charenton.

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_



## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## LA JOURNÉE NATIONALE D'ACTION

## POINT DE VUE

## Vraies et fausses solutions

par PHILIPPE PONTET (\*)

**A**CTUELLEMENT, un peu moins de la moitié des chômeurs ont moins de vingt-cinq ans. Quelle confiance peuvent-ils avoir dans une société et un système économique qui, dès le départ, les rejettent au rang de marginaux ? Faut-il s'étonner qu'ils ne voient d'avenir que dans la collectivité et entrent dans la vie professionnelle et politique « l'injure à la bouche » comme aurait dit Barrès ?

Le gouvernement n'a pourtant pas ménagé ses efforts. La majorité des jeunes sont d'ailleurs absorbés sans difficulté par le marché du travail. Mais comment donner à tous un emploi qui réponde à leur formation — ou à leur absence de formation — et à leurs aspirations ? L'opposition y réussirait-elle mieux ? On peut en douter à étudier les remèdes qu'elle préconise et qui à bien des égards apparaissent soit comme de fausses solutions, soit comme difficilement conciliables avec les contraintes économiques actuelles.

La première fausse solution consiste à réclamer un taux de croissance irréaliste et incompatible avec les tensions inflationnistes que nous connaissons. Certes, la crise économique est maintenant derrière nous, mais il ne faut pas entretenir l'illusion, d'une part, qu'un taux de croissance aussi considérable que celui que nous avons connu il y a quelques années est possible et, d'autre part, qu'il y aura là une condition suffisante pour assurer le plein emploi. La coexistence d'offres et de demandes d'emploi non satisfaites même en période de très haute conjoncture montre, et tous les experts sont d'accord sur ce point, que

l'équilibre sur le marché du travail en France se pose moins en termes quantitatifs qu'en termes qualitatifs.

La seconde fausse solution consiste à créer massivement de nouveaux emplois dans les administrations. Cette proposition rencontre incontestablement un bon accueil dans l'opinion car le prestige et la sécurité des emplois administratifs sont tels que bien des Français souhaitent entrer dans l'administration. Ils sont évidemment une majorité en période d'instabilité de l'emploi.

Cette solution est donc politiquement payante, elle n'est pourtant pas honnête. Certes, l'administration doit créer des emplois nouveaux et les gouvernements de la V<sup>e</sup> République n'ont pas hésité à le faire puisqu'une récente étude présentée par M. Durafour, alors ministre du travail, a montré qu'au cours des vingt dernières années, la Fonction publique avait été trois fois plus créatrice d'emplois que le secteur industriel et deux fois plus que le secteur commercial.

L'administration a-t-elle réellement des besoins correspondant aux chiffres avancés par l'opposition ? Rien n'est moins démontré. Les chômeurs qu'elle recruterait auraient-ils le profil et la formation pour rendre des services dans l'administration ?

Aux P.T.T. par exemple, l'essor donné par le gouvernement au téléphone doit conduire à créer dans la seule branche des télécommunications près de huit mille emplois nouveaux par an d'ici à 1980. En créer par exemple le double ou le triple dans le seul but de supprimer des chômeurs conduirait dans l'immédiat à un coût budgétaire très important

(qui ne pourrait évidemment être supporté que par une augmentation des tarifs et par conséquent de la charge pesant sur l'usager ou le contribuable) et, pour le futur, à retarder de nouveaux chômeurs le jour prochain où l'équilibre de l'offre et de la demande de téléphone ne justifiera plus les investissements massifs d'aujourd'hui.

Plus fondamental est de savoir quelle société nous voulons construire. Les Français qui se plaignent déjà, souvent avec raison, de l'omnipotence et de l'omniprésence de l'administration souhaitent-ils vivre dans un pays où l'essentiel de la population active serait constituée par la fonction publique (avec quelle productivité et quelle compétitivité pour notre économie ?)

Troisième fausse solution : l'abaissement de la durée du travail.

La réduction du temps de travail est certes une aspiration profonde du monde ouvrier. Elle doit donc être poursuivie et même accélérée en tenant toutefois compte du surcoût qu'entraîne pour les entreprises la diminution du temps de travail à rémunération égale. Elle doit être conduite sans détériorer leur productivité et leur compétitivité. C'est pourquoi elle ne peut être que progressive. Or seule une réduction massive de la durée du travail permettrait la création immédiate d'un nombre significatif d'emplois nouveaux. Elle n'est évidemment pas réaliste dans la conjoncture actuelle, aucun pays du Marché commun ne l'a, du reste, inscrite à son programme.

Plutôt que de recourir à ce qu'il faut bien appeler de fausses solutions, de nature à élargir le fonctionnement de l'économie française, il existe d'autres solutions qui, elles, vont dans le sens de son renforcement.

## Des emplois dans les secteurs productifs

## ● La création d'entreprises nouvelles.

Plutôt que d'élargir et de « fonctionnaliser » les entreprises existantes pour créer des emplois nouveaux, il est préférable de mettre en œuvre une aide à la création d'entreprises nouvelles. Chaque année, trois fois plus de firmes nouvelles voient le jour aux États-Unis et deux fois plus en Allemagne et au Japon qu'en France. Il y a là un objectif fondamental de la « société de liberté et de progrès ». La liberté d'entreprise est une aspiration profonde des Français, M. Mitterrand a bien compris que, sur ce plan, il se devait de les rassurer en se faisant récemment le chantre de la liberté d'entreprise pourtant peu conciliable avec le programme commun.

C'est qu'en effet la création d'entreprises n'appartient qu'à la philosophie libérale, elle en est même un des aspects les plus progressifs. Elle remet en cause les situations acquises, elle accède la mobilité sociale, elle redonne plus d'importance, à l'heure où trop de nos compatriotes prennent une mentalité d'assistés,

aux qualités d'initiative, de responsabilité et d'invention.

Dans cette optique, le programme d'action en faveur des P.M.E. et des nouvelles entreprises annoncé au début de l'été par M. Fourcade, M. d'Ornano et M. Barre, alors ministre du commerce extérieur, va dans le bon sens.

Dans une politique de développement du taux de natalité des entreprises françaises, une mention particulière doit être faite de l'artisanat. C'est un tort sans doute inhérent à notre âge industriel, que de n'avoir pas porté plus d'attention à la dispersion, progressive du secteur artisanal, qui constitue un élément d'équilibre de l'emploi, notamment dans les régions les plus défavorisées. Une action systématique de développement de l'artisanat et de drainage d'emplois vers ce secteur n'a donc rien de rétrograde.

Il faut, ajouter, pour compléter cette politique de création d'emplois, deux types d'action. Le premier concerne l'aménagement du territoire. Dans notre pays, les déséquilibres d'emplois sont largement régionalisés, et la répartition des travailleurs à la mobilité géographique — les aides actuellement prévues ne sont pas suffisantes pour les valoir — reste une des causes principales des difficultés dans certaines régions. Le second concerne le développement de la recherche scientifique et technique, dont on ne dit jamais assez qu'il est nécessairement, à terme, les conséquences sur le niveau de l'emploi. Les technologies nouvelles comme la télé-informatique ou la télé-distribution, le développement des loisirs ou la lutte contre la pollution seront sans doute des « pourvoyeurs » d'emplois plus importants que ne le sont les charbonnages, par exemple.

● La création d'emplois liés à l'exportation et au rayonnement de la France à l'étranger.

Un très important effort d'exportation a été entrepris par les industries françaises et les pouvoirs publics. Déjà, presque un travailleur sur deux doit son emploi dans l'industrie aux commandes passées à l'étranger. Il est certain, toutefois, qu'au cours des prochaines années c'est dans la conquête de nouveaux marchés et surtout dans l'accroissement du nombre des entreprises exportatrices (cinq mille à peine exportent plus de 10 % de leur chiffre d'affaires) que se trouvera l'un des principaux ressorts de la création d'emplois en France.

A cela doit s'ajouter la création d'emplois à l'étranger pour de jeunes Français dans les implantations industrielles ou commerciales que nous devons développer. Là aussi, les possibilités sont considérables, car le retard est grand, et son rattrapage conditionne notre compétitivité internationale. A peine un million de Français vivent et travaillent pour la France à l'étranger, chiffre sans commune mesure avec celui des Allemands, des Italiens ou des Japonais qui contribuent au développement de leur industrie et de leur commerce dans le monde.

La vie à l'étranger, c'est l'aventure moderne pour un jeune Français ; il y a là des services considérables à rendre à notre pays en même temps qu'un potentiel d'emplois important. Le gouvernement a tout récemment

pris une série de mesures pour faciliter, sur le plan de leur protection sociale ou de la scolarisation de leurs enfants, par exemple, la vie des Français à l'étranger ; il faut s'en féliciter, car leur nombre doit et peut s'accroître considérablement sans constituer, bien au contraire, un appauvrissement pour notre pays.

## ● Une formation et une orientation mieux adaptées.

Sauf à mettre en place, comme dans les pays collectivistes, une organisation du marché du travail qui ne tiennne que très accessoirement compte du souhait de chacun des individus, un système — et c'est bien celui que le président de la République veut préserver — qui place avant toute chose l'aspiration individuelle et la liberté de chacun de choisir son métier, conduit inévitablement à un marché du travail où coexistent le manque de main-d'œuvre dans certains secteurs, le refus d'exercer certains métiers et l'embouteillage dans d'autres professions.

## Deux actions indispensables

Mme Veil soulignait récemment son inquiétude devant le nombre, bientôt pléthorique, de candidats médecins ; les compagnies aériennes hésitent de plus en plus à prendre la responsabilité de former les candidats pilotes de ligne qui se présentent à leur porte. Peut-on raisonnablement penser que le marché du travail absorbera dans leur totalité tous les jeunes qui étudient actuellement la sociologie, la psychologie, l'histoire de l'art, les lettres ou même le droit ? Peut-on continuer à délivrer deux fois plus de G.A.P. qu'il n'y a d'emplois disponibles dans certains secteurs (textile, habillement) mais cinq fois moins dans d'autres secteurs (mécanographie, électronique) ?

Alors que celle-ci est inévitable, c'est donc manquer de courage et d'honnêteté que de dénoncer auprès de notre jeunesse l'absence de débouchés dans certains secteurs et de refuser toute orientation et toute éducation.

Il faudrait également mieux adapter nos enseignements aux besoins immédiats et surtout prévisibles du marché du travail. C'est là une question de bon sens, qui se heurte pourtant, dès que des mesures concrètes sont arrêtées, à des oppositions systématiques et à une critique basement démagogique accusant le gouvernement de vouloir lier la formation des jeunes Français aux seuls besoins des trusts capitalistes.

Enfin, et surtout, le problème de l'emploi des jeunes ne sera pas bien réglé en France tant que trop d'entre eux penseront pouvoir aborder la vie active sans aucune qualification professionnelle, ou manifesteront une désaffection marquée pour les travaux manuels et pour l'enseignement technique, qui débouchent pourtant sur les filières où la demande de main-d'œuvre est la plus grande.

Mais ce sont les jeunes les plus défavorisés par la naissance qui sont aussi ceux qui arrivent sur le marché de l'emploi sans formation. Une mesure importante pour instaurer une meilleure égalité des chances consisterait à substituer aux bourses, souvent insuffisantes, un véritable salaire étudiant pour les jeunes fauchés de familles aux revenus inférieurs à un certain plafond. Selon le même cri-

tère, une allocation de recherche d'un premier emploi pourrait être versée aux jeunes les plus désavantagés pendant six mois afin d'éviter qu'ils n'acceptent des emplois au rabais pendant que d'autres pourraient attendre de trouver un « point de chute » plus conforme à leurs aspirations.

## ● La revalorisation du travail manuel.

La revalorisation de l'enseignement technique et la revalorisation du travail manuel sont deux actions indispensables pour l'emploi des jeunes que l'opposition évoque bien peu souvent.

La première a été un échec jusqu'à présent. Ce dossier doit donc être repris. La seconde est l'une des tâches primordiales que s'est assignées le président de la République.

La revalorisation du travail manuel passe d'abord — et ne nous cachons pas : les difficultés que cela posera aux petites entreprises de main-d'œuvre — par une revalorisation significative du salaire des travailleurs manuels.

Œuvre de justice, le reclassement des rémunérations est également un élément très important d'un meilleur équilibre du marché de l'emploi. Certaines professions ou certains emplois sont à l'heure actuelle incontestablement sur-rémunérés par rapport à d'autres, ou même plus simplement par rapport aux responsabilités ou aux tâches réelles qu'ils impliquent, tandis que d'autres sont traditionnellement sous-rémunérés, et donc naturellement désertés par la main-d'œuvre disponible. N. nous cachons pas qu'un réajustement des rémunérations est complexe à réaliser dans une société qui veut rester libre.

L'opposition elle-même, qui l'appelle souvent de ses vœux, sans en évoquer les moyens, pourrait-elle utiliser la discipline des salaires employés dans les pays collectivistes ?

Un reclassement des rémunérations doit par ailleurs, pour être juste, aller de pair avec celui des revenus autres que salariaux qui doivent par conséquent être mieux connus. La difficulté d'une telle tâche ne doit pas être prétexte à différer la revalorisation du travail manuel.

Le gouvernement envisage de faire négocier un calendrier de revalorisation dans chaque branche industrielle qui permettra d'atteindre l'objectif souhaité par étapes successives, et par conséquent sans peser excessivement dans le processus inflationniste. S'il est souhaitable qu'une véritable « carrière » puisse être assurée aux travailleurs manuels, encore faut-il que les intéressés ne se sentent pas prisonniers de cette condition. Le développement massif de la formation permanente doit être un moyen à la fois d'assurer la promotion sociale et l'épanouissement personnel et d'adapter la formation de la main-d'œuvre aux besoins de notre économie, et par conséquent aux débouchés concrets offerts sur le marché du travail.

Tels sont les principaux axes d'une politique visant à résoudre le problème de l'emploi des jeunes en France. Tous impliquent l'effort, car il n'existe dans ce domaine aucun remède miracle, et ce n'est par conséquent — l'affaire Lip l'a bien montré — pas en descendant dans la rue que l'on fait le plein emploi.

(\*) Secrétaire général de la Fédération nationale des clubs Perspectives et Réalités.

**HAUTE SAVOIE - Bonneville**  
A 20 km de Genève,  
au pied de toutes les grandes stations  
de sports d'hiver.



En construction, la  
**Résidence Plein Soleil**  
Des appartements (1 à 4 pièces)  
de grand standing, remarquablement bien  
exposés dans un quartier très résidentiel.

Pour résidence principale, secondaire ou placement locatif.

**PRIX DE LANCEMENT FERMES ET DÉFINITIFS**  
A MOINS DE 3.000 F LE M<sup>2</sup>. CRÉDIT 80 A 100 %

**SOGEPARANCE** 13, bd de Courcelles 75008 Paris - tél. 522.27.50  
33, rue Chateaubriant 95400 Clichy - tél. 14.19.36.50.50  
sur place: Agence Alpina - Place de l'Hôtel de Ville 74138 Bonneville - Tél. (50) 87.27.28

Je désire recevoir, sans engagement, votre documentation  
gratuite, en couleurs.

nom .....  
adresse .....  
tél. ....

**SALON BRICOLAGE ET DECORATION PRATIQUE**  
du 31 Octobre au 14 Novembre à la Défense de 10h à 20h



Le Salon Bricolage et Décoration Pratique s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à leur intérieur, qui pensent à des améliorations ou à des embellissements.

Car le Salon Bricolage et Décoration Pratique est l'occasion unique de s'informer, de voir, de comparer les matériaux, les matériaux, les prix et les techniques présentés par leurs fabricants.

Vous y trouverez aussi les conseils de techniciens dans tous les domaines de l'habitat :

- Revêtement de sol et mural
- Aménagement Décoration
- Éléments de rangement
- Isolation
- Sécurité
- Outillage, etc.

Tout ce qu'il faut pour mieux vivre dans votre intérieur.

Mais le Salon s'adresse aussi à ceux et celles pour qui les loisirs sont l'occasion d'exercer une activité manuelle et artistique.

Les Sections « Arts de loisirs » et « Artisanat d'Art » attendent tous ceux et celles que tentent la reliure, le tissage, la céramique, la poterie, etc. Et pour la première fois cette année des activités comme le maquettisme - modélisme ou le développement photographique seront présentées.

Là aussi le Salon est l'occasion unique de s'informer, de comparer, de s'initier, de découvrir, pour mieux vivre dans votre intérieur.

**Les événements 76: installations de chauffage, la maison sous le toit, construction d'une maison en kit. Et spécialement pour vous Mesdames: Les « Arts de l'Aiguille ».**

(Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22h)

150 000 F



Journal de l'ISO

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## POUR L'EMPLOI DES JEUNES

### Quand le scandale devient routine

Le chômage des jeunes ferait-il à ce point partie du paysage économique qu'il n'étonne plus personne ? C'est en tout cas avec sang-froid que les spécialistes de l'emploi ont accueilli les derniers statistiques du ministère du travail : sur les 955 400 demandeurs recensés en septembre, 442 000, soit 46 %, sont âgés de moins de vingt-cinq ans. Un chiffre banal, serait-on tenté d'écrire, puisque c'est traditionnellement à cette époque qu'une partie des jeunes gens, sortis au début de l'été de l'enseignement, viennent s'ajouter aux demandeurs d'emploi plus anciens. Un chiffre comparable, en tout cas, à celui de l'année dernière. Le scandale deviendrait-il routine ?

Sur ces 442 000 chômeurs, 186 700 se lancent pour la première fois sur le « marché » du travail. C'est donc chaque année près du quart d'une génération qui débute à l'entrée de la vie active (1). Une situation dont, l'habitude aidant, on a un peu tendance à perdre de vue les conséquences économiques, sociales — mais aussi psychologiques — désastreuses.

D'où vient le mal ? De l'école — « ce péché, ce gâchis » — comme le suggère quelquefois le patronat, qui a beau jeu de rappeler qu'un jeune sur quatre quitte l'enseignement sans aucun diplôme ? Ceci expliquant en partie cela, ces non-diplômés représentent à eux seuls près du tiers des moins de vingt-cinq ans inscrits aujourd'hui à l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.). L'orientation scolaire n'a pas meilleure presse : alors que les secteurs tertiaire et secondaire recrutent grosso modo le même nombre de salariés, un jeune sur quatre seulement quitte le système éducatif avec une qualification d'ouvrier, de technicien ou d'ingénieur, cherchant les racines de ce dés-

équilibre entre les formations et les emplois, sinon dans cette idée fautive que l'enseignement technique est un sous-produit de l'enseignement général, une voie de garage qu'il faut à tout prix éviter ?

Alarmé par une situation qui, la crise économique aidant, ne faisait qu'empirer, le gouvernement a cherché depuis deux ans à mettre au point des contre-mesures. Le bénéfice de la sécurité sociale a été étendu à tous les demandeurs d'un premier emploi. Les allocations d'aide publique et d'ASSÉDIO leur sont désormais plus largement ouvertes. Mais, hormis quelques cas particuliers, ces allocations ne sont versées qu'à partir du quatrième mois. Ce qui limite beaucoup leur portée lorsqu'on sait que les jeunes chômeurs trouvent du travail, en moyenne, au bout de ce quatrième mois.

La panoplie des mesures gouvernementales s'est enrichie de formules plus « offensives », destinées à compenser les déficiences du système scolaire, auquel sont pourtant consacrés 17,5 % du budget de l'État. Après l'AFPA (Association nationale pour la formation professionnelle des adultes), l'A.N.P.E. organise maintenant des stages d'insertion professionnelle dont certains bénéficiaires, à la recherche d'un premier emploi, perçoivent jusqu'à 110 % du S.M.I.C. Le caractère partiel et éphémère de ces initiatives vient de provoquer l'arrêt brutal de l'opération dite « cinquante mille jeunes » (2).

#### Déqualification

Est-ce parce que l'insertion professionnelle des stagiaires n'a pas été concluante que cette formule a été abandonnée ? Le gouvernement semble, en tout cas, lui préférer aujourd'hui des mesures

favorisant plus directement l'embauche. Par exemple, les contrats emploi-formation, relancés en avril, dont l'objectif est d'inciter les employeurs à embaucher définitivement le bénéficiaire du contrat à l'expiration de celui-ci (3). Mais, en l'absence de statistiques précises, on ignore encore si ce but a été atteint.

L'incertitude qui plane sur l'efficacité de ces remèdes devrait tempérer quelque peu l'ardeur de ceux qui évoquent à tout propos la « trahison des clercs ». L'éducation nationale n'est pas sans défaut. Mais on ne peut la rendre responsable de l'ampleur de l'économie. Pour compenser l'offre, sur le « marché » du travail, des quelque 650 000 jeunes gens qui s'y présentent chaque année, il aurait fallu que la croissance de la production se maintienne à un rythme nettement supérieur à 5 %. Depuis la crise, on en est loin.

Les observateurs qui ont étudié l'évolution du « marché » du travail ont noté une progression continue des offres d'emploi non qualifiées. En même temps — et de manière contradictoire — la démocratisation de l'enseignement a provoqué une augmentation générale du niveau des connaissances. Il était inévitable que cette situation finisse par avoir des répercussions sur le niveau du chômage. Ainsi il est probable qu'une partie des titulaires de certificats d'aptitude professionnelle (C.A.P.) inscrits à l'A.N.P.E. en septembre — ils représentent à eux seuls près de la moitié des demandeurs de moins de vingt-cinq ans — pourraient en fait trouver un emploi, les employeurs les préférant de toute manière à leurs camarades sans formation. S'ils sont au chômage, c'est qu'ils tentent de résister à la déqualification quasi automatique qui les guette. La situation serait moins cruelle si la politique menée en

faveur de la requalification — financière et psychologique — du travail manuel portait déjà ses fruits. Ce n'est pas le cas.

Dans cette période de mauvaise conjoncture, le « marché » de l'emploi est soumis aux règles classiques de la concurrence. Les plus faibles en partent d'abord, c'est-à-dire les jeunes, et parmi ceux-ci, les moins qualifiés et les femmes (elles représentent deux jeunes chômeurs sur trois selon les statistiques de septembre).

Cette situation justifie-t-elle le pessimisme manifesté par le très officiel Centre d'études et de recherches sur les qualifications (C.E.R.Q.) ? Dans un rapport confidentiel récent, celui-ci notait qu'en raison de la concurrence entre les différentes catégories de jeunes, toute solution en faveur de l'une de ces catégories risquait de déplacer le problème du chômage vers une autre.

C'est en quelque sorte ce qu'a admis le 15 octobre à l'Assemblée nationale M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, qui répondait, au nom du gouvernement, à une question sur l'emploi des jeunes. « Au-delà des mesures prises », a-t-il déclaré, « le problème ne peut être vraiment réglé que par le retour aux grands équilibres ». Les jeunes qui défilent samedi 23 octobre seraient fondés à demander : « Quand ? »

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Une génération se compose d'environ huit cent mille individus. Six cent cinquante mille jeunes cherchent chaque année du travail : cent cinquante mille sont inscrits ou pourraient l'être.

(2) Mise au point début 1975, cette opération visait à donner en neuf mois à des jeunes sans emploi, et pour la plupart sans diplôme, une formation en « alternance », en leur versant un « salaire » mensuel de 270 francs. Trente-cinq mille jeunes gens en avaient bénéficié, dont cent cinquante en « stage » et vingt-cinq en « formation ». Les contrats étaient à durée déterminée, en outre, un emploi pour six mois minimum. En contrepartie, l'État devait à sa charge une part du salaire et des frais de formation.

### La dégringolade

Malgré sa gouaille de potache et ses yeux malicieux, Bernard, « dix-sept printemps tout ronds », dissimule mal son désarroi : « On sort tout fier du C.E.T. avec son diplôme en poche, puis tout d'un coup la dégringolade. » Poireval, il a prévu, cette « dégringolade », lorsqu'il s'est mis en tête, il y a trois ans, de préparer un C.A.P. d'ajusteur ?

« Un bon boulot », lui avait assuré une « relation » de son père, contremaître dans la métallurgie. « Un métier en or », avait renchérit le directeur du C.E.T. « Du baratin », tranche Bernard, aujourd'hui.

Une file d'attente dans une pièce enfumée, cinq minutes d'attente avec un personnage en blouse grise, pressé, et distrait, un « on vous contactera dès qu'on aura besoin de vous », voilà, résumés, les premiers pas de Bernard dans le monde du travail. Même scénario dans les entreprises de la région illoise dont il a tiré les sonnettes une à une. Trop jeune, pas assez qualifié, n'a pas fait son service militaire. « On apprend vite le ritournelle », lance-t-il désabusé. Inquiet, agacé, il a fini par « envoyer promener tout le monde ». Ses « copains », qui, eux, « ont suffisamment de pognon pour se payer le bal le samedi », ses « vieux », dont il ne peut plus supporter les reproches muets. Reclus une bonne partie de la journée dans sa chambre, il ne la quitte que pour s'installer devant la télévision, à l'heure des repas.

La première aussi blonde que

la seconde est rousse. Jacqueline et Janine ont en commun un bac D — « autrement dit, pas grand-chose », dit l'une, — et figurent toutes les deux dans le fichier de l'Agence pour l'emploi de Colombes (Hauts-de-Seine). « Ce qui ne nous avance guère plus », déclare l'autre. Jacqueline voulait entrer dans un institut universitaire de technologie, Janine poursuivre des études de laborantine. La première a échoué au concours d'entrée, la seconde à l'examen de première année. Que savent-elles qui ait quelque valeur aux yeux des employeurs ? « Pas le séni ni le dactylo, en tout cas », constate Jacqueline, qui aurait bien essayé de ce côté-là. « De toute manière, c'est bouché, archi-bouché. »

« Il faudrait un peu d'expérience, mais personne n'embauche sans expérience. C'est la quadrature du cercle », ajoute Janine, à qui la lecture des petites annonces « en a réservé de belles » : « C'est toujours le même refrain : pas de femmes ou alors des collaboratrices, comme ils disent, disponibles ou dévouées, ou je ne sais quoi encore. Est-ce qu'on leur demande, aux hommes, d'être dévoués ? » Découragées, sans qualification, Jacqueline et Janine, sorties du lycée avec un des baccalauréats les plus « cotés », n'auront-elles, comme recours, que cette petite annonce enfouie par l'une d'elles au fond de son sac pour ne pas trop y penser : « Vendeuse, quarante-neuf heures par semaine, 1.500 F. ? — B. L. G.

### A BESANÇON : notre jeunesse devra travailler ailleurs

Besançon. — Environ vingt mille jeunes sont sortis des établissements d'enseignement de Franche-Comté cette année. Certains étaient inscrits dès le mois de juillet à l'Agence pour l'emploi. Pour le seul département du Doubs, la proportion des demandeurs inscrits au titre d'une première entrée en vie active est passée de 10,5 % en mars, à 28,9 % en août. Au 31 août, près de la moitié des chômeurs inscrits à l'A.N.P.E. du Doubs étaient âgés de moins de vingt-cinq ans. Le groupe penché sur l'avenir participait à la plupart des organismes à vocation économique de Besançon, a fait savoir que, selon une enquête menée auprès des entreprises industrielles de la ville, le taux de création d'emplois, qui était entre 1970 et 1975 de 3,4 % par an, serait ramené à

De notre correspondant

1 % par an de 1976 à 1980 sans qu'un réajustement au niveau du tertiaire privé ou public puisse compenser ce déficit. « Notre jeunesse, devait reconnaître le président de la chambre de commerce et d'industrie du Doubs, devra aller travailler ailleurs. »

De fait, et malgré les efforts de propagande déployés par la ville, aucune industrie de quelque importance ne s'est implantée à Besançon depuis une dizaine d'années. En outre, les bruits les plus alarmants courent au sujet du maintien de l'emploi des usines Rhône-Poulenc Textiles, des compteurs Schumberger et de Kelton, qui après l'entreprise de confection Weill (dont l'installation d'unités de production

en Extrême-Orient ne laisse pas d'inquiéter), sont les plus importants de Besançon.

Dans ces conditions, le marché du travail, jusqu'alors peu dynamique, risque de se trouver très tendu à Besançon. Il faut craindre que les jeunes sans qualification particulière ne fassent les frais d'un « essoufflement » dont certains voudraient rendre les ouvriers de l'ip responsables. En vérité, si le climat passional entretenu autour de l'ip a pu freiner l'élan d'investisseurs, au demeurant hypothétiques, il faut bien admettre que l'attraction exercée par les pôles économiques de la région dijonnaise et de la zone Montbéliard-Belfort-Mâlainhouse l'a été au détriment de la capitale franc-comtoise.

CLAUDE FABERT.

### Nous investissons dans le savoir-faire depuis 150 ans.

Il y a 150 ans, nous étions encore bien loin d'avoir édifié pour la construction du nouveau pont de Saint-Coud. Le produit choisi pour cette réalisation représentait l'aboutissement d'une longue évolution technologique. Vu au microscope électronique, le ciment à la complexité d'un organisme vivant. C'est une bonne illustration du savoir-faire de Lafarge. Et de ce qui peut aussi être fait, à partir de l'expérience acquise, dans des domaines proches : films, papier, matériaux plastiques, équipements, câbles, etc.

150 années d'expérience, cela ne débouche pas seulement sur de bons produits. Grâce à plus de 250 interventions dans 57 pays, nous avons appris d'abord à bien savoir fabriquer : choix des procédés, conception d'unités de production, normes de productivité. Notre savoir-faire est devenu à son tour un excellent produit d'exportation.



**LAFARGE**



Particule de ciment hydraté prise au microscope à balayage, grossie 3000 fois.

Le savoir-faire est le ciment de nos activités.

**alfa romeo**  
CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF  
**GAP**  
122 R. VAILLANT-COUTURIER  
93130 NOISY-LE-SEC  
PANTIN 845-97-67

### Utoring : votre résidence vacances en vraie propriété.

Utoring, c'est une formule conçue spécialement pour l'investissement immobilier de vacances. Parce qu'un nom de location, on ne doit pas vendre — et acheter — n'importe quoi. Utoring : la vraie propriété.

Nos appartements de vacances sont tous vendus en vraie propriété.

Vous êtes maître à bord. Bien maître et seul maître.

Utoring : des sites exceptionnels.

Dans chaque station de vacances, il y a toujours deux ou trois emplacements privilégiés. C'est là que nous construisons nos résidences, pas ailleurs.

La valeur du site fait la valeur des vacances. Et du placement.

Utoring : la qualité.

Ces propriétés d'origine suisse d'Utoring qui vous cela. Nous construisons des résidences de classe, selon des normes sévères,

avec des équipements et des aménagements impeccables. Et qui durent.

Utoring : les services.

En devenant propriétaire Utoring, vous achetez bien plus qu'un simple appartement. Vous devenez membre d'un groupe européen qui met à votre disposition un ensemble de services indispensables pour préserver votre tranquillité et la valeur de votre capital : une équipe permanente d'intendants dans chaque résidence, un service de location et d'échange international, une prise en charge de tous les soucis de gestion et de maintenance.

Utoring : le cœur et la raison.

<b>Val d'Isère</b> « Le Villard » Au pied de la célèbre piste OK.	<b>Val Thorens</b> « L'Olympic » Le ski tout confort saison.	<b>Les Orres</b> « Le Belvédère » Le ski plein soleil.	<b>Les Menuires</b> « Les Origines » et « Les Soklanettes » Au cœur de l'immense domaine skiable des trois vallées.
<b>Serre Chevalier</b> Le plus beau mariage de la neige du Nord et du soleil du Sud.	<b>La Mongie</b> « Phébus » Au cœur des plus belles et plus hautes stations des Pyrénées.	<b>Saint-Tropez</b> « La Capricieuse » A Saint-Tropez (vous connaissez ?).	<b>Cannes</b> « Le Florissant » Au calme et dans la verdure face à l'un des plus beaux panoramas de la Côte.
<b>Cap d'Agde</b> « La Voile d'Or » Sur le port, dans ce nouveau paradis de la voile.	<b>Arcachon</b> « Aquitania » En bordure du bassin, avec accès direct à la plage.	Veuillez ne faire parvenir une documentation complète sur Utoring et sur l'achat d'un appartement dans les stations suivantes (cochez les cases correspondantes) : Nom _____ Profession _____ Adresse _____ Code postal _____ Téléphone _____	
<b>La Baule</b> « Britania » Au centre de la baie face à la plus belle plage d'Europe.	<b>La Brettesche</b> « Les Hamours du Château » Un ensemble de cottages dans le parc du château.	<b>Utoring</b> METAFRANCE S.A. 35, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. TEL. : 261.52.31-4	







150

DA18475

N 3850

**Souscrivez maintenant...**  
tant que vous avez la garantie d'être acceptés  
Pas d'examen médical. Pas de questionnaire-santé.

**Acceptation garantie si vous avez moins de 75 ans.**  
**Pas de risque. Pas d'obligation.**

**GROUPE CONCORDE**  
LIBRE-RESPONSE N° 4002/75443 PARIS CEDEX 09

**1. Écrivez en lettres capitales vos nom, prénom, adresse**  
Nom : M, Mme, Mlle \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Bureau distributeur : \_\_\_\_\_

**2. Indiquez le plan que vous choisissez**  
☐ PLAN 4.200 ☐ PLAN 2.400

**3. Indiquez la couverture que vous choisissez**  
☐ les deux parents et tous les enfants ☐ mari et femme ☐ un parent et tous les enfants ☐ une personne

**4. Liste de toutes les personnes à assurer, y compris vous-même.**

Année personnelle	Nom de famille	Prénom	Sexe	Date de naissance
Épouse				
Enfants				

Les enfants à charge affiliés pour lesquels ils ont moins de 17 ans ou moins de 23 ans s'ils sont étudiants. Pour ces enfants, la garantie est gratuite à la naissance.

Par le présent document, je sollicite la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde. Je m'engage à verser la prime mensuelle de 140 F par mois (2.400 F par an) à partir du 1er janvier 1977. La garantie sera accordée à compter de la date d'effet indiquée dans la police que vous recevrez. Elle sera maintenue tant que vous verserez la prime mensuelle. Si vous ne versez pas la prime mensuelle, la garantie sera suspendue. La date de fin de la garantie sera celle de la date de fin de la période d'assurance. La date de fin de la période d'assurance sera celle de la date de fin de la période d'assurance. La date de fin de la période d'assurance sera celle de la date de fin de la période d'assurance.

Signature : \_\_\_\_\_

**N'envoyez pas d'argent**  
Pas de risque. Pas d'obligation. Nous vous enverrons la police pour un libre examen de dix jours.

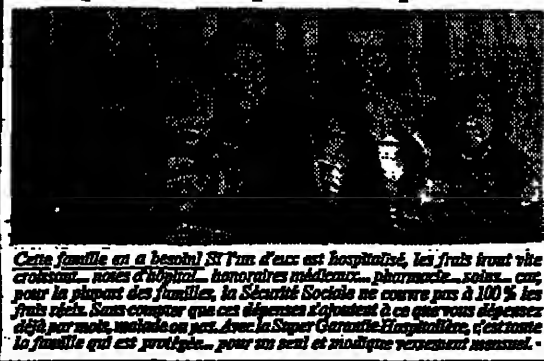
**Envoyez cette proposition avant le dimanche 31 octobre 1976 à minuit dernier délai**  
**vous aurez la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière**  
**du Groupe Concorde qui vous apporte:**

**4 200 F par mois** **50 400 F par an nets d'impôts**

si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

La Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde vous paie directement 140 F par jour nets d'impôts... que vous utilisez à votre gré.

Qui a besoin de la Super Garantie Hospitalière ?



Cette famille en a besoin. Si l'un d'eux est hospitalisé, les frais sont très élevés. La Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Un de nos directeurs répond aux quatre questions-clés sur la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde

1. Pourquoi y a-t-il une « Période Spéciale de Souscription » ?  
En établissant un grand nombre de polices en peu de temps, nous réduisons nos frais administratifs. Cet allègement se répercute sur les tarifs avantageux auxquels nous pouvons vous offrir la Super Garantie Hospitalière. En outre, il est très facile de souscrire à l'assurance quand, nombreux, nous nous sommes réunis. C'est pourquoi nous vous proposons de souscrire avant le dimanche 31 octobre 1976 à minuit dernier délai. Après cette date, nous serons moins nombreux et les tarifs seront plus élevés. La Période Spéciale de Souscription est un avantage pour vous.
2. Puis-je avoir confiance en une assurance si facile à obtenir ?  
Le Groupe Concorde est l'un des plus importants en France. Nous avons pour servir le public depuis soixante-dix ans. Nous considérons que nous sommes totalement liés par le moindre mot qui figure dans cette page qui a pour nous tant de valeur que la parole de nos agents ou courtiers. En nous demandant de vous adresser la police de la Super Garantie Hospitalière, vous ne prenez absolument aucun risque... et vous ne pouvez même en tirer que des avantages.
3. Quelles sont les polices couvertes-elles ?  
Elles sont énumérées dans les brochures que nous vous enverrons : assurances contre les accidents, risques de guerre, risques professionnels, participation volontaire à des épreuves, mouvements populaires, rixes ou crimes, blessures volontaires, tentatives de suicide, usage de stupéfiants, fureurs, alcoolisme, séjours dans des hôpitaux, cliniques ou services psychiatriques, activités professionnelles des pilotes et membres d'équipage des avions ou hélicoptères. De même, ne sont pas couvertes pendant les deux ans qui suivent la date d'effet contre les accidents ou les maladies graves dans les deux ans qui précèdent cette date ou ayant donné lieu, dans le même délai, à une première constatation médicale, à des soins médicaux ou à une hospitalisation. Au-delà d'un délai de deux ans après la date d'effet, ils sont couverts.
4. Quelles sont les quatre Garanties Facultatives ?  
Chacune de ces quatre Garanties Facultatives vous sera accessible à un tarif avantageux réservé.

aux assurés durant la première année de votre Super Garantie Hospitalière, sans examen médical, sans questionnaire-santé. Oui, même si votre santé est sérieusement compromise, nous nous engageons à vous accorder ces garanties supplémentaires, d'une réelle importance, que vous en prenez quelques-unes ou que vous prenez les quatre. A vous de choisir.

Voici donc comment améliorer votre protection en fonction de ce que vous êtes spécialement intéressé... et mieux préserver vos indemnités de l'inflation.

Les quatre Garanties Facultatives vous sont versées directement en argent net d'impôts... en plus des indemnités de votre police de base... en plus des autres prestations que vous pouvez recevoir. Mais attention, n'oubliez pas que les indemnités des Garanties Facultatives ne vous sont accordées qu'après votre souscription à la police de base : Plan 4.200 ou Plan 2.400.

A. 70 F par jour pour l'Indemnité Convalescence, après 8 jours d'hospitalisation et pendant 28 jours au maximum.

B. 70 F par jour pour l'Indemnité Convalescence, après 8 jours d'hospitalisation et pendant 28 jours au maximum.

C. De 100 à 3.000 F pour l'Indemnité Blessures Accidentelles, que ces blessures entraînent ou non l'hospitalisation.

D. De 7.500 à 30.000 F pour l'Indemnité Décès et Mutilations Accidentelles.

Vous trouverez une description complète de chacune de ces Garanties Facultatives dans la police que nous vous adresserons.

Robert SAVY

Qui a besoin de la Super Garantie Hospitalière ?



Cette femme en a besoin. Si elle est hospitalisée, elle devra sans doute attendre à ses frais hospitaliers et médicaux le salaire d'une garde pour ses enfants. La Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde lui apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

- VOUS PAIEZ EN ARGENT FRANS quand vous êtes hospitalisé pour maladie ou accident... jusqu'à concurrence de 168.000 F pour chaque cas prévu par la police.
- VOUS PAIEZ EN PLUS des prestations de la Sécurité Sociale, d'un autre régime de prévoyance... (voir votre contrat).
- VOUS PAIEZ EN PLUS des prestations de la Sécurité Sociale, d'un autre régime de prévoyance... (voir votre contrat).
- PROTÈGEZ votre famille... nous vous proposons de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.
- PLUS... LE GROUPE CONCORDE VOUS ASSURE la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Qu'est-ce que protéger contre les pertes d'argent ?

Les indemnités qui vous sont versées par la Sécurité Sociale, par les autres régimes de prévoyance... nous vous proposent de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Protéger, c'est protéger votre famille... nous vous proposons de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Plus... le Groupe Concorde vous assure la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Qu'est-ce que protéger contre les pertes d'argent ?

Les indemnités qui vous sont versées par la Sécurité Sociale, par les autres régimes de prévoyance... nous vous proposons de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Protéger, c'est protéger votre famille... nous vous proposons de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Plus... le Groupe Concorde vous assure la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Qu'est-ce que protéger contre les pertes d'argent ?

Les indemnités qui vous sont versées par la Sécurité Sociale, par les autres régimes de prévoyance... nous vous proposons de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Protéger, c'est protéger votre famille... nous vous proposons de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Plus... le Groupe Concorde vous assure la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Qu'est-ce que protéger contre les pertes d'argent ?

Les indemnités qui vous sont versées par la Sécurité Sociale, par les autres régimes de prévoyance... nous vous proposons de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Protéger, c'est protéger votre famille... nous vous proposons de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Plus... le Groupe Concorde vous assure la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Qu'est-ce que protéger contre les pertes d'argent ?

Les indemnités qui vous sont versées par la Sécurité Sociale, par les autres régimes de prévoyance... nous vous proposons de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Protéger, c'est protéger votre famille... nous vous proposons de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Plus... le Groupe Concorde vous assure la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Qu'est-ce que protéger contre les pertes d'argent ?

Les indemnités qui vous sont versées par la Sécurité Sociale, par les autres régimes de prévoyance... nous vous proposons de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Protéger, c'est protéger votre famille... nous vous proposons de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Plus... le Groupe Concorde vous assure la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Qu'est-ce que protéger contre les pertes d'argent ?

Les indemnités qui vous sont versées par la Sécurité Sociale, par les autres régimes de prévoyance... nous vous proposons de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Protéger, c'est protéger votre famille... nous vous proposons de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Plus... le Groupe Concorde vous assure la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Qu'est-ce que protéger contre les pertes d'argent ?

Les indemnités qui vous sont versées par la Sécurité Sociale, par les autres régimes de prévoyance... nous vous proposons de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Protéger, c'est protéger votre famille... nous vous proposons de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Plus... le Groupe Concorde vous assure la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde qui vous apporte 4 200 F par mois (50 400 F par an nets d'impôts) si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.



**GROUPE CONCORDE**  
5, rue de Londres, Paris 9<sup>e</sup>  
Tél. 280.66.00

Groupe Concorde  
Libre-Response n° 4002  
75443 Paris Cedex 09

LA CONCORDE (fondée en 1905)  
est un capital de 12.500.000 francs (entièrement versé).  
Elle est contrôlée par le Conseil d'Administration, composé de 15 membres, dont 10 sont des représentants des assurés.  
LES GARANTIES FACULTATIVES (souscrites séparément)  
sont assurées par la Compagnie d'Assurance La Concorde, 5, rue de Londres, Paris 9<sup>e</sup>, au capital de 1.000.000 francs (entièrement versé). Elles sont contrôlées par le Conseil d'Administration, composé de 15 membres, dont 10 sont des représentants des assurés.



## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CORRESPONDANCE

## Pour la liberté des prix

M. Ferdinand Béghin, président-directeur général de Béghin-Soy, nous écrit :

Si la gauche parvient au pouvoir, une grande partie de son programme aura déjà été réalisée par les gouvernements dits libéraux.

En effet, quand une société n'a pas les moyens de réaliser ses investissements par autofinancement grâce à des bénéfices normaux, elle n'a que deux solutions : l'augmentation de capital ou l'appel au crédit. La première solution est de beaucoup la plus saine, mais, étant donné les cours de Bourse et les dividendes distribués insuffisamment élevés, l'augmentation de capital ne peut aujourd'hui intéresser le public. La société est donc dans l'obligation de faire appel au crédit, et de s'endetter quelquefois dans des proportions inquiétantes, si le manque d'autofinancement se prolonge. Regardons, d'ailleurs, comment se sont réalisés en pourcentage les investissements en France au cours de 1974 : 7,3 % par actions, 15,5 % par obligations et 77,1 % par des crédits à long-moyen et court terme.

Quelle a été, en effet, la ligne de conduite de nos gouvernements successifs depuis quinze ans vis-à-vis de l'industrie, et surtout de la grande industrie ? Elle n'a pratiquement pas varié avec un blocage des prix qui n'a jamais cessé et a permis à l'État de coiffer l'industrie par le biais de l'endettement forcé.

Quand nos gouvernements successifs ont choisi la technique des emprunts groupés, dont ils redistribuent le produit, au lieu de la liberté des prix, qui permet l'autofinancement, ils ont montré leur préférence pour un régime étatique très proche de la théorie socialiste.

Regardons les résultats de quelques grands groupes. La sidérurgie, dont le déficit est du même ordre que son chiffre d'affaires, est pratiquement entre les mains

de l'État, et l'endettement, uniquement à long terme, des trois plus grandes affaires françaises varie de 25 à 32 % de leur chiffre d'affaires, sans parler de la papeterie, où les producteurs de papier de presse sont au bord de la faillite.

Le motif invoqué pour le blocage en question est la lutte contre l'inflation. Or nous avons l'exemple des deux plus grands pays industrialisés, les États-Unis et l'Allemagne fédérale, qui, eux, ont choisi la liberté des prix. Le bon état de leur économie et leur inflation modérée nous prouvent bien que le blocage n'est pas la solution au problème de l'inflation.

Dans un pays sans fer, sans pétrole, sans gaz, bientôt sans charbon, les deux seules sources de richesses sont l'agriculture et l'industrie. Empêcher l'industrie de réaliser des bénéfices normaux lui permettant de se développer ne peut entraîner que la récession et l'abaissement du niveau de vie. Contrairement à ce que les syndicats prétendent, une industrie et une agriculture prospères profitent à tous les éléments de la nation. Mais jamais un gouvernement n'a eu le courage de dire la vérité à la nation, c'est-à-dire que l'inflation pour 80 % est due aux salaires et traitements, qui augmentent plus vite que la productivité. Nous avons vu des augmentations de salaires de 20 % par an pendant plusieurs années alors que la productivité augmentait de 3 à 4 % maximum. Voilà la véritable cause de l'inflation. Il est plus facile de noyer le poisson et de laisser croire que l'inflation provient des bénéfices exagérés de l'industrie. Alors que l'industrie française se maintient de l'inégalité sociale et d'autres balivernes qui sont devenues aujourd'hui des slogans utilisés par les syndicats. Si la vapeur n'est pas renversée très vite, si la liberté n'est pas rendue aux entreprises, nous nous enfonçons dans un régime étatique à la française qui conduira à la misère générale.

## Une lettre de M. Marcel Bich

M. Marcel Bich, président-directeur général de la société Bic, nous écrit :

Vous avez fait paraître, le 22 septembre 1976, sous la signature de M. Robert Escarpit, un article intitulé « Styles à bille », dans la rubrique « Au jour le jour ». Par cet article, M. Robert Escarpit critique ce qu'il appelle le gaspillage, et une certaine forme de gâchis.

En premier lieu, nous ne pouvons que nous étonner que dans cet article, qui reflète la pensée de M. Escarpit, celui-ci ait eu de voir mettre en avant, à titre personnel, le signataire de la présente, en qualité de président-directeur général de la société Bic. Comme si le signataire de la présente était, plus que tout autre, responsable de la forme de gaspillage et de gâchis dont fait état l'article de M. Escarpit.

En second lieu, les critiques qui sont faites par M. Escarpit aux produits dits « jetables » paraissent peu réalistes.

Elles le sont, d'une part, parce que, depuis plus de vingt-cinq ans, sont vendus des stylos ou

crayons à bille, rechargeables et non rechargeables. La possibilité a été donc toujours offerte aux consommateurs de conserver leurs stylos et de procéder uniquement à l'échange de la cartouche.

Or, le consommateur a choisi, jusqu'à 90 %, il opte pour le stylo jetable, et notre production a naturellement suivi.

Ces articles sont peu réalistes parce que si, véritablement, un texte était pris dans le sens souhaité par M. Escarpit, l'industrie française se trouverait être en retard par rapport aux industries des autres nations, qui ne manqueraient pas de prendre la place laissée libre sur le marché français.

La solution de revenir en arrière pour créer des emplois parait être une grande erreur dans le contexte de la compétition industrielle où la France est nécessairement confrontée avec les autres pays.

A cet égard, personne ne pourra contester que grâce aux efforts déployés, notre société se trouve en première position dans le monde pour le crayon à bille et le brique jetable, et que pour 80 % la production est exportée, ce qui contribue à la rentrée de devises.

L'article signé par M. Escarpit nous oblige à la présente mise au point, que nous vous demandons de publier, conformément à la loi sur la presse et au droit de réponse qui nous est réservé.

europcar  
645.21.25

## Savez-vous que Camino peut vous offrir les Bahamas pour 2250F ?

votre Agent de Voyages le sait, demandez-lui le programme complet Camino: des séjours, dans une sélection d'hôtels et d'îles, pour satisfaire tous les goûts, tous les budgets en toutes saisons.

Camino, 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris, Tél. 733.77.90/350.55.55

(\*) comprenant Transport Paris-Bahamas et retour, hôtel 1 semaine et transferts.

Cette année, les Bahamas!

## La survie des pêcheurs irlandais

De notre correspondant

Dublin. — Les pêcheurs irlandais jouent leur survie. Prenant exemple sur l'Islande, dans la guerre de la morue, ils sont, depuis un certain temps, devenus plus militants.

Il y a eu cette année quelques incidents, et des chalutiers d'autres pays de la C.E.E. (notamment français et hollandais) n'ont pas été autorisés à débarquer leur cargaison dans des ports irlandais.

Les pêcheurs irlandais estiment que l'exploitation des eaux situées juste au-delà de la zone territoriale par des bateaux de pêche de l'I.R.S.S. et de l'Europe de l'Est, ainsi que d'autres pays du Marché commun, commence à avoir des effets néfastes. Les pêcheurs d'un petit port au sud-est du pays ont pu constater que, au lieu de 1.800 cages de harengs débarqués en août l'an dernier, la prise n'a été cette année que de 130 cages.

Is attribuent cette chute dévastatrice de leur pêche à la présence, au-delà des 6 milles d'eaux territoriales, de convois d'énormes chalutiers russes, polonais et roumains. L'extension par le Marché commun des eaux territoriales de la Communauté à 200 milles contribuerait probablement à minimiser ce pillage, mais pour les Irlandais elle ne ferait que changer la nationalité des « pillards ». « Préférez-vous une mort rapide des mains des Russes et des Européens de l'Est ou une extinction lente par le Marché commun ? Voilà notre choix actuel », a déclaré un fonctionnaire de l'Agence gouvernementale pour le développement de l'industrie de la pêche, Board Tascail Mhara (B.T.M.). Bien que depuis dix ans l'industrie de la pêche irlandaise ait fait d'énormes progrès (en 1963 elle avait contribué pour 1 million de livres sterling au P.N.B.; en 1974, ce chiffre a été de 28 millions de livres sterling), elle demeure sous-développée par rapport à celle d'autres pays membres de la C.E.E.

En 1973, le tonnage total de ses

## COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

## L'Ulster demande son inscription parmi les « régions à problèmes particuliers »

De notre correspondant

Belfast. — D'après un document officiel, rédigé sous la direction d'un haut fonctionnaire local, M. George Quigley, l'économie de l'Ulster est en sérieuse difficulté du fait de l'érosion régulière de la structure industrielle. Le chômage ne disconforte pas en dessous du taux actuel de 10 1/2 % de la population active, quelques soient les chances d'une reprise en métropole.

Le rapport propose un certain nombre de mesures urgentes pour sauver l'économie de la province : création de nouveaux emplois, pour rem-

placer ceux qui seront vraisemblablement supprimés aux chantiers navals de Harland and Wolff, à Belfast ; tarification spéciale de l'électricité et du gaz pour les industriels ; exemption d'impôts pour les bénéfices réinvestis en Ulster ; construction d'un complexe pétrochimique pour l'industrie des fibres synthétiques (1) ; inscription de la province parmi les « régions à problèmes particuliers » de la Communauté européenne.

Selon le rapport, l'économie nord-irlandaise repose sur le secteur public, qui emploie cent quatre-vingt mille personnes, soit 38 % de la population active, contre 30 % en métropole. Les spécialistes affirment que de sévères coupes dans les dépenses publiques risquent d'affecter profondément l'avenir de la province à long et à moyen terme, et rendre l'écart avec les autres régions encore plus difficile à combler. Dans une préface, le secrétaire d'État à l'Irlande du Nord, M. Roy Mason, constate seulement qu'il s'agit là d'une « intéressante base de discussion ».

La semaine dernière, le premier ministre britannique, M. James Callaghan, avait expliqué à une délégation de syndicalistes nord-irlandais que l'Ulster ne bénéficierait d'aucun traitement de faveur « et que, puisqu'elle fait partie du Royaume-Uni, elle devait en partager les avantages et les inconvénients ».

Dans la province, personne ne veut vraiment croire que le gouvernement britannique « sacrifiera l'Ulster pour sauver l'économie nationale ».

RICHARD DEUTSCH.

(1) L'Ulster fournit un tiers de la production du Royaume-Uni en ca domaine.

## vous cherchez une maison individuelle ou un terrain ?

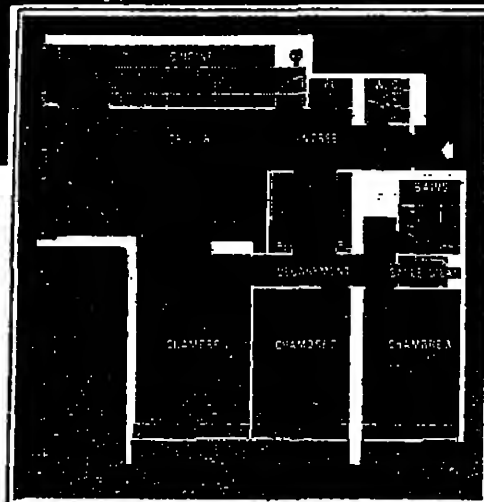


vient de paraître

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHÉ DE JOURNAUX

Villas, Fazilons et Nouveaux Villages: 8, rue de Richelieu 75001 Paris. Tél. 295.10.55

## “Paris, c'est trop cher. La banlieue, c'est trop loin”. Habitez DÉFENSE 2000.



4 pièces au 15<sup>e</sup> étage - 99 m<sup>2</sup> : 356.400 f  
parc à voiture et cave inclus, soit 3.600 f le m<sup>2</sup>.

# 3.900\* Flem<sup>2</sup>

\*prix moyen

saci  
25 ans d'activité

Paris - trop cher ou banlieue - trop loin ? DÉFENSE 2000 apporte la solution : vous pouvez habiter immédiatement l'Ouest à Paris au prix de l'Est, aux conditions individuelles, les appartements sont exceptionnellement spacieux. Et les charges ? Nous vous en réparons et vous serez agréablement surpris.

partements sont exceptionnellement spacieux. Et les charges ? Nous vous en réparons et vous serez agréablement surpris.

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, votre documentation sur DÉFENSE 2000

Renseignements et Vente  
CORI  
254, Bd St Germain 75007 PARIS  
Tél. : 260.38.22

NOM

ADRESSE

Quartier Boisjoly, 23 rue Louis Pasteur, 92130 Fontenay-sous-Bois, Paris. Tél. 776.3114.

Handwritten note: 1500







## UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE
2. AFRIQUE
  - La conférence de Genève sur la Rhodésie.
- 2-3. DIPLOMATIE
  - L'Assemblée générale de l'ONU co-donne la politique française à Mayotte.
3. PROCHE-ORIENT
  - Liban : les partis de droite considèrent l'accord de Riyad comme une simple étape vers un règlement.
- 4-5. EUROPE
  - ITALIE : M. Berlinguer craint les manœuvres de la démocratie chrétienne.
5. DROITS DE L'HOMME
- 6-7. ANNIVERSAIRE
  - Il y a vingt ans, l'insurrection hongroise.
8. IDÉES
- 9 à 12. POLITIQUE
  - Les travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.
  - Le voyage de M. Giscard d'Estaing à la Réunion.
13. SOCIÉTÉ
  - « Il n'y a-t-il un droit à la « bonne mort » ? »
14. RELIGION
  - L'Eglise évangélique est-elle en train de redéfinir ses rapports avec le régime.
  - Les évêques français s'interrogent sur la difficile transmission de la foi.
15. ÉDUCATION
  - Un colloque de l'Association « Universitaire pour l'entente et la culture ».
15. SCIENCES
16. DÉFENSE
  - Le ministre allemand à Paris.
16. JUSTICE
  - La Cour d'appel rejette la demande de révision du procès de Roland Agret.
16. SPORTS
  - BASKET - BALL : mauvais débuts de Tours en Coupe d'Europe.

### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- Pages 17 à 25
- Les années 30 ne font plus recette : On va casser le Claridge ! Des dévotions algériennes : Rien ne va plus aux « Andalouses » : Conscience et la fin des romans.
  - CROISIÈRES : Cent croisières paquebots sur les mers du monde.
  - PLAINES DE LA TABLE : Approche de la pomme de terre.
  - Maison : Mode : Hippisme : Numismatique : Philatélie : Jeux : Photo-cinéma.
27. RÉGIONS
    - A propos du rapport Guichard sur les collectivités locales : des maires plus libres n. n. plus responsables.
  - 28 à 31. ARTS ET SPECTACLES
    - CINÉMA : Missouri Brooks, d'Arthur Penn.
    - FORMES : Coumbet ressuscité.
  32. PRESSE
    - LIBRE OPINIONS : « Le déjeuner de Rouen », par Henri Noguères.
  - 37 à 42. LA VIE ÉCONOMIQUE  
ET SOCIALE
    - La grève des détaillants en fruits et légumes.

### VIE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (25)
- Annonces classées (24 à 35) : Aujourd'hui (32) : Carnet (33) : « Journal officiel » (37) : Météorologie (32) : Mots croisés (32) : Bourse (43).

### Venez visiter nos 5 étages d'exposition



Le plus grand choix de marques de Paris  
Neuf et occasion toutes marques  
Location - Vente - Achat - Réparations - Accord - Transport

**hamm** Pianos  
Orgues  
Instruments de musique

125-139 r. de Rennes - Paris 75006 - Tél. 544 35-66  
Parking - Près gare Montparnasse

A B C D E F G

Le numéro du « Monde » daté 22 octobre 1976 a été tiré à 573 626 exemplaires.

## A Paris

### La plupart des agences de la Caisse d'épargne toujours paralysées par la grève

C'est une grève particulièrement impopulaire que celle déclenchée, depuis le 6 octobre, par les employés de la Caisse d'épargne de Paris. À l'initiative du syndicat unifié des agents et cadres et de la section C.F.D.T., pour protester contre la réduction de la prime de fin d'année.

Beaucoup de petits épargnants — dont un grand nombre de retraités, — qui forment la majorité des un million six cent mille clients de la Caisse d'épargne de Paris (capi-

taie plus ancien département de la Seine), sont en effet fort gênés par la fermeture de nombreux bureaux. Actuellement, une quarantaine seulement des cent quarante agences sont ouvertes, où tout épargnant, cependant, peut retirer de l'argent en espèces (1).

En raison des résultats enregistrés cette année, « il est impossible, affirme-t-on à la direction de la Caisse d'épargne de Paris (2), de verser intégralement la prime de bilan. Il faudrait prélever pour cela sur les fonds de garantie des dépôts, lequel est sacré. Nous verserons vraisemblablement 65 % de cette prime ». Cette grève est d'autant plus mal comprise que les salariés de quelque mille cinq cents employés de la Caisse d'épargne de Paris appartiennent plus que corrects : les traitements sont, selon la direction, de 40 000 F par an pour un agent débutant, 70 000 F après dix ans d'ancienneté et 100 000 F après seize ans.

### LE PÈRE BRÜCKBERGER EST DÉSAVOUÉ PAR SES SUPÉRIEURS

Le Père Vincent de Coussemongie, maître général des dominicains, et les trois provinciaux de l'ordre de France déclarent dans un communiqué publié le 21 octobre, qu'ils « désavouent totalement les prises de position et les attitudes inappropriées du Père Brückberger contre le pape et les évêques de France ».

Ce désaveu, qui avait été précédé par plusieurs lettres et avertissements, vise surtout les récentes prises de position du dominicain dans ses chroniques hebdomadaires dans le journal « l'Aurore », à propos de l'affaire Lefebvre, où il multiplie ses attaques contre la réforme de la liturgie et de la catéchèse menée par l'épiscopat français.

Signalons enfin que le Père Brückberger conduira prochainement à Lourdes le pèlerinage de l'association traditionaliste Credo, pour présenter aux évêques réunis en assemblée plénière un Livre blanc contenant « tous les manquements graves à la foi, à la liturgie et aux ordres du sous-terrain pontificaux » relevés par les membres de l'association (le Monde du 15 octobre).

Jeudi 21 octobre, une grève de vingt-quatre heures, suivie à 80 % selon les syndicats, a été déclenchée dans les cinq cents caisses d'épargne et de prévoyance de France, pour appuyer des revendications relatives au maintien du statut du personnel. Les organisations syndicales ont, d'autre part, demandé une entrevue, le 28 octobre, avec la chambre patronale. L'Union nationale des caisses d'épargne. A Paris, la situation reste, en attendant, totalement bloquée.

(1) Un service de la Caisse d'épargne de Paris est à la disposition du public pour donner les adresses des agences actuellement ouvertes. Tél. : 233-44-15 et 236-07-21.  
(2) M. Jacques Viot nous signale qu'il est directeur général de la Caisse d'épargne de Paris et non président du conseil d'administration, comme nous l'avons écrit par erreur dans « le Monde » du 18 octobre. De même, M. Viet n'est pas directeur d'une banque.

## NOUVELLES BRÈVES

● Le Centre libre, l'un des quatre composants du Likoud au sein de la Knesset, va se retirer de cette coalition. M. Shimon Peres, député du Centre libre, a en effet annoncé mardi 19 octobre que son parti — qui ne comprend que deux députés — se retirait du Likoud en raison de la « rigidité » de l'opposition sur le problème des territoires occupés et de la « domination absolue » exercée par M. Begin, leader du Héron, considéré comme la force dominante au sein de l'opposition. Le bloc d'opposition Likoud regroupait au sein du Parlement quatre partis de droite : libéraux, Héron, Centre libre, liste d'Etat. Ces quatre partis, qui ont présenté une liste unique aux élections, ont néanmoins gardé leur autonomie interne. — (A.F.P.)

● S.N.C.F. : fortes perturbations sur le réseau banlieue des gares Montparnasse et Invalides, à Paris, où les contrôles de train C.F.T. et C.F.D.T. ont lancé un mouvement de grève, vendredi 22 octobre. Le trafic est assuré à 90 % sur le réseau banlieue et à 100 % sur les grandes lignes. Le trafic est normal à la gare Saint-Lazare. En province, des omnibus ont été supprimés dans les régions de Rennes et de Nantes. Selon la direction, c'est le vingt et unième jour de grève à la S.N.C.F. depuis onze mois.

● M. Jean Gabriel reste détenu. Réunie jeudi 21 octobre sous la présidence de M. Pierre David, son premier président, la Cour de cassation a rejeté — comme elle l'avait déjà fait le 27 août — une demande de libération de M. Jean Gabriel, sollicitée par son avocat, le 15 mai 1974, aux côtés de son lieutenant Jean Bouchet, résistant appartenant au réseau « Brutus », fusillé le 5 octobre 1942.

## LES ÉTATS-UNIS NE RECONNAÎT PAS LE TRANSKEI

New-York (A.F.P.). — Les États-Unis ne reconnaissent pas le futur État du Transkei lorsque celui-ci accèdera mardi prochain à l'indépendance, annonce vendredi 22 octobre le « New York Times ».

Le journal affirme pour cette information la porte-parole du département d'Etat, M. Robert Fush.

## En Thaïlande

### M. THANIN KRAIVICHIAN A FORMÉ SON GOUVERNEMENT

Bangkok (Reuters). — Le Conseil national de réforme administrative (C.N.R.A.), l'unité militaire qui a pris le pouvoir le 6 octobre, a mis fin vendredi 22 octobre à sa mission. Une nouvelle Constitution a été promulguée, et M. Thanin Kraivichian, nommé premier ministre par les militaires, a formé son gouvernement, qui comprend dix-sept membres.

Le nouveau ministre des affaires étrangères est M. Uthairat Pichayangkarn, qui est ambassadeur aux États-Unis depuis février. L'amiral Sa-Nga-Chaiyapoo, président du C.N.R.A., devient ministre de la Défense. Le général Boonchai Ban-rungphong, ancien commandant en chef de l'armée, et M. Amphorn Chaturavichit (qui est avocat et journaliste) sont nommés vice-premiers ministres. M. Samak Sundaravej, connu, comme le premier ministre, pour ses opinions de droite, et qui était vice-ministre de l'Intérieur dans le précédent gouvernement, devient ministre de l'Intérieur.

**Ecole d'orgue**  
1 heure par semaine - 140 F par mois  
85 F d'inscription  
**ORGUES**  
**hamm**  
125/139 rue de Rennes  
75006 PARIS - Tél. 544 35-66

## Inculpé de séquestration et homicides volontaires

### Joël Matencio a été incarcéré

Joël Matencio, meurtrier présumé de Muriel Trahelet et de Christian Leroy, a été inculpé, ce vendredi matin 22 octobre, de séquestration et homicides volontaires par Mlle Blanche Chabrin, juge d'instruction à Grenoble. Cette dernière l'a également inculpé de séquestration pour l'enlèvement de Mlle Olga Moïssenko et de violences avec armes sur M. Marc Chavot, le fiancé de cette dernière.

Selon son avocat, M. Jeanes Ambre, l'inculpé a « été tout en bloc » lors de sa présentation devant le magistrat instructeur, mais, selon le procureur de la République, il aurait indiqué qu'il s'« expliquera ultérieurement ». Un ami de Joël Matencio, Joseph Adagiacio, interpellé à Grenoble dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 octobre, était toujours gardé à vue ce vendredi en fin de matinée.

Après quarante-huit heures d'un interrogatoire serré et des confrontations parfois dramatiques, Joël Matencio a donné quatre déclarations de police de Grenoble, et, après s'être vu notifier son inculpation, a été emmené ce matin à la prison de Verpont. Une centaine d'« officiers » avaient pris place autour du palais de justice pour éviter tout incident lors du transfert de Joël Matencio « attendu » par une foule de curieux.

Rompu aux interrogatoires, celui que les policiers considéraient comme « l'homme des brigades rouges » n'a finalement cédé à aucune pression, refusant aux policiers les aveux qu'ils attendaient. De très lourdes présomptions pèsent cependant sur lui : affirmations de ses proches, qui sont certaines d'avoir identifié la voix enregistrée sur bande magnétique ; déclaration de M. Marc Chavot, tout aussi sûr d'avoir reconnu cette voix et la silhouette du ravisseur.

D'autres indices pourraient prochainement conforter les policiers dans leurs certitudes : la machine à écrire qui aurait pu servir à dactylographier les adresses et le carnet contenant, dit-on, des spécimens d'écriture comparables à celle des lettres adressées par l'auteur des enlèvements, sont actuellement à l'expertise. On a, d'autre part, appris que les policiers avaient retrouvé sur l'identité de l'ami de Matencio une arme dont la crosse était déformée. Cet ami affirme que l'arme ne lui appartient pas et qu'il l'a reçue des mains de Matencio il y a plusieurs semaines.

Il faut rappeler que le fiancé d'Olga Moïssenko avait déclaré avoir été frappé par un homme muni d'un revolver. « Si jamais Matencio a un complice, déclarent certains enquêteurs, ce ne peut être que lui ». Les policiers semblent cependant exclure l'hypothèse d'un « deuxième homme ». Au terme du long interrogatoire auquel il a été procédé, les enquêteurs estiment que Joël Matencio prépare déjà sa défense. Il aurait même, selon certains, laissé entendre qu'il était « manipulé » par une organisation.

Le procédé a déjà été employé sans succès — il y a deux ans. Les policiers chargés de retrouver les meurtriers du petit Thierry Desouches — enlevé le 1<sup>er</sup> mai 1983 à Paris et retrouvé mort en mars 1984, près de Bonnevill (Burg-et-Chalon) — avaient, avec l'accord du juge d'instruction chargé de l'affaire, M. Maurice Repaire, demandé les 18 et 19 avril 1984 à l'ensemble des stations de la radiodiffusion nationale de diffuser à deux reprises l'enregistrement d'une conversation téléphonique entre le père de l'enfant et un homme se présentant comme le ravisseur.

Par arrêté publié au Journal officiel du vendredi 22 octobre, M. Michel Pondatowski, ministre de l'Intérieur, a interdit « sur l'ensemble du territoire français la circulation, la distribution et la mise en vente de l'ouvrage Prison d'Afrique, par Jean-Paul Atala, Editions du Seuil, Paris ».

Cette interdiction a été décidée en vertu de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1981 (modifiée par le décret du 6 mai 1989), qui autorise le ministre de l'Intérieur à la prononcer « à l'encontre des journaux et écrits de provenance étrangère rédigés en langue française, imprimés à l'étranger ou en France ».

## LES NOUVEAUX TISSUS EN VOGUE

**COUTURE**  
Etamines imprimées  
Lainages écossais  
Draps réversibles  
Velours imprimés  
Jerseys Jacquard  
Cotons d'hiver  
Crêpes de soie

**DÉCORATION**  
Velours contemporains  
Toiles et chintz imprimés  
Tissus Jacquard « Design »  
Tweed et carreaux  
Lampas et tapisserie de style  
(Tous nos articles sont en stock)

**RODIN**  
35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

## REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de **8,60 à 12,20 %**  
taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :  
**SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS**  
26, bd d'Italie 601 A / B.P. 31  
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM 7

Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.



**Rieder** 24, rue Sarrette 75014 Paris  
14, rue Vauvenargues 75018 Paris

La qualité est pour nous un devoir, pour vous une certitude

100-110-120